La construction sociale du mécontentement en France

Khosro Maleki

▶ **To cite this version:**

Khosro Maleki. La construction sociale du mécontentement en France. Sociologie. Université Paul Verlaine - Metz, 2000. Français. NNT : 2000METZ008L . tel-01775500

HAL Id: tel-01775500
https://hal.univ-lorraine.fr/tel-01775500

Submitted on 24 Apr 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4
Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10
http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php
http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE - METZ
N° inv. 20000291
Cote L/MZ 00/08
Loc

UNIVERSITE DE METZ
U.F.R DE SCIENCES SOCIALES

THÈSE

pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITE DE METZ

Discipline : Sociologie

Présentée et soutenue publiquement

par

KHOSRO MALEKI

Titre :

La construction sociale du mécontentement en France

Directeur de thèse :

Monsieur le professeur Jean Yves TRÉPOS

JURY

M. CIBOIS Philippe
M. DAMIEN Robert
M. KUTY Olgierd
M. LEVERATTO Jean-Marc

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE DE METZ
022 421673 5

UNIVERSITE DE METZ
U.F.R DE SCIENCES SOCIALES

THÈSE

pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITE DE METZ

Discipline : Sociologie

Présentée et soutenue publiquement

par

KHOSRO MALEKI

Titre :

La construction sociale du mécontentement en France

Directeur de thèse :

Monsieur le professeur Jean Yves TRÉPOS

JURY

M. CIBOIS Philippe
M. DAMIEN Robert
M. KUTY Olgierd
M. LEVERATTO Jean-Marc

Remerciements

Je tiens ici à remercier les étudiants(es) de maîtrise de sociologie de l'université de Metz qui ont bien voulu aider à remplir les questionnaires en allant chez les enquêtés. Je tiens à remercier tout particulièrement ici Monsieur le professeur Jean Yves TRÉPOS qui fut mon directeur de thèse et qui fit preuve d'une très grande disponibilité et ouverture d'esprit.

Table des matières

Introduction 4
Problématique de recherche 4
Buts de recherche 6
Première partie 10
1-1-Introduction 10
1-1-1-Causes du mécontentement 11
1-1-2-Perception du sujet du mécontentement 12
1-1-3-Sentiment de mécontentement 13
1-2-Définition du mécontentement 13
1-3-Généalogie du mécontentement 21
1-3-1-Partie de Malcontents 22
1-3-2-Guerre des Malcontents 30
1-3-3-Soulèvements des paysans 31
1-3-4-Mécontentement des religieux 32
1-4-Éléments constitutifs du mécontentement 38
1-4-1-Introduction 38
1-4-2-Problème social 39
1-4-3-Types de problème social 40
1-4-3-1-Problème social chaleureux 41
1-4-3-2-Problème social froid 42
1-4-3-3-Problème social révolutionnaire 43
1-4-3-4-Problème social cognitif 44
1-4-4-Redéfinition du problème social 46
1-4-5-Interaction entre les problèmes sociaux 48
1-4-6-Ressources productrices du problème social 49
1-4-7-Perception du problème social 52
1-4-8-Objet offensant et situation menaçant 53
1-4-9-Divers niveaux des problèmes sociaux 54
1-4-9-1-Collectivisation et privatisation du problème social 54
1-4-9-2-Intérêt individuel et problème social 58
1-4-10-Contexte social d'objet offensant 62
1-4-11-Responsabilité du problème social 66
1-4-11-1-Deux genres principaux de responsabilité 67
1-4-11-2-Individu-responsable et système-responsable 68
1-4-11-3-Responsabilité et structure sociale 68
1-4-12-Les revendications 70
1-4-12-1-Définition de la revendication 70
1-4-12-2-Cristallisation de la revendication 71
1-4-12-3-Forme et le contenu de la revendication 74
1-4-12-3-1-Forme de revendication 74
1-4-12-3-2-Contenu de revendication 78
1-4-12-4-Types de revendication 80
1-4-12-4-1-Revendication juridique 80
1-4-12-4-2-Revendication associée 81
1-4-12-4-3-Revendication expertisée 84
1-4-12-4-4-Revendication idéologique 86
1-4-13-Répertoire d'action de mécontentement 87

1-4-13-1-Types de répertoire d'action de mécontentement 94
1-4-13-2-Intensité du comportement contestataire 96
1-5-Types de mécontentement social 103
1-5-1-Mécontentement complet et le mécontentement inachevé 106
1-5-2-Mécontentement systémique 107
1-5-3-Mécontentement en soi-social 108
1-6-Émergence du mécontentement 111
1-6-1-Introduction 111
1-6-2-Causes relationnelles ou concrètes 112
1-6-3-Théorie de la mobilisation de ressources 119
1-7-Développement de mécontentement 125
1-8-Tendance du mécontentement 130
1-8-1-Aptitude à résoudre le problème 130
1-8-2-Aptitude à la généralisation de mécontentement 131
1-8-3-Aptitude à la politisation de mécontentement 133
1-8-4-Aptitude à la centralisation de mécontentement 135
1-8-5-Aptitude à l'idéologisation de mécontentement 137
1-8-6-Aptitude à l'attraction et d'expulsion de mécontentement 138
1-8-7-Aptitude à la nationalisation 140
1-9-Téléologie du mécontentement 141
1-9-1-Effets sociétaux de mécontentement sur les intérêts 146
1-9-2-Développement du bien public 146
1-9-3-Développement de la politique publique 147
1-10-Contexte social 147
1-10-1-Stratification sociale 148
1-10-2-Structure sociale de la société 151
1-10-2-1-Perception du système politique 151
1-10-2-2-Perception du système économique 154
1-10-2-3-Système culturel 155
1-10-2-4-Personnalité 159
1-11-Modèle théorique explicatif du mécontentement 160
Deuxième partie
2-1-Méthode de recherche 169
2-1-1-Introduction 170
2-1-2-Méthode choisi (l'interview avec le questionnaire) 175
2-1-2-1-Équité dans la construction du questionnaire 177
2-1-2-2-Réalité sociale dans la construction du questionnaire 178
2-1-2-3-Solidarité des éléments du questionnaire 179
2-2-Echantillon et la population de recherche 180
2-3-Mécontentement comme objet évoluant 180
2-4-Variable dépendante- le degré du mécontentement 182
2-5-Mesure des éléments constitutifs de mécontentement 187
2-5-1-Objet du mécontentement – la situation économique actuelle 187
2-5-1-1-Perception d'objet du mécontentement 189
2-5-1-2-Importance de l'objet du mécontentement 189
2-5-1-3-Menace perçue de l'objet du mécontentement 189
2-5-1-4-Intérêts de l'individu 190
2-5-2-Mesure de l'assignation de la responsabilité du problème social 192
2-5-3-Mesure des revendications 194
2-5-4-Mesure du répertoire d'action protestataire 195

2-6-Variables indépendantes 198
2-6-1-Confiance sociale 198
2-6-2-Évaluation du système politique 199
2-6-3-Injustice sociale 200
2-6-4-Positions sociales 202
2-6-5-Caractères personnels 204
2-6-6-Valeurs essentielles 206
2-7-Questionnaire constitutif du mécontentement 207
Troisième partie 210
Présentation des résultats
3-1-Introduction 210
3-2-Degré du mécontentement 210
3-3-Normalisation du mécontentement 219
3-4-Construction sociale du mécontentement 221
3-4-1- Identification de la situation économique actuelle 221
3-4-2- Appréciation de la responsabilité 230
3-4-3- Revendications sociales 243
3-4-4- Répertoire d'action protestataire 251
3-5-Corrélations entre les éléments constitutifs du mécontentement 260
3-6-Variables indépendantes 264
3-6-1-Évaluation du gouvernement 264
3-6-2-Injustice sociale 269
3-6-3-Hiérarchie des positions sociales 280
3-6-4-Valeurs essentielles 287
3-7-Constellation des groupes sociaux français 294
3-8-Caractères sociaux de contexte social de mécontentement 306
3-8-1- Priorité de la justice sociale 306
3-8-2- Confiance sociale 307
3-8-3- Rôle de gouvernement 307
3-9-Modèles explicatifs du degré du mécontentement 309
3-9-1-Intervention des caractères individuels dans le modèle 313
3-9-2-Intervention de l'injustice sociale dans le modèle 315
3-9-3-Injustice sociale et les caractères individuels dans le modèle 318
3-9-4-Influence de la profession sur la construction sociale du mécontentement 323
3-9-5-Influence du sexe sur la construction sociale du mécontentement 330
3-10-Modèle explicatif final du degré du mécontentement 335
Conclusion 343
Bibliographie 352
Annexe

Introduction

Problématique de recherche

L'équation de "contentement / mécontentement" est un sujet multidimensionnel qui mérite également une étude multidisciplinaire. Le mécontentement est un sentiment *naturel* qui s'enveloppe socialement et psychologiquement sous les influences d'un système social propre, bien qu'il reproduise effectivement les effets explicites sur le système corporel de l'être humain. Être rouge de colère, l'irritation, la colère, l'agressivité et l'angoisse sont les différentes expressions corporelles issues du sentiment naturel du mécontentement. Le mouvement social, le soulèvement, l'émeute et la révolution sont également les différentes formes d'aspect social du sentiment du mécontentement. Le sentiment naturel de mécontentement va se socialiser dans un processus d'enchaînement en s'installant dans un contexte social propre. En fait, Le mécontentement fait souder réciproquement l'individu avec le système social où il recherche la justice et le *bonheur.*

Le contact entre le mécontentement et le système social aboutit à certains types de reconnaissance de la totalité de la société dans laquelle le mécontent se retrouve. La position sociale de mécontentement et celle de mécontent se confronte objectivement, dans ce contexte, de sorte qu'elles apparaissent subjectivement dans les connaissances ordinaires de mécontents de la *société* comme un *système social.* Le sentiment de mécontentement a tendance à sonder profondément dans la société afin de reconnaître les adversaires sociaux. Dans cette condition, la réalité sociale s'injecte dans le processus de reconnaissance de la totalité de la société suscité par le mécontentement. En effet, d'une façon, la société va se refléter de manière argumentaire dans les connaissances ordinaires de mécontents qui subissent les contraintes de cette société dans le cas où le sujet de mécontentement serait apparu.

La question essentielle qui se pose est de savoir comment le mécontentement se construit-il socialement et comment peut-on reconnaître la réalité reflétée d'un système social

par les divers types de mécontentement ? Pourquoi le mécontentement émerge-t-il et comment peut-il être développé, répandu et enfin localisé et contracté ? Ces questions vont mettre en question la généalogie et la futurologie du mécontentement. Le mécontentement, comme un phénomène social, peut bien émerger et se développer dans une société industrialisée présentant contexte social convenable. Ce type de société prépare les conditions d'émergence d'une tendance afin qu'elle, la société, soit reconnue culturellement, alors que le mécontentement social fournit des possibilités de ce type de connaissance. En suivant les traces de mécontentement social on peut répondre modestement aux questions mentionnées au-dessus. Par la construction sociale[1] de mécontentement on entend que le mécontentement est un sentiment naturel qui va être activé et intériorisé par des réflexions de situations objectivées de l'extérieur. Le mécontentement doit être donc étudié comme un processus dynamique qui se compose de plusieurs éléments socialement importants à réaliser.

Dans une société industrialisée, le processus de construction sociale du mécontentement peut être socialement fortement amplifié de sorte que le mécontentement puisse véritablement se cristalliser de façon progressive. Dans ce cas, le fonctionnement de mécontentement social et sa relation avec l'ordre social peuvent se remettre en question problématiquement. La complexité de la société aboutit aux circonstances où le mécontentement va se compliquer également, en autres, les éléments constitutifs de mécontentement s'observent par diverses formes et contenus par lesquels les différents types de mécontentement se produisent.

Le mécontentement social, dans une société industrialisée, se diversifie par certains critères sociaux propres, comme le processus de la professionnalisation ou la division du travail. Bien que la profession, au niveau micro, soit un sujet social susceptible de consolider la cristallisation du mécontentement par les forces d'un réseau professionnel, mais, au niveau macro, la division du travail localise le mécontentement social dans certains domaines

[1] Burr Vivien, 1996, An Introduction to Social Constructionism, London, Routlege.

propres. Par exemple, en France, le secteur public est un domaine susceptible de voir l'émergence de mécontentement social, mais pourtant, le mécontentement se divise entre les différents sub-domaines du secteur public. Par cela, on peut distinguer en gros le "*mécontentement absolu*" du "*mécontentement relatif*". Le "mécontentement absolu" se transforme vers un nouveau type que l'on peut dénommer le "mécontentement relatif".

Dans la société industrialisée, le mécontentement se fait progressivement relativiser plutôt par la hiérarchie entre les positions sociales selon la conception qu'ont les individus de la société. L'intensité et la puissance du mécontentement social se contrôlent socialement par les forces inégales des positions sociales par lesquelles une part importante de la connaissance ordinaire de la réalité sociale se produit. Mais, comment peut-on avoir accès à ce type de connaissance réelle de la société ?

But de recherche

L'objectif de cette recherche, au départ, était de retrouver un modèle explicatif falsifiable du mécontentement à la base d'une théorie sociale constitutive, une théorie qui peut interpréter l'émergence et le développement du mécontentement. Pour cette raison, on a commencé par une vérification des théories sociales du conflit déjà établies pour reconstruire les éléments constitutifs du mécontentement. Notre question essentielle était de savoir comment le mécontentement émerge, il se développe et comment il se résorbe ? Comment les attitudes et les comportements collectifs des mécontents se construisent-ils dans un contexte social donné ? Les travaux de Ch. Tilly, W. Gamson, R. Oberschall, J.Y. Trépos (Thèse d'État), E. Goffman (Les Cadres de l'expérience), P. Bourdieu, A. Touraine, T. Gurr, A. Hirschman, M. Olson et S. Tarrow sont étudiés et critiqués. Par conséquent, on a pu établir un modèle théorique qui peut expliquer l'émergence, le développement, la destination et les effets du mécontentement social. Dans ce cadre-là, en émettant certaines hypothèses, on a

tenté d'établir une comparaison entre deux types essentiels du mécontentement social dans deux genres différents du contexte social, c'est-à-dire le XVI^{e} siècle et la société actuelle.

Le but suivant était également la vérification des influences d'injustice sociale qui est d'ailleurs l'un des plus importants facteurs sociaux dans le modèle explicatif de mécontentement. L'injustice sociale est un facteur trop important qui influence sur la théorie de la mobilisation des ressources pour causer le mécontentement social. Le fossé entre la perception de l'objet menaçant du mécontentement et le comportement protestataire s'est creusé. Dans ce cas-là, le processus de verbalisation des objets menaçants joue un rôle déterminant, d'autant que la violence se crée en l'absence de ce facteur médiateur. Le degré de mécontentement se construit par l'influence de la perception de l'injustice sociale et également, l'intensité du comportement protestataire se cristallise par la possibilité de l'accès au pouvoir et par l'éventualité de devenir un groupe uni. Le changement social se crée par la compétition entre les groupes sociaux dont les positions dans la vie politique et économique se reflètent sur l'intersubjectivité des individus en fonction de leurs pouvoirs personnels et collectifs dans la société où ils deviennent mécontents d'une situation les menaçant en propre.

Connaître la société en suivant les traces sociales constitutives de mécontentement est l'intérêt final de cette recherche. La présupposition de cette reconnaissance est que la société industrialisée peut apparaître dans les différents types d'équation de "mécontentement / contentement" que l'on peut vérifier théoriquement et méthodologiquement. Par exemple, la philosophie, l'idéologie, l'art et la littérature sont les domaines très intéressants où le mécontentement peut être effectivement présenté. Dans ce cas là, le mécontentement peut nous donner un point de vue pour mieux comprendre la société en relation avec l'individu, comme classiquement en sociologie.

L'intérêt théorique de ce travail se réfère à une nouvelle connaissance de la correspondance entre l'homme et la société où les contraintes sociales et les attentes de

l'individu se rencontrent dans une nouvelle condition de la vie sociale. La société industrialisée, d'une part, peut être étudiée à travers une nouvelle équation de "contentement / mécontentement" et, d'une autre part, l'individu peut se définir par une nouvelle équivalence entre sa nature émotionnelle et les contraintes rationnelles ou irrationnelles de la société. L'intérêt pratique de ce travail porte sur l'ordre social où l'injustice sociale peut se réduire de sorte que les individus soient susceptibles d'avoir des chances égales dans la vie sociale. L'injustice sociale, soit au niveau micro ou macro, et l'immoralité associées sont les abîmes de la vie sociale qui dénaturer l'individu.

On a établi un questionnaire en neuf pages en utilisant certaines techniques de mesure comme "l'échelle de Likert", la "sociométrie", la méthode du "scalogramme de Guttman", la méthode des "comparaisons par pairs", "semantic differencial" d'Osgood et les autres questions fermées. En premier lieu, le but méthodologique essentiel était d'abord une tentative pour faire harmoniser l'application de ces techniques et ensuite, pour construire une mesure valable de "degré du mécontentement" comme variable dépendante de cette recherche. Pour ce faire, on a en fin de compte choisi la technique de Likert qui permet de mesurer cet objet avec un état de précision considérable.

En deuxième lieu, on a essayé de reformer une nouvelle série de questions structurelles pour répondre en pourcentage permettant à l'enquêté d'élargir sa réponse sur une échelle très vaste de 0 à 100 portant sur la vie sociale courante. L'objectif de ces questions proportionnelles est de mesurer la valorisation structurelle de certaines représentations sociales, et de quelle façon elle se construit dans la vie quotidienne de chaque acteur social.

Les questionnaires sont réalisés comme une interview en accompagnant des enquêteurs, qui étaient étudiants en licence de sociologie, chez les enquêtés à Metz. L'interview a duré entre 40 et 60 minutes. On a testé deux fois le fonctionnement du questionnaire provisoire par certains enquêtés connus par les enquêteurs afin d'améliorer les

détails des questions et la structure du questionnaire. Enfin, 178 questionnaires ont été prêts à être exploités. Le traitement des données s'est accompli à l'aide du logiciel 'SPSS' en appliquant certaines méthodes statistiques comme le tableau croisé et le Khi-carré, l'analyse de variance, le coefficient de corrélation (Spearman et Pearson), l'analyse factorielle, la régression linéaire simple et multiple et les modèles causaux. Par ces processus, on examine pratiquement le modèle théorique du mécontentement établi au départ.

Ce travail va se présenter en trois parties. La première se consacre aux débats théoriques pour qu'on puisse accéder à une théorie constitutive du mécontentement. La deuxième partie se compose des démarches méthodologiques qui représentent les arguments de choix de méthodes et techniques pour cette recherche. La troisième partie présente les résultats de recherche qui se composent d'ailleurs de plusieurs modèles explicatifs de la construction sociale du mécontentement, alors que certains autres résultats sont situés dans 'l'annexe'. Enfin, la conclusion, l'annexe et la bibliographie viennent à la suite.

Première partie

1-1-Introduction

Le processus du mécontentement social contient plusieurs éléments constitutifs qui se transmettent entre l'individu et la société, autrement dit, il joue comme un phénomène social reliant les deux niveaux Micro et Macro. Le mécontentement prend différentes formes et différents contenus sur un même sujet, alors qu'il est capable d'être politisé dans les institutions sociales. Le processus du mécontentement social peut aboutir aux mouvements sociaux et peut-être, au changement social, soit le changement des valeurs soit celui des normes. Le mécontentement social, d'une part, au niveau macro, peut entraîner l'Etat à reconstruire le système politique et économique et d'autre part, au niveau micro, il peut mobiliser les gens pour s'associer autour d'une situation conflictuelle afin d'obtenir nouveaux avantages sociaux légitimés par le centre de pouvoir. Le stimulus de la réussite contre l'adversaire est l'un des facteurs les plus importants pour que le conflit social puisse continuer, soit par l'institutionnalisation du conflit soit par la mémoire collective. Les institutions officielles dirigent normalement le mécontentement social afin d'assurer les mécontents contre un certain nombre de désespérances sociales permettant la continuité de la vie quotidienne. Le mécontentement social se guide dès lors dans les canaux légaux et légitimes. Le sentiment de mécontentement est un processus dynamique qui précipite l'individu dans une situation sociale où il est obligé de prendre en compte les forces sociales.

Pour aborder le mécontentement social, nous avons besoin d'un réseau conceptuel dans lequel l'émergence et la transformation du mécontentement peuvent être décrites. "Mécontentement ; 1. Sentiment de quelqu'un qui est mécontent ; irritation, contrariété, manifester son mécontentement contre quelqu'un. Son mécontentement se lisait sur son

visage. 2. Etat d'insatisfaction, de frustration, d'indignation d'un groupe qui n'admet pas une situation : le mécontentement populaire. 3. Sujet de mécontentement, ce qui est susceptible de mécontenter quelqu'un, un groupe" (Grand dictionnaire Encyclopédie, tome 10, 1984, Larousse).

Selon cette définition générale du mécontentement, comme point de départ pour la conceptualisation du mécontentement, on peut déduire trois éléments essentiels ;

1- Les causes de mécontentement

2- La perception du sujet de mécontentement

3- Le sentiment de mécontentement.

1-1-1-Les causes du mécontentement

Les causes de mécontentement peuvent se composer de deux dimensions extrêmes ; la première dimension est consacrée à la nature matérielle de causes, comme source de douleur physique individuelle de sorte que cette douleur interne deviendrait une source de mécontentement, que l'on dénomme les "causes matérielles". Dans ce cas, la "frustration" est une cause très connue de mécontentement. Au contraire, la deuxième dimension peut octroyer une nature sociale aux causes de mécontentement qui suscitent des tentatives de reconnaissance vis-à-vis d'un problème externe, par exemple ; l'injustice sociale. Cette deuxième dimension peut se dénommer les "causes sociales ou relationnelles". Dans ce cadre là, par exemple, les interrelations sociales entre les riches et les pauvres peuvent être représentées comme une cause importante de mécontentement.

Mais pourtant, il faut distinguer les problèmes sociaux des causes de mécontentement, c'est-à-dire dire que les problèmes sociaux sont capables, mais pas nécessairement, de se représenter comme les causes sociales de mécontentement. Les problèmes sociaux, comme les

situations anormales, peuvent être subjectivement les motifs externes qui suscitent les activités mentales[2]. Les problèmes sociaux redéfinissent les relations sociales entre les divers adversaires sociaux. Par conséquent, la logique sociale des relations réciproques entre les adversaires se représente à travers des problèmes sociaux pour qu'elle puisse être critiquée. Les causes sociales de mécontentement sont, d'une manière générale, un genre de critique réciproque, entre l'individu et la société, d'une part, et la logique sociale des interrelations inégales dans la société, d'autre part.

La transformation des problèmes sociaux aux causes sociales de mécontentement joue un rôle très important pour l'émergence du mécontentement social. Les diverses logiques sociales font éclater les problèmes sociaux et les redistribuent dans les différents espaces sociaux. Les intérêts, soit matériels ou immatériels, représentent un poids très important dans le processus de localisation des problèmes sociaux et dès lors, dans celui du morcellement des mécontentements sociaux.

De plus, les caractères propres des causes du mécontentement sont des critères très importants par lesquels le mécontentement peut se catégoriser. Selon les combinaisons entre les causes sociales et matérielles, un certain nombre de types de mécontentement peut se distinguer sur un continuum du "mécontentement privé" ou individuel et le "mécontentement social". La forme et le contenu de mécontentement se construisent donc sous les influences des combinaisons entre ces causes d'émergence du mécontentement. Dans ce contexte, on retrouve une transformation de l'identification d'un problème social en un processus de redéfinition des causes de ce problème identifié comme un objet menaçant.

1-1-2-La perception de sujet de mécontentement

La perception d'un sujet social comme un problème social ne présente pas le même sens pour tous. Le sujet social se perçoit selon les précédentes expériences accumulées dans la

[2] Festinger L. 1957, A theory of cognitive dissonance, Evanston, Row Peterson.

mémoire de l'individu (Goffman, E.). La perception d'un sujet social, comme l'injustice ou la douleur, ne concerne pas simplement le sujet extérieur lui-même, mais aussi les expériences précédentes mémorisées et en relation avec le sujet en question, l'ensemble entrant, Selon Goffman, dans « un cadre d'interprétation ».

1-1-3-Le sentiment de mécontentement

En premier lieu, le mécontentement est un sentiment naturel qui mobilise immédiatement les jugements affectifs et par conséquent, il conduit l'individu vers un comportement plutôt émotionnel. En deuxième lieu, le mécontentement est un processus qui se dirige socialement vers la rationalisation à travers des institutions sociales. Le sentiment de mécontentement navigue dans un 'espace subjectif / objectif' où l'individu se dirige enfin vers un répertoire d'action conformément aux circonstances sociales.

1-2-Définition du mécontentement

D. A. Snow emprunte le terme « frame » (charpente) de Goffman pour dénoter « des schémas d'interprétation » qui permettent aux individus de *localiser*, de *percevoir*, d'*identifier* et de *labelliser* les événements de leur vie et du monde en général (Snow D. A. et al., 1986, p.464). Ils entendent par "frame (charpente) d'alignement" une référence aux liens entre l'interprétation d'individu et celle d'une organisation de mouvement social de sorte que, par exemple, certains intérêts ou certaines croyances et valeurs d'individu peuvent être adoptables ou complémentaires avec les buts, les activités et l'idéologie de cette organisation sociale. Ils proposent quatre types de processus de charpente d'alignement d'interprétation (p. 467) :

A. "*Charpente bridging*", il s'agit de plusieurs problèmes structurellement séparés en les liant idéologiquement (P.467). Les problèmes politiques, économiques et culturels étant indépendamment perçus par toute personne, mais ils se sont idéologiquement unis, soit par les

informations individuelles soit par les informations diffusées par les réseaux interpersonnels ou intergroupes. Si les problèmes distingués restent séparément dans l'esprit, on peut dire que les mécontents issus de ces problèmes seront plutôt comme « les mécontents immobilisés » et ils seront la cible de recrutement pour les mouvements sociaux, par les médias, le téléphone, la poste et l'ordinateur.

B. "*Charpente amplification*", il s'agit de la clarification et de l'encouragement d'un schéma interprétatif portant sur un problème propre ou des séries d'événements (Snow et al., P.469). Car le sens d'événements et leurs rapports avec la situation de la vie quotidienne d'individu sont souvent enveloppés par les jugements des autres, par l'ambiguïté ou l'incertitude. Pour comprendre les sens d'événements, les individus choisissent, par eux-mêmes ou les autres, un schéma interprétatif d'entre des cadres d'interprétation existants, selon leurs valeurs ou leurs croyances. Snow et ses collègues proposent deux sortes de cadre d'amplification : "Amplification valeur" et "Amplification croyance".

"Amplification valeur" s'applique à l'identification, à l'idéalisation et à l'élévation d'une ou plusieurs *valeurs présumées fondamentales pour interpréter le problème* ou les séries des événements. Les mouvements sociaux remettent en question ces valeurs fondamentales afin d'écarter l'ambiguïté de l'interprétation et, par conséquent, pour activer le mécontentement. Les valeurs fondamentales comme la justice sociale, la coopération et la sainteté de la vie humaine sont amplement embellies, alors que le mécontentement social fait idéaliser certaines valeurs associées avec démocratie, par exemple les valeurs de l'égalité et de la liberté. En effet, c'est la nature d'un problème social qui provoque le genre de valeur fondamentale pour être présenté dans les arguments afin de jouer un rôle d'arbitre. Par exemple, les valeurs fondamentales en France ; « Liberté, Égalité, Fraternité » conduisent les problèmes sociaux vers des solutions propres issues de ces valeurs.

"Amplification croyance" s'applique à soutenir ou à empêcher de façon cognitive le comportement poursuivant les valeurs désirées. Par exemple la phrase suivante ; « les capitalistes sont les exploiteurs » peut s'exposer comme une croyance qui va établir une relation présumée entre deux notions : les capitalistes et les exploiteurs. Dans ce cas là, un problème social est qualifié politiquement, alors que la responsabilité est également assignée. Les croyances peuvent développer ou limiter le répertoire d'action protestataire contre les objets de mécontentement. Alors là, les croyances définissent d'abord la *normalité* ou l'*anormalité* d'une situation problématique, ensuite, la *gravité* et la *causalité* de cette situation, après, les *stéréotypes* à l'égard des antagonistes, la *probabilité de changement* de la situation problématique et l'*efficacité* d'action collective et enfin, la *nécessité* de faire quelque chose pour améliorer la situation de malaise. Dans cet espace de subjectivité, l'attribution de responsabilité est un élément trop important pour amplifier socialement le processus de mécontentement.

On peut donc résumer « charpente amplification » comme un certain nombre de démarches subjectives qui clarifient et développent un schéma interprétatif existant, soit par les valeurs soit par les croyances, afin de qualifier le genre d'un problème social en relation avec les valeurs fondamentales et ensuite, d'assigner les responsabilités et enfin de déterminer les traitements convenables.

C. "*Charpente extension*", il s'agit d'une organisation (ou une personne) qui peut encore chercher à étendre ses soutiens en agrégeant à ses revendications initiales d'autres thèmes qu'elle s'efforce donc de relier idéologiquement à ses véritables sujets de préoccupation (Snow et al., P.472). En fait, les mécontentements sociaux dirigent subjectivement certains individus afin de relier idéologiquement leurs problèmes aux problèmes des autres genres. Les limites du cadre primaire d'interprétation du mécontentement se sont donc étendues, soit par

les valeurs ou les croyances soit par les intérêts des mécontents, jusqu'à s'unir aux mouvements sociaux. Dans ce cadre d'interprétation, les problèmes se retrouvent logiquement et émotionnellement en relation sociale réciproque. Le nombre et le genre de problèmes sociaux jouent un rôle essentiel afin des se remettre en relation de sorte que les malaises sociaux puissent se hiérarchiser.

D. "*Charpente transformation*". Concernant les projets, les causes et les valeurs que certains mouvements sociaux promeuvent, il est cependant possible qu'ils ne constituent pas la réflexion des styles de vie quotidienne et les schémas d'interprétation existant (P.473). Lorsque les valeurs et les buts défendus par un mouvement sont antithétiques de ceux défendus par la société, quand les buts du mouvement sont fondamentalement opposés à l'idéologie dominante, le mouvement se voit contraint d'implanter et de répandre de nouvelles valeurs, soit dans un domaine particulier soit globalement. Dans ce cas là, "charpente transformation" sera nécessaire (Snow et al.). Telle transformation redéfinit les activités, les événements et les biographies qui ont déjà été significatifs dans les points de vue de certains cadres primaires d'interprétation, alors que ces mêmes objets ont actuellement d'autres sens dans d'autres cadres d'interprétation. Le changement de cadre d'interprétation permet aux objets sociaux d'évoluer de sorte qu'ils puissent être signifiés de manière nouvelle. Par exemple, une situation d'injustice qui était perçue un jour comme une situation de pauvreté mais tolérable, actuellement elle peut se redéfinir comme celle d'immoralité, d'injustice et inacceptable, « un changement systématique »(Snow et al.).

Dans un autre article, D. Snow et R. Benford[3] (p. 198) posent la question suivante : Comment ces types charpentes d'alignement peuvent se situer dans un état complémentaire et solide pour interpréter un mouvement social de sorte qu'il puisse éviter de "*frame de*

[3] B. Klandermans, H. Kriesi et S. Tarrow, 1988, From Structure to Action, London, JAI Press, vol. 1, pp. 197-217.

résonance» ? Pour répondre à cette question, ils insistent sur le rôle de l'idéologie en indiquant la différence entre deux approches principales dans ce domaine : l'approche de "nouveaux mouvements sociaux" dans la sociologie européenne qui insiste plutôt sur l'idéologie et l'identité de l'homme et celle de "mobilisation de ressources" qui ne tient pas compte du rôle de l'idéologie pour l'émergence de l'action protestataire. La première perspective, les mouvements sont considérés essentiellement comme les porteurs ou les émetteurs des logiciels pour l'action qui suscite des nouvelles dislocations structurelles. La deuxième approche insiste sur le rôle d'acquisition de ressources pour déployer les activités des organisations de mouvements sociaux et sur la croissance et décroissance de structure de capacités du système politique, alors qu'elle ignore le rôle des idées et croyances en raison de son émancipation (p. 197-198)[4]. Pour que les quatre types de "charpente" soient dans un état complémentaire, ils proposent quatre groupes de facteurs à savoir : (1) la robustesse consensuelle entre les "charpentes" ; (2) les contraintes d'infrastructure de systèmes de croyance ; (3) les contraintes phénoménologiques, la pertinence de "charpente" à l'égard de la vie ordinaire d'individu, et (4) le cycle de protestation.

Le point important dans ce changement de cadre d'interprétation est la transformation sur la redéfinition de *gravité*, de *normalité*, de *responsabilité* d'une situation sociale déjà interprétée. Une situation de pauvreté peut être définie comme celle d'injustice, mais une partie de son rapport avec un répertoire d'action contre cette situation dépend de ce que le blâme ou la responsabilité soient vécus de façon "interne" (*victime-blâme*) ou "externe" (*système-blâme*). Donc, l'apparition d'un *cadre d'interprétation d'injustice* doit être accompagnée d'une modification de correspondance dans l'orientation d'attribution de la responsabilité.

[4] Aussi cf. Klandermans B. et S. Tarrow, 1988, Mobilization into Social Movements : Synthesizing european and american approches, In B. Klandermans, H. Kriesi et S. Tarrow, From Structure to Action, London, JAI Press, vol. 1, pp. 1-38.

En effet, il s'ensuit que, selon Goffman, en rencontrant les problèmes extérieurs, les individus vont tenter de les interpréter d'abord idéologiquement conformément à un schéma d'interprétation qui a progressivement évolué, alors qu'il fait systématiquement changer la première perception du problème extérieur afin de soulever une série d'événements comme une source de mécontentement intolérable de manière que personne ne puisse être indifférent. Les problèmes extérieurs (sociaux) entraînent les individus aux activités intellectuelles pour retrouver les responsables et encore réfléchir sur les détails de changement de la situation problématique dans un cadre interprétatif d'injustice et d'immoral.

La perception du problème comme sujet de mécontentement naît idéologiquement et se transforme dans un processus subjectif en progressant vers un état objectif au milieu d'un réseau social propre où les causes du mécontentement se clarifient constamment par les arguments renouvelés à la base de redéfinition des valeurs fondamentales. Tout cela s'établit d'abord par un "cadre interprétatif existant" qui se transforme progressivement dans un "schéma interprétatif d'injustice". La perception de mécontentement[5] évolue constamment dans un processus dynamique où la subjectivité et l'objectivité peuvent se souder de sorte que le sentiment naturel de mécontentement et la rationalité d'ordre social se rencontrent perpétuellement. Les organisations de mouvements sociaux abordent idéologiquement les sujets structurellement différents de mécontentement un cadre interprétatif légitime capable d'équilibrer une correspondance entre les arguments rationnels et les émotions naturelles. Ce cadre interprétatif, comme un nuage subjectif, conduit systématiquement les mécontents à distinguer les causes et à assigner les responsabilités du malheur et de la désespérance retrouvée par eux-mêmes. La relation entre les organisations de mouvement social et les mécontents veut expliquer que les sources de mécontentement social ne se résolvent que par

[5] Par exemple, Turner et Altheide, Turner propose cinq catégories qui influent sur la perception de public à l'égard d'une démonstration de mécontentement. Altheide et Gilmore font des hypothèses à la base des catégories proposées par Turner, sur la relation entre les couches sociales et la perception de protestation comme une démonstration de mécontentement.

les comportements collectifs, alors que la société industrialisée est une société individualisée. Le réseau social dans lequel le mécontentement circule dirige spirituellement le processus de mécontentement vers un état d'échelle socialement étendue entre une situation inacceptable et une situation excusable. L'existence d'un ensemble de mécontents n'est pas suffisant pour l'émergence de l'action collective, mais, de plus, il sera nécessaire d'avoir un cadre interprétatif commun légitime pour analyser idéologiquement les origines de malheur et redéfinir les adversaires sociaux.

En poursuivant le chemin de définition du mécontentement, on peut également indiquer l'essai de Felstiner W.L.F. et ses collaborateurs. Ils ont travaillé sur l'émergence et la transformation des litiges. Selon Felstiner, il existe trois étapes consécutives pour la naissance et la transformation des litiges, qu'il s'agisse de ; *réaliser*, *reprocher* et *réclamer*. Ils insistent sur le rôle de la "perception" dans un processus de compréhension d'une réalité sociale. La première phase est de reconnaître un problème offensant, c'est-à-dire que ce problème se reflète comme une menace réelle dans la conscience d'individu. La deuxième étape est une transformation de ce type d'expérience offensive en un processus de grief afin de blâmer les responsables. La phase suivante est d'appliquer un type propre de réclamation pour remédier aux dégâts perçus. Les litiges sont issus de cette dernière étape, quand cette réclamation ne sera pas acceptable par les personnes reconnues comme responsables des dégâts.

Selon l'analyse de Felstiner et ses collaborateurs, d'une part, et Snow et ses collègues, d'une autre part, on peut en conclure que la transformation de mécontentement peut se composer des étapes dynamiques suivantes. D'abord, c'est l'identification d'un problème social comme un objet offensif qui menace les intérêts d'individu. Cette identification se réalise d'une façon pluridimensionnelle que l'on peut dénommer en gros, "*identifier un objet menaçant*". Ensuite, c'est une tentation de définition de la responsabilité de ce problème

menaçant qui peut se dénommer ; "*assigner la responsabilité*". L'étape suivante se réalise par une réclamation des revendications afin de remédier aux causes de mécontentement. Cette transformation peut avoir le label suivant ; "*déterminer les revendications*". Enfin, la dernière étape se consacre à une transformation d'identification des attentes en un répertoire d'action qui définit le genre, la forme et le contenu de l'action pour réaliser les revendications contre les adversaires sociaux. Cette étape peut se dénommer "*traiter un répertoire d'action protestataire*".

On peut maintenant tenter d'avoir une définition du mécontentement. Il faut d'abord distinguer le "mécontentement" de l'"*insatisfaction*". Le mécontentement peut être causé par l'insatisfaction, mais il ne signifie pas un état d'absence de satisfaction. Les besoins ou les désirs sont les origines naturelles de la satisfaction ou de l'insatisfaction, alors que le mécontentement est un sentiment réflexif d'une situation perçue comme un problème social.

La deuxième remarque est que le mécontentement est un sujet total à multidéfinitions dans un état dynamique où les différents éléments se remettent en relation perpétuellement. Dans ce cas, on peut parler du "*mécontentement en action*" de sorte qu'il crée un champ de subjectivité et objectivité pour provoquer plusieurs activités sociales.

En utilisant un réseau de concepts mentionnés jusqu'à maintenant, on peut définir le mécontentement de façon suivante ; "*le mécontentement est un sentiment naturel issu d'un problème offensif social perçu dans un état contraire avec les valeurs fondamentales et qui exige une reconnaissance sociale rigoureuse à l'égard de la responsabilité, une redéfinition du remède et un traitement du comportement sur un chemin linéaire pour changer ou supprimer les causes de ce malaise géant*". Le mécontentement fonction socialement comme un moteur qui mobilise dynamiquement plusieurs démarches consécutives subjectives et objectives. Cependant, le mécontentement provoque deux types de forces contre soi-même, l'une, individuelle évoquée par le système nerveux et l'autre, sociale mobilisée par le système

de contrôle social. Si le système nerveux n'est pas capable de combattre les effets négatifs de mécontentement, alors l'individu s'affaiblit physiquement sous l'influence des angoisses issues de mécontentement et si les forces séparées du mécontentement ne peuvent pas être unies, les forces du système contrôle social seront donc capables d'isoler. L'équation de force de mécontentement / force de contre-mécontentement est un facteur déterminant pour définir la santé de l'individu qui est devenu mécontent.

1-3-Généalogie du mécontentement

"Content", issu de la racine latine *contentus*, participe passé de *continer* qui signifie "maintenir" ou "contenir", est apparu en XIII[e] siècle dans deux sens :1. Qui ne souhaite rien de plus, rien de mieux que ce qu'il a. 2. Qui ne souhaite rien de plus ou de mieux de la part de quelqu'un[6]. Contentement est dérivé de contenter à partir de XV[e] siècle (1314), de *suffisance* et de contentement. Dans ce sens, "content" signifiait être en 'suffisance' et rester et maintenir l'état par lequel le sentiment de contentement se ressent.

"*Malcontent*", depuis XV[e] siècle, est remplacé par *méscontent* et puis *mécontent* à partir de XVI[e] siècle. Le préfixe *mé- / més-*, d'origine germanique, a le même sens que l'élément *mal-* d'origine Latine. Malcontenter, malcontentement ont cédé la place à mécontenter, mécontentement. Les deux premiers étaient fréquents jusqu'au XVI[e] siècle (Encyclopédie de Bon français dans l'usage contemporain, 1972, tom. II.). A parti de 1662, *malcontent* était : a) "nom donné à ceux qui ne sont pas contents du gouvernement" (Dictionnaire Littré), non content de son stratagème (Dictionnaire général de la Langue française), b) être coiffé à la malcontent : membres d'un *parti politique* qui se constitua au XVI[e] autour du duc d'Alençon et qui était composé de catholiques réprouvant la Saint-

[6] Dictionnaire Etymologique de la Langue Française, 1950, Bloch O. et Wartburg W., aussi Dictionnaire Générale de la Langue française, 1964.

Barthélémy (1572) : Avoir les cheveux coupés, rasés, taillés à la malcontent. Porter les cheveux presque ras à la manière des malcontents du XVI[e] siècle.

Un autre type de terminologie du mot de malcontent proposé par Descimon. Le terme « malcontent » désigne couramment, dans les relations de "fidélité" et de "clientèle", l'état d'esprit du fidèle ou du client qui s'estime mal récompensé de ses services par son maître. Il proclame alors haut et fort son « malcontentement », soit pour amener son patron à revenir à de meilleurs sentiments, soit pour justifier qu'il en cherche un autre. Devant le parlement de Toulouse, Henri IV affirmait : « Je veux que ceux de la religion (réformée) vivent en paix en mon royaume et soient capables d'entrer aux charges, non parce qu'ils sont de la religion, mais d'autant qu'ils ont été *fidèles serviteurs* à moi et à la Couronne de France », alors que le cardinal de Bourbon exprimait : « nous n'affectons la nation mais la Religion » (R. Descimon, 1996).

1-3-1-Le parti de Malcontents

"*Malcontents*" ou "*Politiques*", *nom donné,* péjorativement, durant les guerres de Religion (1562-1598), sous le règne d'Henri III, aux membres du tiers parti, qui bien que catholiques, réprouvaient les excès de la Ligue, refusaient un gouvernement soumis à l'emprise espagnole et aspiraient au rétablissement de l'unité française autour de la cour. C'est à partir de 1568, au moment où les partisans de l'exclusivisme catholique deviennent plus puissants au Conseil et où se multiplient les ligues dans le royaume, que le mot « politique », jusqu'alors surtout employé au singulier pour qualifier tel ou tel individu, est utilisé au pluriel pour désigner des catholiques modérés accusés de préférer la paix à l'éradication de l'hérésie. christopher Bettinson[7] a montré qu'il est appliqué à ce moment-là par le Guisard Jacques Charpentier à des juristes et savants tels que Ramus, Lambin, Turnèbe

[7] -« The Politiques and the Polithique Party : A Reappraisal », in Keith Cameron (éd.), *From Valois to Bourbon : Dynasty, State and Society in Early Modern France,* Exeter, 1989, p. 35-49.

et Foecadel, qui ont des liens à la cour avec des diplomates humanistes comme Arnaud Du Ferrier et Paul de Foix, et bénéficient de la protection de Catherine de Médicis, de Michel de L'Hospital, de Jean de Monluc et des frères Châtillon. Un opuscule huguenot, le *Mémoire du 23 août 1568,* joint par Condé à la lettre de protestation qu'il envoie au roi au début de la troisième guerre civile, accuse les Guises et leurs partisans de vouloir assassiner le cardinal de Bourbon, le chancelier (c'est-à-dire, à cette date encore, Michel de L'Hospital) et « les maréchaux de France » (allusion sans doute à François de Montmorency, qui a joué un grand rôle dans la paix de Longjumeau, et à son parent Artus de Cossé), en affirmant qu'ils « favorisoient le party de ceux de la religion, et qu'il estoit très nécessaire de s'en deffaire premièrement, pour avoir plus aisémenraison desdits de la religion : et que c'estoyent *Politiques*, qui estoient encores pires et plus dangereux que les hérétiques [...] lesquels ils appellent *politiques*, pource qu'ils veulent entretenir la paix, et qu'ils sont ennemis des troubles ». C'est bien, alors, le souci de la paix qui définit l'attitude « politique », souci qui implique la résignation à la coexistence au moins temporaire avec l'hérésie ; bien des notables urbains, et en particulier des hommes de robe, commencent en effet, par réalisme, à accepter de payer de ce prix l'ordre public.

Le chancelier Michel de L'Hôpital (ou L'Hospital) fut un précurseur des Politiques. Parmi les chefs des Malcontents, on trouvait François d'Alençon, frère d'Henri III, le prince de Condé, les Montmorency. Les Politiques inspirèrent à Henri III (le dernier Valois) l'édit de Beaulieu (1576) et favorisèrent l'avènement d'Henri IV. Les idées de ce parti ont trouvé leur expression dans *la République* (1575) de Jean Bodin (1529-1596) et dans La satire Ménippée (1594) (Dictionnaire Encyclopédique D'Histoire, Mourre M., 1982).

Pendant la guerre civile, l'espace politique intérieur de la France composait deux courants idéologiques et le tiers parti : la Ligue (1585-1589, organisée par Henri de Guise et son frère, le cardinal de Lorrain et soutenue par le roi d'Espagne, Philippe II), les

"Huguenots" (les protestants) et les "Politiques" (Garrisson J., 1998). On peut ajouter, sur cette scène politique, le groupe des Malcontents. L'espace économique se partageait entre, d'une part, "*l'économie seigneuriale*" qui était à la base des produits agricoles et les paroisses, et d'autre part, "*l'économie bourgeoisiale*" qui dépendait de l'extension de la population des villes et la commercialisation des produits. L'accumulation des revenus va se transformer des seigneuries aux bourgeois et la vitesse lente de l'économie agricole va reconnaître un adversaire urbain qui dirige la monnaie vers une circulation très rapide. L'espace culturel se divisait entre les cadres de la vie des paysans et celle des citadins. Le peuple urbain est composé par les artisans. Les métiers se répartissent en trois catégories : les *métiers libres*, les *métiers jurés* ou *jurandes* et les *métiers réglés*. Les deux dernières catégories forment l'ensemble des *métiers statués* dont la structure est hiérarchisée (A. Jouanna, 1996). Le prestige et la richesse sont donc extrêmement variables, dès lors la pauvreté apparaît dans un tel contexte qui favorise la comparaison sociale. L'espace religieux unique se divisait entre les catholiques fidèles au pape et les huguenots qui croient à Luther et auparavant à Calvin. Les guides chrétiens insistent sur les caractères de la foi alors que les dirigeants des huguenots soulignent la liberté de culte et la notion de la Nation pour se construire un État.

Dans ce système politique, la noblesse jouait un rôle mobilisateur pour les trois ordres sociaux. A la Renaissance, « la noblesse, c'est la vertu », c'était une formule très répandue en deux objectifs (A Jouanna, 1996). Le premier est moralisateur ; il s'agit d'être de bons chrétiens. Le second se réfère à des valeurs sociales ; c'est-à-dire une manière d'être. Parmi les vertus, quatre sont très importantes : la magnanimité, la libéralité, la loyauté et la courtoisie (A Jouanna, 1996). Sur les champs de bataille se manifeste la magnanimité ou la grandeur et la force d'âme. La vaillance au combat est une qualité très fortement valorisée. La libéralité consiste d'abord à donner sans compter mais, de manière plus générale, récompenser des fidèles et des clients, selon une logique du "don" et du "contre-don". La

loyauté se réfère à la défense devant traiter de menteur qui était une insulte qui ne peut se laver que dans le sang. En temps de paix, les nobles doivent être doux et aimables ce qui se marquait par l'aisance et la grâce, c'est-à-dire la courtoisie.

La Ligue était organisée par la famille des Guise qui étaient apparemment les "nobles naturels" très puissants, politiquement et économiquement, avec ses réseaux de clientèles. Les huguenots étaient dirigés par les nobles et les gentilshommes convertis, comme Henri de Navarre, surtout pendant les guerres de Religion. Les politiques constituaient la "noblesse de robe", comme Michel de L'Hospital, et insistaient sur la tolérance civile et le rôle du Roi, comme un médiateur absolu (monarchie absolue), pour résoudre les troubles dans le royaume par la politique et non plus par la guerre. Les Malcontents étaient guidés par les "nobles de race", comme François d'Alençon, Louis de Condé et Henri de Montmorency-Damville, qui revendiquaient la souveraineté partagée entre le Roi et la noblesse et les États généraux (monarchie mixte).

Par ces mobilisations très vastes des réseaux de clientèles organisés très rapidement par les nobles, comme chefs des groupes, on peut faire l'hypothèse que le mécontentement qui circulait dans les réseaux nobiliaires va prendre très vite une nature politique et n'obtient satisfaction que par la réponse à la vertu de noblesse, c'est-à-dire la guerre. L'accès directement à la cour et au roi permet aux nobles de déterminer la responsabilité des troubles du royaume par l'interprétation des politiques exercées par le roi et la cour. Pour les nobles, le roi était le premier responsable qui produit l'injustice entre eux. Ce type d'attribution leur permettait de prendre une décision radicalisée à la base de la magnanimité.

Aux États généraux de 1484, Philippe de Poitiers, député de la noblesse, la rappelle ainsi : « Par cette division il est donné au clergé de prier pour les autres, de conseiller, de prêcher ; à la noblesse, de les protéger par les armes ; au tiers état de nourrir et d'entretenir les nobles et les gens d'Église, au moyen des impôts et de l'agriculture » (A. Jouanna, 1996, p.

58). En gros, la hiérarchie sociale se partage en trois groupes essentiels : le clergé, la noblesse et le tiers état.

Les grands nobles ont autour d'eux des réseaux clientèles, c'est-à-dire des groupes de dépendants liés à eux par des liens de réciprocité librement choisie et moralement contraignante (A. Jouanna, 1996). Les clients sont désignés par les mots "serviteurs" ou même "amis" ou encore, depuis le milieu du siècle, "créatures". La relation de clientèle est *verticale*, entre un inférieur et un supérieur, et *réciproque* : le plus élevé offre sa protection et l'inférieur offre son service. Ce type de relation s'exprime dans un langage fortement affectif qui distingue deux types de l'inférieur, l'un comme *fidèle,* engagé totalement au service de son maître et l'autre comme *client*. Le nombre de clients et de fidèles mesure le 'crédit' d'un grand noble dans une province. Les clientèles des grands nobles ont deux aspects : la clientèle domestique et la clientèle militaire. Pour stabiliser leurs clients, les grands essaient de les attacher à un 'parti', religieux ou politique, dont ils prennent la tête (R. Harding, 1978).

Au sommet de la hiérarchie nobiliaire, les grands lignages se détachent par le nombre de leurs possessions terriennes, la nature de leurs charges et l'ampleur de leurs relations. Ils sont une vingtaine environ, dans la première moitié du XVI^{e} siècle (A. Jouanna, 1996). Leurs revenus sont immenses. Anne Montmorency dispose d'environ 180 000 livres par an, les Albrets arrivent en 1557-1558 à 151 247 livres avec leurs seules ressources foncières. Le groupe des grands gouverneurs étudié en 1978 par Robert Harding peut donner des dots à ses filles d'un montant moyen de 100 000 livres (avant 1560) (A. Jouanna, 1996, p. 77). En plus, les salaires et les dons venant de la Couronne s'ajoutent à ces revenus. A titre de comparaison, le gain journalier d'un ouvrier dans le bâtiment est alors de 10 sous, soit une demi-livre.

Si les grands étaient malcontents, leur premier geste de rupture était souvent leur départ hors de la Cour et le retrait sur leurs terres. Ce mouvement du "centre" vers les "périphéries" était lourd de signification menaçante pour la monarchie. La conjuration était un

autre moyen que les nobles tentaient de faire contre le roi et les membres de la cour, puisque la distance perçue entre le roi et les nobles était très proche. La perception de la proximité avec le roi pour les nobles et les paysans n'avait pas la même signification pour conduire au même comportement protestataire.

Dans le conflit roi-nobles, on constate qu'il existait un processus de la formalisation des objets en question par écriture, soit par le roi (Édit) soit par les nobles (Déclaration). Quand les nobles quittaient la cour, ou prenaient les armes, ils expliquaient leur attitude par rapport aux conflits en question par une *déclaration* publiée dans laquelle les argumentations et justifications de leurs comportements sont clairement notées. Les mots *légitime* et *légitiment* reviennent sous la plume de leurs auteurs (A. Jouanna, 1989). Après chaque trouble ou guerre, l'Édit du roi s'imposait, de telle sorte qu'il devenait *objet* mobilisant les groupes qui se sentaient lésés par rapport aux groupes adversaires avantagés et ainsi de suite.

Les revendications des groupes au cours du XVI^{e} siècle sont plutôt idéologiques et politiques. Les revendications des Politiques et des Monarchomaques sont répandues par les bourgeois et les nobles officiers, essentiellement des juristes des villes, comme Jean Bodin, alors que celles des Malcontents sont exprimées par les nobles naturels qui voulaient partager le pouvoir avec le roi. Le tableau suivant, emprunté de A. Jouanna, montre les revendications des différents groupes à l'époque.

	Monarchomaques	Malcontents	Politique
Nécessité de la concorde civile	X	X	X
Obsession de la tyrannie	X	X	
Désir de ne pas rabaisser la dignité royale		X	X
Souveraineté non partagée dévolue au roi			X
Souveraineté non partagée dévolue au peuple et ses représentants les Etats Généraux	X		
Souveraineté partagée entre le roi et la noblesse et les Etats Généraux(Monarchie Mixte)		X	

Tableau 1. Revendications communes et différences entre les trois grandes attitudes politiques au cours de la cinquième guerre civile (Ressource ; A. Jouanna, 1989).

La tolérance civile est un point commun qui unit les Malcontents, les Politiques et les Monarchomaques. Ce genre de revendication exige un décalage entre l'idéologie et la politique pour la vie quotidienne dans la ville.

Jean Bodin (1529-1596) apprit le droit civil et le droit canon à l'Université d'Angers. Entre 1557 et 1561, il enseigna le droit romain à Toulouse puis s'installa à Paris comme avocat au parlement, l'organisme judiciaire. Le 6 mars 1569, le capitaine Pezon, l'un des plus zélés de Paris, l'arrêta et le conduisit à la Conciergerie pour fait de religion. À la fin de 1576, il siégea aux états généraux comme député du tiers état de Vermandois. Il insiste, dans son livre *La République*, sur une forme de la souveraineté dans laquelle le rôle du roi de France est absolu. Il distingue trois principes hétérogènes en France : le principe chrétien, le principe féodal et le principe romain. On peut interpréter son accentuation sur le rôle déterminant du roi, Boudin voulant instituer un "*État politique*" dans lequel les décisions politiques pour gérer la Nation seraient concentrées.

La famille de Montmorency est une des plus puissantes familles de la noblesse de France (Île-de-France) remontant au moins au X^{e} siècle. Anne, 1er duc de Montmorency (1493-1567), sous Charles IX, forma avec le duc de Guise et le maréchal de Saint-André un

triumvirat[8] qui s'opposait à la politique modératrice de Catherine de Médicis (1561). Henri 1er de Montmorency – Damville (fils de Anne duc de Montmorency) (1534-1614), gouverneur du Languedoc depuis 1563, dirige à partir de 1574 les Malcontents, qui, quoique catholique, repoussent la politique de guerre à outrance menée par les Guises contre les protestants. Privé de son gouvernement par une décision royale d'avril 1574, il refuse d'obéir et s'allie avec les huguenots. La paix de Beaulieu (1576) lui rend officiellement le Languedoc. En 1577, il se rallie à la politique d'Henri III et combat les protestants. Mais le rapprochement est de courte durée. En 1589 il reconnaît Henri IV qui le fait connétable de France en 1595. Derrière eux se groupent des gentilshommes de moyenne noblesse, comme Jean de Ferrières, seigneur de Maligny, un ancien de la conjuration d'Amboise, les deux frères La Fin, Jean de Beauvoir-La Nocle et Jacques, dit La Nocle le jeune, les sieurs de Grandchamp et de Grandry, les gouverneurs d'Auxerre (M. de Chaumont) et de Metz (M. de Thévalle). Or les conseillers italiens n'ont qu'une idée en tête : renverser ces lois anciennes, remplacer le droit français par un droit importé, le droit romain, pervertir l'esprit et le cœur du roi par leurs maximes inspirées de Machiavel et par leurs mœurs dépravées. Pour cela, il leur faut éliminer ou asservir la vieille noblesse, qui sera remplacée par une noblesse neuve, entièrement faite de la main du roi et toute dépendante de lui. Les avanies subies par les nobles s'expliquent donc parfaitement :Elles sont la première étape de cette vaste entreprise de subversion. La défense de l'Etat par les gentilshommes doit passer au premier plan ; les libertés politiques une fois restaurées, les libertés religieuses, qui en font partie, y trouveront tout naturellement leur place. (A. Jouanna, et les autres, 1998, Histore et dictionnaire des Guerres de Religion).

La cinquième guerre civile (1574-1576) présente bien des caractères d'une révolte nobiliaire (A. Jouanna, 1989). Les sources du mécontentement nobiliaire, selon Jouanna, étaient de deux types, *structurels* et *conjoncturels*. Sur le plan structurel, elle a indiqué deux

[8] -Triumvirat, nom donné, sous la République romaine, à l'association de trois hommes politiques en vue de la conquête du pouvoir.

sources ; tout d'abord, l'"autorité paternelle" et puis la "mal récompensé" pour un service dans un réseau clientèle. Les facteurs conjoncturels de mécontentement sont de trois types. Le premier fut la faiblesse fréquente de l'autorité monarchique, due à l'âge, à la santé ou à la personnalité des souverains. Le deuxième se rencontra chaque fois qu'il y eut monopolisation des bienfaits du souverain par un petit groupe de favoris- les "bienfaits du roi" sont les honneurs, charges, pensions et dons divers qu'il peut distribuer ; cela suppose pour les grands une présence physique à la cour et pour les simples gentilshommes, cela signifie l'appartenance à la clientèle d'un patron qui jouit de la bienveillance royale. Le troisième fut le problème religieux. D'autre part, quatre aspects de la politique royale ont pu inquiéter la noblesse. Le premier aspect est la volonté de maîtriser le fait nobiliaire et de contrôler l'anoblissement. Le deuxième aspect inquiétant fut l'effort pour restreindre ses privilèges fiscaux. Le troisième élément fut le dessein royal de transformer le second ordre en une noblesse de service, utile au royaume. Enfin, le quatrième est l'exigence de la discipline et de l'obéissance.

1-3-2-La guerre des Malcontents

Les Malcontents ont été du nombre des gens trop amoureux de la liberté, contre la tyrannie. Les nobles naturels qui étaient plutôt réunis pour la défense de l'"idéologie de la noblesse" ou l'aristocratie choisissaient le moyen de la guerre pour renforcer leurs influences sur la formation de l'État. La conception de la noblesse comme une idéologie se manifestait lorsque l'anoblissement, créé par la lettre du roi, constitue une menace réelle sur la scène politique de l'époque, car il permet de contrôler la puissance d'alternative de la noblesse naturelle. L'idéologie de la noblesse se compose de trois éléments essentiels : la "racine", l'"honneur" et la "reconnaissance sociale" (vivre comme un noble). Le mécontentement des nobles était le "*mécontentement idéologique*" à propos duquel ils recherchaient une solution

qui leur permettait de rester légitimement et traditionnellement sur la scène politique. La noblesse contre l'anoblissement ou la nature contre la politique, sont les contre actions où l'idéologie de la noblesse conduit les nobles vers la légitimité de la tradition et la Nation contre l'illégitimité de la politique des conseilleurs étrangers du roi. Le rôle de l'économie dans l'idéologisation des idées des nobles naturels est très considérable. Les "nobles naturels" ne pouvaient pas pratiquer des métiers ce qui était contraire à la vertu de la noblesse, dès lors le développement économique de l'époque les poussa vers les bienfaits du roi qui, à leurs yeux, distribuait de manière très injuste. Les "nobles de robe" insistaient sur la solution qui puisse garantir la tolérance civile, alors que les "nobles naturels" poursuivaient la guerre comme un moyen pour résoudre le conflit avec le centre du pouvoir, c'est-à-dire le roi. Les dons du roi n'étaient plus suffisants pour satisfaire les nobles naturels, alors que les nobles de robe étaient bien contrôlés par la cour et le roi. Les nobles naturels composaient le groupe des Malcontents, mais les nobles de robe constituaient le groupe des Politiques. Entre les deux groupes, c'est l'idéologie de la noblesse qui conduisait les Malcontents à prendre des décisions très radicales, alors que les Politiques, bien que partageant certaines exigences des Malcontents, évitaient les solutions radicalisées.

1-3-3-Les soulèvements paysans

Yves-Marie Bercé (1991) montre comment les soulèvements paysans se sont construits, du VXI^{e} au VXIII^{e} siècle, toujours autour des diverses taxes. En 1541, sous François 1er, la "*gabelle*", impôt sur le sel qui ne frappait que les provinces septentrionales non productrices, avait été étendue aux provinces de l'Ouest (édit de Châtellerault). Les paroisses où sont découverts des entrepôts clandestins de sel sont soumises à de lourdes amendes collectives. L'été suivant, Marennes et La Rochelle insurgées chassèrent les officiers des gabelles. En 1548, sous Henri II, la révolte prit une ampleur insolite en Angoumois. Les

villes, où les "personnages détestés" (les commis des gabelles) ont cherché refuge, sont sommées, assiégées, envahies par les foules paysannes. Ainsi Blaye et Poitiers sont sommées, Angoulême assiégée, Saintes, Cognac, Libourne et pour finir Bordeaux sont emportées par les révoltés. A Bordeaux, le lieutenant général en Guyenne, un béarnais, c'est-à-dire étranger à la province, y est massacré par une foule furieuse. Les révoltés assemblés sur des "places publiques" rédigent des adresses au roi. Des notables sont, de force, chargés de porter ces textes au roi. Henri II obtient la cessation des troubles au prix d'une lettre où il promet de faire droit aux plaintes de ses sujets. En même temps, il envoie en Guyenne Montmorency à la tête de plusieurs milliers d'hommes. Montmorency met en œuvre une répression spectaculaire en faisant exécuter jusqu'à cent cinquante des meneurs des révoltes. Dès septembre 1549, la "gabelle" est supprimée dans les provinces qui l'an passé s'étaient soulevées. Cette victoire de la volonté populaire provinciale restera gravée dans la mémoire collective. Par une victimologie sur les individus tués ou pillés (8 tués et 15 pillés), Y. M. Bercé, montre que le portrait du "gabeleur" comme "ennemi public" prend une dimension mythique qui résume tous les malheurs du temps. Alors que les gabeleurs qui sont officiers établis à la levée régulière de l'impôt sont accusés et menacés, le roi est jugé "bon" et "juste" parce qu'il ignore les épreuves populaires que lui cachent les mauvais ministres. Ce type de désignation de la responsabilité entre le roi et les délégués du roi est très paradoxal.

1-3-4-Mécontentement des religieux

Lorsque s'ouvrent les guerres de Religion, l'Église gallicane représente environ 114 diocèses, 27400 paroisses, 1230 abbayes et couvents, plus de 2500 prieurés (M. Pernot, 1987). L'Église possède d'un quart à un tiers de la fortune foncière et immobilière du royaume (R. Descimon, 1996). Au milieu du XVI^{e} siècle, le cadre dans lequel se déroule habituellement la vie du peuple chrétien est le cadre paroissial. Beaucoup de prêtres et de religieux sont malmenés ou mis à mort, d'autres passent à la Réforme. Beaucoup d'édifices du culte sont

brûlés ou saccagés, leurs trésors d'art et d'orfèvrerie anéantis (M. Pernot, 1987). La monarchie, pour colmater les énormes brèches que la guerre ouvre dans ses finances, en arrive à soumettre le clergé à l'impôt et à solder ses mercenaires en aliénant massivement les biens de l'Eglise. Beaucoup de curés abandonnent le soin de leur troupeau à quelque desservant aussi ignare que famélique, tandis que bien des évêques vivent à Paris ou à la cour, font des carrières politiques ou diplomatiques.

L'édit de Beaulieu et la question de succession de Henri III sont les causes essentielles suscitant les mouvements qui naissent à la fin de l'année 1584 chez les catholiques. La Ligue ou *Sainte Union* exprime une alliance entre des éléments divers - union des fidèles et fusion en Dieu – qui rejette un roi hérétique. Á la suite de leur réunion en septembre 1584 à Nancy, capitale du duc de Lorraine, les trois frères Guises et le seigneur de Maineville (le porte-parole du cardinal Charles de Bourbon), ont signé, avec le roi d'Espagne, un traité, le 31 décembre 1584 à Joinville, dans le château des Guises, dont la première et la plus importante des clauses règle le problème de la succession (J. M. Constant, 1984, p. 129). Le successeur choisi est donc bien un Bourbon, mais un Bourbon catholique, le cardinal Charles, oncle d'Henri de Navarre. Alors que, selon la loi salique, le titre du premier prince de sang revient à Henri du Navarre. Le duc de Guise recrute des reîtres et six mille Suisses ; il prend Toul et Verdun puis s'établit à Châlons. Des noyaux ligueurs se forment dans une partie des villes d'Ile-de-France, de Touraine, de Champagne et de Bourgogne, à Paris, à Lyon. Le groupe initial est au début une sorte de société secrète dont la cohérence est liée par un serment. Le premier noyau de la ligue parisienne est formé d'officiers de rang plutôt modeste qu'élevé, d'avocats et procureurs, de marchands et d'artisans. Le clergé est représenté par des curés, des moines et des jésuites. Les curés appellent à l'action du haut de leur chaire. Denis Crouzet (1990, t. II, p. 361 et suiv.) indique les mobiles religieux : les ligueurs veulent retrouver l'union avec Dieu par un désir d'expiation. Le "*cahier de doléance*" que le tiers état de Paris

fit porter aux états généraux de Blois en 1588 préconisait comme unique solution la restauration par la force de l'unité de religion. La ligue des princes qui est fondée par les Guises rejoint la ligue parisienne. Face à la Ligue, on note une résurrection de l'Union des catholiques modérés et des huguenots ; alors que la première insiste sur l'unité catholique, la seconde souligne en priorité sur le rôle de l'Etat et de la Nation. En février et mars 1587, des complots ligueurs contre le roi sont découverts à Paris. Fin mars 1588, le duc de Guise provoque une réunion des chefs ligueurs de Paris pour gérer la capitale, en la divisant en cinq quartiers, à la tête de chacun desquels est placé un 'colonel' assisté par deux 'capitaines'. Plus de dix mille hommes peuvent ainsi être mobilisés. Le roi interdit à Henri de Guise, qui est appelé par les ligueurs, de pénétrer dans la capitale. Le 9 mai, il arrive à Paris, acclamé par les habitants qui croient qu'il est le seul chef capable de mener une croisade contre l'hérésie. Le roi veut alors contrôler militairement la capitale. Les Parisiens voient là une nouvelle preuve de la 'tyrannie' royale. La légitimation du tyrannicide s'appuie sur les réflexions d'Aristote, qui définit la tyrannie comme une forme dégénérée de la monarchie. Les théologiens du Moyen Âge ont clairement distingué deux sortes de tyrans : le "tyran d'usurpation" et le "tyran d'exercice". Le premier peut être tué par n'importe quel particulier alors que le problème du tyran d'exercice est plus complexe.

Les rues se hérissent de barricades, formées avec des barriques remplies de terre ou de pavés (la journée des barricades). Une soixantaine de Suisses sont tués et le roi donne l'ordre à ses forces de se replier. Le lendemain 13 mai 1588, Henri III se réfugie à Chartres avec les membres de son gouvernement et les fidèles. Les militants ligueurs y voient l'acte de libération de la ville, d'un tyran, ce qui entraîne la conquête des lieux de pouvoir urbain détenus à présent par des ligueurs, c'est-à-dire l'autonomie urbaine. Henri III signe, à Rouen, à la suite des négociations avec les ligueurs, l'édit d'Union dans lequel il renouvelle le serment d'extirper l'hérésie. Le duc de Guise obtient le titre de lieutenant général des armées.

Henri III a finalement pris la décision de faire exécuter le duc de Guise, ce qui est fait le 23 décembre, dans le château de Blois ; le lendemain, le cardinal de Guise est tué. Le 1er août 1589, Henri III meurt sous le couteau d'un jeune moine dominicain, Jacques Clément, fils d'un paysan. Henri IV ne réussit pas à reprendre Paris, malgré plusieurs tentatives. Le sacre du roi le 27 février 1594 à Chartres manifesta sa légitimité et puis, le 22 mars, Paris était livré au roi qui y entra.

Par ces résumés, on insiste sur certains points essentiels pour la construction sociale du mécontentement de cette époque entre les trois ordres. D'abord, le mécontentement, depuis le XVIe, était plutôt du genre idéologique et, par conséquent, de nature très politisée qui est d'ailleurs commune aux ordres sociaux. La réflexion du destin social pouvait désormais être nourrie par le mécontentement généré par la formation injuste de la situation sociale qui déterminait les conditions nécessaires aux différentes positions sociales.

Ensuite, la circulation du mécontentement pénétrait progressivement, de manière verticale dans les réseaux clientèles royaux – le roi, la cour, les noblesses, les gentilshommes, le clergé – et de manière horizontale dans les réseaux inorganisés du tiers état. Ce qui est très important, c'est que la conscience sociale de la communauté et du royaume dans leur ensemble, dépendait entièrement des positions sociales supérieures. Les idées, les croyances, les ressources, les fiefs, les paroisses circulaient dans les réseaux clientèles royaux fermés où le roi occupait la position centrale parmi toutes les relations et le *degré de proximité* avec lui, dans ces cercles, jouait un rôle déterminant pour redistribuer les valeurs essentielles. Le mécontentement étant à l'origine de chaque changement apparaissait d'abord dans ces réseaux de relations royales, puis il se transmettait, comme des arguments populaires, à la base de la communauté. Le sentiment du mécontentement, progressivement, émigrait de l'espace privatisé par les positions sociales supérieures, qui ont d'ailleurs une perception globale du

royaume, aux réseaux populaires dans la vie quotidienne qui leur permettait d'appréhender une perception dynamique de leur destin social.

L'objet du mécontentement se construisait généralement autour d'un problème global au niveau national plutôt qu'à l'égard d'un problème au niveau local. Les problèmes sociaux touchent globalement les trois ordres sociaux ; les nobles avaient leur malaise social ; le clergé le sien propre et enfin, le tiers état aussi avait son problème. Par exemple, la gabelle était un problème social trop menaçant pour les agriculteurs de certaines régions, de sorte qu'ils protestaient afin qu'elle soit supprimée par le roi. Ce type de problème concernait le tiers état, alors qu'il ne touchait pas les deux autres ordres. Ce problème prenait une ampleur nationale par laquelle le tiers état pouvait parvenir à un niveau de reconnaissance sociale à l'égard de leur destin social. Les nobles aussi retrouvaient collectivement leur problème social qu'ils interprétaient comme un trouble national. Le conflit "noble-anobli" était un problème trop menaçant pour les "nobles naturels" car il menaçait les avantages spécifiques de cet ordre social. La résistance de nobles était en tout cas une réflexion de ce conflit perçu par eux de façon trop menaçante à l'égard de leur légitimité naturelle. Les problèmes religieux touchaient directement le deuxième ordre ; le clergé. Le problème de "protestant-catholique" était aussi un problème au niveau national qui concernait, en premier, le clergé, puis les autres corps sociaux. Ce type de problème mobilisait tous les membres du clergé pour se défendre contre les politiques menaçant leurs idées légitimes, ce afin de préserver les ordres sociaux naturels.

Sur le plan de la responsabilité, les trois ordres sociaux avaient chacun leur mode d'assignation du responsable propre d'un problème social, cependant, il existait une "cible commune" pour tous les ordres, à savoir le roi. Pour les nobles, il était très facile d'assigner le roi comme responsable des troubles du royaume, puisque l'accès au pouvoir, pour eux, était chose banale et normale. Le conflit "noble-anobli" avait un seul responsable ; le roi, puisque c'était lui qui conférait le titre de noble aux personnes civiques qui n'étaient d'ailleurs jamais

des nobles par nature. En plus, c'était le roi qui décidait pour le pays tout entier. Pour le clergé, le roi était un homme qui devait défendre la religion contre les menaces illégitimes. Si les menaces contre la religion officielle augmentaient, c'était le roi qui devait conserver le pays pour lutter sans merci contre cette situation menaçante. Le pouvoir était légitimé par le clergé quand il pouvait défendre la religion contre les menaces. La responsabilité du roi donc était la cible quand le clergé pressentait des menaces à l'égard de la religion. Le roi était aussi une cible indirecte, pour le tiers état, et parfois directe pour lui assigner la responsabilité des problèmes sociaux comme l'augmentation de taxes. La guerre et la taxe étaient deux facteurs essentiels qui exposaient le roi devant la conscience du tiers état. L'accès au pouvoir était quasiment impossible pour le tiers état, par conséquent, le tiers état reconnaît certains intermédiaires obligés pour communiquer avec le centre du pouvoir. Les positions intermédiaires étaient les serviteurs du roi, donc le tiers état accusait de ce fait indirectement le roi en l'impliquant comme responsable du pays.

En ce qui concerne les revendications, on peut insister sur leur niveau général pour les ordres sociaux, bien que les intérêts privés puissent se faire jour également. Chaque ordre défendait ses intérêts collectifs au niveau de groupe. Les revendications étaient exprimées de façon généralisée pour chaque ordre. Par exemple, les agriculteurs exprimaient collectivement pour supprimer la gabelle. Le clergé revendiquait un "roi bien catholique" pour diriger le pays et les nobles souhaitaient avoir un "roi absolu" pour conserver la tradition sociale qui leur apparaissait normale et naturelle.

Sur le répertoire d'action protestataire, on peut insister sur les actions contestataires violentes exprimées de différentes manières. Par exemple, le tiers état se soulevait collectivement contre les symboles de pouvoir, alors que les nobles préparaient les préliminaires d'une guerre annoncée et argumentée publiquement contre le roi. Le clergé

aussi mobilisait collectivement les croyants contre les symboles de menaces. Habituellement toutes ses actions aboutissaient à la violence, parfois très extrême.

Par là, on a tenté de démontrer, en gros, que la construction sociale du mécontentement à l'époque se cristallisait rapidement de manière générale et absolue au niveau national. Le mécontentement circule dans les ordres sociaux, mais avec une orientation commune vers le centre de pouvoir représentant une cible élevée. Ce type de mécontentement mobilise intellectuellement les ordres sociaux pour entrer dans le processus de l'objectivation du système social dominant à l'époque. Le but de cette objectivation obligeait les acteurs à répondre à la question suivante ; quel est le meilleur système social pour diriger le pays ?

1-4-Eléments constitutifs de mécontentement

1-4-1-Introduction

Les chauffeurs routiers et les pilotes aériens ont, pendant la coupe du Monde, menacé de faire grève pour afin d'obtenir les avantages réclamés. Alors que leurs adversaires argumentaient que le coupe du Monde est considéré comme une fête nationale, ils ont dit "nous sommes désolés, mais il faut que nous défendions notre profession". Cet événement est mon point de départ pour analyser certains caractères essentiels du mécontentement social. Le mécontentement est un processus dynamique qui requiert plusieurs éléments pour être cristallisé. La "perception" joue un rôle essentiel, dans toutes les étapes consécutives, de la construction du mécontentement. La réalité sociale (Berger P. et Luckmann T., 1986) établit des relations subjectives avec l'individu sous les influences d'un espace intersubjectif commun. Dans cet espace, l'individu est capable de recevoir subjectivement les conditions où il se retrouve. Ce type de rencontre entre l'individu et son environnement aboutit aux

jugements, soit émotionnels ou rationnels, qui engendrent l'équation de "contentement / mécontentement". Les systèmes nerveux et corporel comprennent tout suite le sentiment issu de cette équation. Mais, la question qui se pose est de savoir comment le mécontentement se construit socialement ? Pour tenter de répondre à cette question, on va commencer tout d'abord avec la puissance, comme un élément mobilisateur d'un problème social.

1-4-2-Le problème social

Le problème social est une perception et une définition collectives, dans un discours public, d'une condition ou situation créant des menaces réelles. Le problème social peut jouer un rôle distributeur du sentiment d'injustice dans la société, mais la puissance de diffusion de ce sentiment est limitée entre les couches sociales. Dans ce cas, le nombre de personnes mobilisées (S. Hilgartner et C. L. Bosk, 1988) peut être considéré comme un critère pour analyser un espace social qui se construit par une cause sociale. Par ce critère, les frontières de développement de la perception du problème social comme une cause se reconstruisent par la reconnaissance des adversaires. Par exemple, la démonstration d'une mobilisation devant les deux types de gouvernement, socialiste et conservateur, n'est pas du même niveau de sévérité et de déploiement de l'action collective. La généralité et la spécificité du problème social sont deux caractères qui influent sur la mobilisation du mécontentement et déterminent *l'intérêt privé* devant de *l'intérêt public*. L'immigration peut devenir une cause généralisée alors que le chômage reste une cause partielle de sorte qu'il ne peut pas faire remonter les frontières du sentiment d'injustice jusqu'au niveau national. Certains problèmes sociaux ont naturellement la capacité d'arriver au niveau de l'intérêt public mais, cependant, ils sont perçus selon un système de préférence où les problèmes se classent par une distinction entre intérêt privé et intérêt public. Il apparaît, en France, que si un problème social peut se transformer en un sujet menaçant l'intérêt public, le niveau de la rapidité et de la densité de la

mobilisation, pour le contester, sera considérables. Selon cette hypothèse, dans la culture française du mécontentement, on peut insister sur ce point que le fait de détermination des frontières d'un problème et l'attribution de la puissance de mobilisation sont très importants. Autrement dit, la mesure de la possibilité du succès par les adversaires pour résoudre un problème social dépend de la puissance de mobilisation (les personnes et les choses) autour d'une cause sociale.

Ce qui est très important, après une mobilisation réussie, c'est de "*rester motivé dans la durée*" en relation avec le contenu du problème social. Certains problèmes sont capables de pénétrer dans le système de la connaissance sociale où ils peuvent sauvegarder les acteurs suffisamment motivés pour changer la situation sociale. De cette façon, le temps se construit socialement dans un espace intersubjectif de l'espérance et de la désespérance qui doit être changé, mais le tout dépendant du challenge entre les forces sociales. Le motif pour améliorer la condition de travail est encore un problème mobilisateur, même si la vitesse de mobilisation, au cours des années, diminuait progressivement. L'institutionnalisation du problème social est une manière de sauvegarder l'espoir de la réussite à travers le temps, en effet, pour un groupe social propre. La question qui se pose est de savoir pourquoi dans une société individualisée, au sens économique, pour redresser les statuts sociaux, il faut lutter ensemble devant les adversaires sociaux ? C'est une contradiction sociale qui nous oblige, pour accéder aux solutions, à faire une recherche au niveau macro social.

1-4-3-Types de problème social

Il existe donc deux critères sociaux pour distinguer le type de problème social ; d'une part, c'est la durée nécessaire pour sauvegarder le motif de contestation, et d'autre part, la capacité de faire mobiliser les acteurs en face d'un problème social propre et les supporteurs officiels ou officieux de ce problème. De "rester motivé dans la durée" ou la capacité de faire

mobiliser peuvent agir de façon nuancée et graduelle sur deux continuums séparés. Si ces deux caractères mentionnés se croisent, on peut distinguer divers types de problèmes sociaux conformément au tableau suivant.

Types de problème social

	Mobilisation forte	Mobilisation faible
Durée courte	**Problème social révolutionnaire**	**problème social froid**
Durée longue	**problème social chaleureux**	**problème social cognitif**

1-4-3-1-problème social chaleureux (communicationnel)

Certains problèmes sociaux sont capables de faire mobiliser fortement les acteurs pour une longue durée dans le temps. Ce type de problème s'exprime plutôt de façon communicationnelle, c'est-à-dire qu'il est capable de créer un sentiment chaleureux commun entre les acteurs concernés pour qu'ils puissent contribuer dans un contexte social d'espoir et de désespoir, de sorte que les acteurs perçoivent socialement une puissance collectivement forte afin d'éradiquer le désespoir provoqué par les groupes adversaires. Sans coopération pour faire créer une volonté collective forte à la base, la pyramide de la hiérarchie sociale française ne change rien. Par conséquent, le problème social se rapproche, d'une part, de l'injustice sociale et d'autre part, du statut social peut être dénommé du terme de "*problème social chaleureux*", plutôt social et moins individuel.

Le problème social chaleureux, capable d'être institutionnalisé et dont l'organisation est toujours présente pour canaliser les problèmes vers des solutions discutables autour d'une satisfaction collective, même s'il reste encore une minorité mécontente. Les organisations de

mobilisation massive suscitent généralement l'apparition d'un mécontentement propre au travers d'une définition et d'une détermination de l'importance d'un problème social. Dans ce cas, la théorie de la "mobilisation de ressources" peut apporter une explication satisfaisante de la puissance des organisations de mécontentement bien dotées matériellement. Ces organisations peuvent idéologiquement, puis économiquement faire mobiliser les acteurs connectés à travers les réseaux sociaux.

1-4-3-2-Problème social froid

Au contraire, le "*problème social froid*" est un problème perçu comme assez banal et normal avec conséquence de provoquer davantage un sentiment d'indifférence vis-à-vis de ce problème, par une réalisation symbolique et linguistique du terme « laisser passer » ou « laisse tomber ». Par exemple, dans la circulation des informations par les journaux, il se diffuse toujours les problèmes judiciaires, comme la corruption, mais la sensibilité publique à l'égard de ces types de problèmes est trop faible pour inciter à descendre dans la rue, alors que la corruption concerne le bien commun. Le problème social froid possède une capacité, d'abord, de décomposer le sentiment de mécontentement, puis de déconstruire la mobilisation des acteurs par le fait de normalisation du problème social.

Les valeurs économiques, normalement, font transformer les problèmes sociaux en type de problèmes froids, mais les valeurs économiques sont mélangées avec les autres valeurs sociales (Thévenot L., 1995), donc ils engendrent les autres types du problème social. Par exemple, la défense des enfants mineurs, les enfants qui travaillent très dur et dans un climat désagréable et injuste, était un problème social froid qui a progressivement évolué et a été transformé en un problème chaleureux, car les valeurs économiques se sont croisées avec les valeurs de morale.

1-4-3-3-Problème social révolutionnaire

Si la distinction d'un problème social propre circule très vite dans un espace social de sorte qu'il puisse faire mobiliser fortement les acteurs dans une période courte, on peut l'appeler le "*problème social révolutionnaire*". Ce type de problème touche les valeurs essentielles qui apparaissent comme les valeurs en danger qui provoquent un changement social rapide et fort. Dans ce cas, la vie quotidienne est un barrage solide en face de ce genre de changement.

L'influence de ce genre de problème n'est pas pareille pour les valeurs sociales. Les valeurs économiques apparaissent très stables par rapport aux valeurs culturelles devant vis-à-vis des problèmes révolutionnaires et, de plus, la stabilité d'un secteur social peut faire équilibrer en général l'association des autres secteurs sociaux au niveau de la société, puisque, dans la société française, l'"équilibre social" se construit plutôt sur la base des valeurs économiques et politiques. Par exemple, si le secteur économique est dans un état de stabilité, il peut donc équilibrer tout le changement social des autres secteurs, de sorte que la stabilité de la société peut être sauvegardée. Dans le champ économique, la loi de propriété fait conserver la stabilité de ce secteur, comme un mât d'un navire.

Le problème révolutionnaire se crée en face des valeurs bien organisées et fortement stabilisées dont la résolution exige que les acteurs agissent dans le cadre d'une idéologie. On peut ainsi faire l'hypothèse que, plus certaines valeurs sociales résistent fortement à une mobilisation très sévère (mais dans une période courte et sans organisation dirigeante), moins le changement sera essentiel dans l'équilibre social de la société française (Offerlé Michel, 1994, P.74-75). Le meilleur témoignage en sont les événements de mai 68. Par l'expérience de ce type de challenge, la culture française du mécontentement établit un passage conduisant les problèmes révolutionnaires vers, d'abord, les problèmes chaleureux puits, progressivement

vers les problèmes froids. Par-là, on observe une "transformation de problème social" qui joue un rôle très important pour avoir une société stable avec beaucoup de changements expertisés.

1-4-3-4-Problème social cognitif

Le chômage est un bon exemple à la description de ce problème. Dans ce cas, la connaissance subjective d'un problème est tout à fait claire de sorte que tout le monde admet et exprime que le chômage est un problème majeur et grave, mais par ailleurs la mobilisation autour de cette cause socialement menaçante n'est pas forte, alors que "rester motivé dans la durée" est durable. Les chômeurs, qui sont très motivés et conscients également de leurs difficultés, ont cependant une mobilisation très faible, alors que les salariés qui ont la volonté de garder leurs emplois bénéficient d'institutions très efficaces et fortes pour imposer leurs revendications. Comment peut-on expliquer cette contradiction sociale ?

En examinant la théorie d'Olson, on peut dire que, premier point, le groupe de chômeurs quantitativement est très grand. Le deuxième point est que le bien commun, dans ce cas, obtenir un emploi, se construit par la participation de tous les chômeurs. L'action collective donc ne se fonde pas puisque chaque chômeur attend que les autres chômeurs soient mobilisés, car si les emplois sont disponibles, les non-participants peuvent également en bénéficier. Il est donc très raisonnable que les chômeurs mesurent les coûts /avantages pour décider de participer à une action collective. Il semble que malgré l'efficacité de la théorie d'Olson, on ne puisse pas interpréter la mobilisation de chômeurs de manière assez satisfaisante, puisque les coûts pour les chômeurs sont toujours faibles. C'est-à-dire que l'assimilation économique entre les chômeurs est observable. Dans ce cas, Il faut donc introduire les autres facteurs sociaux dans ce modèle d'explication.

Le "*problème social cognitif*" ne peut pas faire mobiliser les personnes puisque les acteurs savent bien que le degré de réussite dépende complètement de la force de menace qui

sera focalisée vers les adversaires sociaux. Les salariés peuvent annoncer une grève qui est une menace assez puissante pouvant faire aboutir leur revendication ; les chômeurs, quant à eux, en sont conscients, mais ils n'ont pas la même puissance de menace sociale. Il sera donc raisonnable que, quand il n'y a pas un support fort pour faire avancer la volonté collective et, de plus, comme les acteurs connaissent bien leur historicité, la perception de ce problème-là reste subjective et inactive.

Dans ce type de problème, la possibilité de violence est très élevée, car les acteurs n'ont plus d'avantages sociaux à perdre et de plus, ils n'ont pas non plus une force sociale par laquelle ils peuvent obtenir les avantages sociaux. La mobilisation ne donne pas toujours les résultats escomptés puisque la force de menace se crée réciproquement entre les exigeants et les adversaires. Car les exigeants savent bien que la force de menace ne se crée pas simplement par la mobilisation et de plus, qu'elle a vraiment besoin de statut social préétabli des acteurs, alors il est très prévisible qu'ils restent individuellement à côté du problème, mais avec un potentiel très fort et accumulé provoquant la violence sociale. A propos de l'importance du statut social des acteurs mobilisés, on insiste sur la position des "*personnalités*" dans une manifestation qui se trouvent normalement en première ligne des manifestants dans la rue (Favre, P., 1990, P.19). Par exemple, à l'égard de certains problèmes, comme l'immigration, le certificat d'hébergement et les sans papiers, certains intellectuels français étaient beaucoup plus actifs que les intéressés, allant jusqu'à signer une pétition de désobéissance à propos de la loi de certificat d'hébergement que le gouvernement précédent voulait changer aux fins de diminuer l'immigration.

Le problème cognitif circule plutôt dans l'espace culturel de la société française, ainsi la probabilité de succès est plus forte. Quelles sont les positions sociales les plus efficaces pour faire comprendre à la société que tel ou tel problème est urgent et qu'elle doit agir ? Les définitions qui se présentent autour d'un problème social sont valorisées par le statut social

des présentateurs. En dehors des divers capitaux sociaux autour desquels la hiérarchie préférentielle des problèmes se construit, il existe aussi une hiérarchie qui approuve l'importance d'un problème social. Il semble que, dans la société française, le capital culturel soit le facteur majeur pour redéfinir les problèmes sociaux dans une hiérarchie préférentielle. La normalité, l'importance et l'urgence d'un problème social se redéfinissent par cette hiérarchie préférentielle issue du statut social des présentateurs de ce problème.

1-4-4-Redéfinition du problème social

Deux types de définitions du problème social peuvent être considérés : officielle et ordinaire. La présentation de la réalité sociale comme un problème - c'est-à-dire ce qui menace l'acteur et la société - et sa délimitation s'exposent par les politiciens, les partis, les organisations sociales, les syndicats et le gouvernement. Par-là, les problèmes sociaux se réduisent en un certain nombre de problèmes majeurs occultés par des problèmes mineurs, comme dans l'expression de l'arbre qui cache la forêt. La logique précise de cette réduction est qu'il se cache toujours un facteur social majeur derrière les choses permanentes qu'il faut distinguer, alors que cette réduction se fait normalement par les organisations sociales. On appelle ce type d'attribution, la "*définition officielle d'un problème social*". Par le débat politique diffusé par médias, certains problèmes apparaissent comme des difficultés essentielles et par conséquent, des questions vont se poser pour apporter des solutions. Les institutions de sondage se concentrent sur ces problèmes présentés, comme les problèmes essentiels, afin de faire passer les questions appropriées dans la mentalité française. Le fonctionnement de ce type de définition au niveau national pour diriger la société est très efficace, mais il risque d'être redéfini par une distance avec la vie quotidienne.

La "*définition ordinaire de problème*" dans la vie quotidienne se pose par les acteurs au courant des interactions (Goffman, E., 1991). P., Bourdieu, dans son ouvrage, *La Misère*

du Monde, a présenté une définition ordinaire des problèmes sociaux dans la vie quotidienne française laissant les acteurs parler librement, dans un cadre d'entretien direct et systématique de leurs difficultés. L'un des résultats intéressants de cet ouvrage est que les Français veulent s'exprimer de façon abondante à propos des questions posées. Autrement dit, les définitions ordinaires des problèmes sociaux se construisent au niveau local et micro et sont loin du niveau national et macro par ailleurs établi par les statistiques sociales. Dans ce cas, les statistiques sont accumulées par les données officielles découlant de questions très fermées. Les problèmes sociaux dérivés des statistiques des experts se redéfinissent dans la vie quotidienne immédiatement et se redistribuent également au niveau local.

Les problèmes sociaux au niveau macro (officiels) sont moins mobilisateurs à la base, mais, en revanche, profitant aux adversaires sociaux dans les débats publics. Les problèmes sociaux ordinaires sont plus motivants et alimentent les discussions privées. On peut présenter l'hypothèse suivante ; Plus les discussions privées se tiennent à propos des problèmes officiels, plus le degré de mécontentement d'un sujet ordinaire peut augmenter. Autrement dit, si la distance sociale entre les problèmes officiels et ordinaires est interminable, le degré du mécontentement social va être élevé, car le sens commun se construit à chaque instant (Giddens, 1995) et il n'est pas la simple accumulation des données. Plus le problème social sera caché derrière la vie quotidienne, plus le mécontentement social se divisera entre les problèmes ordinaires et locaux et moins il sera capable de se transformer en niveau national. Dans ce cas, il est considérable que les diverses formes du mécontentement ne peuvent pas idéologiquement et pratiquement se focaliser sur un problème au niveau macro. En d'autres termes, les problèmes communicationnels ne peuvent pas créer un seul problème social au niveau macro autour duquel toutes les forces sociales peuvent se mobiliser. Par exemple, les diverses formes d'expressions du mécontentement social autour des objectifs économiques sont courantes, mais ce qui est inattendu, c'est que ces genres de problèmes ordinaires

dispersés se canalisent et se concentrent vers un problème sur le système économique actuel (le problème macro).

1-4-5-Interactions entre les problèmes sociaux

Les problèmes sociaux, dans le discours public, se classent par ordre d'importance au travers de leurs interactions. C'est grâce aux autres problèmes que l'un d'entre eux peut obtenir une place prépondérante attirant les attentions du public. L'une des contextes d'émergence de conflit, d'ailleurs point de départ pour la construction sociale du mécontentement, c'est le champ des problèmes où ils se redéfinissent, se valorisent en fonction de leur importance et sont délimités par les adversaires sociaux. La perception, la reproduction et la représentation d'un problème social sont les indicateurs qui montrent bien comment la connaissance et l'intérêt mènent le combat. Comment les capitaux sociaux (économique, politique, culturel, personnel) remettent-ils en relation les problèmes différents ? Comment la définition officielle d'un problème social aborde-t-elle la définition ordinaire de ce problème afin de construire une définition commune d'un problème social ?

La relation entre les problèmes sociaux apparaît dans la redéfinition de problèmes et cette nouvelle définition provoque à nouveau un autre aspect de problème social. Le "chômage", par exemple, avec une définition officielle, lorsqu'il se pose à côté de l'"injustice sociale", suscite un autre aspect de ce problème qui est d'ailleurs plus motivant et gênant : le "statut social de chômeur". Les économistes peuvent prouver qu'il sera nécessaire, pour sauver une entreprise, et pouvoir baisser les dépenses de diminuer les postes ; par la suite, les chômeurs obtiendront les droits d'allocation chômage. Cette définition officielle d'un problème social passe dans la vie quotidienne et vise le statut social des victimes et par lequel la redéfinition collective de chômage se construit, alors que cette définition est encore plus

gênante que l'effet de la définition économique du problème. La littérature qui naît dans le langage ordinaire est plus dramatique que la littérature officielle.

Les problèmes dispersés peuvent être regroupés idéologiquement par une nouvelle définition. Les problèmes structurellement séparés peuvent encore idéologiquement se réunir au niveau macro. Les relations entre les problèmes sociaux font établir, en effet, une interrelation transcendantale entre la vie quotidienne et le système social. Les organisations sociales jouent un rôle très important pour relier idéologiquement les problèmes ordinaires aux systèmes sociaux. Cette transformation convainc les acteurs subjectivement pour qu'ils soient fidèles à l'égard de ces institutions. Dès lors, la fidélité est un facteur important qui suscite subjectivement une idéologie solide expliquant les relations entre les problèmes séparés et leur réunion ultérieure.

1-4-6-Ressources productrices du problème social

Apres la révolution française qui a bien évidemment déconstruit la "maison du Roi" et qui a bien institué les "*biens publics*" et l'"*Etat-nation*" (Bourdieu, P., 1995), on observe que trois champs importants se sont ouverts devant les gens ordinaires ; le champ politique, le champ bureaucratique et le champ de bien public. Les trois champs étaient déjà concentrés dans la maison de Roi, mais après la révolution, ils se sont déployés comme objectifs sociaux comme objets de décision collective. Accompagnant ce processus de décision collective, la bourgeoisie française va simultanément se développer (Daumard, A., 1987). Désormais, le monopole de la manipulation des bien publics est légitimé par l'Etat. La décision collective est reconstruite par les critères préétablis, comme la "redistribution équitable des richesses", qui pouvaient recréer des nouveaux problèmes sociaux générant les mécontentements sociaux.

Un espace social très étendu a graduellement accumulé trois forces sociales ; l'Etat, le peuple et la richesse. Dans la force économique existent deux tendances contradictoires, d'une

part, les dispositions permettant de renforcer la puissance économique par la concentration du capital et d'autre part, les dispositions remettant en service le bien public au peuple par intervention de l'Etat. Dans ce cas, l'"injustice sociale" est un motif très fort et constant qui est toujours capable de faire se mobiliser les acteurs pour redresser la hiérarchie sociale. On peut constater que le premier domaine de cette amélioration était le "*champ du travail*" qui a demandé une période très longue pour associer les acteurs autour des problèmes du travail.

Les divers changements dans le champ politique, après la révolution, montre que les acteurs croyaient que l'Etat était le seul moyen capable de changer une situation sociale tyrannique. La plupart des gens, les couches ouvrières, agricoles et salariales, avaient besoin d'une force légitime et puissante pour les protéger et faire avancer leurs revendications dans le nouvel espace social. La force économique, noblesse et bourgeoisie, tentait aussi de conserver ses capitaux et une distance sociale avec la majorité de la population, en faisant partie de l'État. Ce processus du combat sérieux entre la "majorité" et la "minorité" perdurait, en conséquence, l'Etat devient le cœur du champ politique. Les partis et les associations politiques en prenant deux orientations opposées se construisaient autour de l'Etat, suprême arbitre[9]. Normalement, les groupes d'intérêts ne négocient pas directement, mais par un intermédiaire légitime qui contrôle la probabilité du désordre. Ce type d'arrangement social structuré amplement va motiver les agents pour réintégrer l'espace social et retrouver régulièrement leurs nouvelles positions. Dans ce cas, la hiérarchie des positions sociales, qui est d'ailleurs très solide, est spontanément devenue un contexte propice à l'émergence et au développement des problèmes sociaux sur un continuum en glissant du pôle froid au pôle révolutionnaire. Dans cette circonstance sociale, les problèmes froids se transforment d'abord en problèmes chaleureux puis, ces derniers s'orientent éventuellement vers des problèmes révolutionnaires. La hiérarchie sociale joue un rôle afin d'activer les problèmes sociaux pour

[9] -Cinq groupes de salariés (CGT – CFDT – FO – CFTC – CGC), trois organisations patronales (CNPF – CGPME – UPA) et cinq organisations agricoles (FNSEA – CNJA – CNPT – MODEF – FFA), cf. Offerlé M.

qu'ils deviennent causes de mécontentement. En fait, si les problèmes sociaux confinent à l'injustice sociale issue de la hiérarchie sociale, il est très probable que ces problèmes se transformeront en causes de mécontentement.

L'un des plus importantes sources pour démarrer le processus de la construction des problèmes sociaux est bien évidemment l'"*injustice sociale*" que les acteurs attaquent pour la faire diminuer. À l'accompagnement de l'injustice sociale, on ajoute un autre facteur important ; la " *frustration relative*", soit intérieure soit extérieure, qui apporte une cause supplémentaire de mécontentement aux acteurs. Le combat entre la privatisation et la nationalisation, après la révolution, est un indicateur social pour interpréter la genèse d'un certain nombre de problèmes sociaux qui se poursuivent par le mécontentement. On peut constater que le degré de mécontentement diminue progressivement au cours des années, puisque les modes d'expressions du mécontentement changent régulièrement (Tilly Ch., 1986), mais pourtant, le problème de l'injustice sociale est encore présence partout, malgré beaucoup de changements et l'amélioration de la condition de vie quotidienne.

L'alliance de domaines politique et économique, également, est une autre source importante pour conduire l'évolution des problèmes sociaux, du type révolutionnaire au type chaleureux et ensuite au type froid. Ce passage se soutient par l'institutionnalisation du mécontentement social et par les organisations mobilisatrices qui opèrent comme les supporteurs légitimes des agents dans l'arène du conflit dont ils ont besoin. En général, dans ce cadre, on peut avancer l'hypothèse que, dans un contexte social où un gouvernement de Droite est présent, il est très probable que les problèmes sociaux froids se transformeront en types chaleureux et révolutionnaire, alors que la Gauche au pouvoir verra une orientation inverse. Il est donc très raisonnable que, en France, la Gauche soit toujours une force politique alternative, comme la représentation d'une grande partie de la population, en face d'un

gouvernement de Droite. À travers ce double choix, les problèmes et les revendications ne passent pas normalement et idéologiquement du niveau micro au niveau macro.

Dans le domaine culturel, toujours après la révolution, le "droit social" et la "citoyenneté", déjà fusionnés dans l'absolutisme monarchique (Prélot, M. et Lescuyer, G., 1997), étaient les causes essentielles autour desquelles les citoyens se sont longtemps mobilisés pour fonder un État de droit et constitutionnel. Le problème social que ces causes sociales peuvent créer sera un problème de type cognitif, mobilisation faible mais longue, qui est dirigé habituellement par les intellectuels. Les débats culturels autour de ce sujet sont très intenses et mémorisés comme le résume cette classique expression suivante ; "La France est un pays de droit". "Liberté, Égalité, Fraternité" était le slogan de la révolution et qui demeure une source fondamentale de direction des débats culturels et politiques permettant de réaliser le droit constitutionnel écrit français.

1-4-7-Perception du problème social

L'analyse d'une situation, comme objet menaçant, s'établit à la base des cadres d'information, d'expérience personnelle et du savoir commun, qui permettent aux individus de localiser, de percevoir, d'identifier et de classer les événements de leur environnement, de leur vécu et du monde (Goffman, E., 1991). Pourquoi une situation sociale subit-elle une attribution offensive par les agents qui sont devant celle-ci ? Quels sont les réservoirs de cadres de perception et de construction de la légitimité d'une cause pour qu'ils puissent faire mettre en relation les éléments séparés afin de retrouver une cause couchée mais acceptable qui menace les valeurs essentielles collectives et individuelles (Snow D. et coll., 1986)? La nature de la situation problématique est-elle réellement un contenu de menace qui tente d'accéder à la visibilité ou, à contrario, c'est l'interprétation de cette situation qui se perçoit

comme une réalité sociale offensive ? Comment un cadre social de perception devient-il invalide et comment lui substitue-t-il une tout autre grille de décodage ?

1-4-8-Objet offensant et la situation menaçante

Par quels critères, peut-on distinguer la situation menaçante parmi les conditions normales (le diagnostic de la situation menaçante) ? Qu'est-ce qui est un problème social normal et qu'est-ce qui peut être perçu comme un objet menaçant ?

Deux niveaux de sources, individuel et collectif, de cadres de perception d'un objet menaçant peuvent se différencier. La perception d'un problème social peut soit se borner aux traits individuels, comme le sexe et l'âge, soit s'approcher de valeurs collectives, comme les valeurs politiques ou culturelles. La manifestation contre le FN, par exemple, s'organisait autour de cet argument qu'« il faut soutenir les valeurs républicaines dans ce pays ». Alors qu'une maladie corporelle est plutôt une affaire personnelle, certaines maladies sont pourtant transmissibles et peuvent se transformer en objets menaçants au niveau public.

« Vous n'êtes pas seul », c'est un argument soulageant très courant pour dire à quelqu'un qui est touché par un problème social, cela veut dire que la tendance dominante dans les cadres de perception d'un malaise social est plutôt orientée vers la formation d'un espace collectif argumentatif où les caractères individuels se séparent des causes du malaise social, car le jugement social est très valorisé dans une société socialisée comme la France. Lorsque les loisirs deviennent un critère indicatif différenciant socialement les statuts sociaux, les gens qui ne peuvent pas bénéficier de ces avantages tentent de se reconnaître et de se retrouver. Si le malaise social (comme l'immigration) occupe une place individuellement isolée dans l'espace public, les personnes qui sont touchées risquent une marginalisation (comme les immigrants ou les suicidaires). Dans ce cas, les notions de la 'minorité' et de la 'majorité' ou de l'intégration et de la désintégration se créent et se développent régulièrement,

donc, il est logique que les personnes de groupes minoritaires subissent les jugements qui viennent du champ de la majorité, comme les prises de décision votées par le Parlement.

La collectivisation d'un malaise social est un processus qui mobilise les personnes concernées contre la marginalisation, par contre, la privatisation de ce malaise insiste sur les caractères individuels des victimes de sorte qu'elle empêche les acteurs de se réunir. De plus, la neutralisation d'un problème social est un processus orienté vers la banalisation du malaise social dans la vie quotidienne, de sorte qu'elle engendre des sentiments d'indifférence.

1-4-9-Divers niveaux des problèmes sociaux

1-4-9-1-Collectivisation et privatisation du problème social

Quels objets sont plus susceptibles d'être perçus comme objets menaçants par rapport à des intérêts individuels ou publics ? Les malaises sociaux, qui peuvent se transmettre, dans la vie quotidienne, du niveau individuel au niveau collectif, sont les objets qui ne peuvent plus rester couchés. Dans la société industrielle, après le développement de la division du travail et le redéploiement des positions sociales, la construction d'un problème social a régulièrement évolué d'autour d'un objet général, qui avait la puissance de faire se mobiliser des acteurs très dispersés géographiquement, au niveau national, vers un objet précis et étroit qui vise les personnes concernées, au niveau local. Par exemple, le système d'imposition qui était déjà un objet menaçant très général, il y a deux siècles (Tilly Ch. 1986), a progressivement évolué vers un objet menaçant précis qui ne touche pas également toutes les positions sociales et dès lors la mobilisation autour de ce sujet va devenir très étroite, localisée et expertisée.

Les perceptions d'un objet comme une chose menaçante, dans une société avec la solidarité mécanique, au sens de E. Durkheim, sont similaires et très rapidement diffusables, alors qu'elles se construisent très distinctement et de plus, sont concentrées en fonction de la stratification sociale dans une société organiquement solidaire.

On peut conclure l'évolution de la théorie sociale de mouvement social de Gustave Le Bon et Gabriel Tarde, d'une part, jusqu'à l'approche du militantisme d'autre part, pour autant que la perception d'un objet comme étant menaçant soit transformée de la similarité et de la collectivité vers la diversité et la privatisation. D'un côté, G. Le Bon (1991) insistait sur les traits communs associés à la foule et la contagion et d'un autre côté, G. Tarde (1989) soulignait l'imitation à son époque. C'était la première explication de comportement collectif à la fin du XIX siècle qui rendait compte de la diffusion des croyances et valeurs comme un processus égal pour toutes les positions sociales. En outre, la structure sociale reproduit plutôt l'homogénéité où la perception d'un objet comme menaçant ne se dissocie pas par la hiérarchie de couches sociales et dès lors, la circulation de cette perception ne rencontre pas les obstacles sociaux qui soient capables de la faire diviser. En effet, le potentiel de diffusion des perceptions de façon différenciée entre les espaces sociaux a été socialement très limité, par conséquent, les problèmes sociaux qui pouvaient s'élever au niveau national étaient dominants.

En revanche, la théorie de la frustration relative (Ted Gurr, 1970) insiste sur la comparaison et la différenciation sociale des positions sociales dans la société industrielle actuelle qui gênent le mécontentement de sorte qu'il dépend désormais de la privatisation de la perception d'objet menaçant. La théorie de "mobilisation des ressources" souligne aussi, en général, les organisations où des ressources ou des intérêts d'action sont centralisées (J. D. McCarthy et M. Zald, 1977). En effet, ce sont les organisations sociales qui offrent les différentes, soit contradictoire soit complémentaire, perceptions des objets comme menaçants. C'est elles qui demandent aux acteurs de participer dans une mobilisation sociale massive. Enfin, Alain Touraine (1978), avec la méthode de l'intervention sociologique, insiste sur le rôle d'acteur et son identité pour toute mobilisation dans la société programmée actuelle. Dans cette approche, l'identité des acteurs est présente en face des adversaires pour orienter

volontairement la direction de l'historicité. Dans ce cas, la perception d'un objet comme menaçant se reconstruit en fonction de l'adversaire historique qui apparaît comme un obstacle pour conduire rationnellement le destin social.

Dans ce court schéma théorique, on a tenté de montrer que l'objet du mécontentement social a progressivement évolué d'un genre analogue et collectif, comme la liberté civique dans la société marchande, vers un genre plutôt, nuancé et privé, comme la lutte contre les risques de modernité. Ainsi, le poids de la culture et celui du politique (J. W., Duyvendak, 1994) qui déterminent le type des problèmes sociaux est très considérable. Par exemple, L'emploi, le revenu, le niveau de vie et l'éducation sont les objets les plus importants parmi d'autres qui ont mobilisé les acteurs dans trois grandes villes françaises, Marseille, Nantes et Paris, pendant la période 1980-1989 (Olivier Fillieule, 1997, p. 193-197), mais, pourtant, ces objets ne s'imposent pas dans même répertoire pour les trois villes.

Par la division du travail, les malaises sociaux se sont fractionnés entre les positions sociales dans la société française actuelle ; dès lors, les nombreuses mobilisations sociales se créent et se développent, alors que la mobilisation sociale autour d'un objet collectif, au niveau national, est très rare, bien que la société française, en général, soit une société sociétale avec une socialisation commune très concentrée (Dubet F. et Martuccelli D., 1996). Par exemple, la salarisation, historiquement, est un objet très stimulant engendrant des objets du mécontentement social, mais elle ne peut pas être un objet menaçant au niveau macro puisqu'elle n'est pas capable de mobiliser les acteurs et les groupes dans un mouvement au niveau national, car elle est logiquement divisée entre les divers secteurs du travail. À la fin de 1995, par exemple, le mécontentement des chauffeurs routiers a été borné dans les limites de leur métier, malgré le blocage quasiment total de la société. Ainsi, la "réduction du temps de travail", qui est un objet historique et sensible pour les salaires, ne peut pourtant pas faire référence aux même revendications entre les divers secteurs d'activité économique. Le

mécontentement social pour un secteur social ne peut habituellement pas circuler dans les autres secteurs, proches ou lointains, bien qu'il suscite un sentiment de solidarité et de sympathie chez autres. Il est arrivé qu'à un moment de son histoire où il ait une tendance socialisée, le mécontentement social se soit donc cristallisé systématiquement, mais de manière partielle.

L'une des interprétations de la révolution française insiste sur les effets d'actions des bourgeois pour qu'elle puisse réussir (Du vergé M., 1991). Le mécontentement des bourgeois en réaction des valeurs féodales, à la fin de XVIII siècle, put arriver au niveau national et permit de mobiliser les gens afin de bouleverser l'ancien régime et d'établire un nouveau régime (la contagion du mécontentement). La "liberté", à la fin de XVIII siècle, était un objet aux multiples sens, qui avait pu simultanément être perçue comme une valeur essentielle pour lutter et y aboutir. Autrement dit, les positions sociales n'avaient pas joué de rôle, empêchant ainsi les perceptions de Liberté de s'unifier. K. Marx, en XIX siècle, insiste sur la concentration du mécontentement dans une classe sociale mobilisée par la conscience collective, mais ce mécontentement ne peut pas passer les frontières des classes sociales. Selon lui, dans une société industrielle, les mécontentements s'accumulent dans la classe des ouvrières et les mobilisent face à la classe des bourgeoises. Par là, le mécontentement est un objet qui crée ou aboutit à une solidarité sociale et une conscience collective émancipant.

On peut faire l'hypothèse que, plus un objet de mécontentement peut arriver au niveau général, plus la densité de perception de menace de cet objet se relâche, bien que le degré de mécontentement progresse. La santé publique, par exemple, qui est un objet assez collectif, ne crée pas simplement une perception menaçante similaire pour tous, car elle sera variée en fonction des positions sociales.

On fait l'hypothèse inverse que, plus l'objet menaçant est précis et clair, plus le degré de mécontentement va augmenter, mais en même temps, la densité de perception de menace

de cet objet sera plus cernée et limitée. Les variations de la densité de la perception de l'objet menaçant et du degré de mécontentement dépendent d'un espace collectif où la perception de la menace d'un malaise social se situe sur un continuum. Un objet menaçant au niveau général (national) est une situation problématique où les individus ou les groupes s'inquiètent de cette situation qui va toucher directement ou indirectement leurs intérêts, de sorte qu'elle les concerne tous. Ce type de l'objet ne se définit pas géographiquement, mais il se distingue à la base du sens commun comme un réservoir permettant de le comprendre.

1-4-9-2-Intérêt individuel et problème social

Par quels critères, un objet social peut-il se percevoir comme un objet menaçant ? Un objet offensif vise les intérêts des individus (Felstiner W.L.F., et al.), 1991), des groupes ou de la nation, mais la confrontation entre cet objet menaçant et les intérêts est très compliquée, car, en effet, un espace intersubjectif se crée afin de remettre en interférence les perceptions séparées des objets divisés. Les "*intérêts*" correspondent à des tendances relativement durables orientées vers différents domaines d'objets ou d'activités dans un milieu culturel donné (Dupont J.B. et coll. 1979). Cette définition d'intérêts prend deux caractères allant de : l'objet et la tendance durable (le rôle de temps) vers l'objet et l'action. A. O. Hirschman (1983) insiste sur le point que la consommation des biens durables est un objet qui construit la déception et le mécontentement par déséquilibre entre "plaisir" et "confort", dans les sociétés économiquement plus évoluées. Les biens durables sont donc, selon Hirschman, les sources du mécontentement, alors que les acteurs cherchent le confort et le plaisir en accumulant les objets menaçants. Mais on peut indiquer que ce modèle du mécontentement est tout à fait privé et incomplet, même s'il a des résultats publics.

Il convient d'indiquer que les intérêts peuvent, à condition d'être représentables et représentés, se situer sur une échelle de pôles extrêmes ; matériel/symbolique,

personnel/collective, intéressé/désintéressé (Offerlé M., 1994). Selon J.B. Dupont et ses coauteurs, les intérêts se différencient des *attitudes,* des *valeurs*, de *l'image de soi*, des *besoins* de type biologique, affectif ou cognitif, des opinions et des croyances.

L'"intérêt particulier" et l'"intérêt public" sont deux types polarisés d'intérêt dont la relation est, depuis la révolution, très déterminante dans la société française. L'intérêt particulier et l'intérêt public se contrôlent de manière que les arguments issus de chacun d'entre eux soient légitimes pour limiter les frontières des droits et des obligations. L'"intérêt particulier" se réalise normalement par la relation entre les choses et l'individu qui possède certains objets dont la maintenance, la dépossession et l'enrichissement dépendent directement d'une connaissance de l'avenir et de celle de l'environnement de l'individu où il est situé. Dans la société marchande, progressivement, les acteurs se rendaient compte de leurs positions sociales par rapport à celles des autres, de ce qu'ils possèdent ou souhaitent avoir et, simultanément, de ce que les autres détiennent ou désirent obtenir (Boltanski L., 1987). Les acteurs interprètent et évaluent directement, par leurs expériences ou indirectement (par les jugements d'autrui, soit individu ou groupes) leur place dans le monde social auquel ils appartiennent par rapport à ce qu'ils sont ou souhaiteraient devenir.

L'évolution d'intérêts de l'individu (Tilly Ch. 1992) nous montre que la "maintenance d'intérêts" était le fondement de leur enrichissement pour obtenir plus d'avantages. Concernant l'aspect économique d'intérêts, l'histoire du 'capital' (toutes les ressources mobilières tangibles) en Europe (Tilly Ch. 1992 p.43) est une preuve qui insiste sur le point suivant : la forme de la croissance urbaine ou de la cité, toutefois, dépend de l'équilibre entre concentration et accumulation de capital. D'autre part, la relation entre concentration et accumulation des moyens de contrainte engendre le type et la croissance des États. Charles Tilly (ibid. p. 58) propose un schéma plus général des relations essentielles entre la contrainte, le capital, l'État et les cités qui dépendent de l'accumulation du capital et de celle de la

contrainte. Autrement dit, ce sont le surplus du capital et celui de la contrainte qui engendrent les intérêts privés et collectifs dans les cadres des cités et des États.

On introduit trois facteurs culturels à ce modèle pour le compléter ; le droit de la propriété individuelle, la manière de solution de conflit et le principe de la compensation, car ils peuvent expliquer la stabilité et la structuration de ce modèle. Le conflit entre l'intérêt particulier et l'intérêt public était un sujet essentiel dans l'histoire sociale française qui a graduellement établi les manières bureaucratiques plus ou moins efficaces pour le résoudre. Le système de représentation sociale, à la base de la négociation entre les adversaires, est l'une des manières de résoudre le conflit. Ce type de solution de conflit permettait au mécontentement d'être perçu comme un phénomène "naturel" et indéclinable dans le tissu de la société industrielle, de sorte qu'il n'apparaisse plus masqué dans la vie quotidienne, qu'il puisse se manifester, malgré certaines violences urbaines. Ce système permet aux individus d'interpréter la circonstance de leur environnement par rapport à leurs propres intérêts de sorte qu'ils puissent extérioriser leurs émotions stimulées.

Le respect au droit de la propriété individuelle est un autre élément culturel très important, dans la société française, pour réordonner et stabiliser continuellement tous les éléments de la vie économique, comme le métier et l'impôt. Malgré beaucoup de critiques politiques et idéologiques et, surtout, malgré la révolution française, le droit de la propriété individuelle restait toujours sous la protection de la Loi et de l'État. Après la révolution, la propriété de l'État, sans roi, se créa alors qu'elle tentait de défendre les intérêts publics. En 1905, par exemple, l'État dépossédа l'Église de ses fortunes et renforça sa puissance économique. La propriété individuelle et celle de l'État, comme l'intérêt particulier et l'intérêt public, sont les caractères essentiels de la vie économique française dont les interrelations organisent les reconnaissances, les activités et les évaluations des orientations vers les objets.

Le principe de la compensation insiste sur les solutions possibles et réalisables pour les malaises sociaux, de sorte qu'il puisse imaginer les voies, matérielles ou symboliques, pour sortir des impasses. Le suicide qui dépend du degré d'appartenance à un réseau social (Durkheim E., 1998) est, dans ce cas, plutôt une situation de blocage de toutes les autres issues, ne laissent que la voie qui se retourne contre l'existence de la victime. Le principe de la compensation tente de prolonger les voies remédiables.

La question qui se pose est de savoir comment la relation entre l'intérêt particulier et l'intérêt public se détermine ? Pourquoi et comment peut-on privilégier l'un par rapport à l'autre ? La logique de préférence d'intérêts, dans la vie quotidienne, dépend des espaces sociaux auxquels les individus appartiennent. Luc Boltanski (1987), sur la constitution de formes d'accord, insiste sur six types différents de cités ; inspirée, domestique, de renom, civique, marchande et industrielle et dit que, pour chacun d'entre eux, la logique de préférence d'intérêts est différenciée. La cité, selon Boltanski, se construit par un "principe supérieur commun" qui détermine autant la justice et la justesse (le fonctionnement) que l'injustice et le dysfonctionnement. Dans la cité marchande, l'intérêt particulier est préférable à l'intérêt public, mais, au contraire, dans la cité inspirée, l'intérêt public est émérite. L'harmonisation des intérêts particuliers et publics, qui est un élément constitutif, pour la privatisation et la nationalisation, afin de réordonner les activités quotidiennes, dépend dès lors des valeurs centrales de la société industrielle. L'intérêt public joue un rôle essentiel face à l'intérêt particulier de sorte que celui-ci puisse se maintenir et s'accumuler dans la cité industrielle. La construction du bien commun est conditionnée par le principe de grandeur des gens. On peut faire l'hypothèse que, si la justice sociale par rapport aux autres valeurs centrales, comme la Liberté, est préférable, l'intérêt public aura plus d'importante que l'intérêt particulier et inversement. Dans ce cas, le rôle de l'État se définit, pour une majorité de la population, comme une force centralisée, expertisée et légitime afin de redresser la

hiérarchie des positions sociales sur un continuum polarisé des intérêts. En effet, l'attitude en vers la nationalisation est une orientation de préférence de l'intérêt public exprimé par rapport à l'intérêt particulier observé. La préférence de l'intérêt public se construit à la base des valeurs "égalité" et "justice" dans le cas où elles seraient ressenties comme valeurs menacées.

1-4-10-Contexte social de l'objet offensant

L'intérêt individuel contient les intérêts professionnels et ceux qui concernent les loisirs (Dupont, J.B., et al.). La profession, d'une part, est un contexte approprié pour objectiver des intérêts individuels et collectifs et, d'autre part, elle définit le degré d'objectivation de réussite ou de construction de la réalité. Dans ce cas, l'accès à l'État est un instrument pour équilibrer intérêts. L'état de la composition du Conseil Economique et Social français se révèle très intéressante pour comprendre l'équilibre des représentations sociales (Offerlé M., 1994). La relation entre le degré d'objectivation des intérêts et celui de réussite se détermine par le degré de durcissement antérieur des intérêts dans la vie quotidienne ce dernier représente d'ailleurs le fonctionnement de la structure de la société. Le processus de la création et de l'accumulation d'intérêt professionnel s'est orientée plutôt vers la visibilité, la diversité et la logique de calcule à travers le conflit des intérêts. Dans ce domaine, les objectifs qui menacent les intérêts sont très localisés, mesurables, remédiables et spécifiés, soit directement par les individus soit par les organisations.

L'objet offensif des intérêts particuliers, malgré la cristallisation du mécontentement partiel, ne peut pas créer le mécontentement général, puisque la connexion de différents cadres d'analyses ne dépend pas simplement d'un thème commun, mais, de la nature et du genre de l'objet menaçant et du contexte social où cette connexion se situe. Un problème social, qui mobilise le groupe d'intérêt spécifié, retrouve naturellement certains relations logiques ou émotionnelles avec la population non-mobilisée, comme Luc Boltanski l'explique

dans « La souffrance à distance », d'une part, et avec les autres groupes mobilisés institutionnels ou temporels, d'autre part. Par exemple, le mécontentement des chauffeurs routiers n'a pu se connecter avec celui des pilotes d'Air France ni fin 1995, ni avant la Coupe du Monde 1998.

L'ampleur du cadre de l'interprétation d'un problème ou d'une série d'événements dépend de la vivification et de la clarification des valeurs centrales et des croyances en relation avec le problème concerné (Snow D.A., et coll.). Car, dans la vie quotidienne, le sens d'événements et les rapports avec les valeurs constitutives sont normalement enveloppés par l'indifférence et par l'ambiguïté ou l'incertitude (Goffman, E. ibid.), ce qui empêche, pour un certain nombre de raisons, l'interprétation propre d'un problème spécifique de passer vers les valeurs essentielles au niveau macro. Les valeurs fondamentales, comme la justice, la liberté, le progrès et l'égalité, s'exposent toujours afin de justifier les arguments ou les actions qui se construisent autour d'une cause sociale.

Certaines croyances peuvent subjectivement supporter la poursuite des valeurs. Selon Snow et ses coauteurs, on peut insister sur cinq types de ce genre de croyance : (1) Les croyances qui déterminent l'*importance* et le *degré de sérieux* d'un problème social (Gamson W. et al., 1982, et Turner R. H., 1969). La relation entre la croyance et l'action peut avoir trois états différents ; état contradictoire, de similarité et de synthèse (Berger P. L., et Luckmann T.,1966, Goffman E., ibid.). Dans ce cas, la question qui se pose est la suivante ; entre les valeurs constitutives de la vie sociale, en France, quelle est la plus important ou quelle hiérarchie existe entre elles ?

Les enquêtes de SEFRES (SEFRES,1997) montrent que le thème du 'travail' transcende un "principe supérieur commun" dont les problèmes sont très sérieux, c'est-à-dire qu'ils peuvent transformer les objets normaux en objets offensifs. Le degré de sérieux d'un

problème peut se mesurer en comparaison avec d'autres problèmes du même niveau de poids dans la vie sociale.

(2) Les croyances à propos de la *causalité* et de la *responsabilité* d'un problème social (Ferree M. M., et Miller F.D., 1985). La question qui se pose est de savoir si les causes d'un problème sont assez claires et sans ambiguïtés d'interprétation ou, par contre, s'il est nécessaire que l'interprétation d'une causalité s'accompagne des dénonciations d'un intermédiaire, soit les organisations, comme les syndicats, soit les idées stéréotypées. La complexité de la construction d'une réalité sociale, est une des raisons acceptables par laquelle les acteurs sont obligés d'écouter les interprétations institutionnalisées et formelles fabriquées par les expertises des groupes d'intérêts qui sont fournies aux mécontents. Dans ce cas, la circulation de la connaissance et l'accès public aux éléments constitutifs de la clarification d'une causalité est l'une des étapes très importantes qui permet au processus de mécontentement d'être développé ou d'être bloqué.

(3) Les croyances qui estiment la *probabilité de changement* et l'*efficacité de l'action collective* (Klandermans B., 1984, Olson M., 1978) afin de résoudre un problème social. Le sens de l'efficacité contient les termes d'*optimisme* et de *pessimisme*. Le degré de durcissement de la structure sociale se mesure par le degré de pessimisme ou d'optimisme des individus à propos d'une probabilité de changement social.

On fait l'hypothèse que, plus les individus sont pessimistes concernant le but de changement social, plus l'efficacité de l'action collective est percevable. Autrement dit, si la structure sociale, dans les prospectives des acteurs, permet aux individus de se mobiliser de façon verticale (politique, économique ou culturelle), les individus seront donc plutôt optimistes afin d'améliorer la vie sociale de manière qu'ils choisissent un type d'action individuelle. L'histoire sociale de la France nous montre, du XVI siècle jusqu'à nos jours, que l'action collective pour augmenter l'intérêt public était plus efficace que l'action individuelle

(Ch. Tilly,1979). Cela dénonce une contradiction sociale entre le principe d'humanité (Boltanski L., 1986) et l'efficacité de l'action collective.

(4) Les croyances qui définissent le sens de la *nécessité* et le répertoire (la *propriété*) d'actions (Oliver P., 1984). Le sens de la nécessité peut s'accompagner de celui d'instrumentalisme, alors que l'un des répertoires d'actions se conceptualise par la loyauté et la responsabilité. La nécessité de "faire quelque chose" se crée lorsque l'individu a certaines images des attitudes des autres pour participer à une action collective. En effet, les mécontents ressentent la nécessité de participer à une action collective afin de résoudre les causes d'un problème, mais la question qui se pose est de savoir d'où vient cette nécessité ?

Les expériences antérieures pour résoudre les problèmes sociaux qui circulent dans la mémoire collective des réseaux sociaux, sont l'une des ressources les plus importantes pour définir le sens de "nécessité" et celui de "réussite". Les organisations qui conduisent les actions collectives sont les instruments légaux qui redéfinissent le sens de nécessité et celui de réussite. Dans ce cas, le répertoire d'action se hiérarchise par certains critères culturels comme la loyauté et la responsabilité. Si l'individu imagine qu'il est situé dans un milieu social très fermé, il est amené alors à une participation directe dans une action collective, ensuite, s'il suppose que la plupart des gens ont la même situation que la sienne, il est encouragé à rester à côté de l'action collective, alors il s'exprime oralement (sur les litiges ou les griefs, par exemple) ou parfois par écrit (Trépos J.Y., 1991).

(5) Les croyances stéréotypées d'antagonisme qui jugent les *adversaires*. Comment se présentent les caractères d'objectif d'opposition ? Par exemple, un groupe opposant aux immigrés non-européens tente toujours, d'attirer l'attention sur les caractères historiquement associés aux expériences culturellement négatives de l'immigration et de neutraliser les autres éléments opposables à ces expériences. Ce processus se déroule au-delà de l'envergure du sentiment de sympathie (Coser L., 1969), car il tente sans cesse de faire surestimer les aspects

négatifs de l'adversaire. Mais pourtant, il peut exister une autre forme d'opinion réellement construite à la base de l'équité. Dans le processus tripartite français pour résoudre un conflit social, le point qui apparaît essentiel est que les adversaires sont obligés de reconnaître leur existence sociale et qu'ils ne tentent plus de se supprimer, mutuellement. Dans ce cas, le rôle de la négociation et de l'arbitrage incite les adversaires à avoir une perception stéréotypée de l'autre et à valoriser et donner une image de leur puissance propre. Les frontières de ce champ de perception ne se limitent pas dans les secteurs des adversaires, mais les perceptions stéréotypées issues de ce champ se diffusent jusqu'aux bornes de la société française. L'État providence, qui s'est établi après la deuxième Guerre Mondiale, est une perception d'un gouvernement qui monopolise les fonctions de la protection sociale des citoyens en fonction de la nouvelle conception de l'intérêt public (Merrien F.X., 1997). En effet, par cela, les acteurs définissent leurs relations par rapport à l'État et manifestent leurs idées, parfois par le scrutin, dans un combat politique entre le "fonctionnement/dysfonctionnement" et la "justice/injustice" de l'État. Si les acteurs insistent sur la fonction de la justice de l'État, en dépit de l'élévation du défit, on peut donc faire une hypothèse ; plus l'individu ressent un état de mécontentement sur un sujet social, moins il insiste sur l'intérêt individuel pour argumenter les causes de son mécontentement. Dans ce cas, le continuum des intérêts est un argument très important pour empêcher l'intérêt particulier de s'accumuler sans limite.

1-4-11-Responsabilité d'un problème social

Lorsque l'individu, dans un premier temps, distingue un ou des objets menaçants parmi ceux normaux, la question qui se pose immédiatement est celle de la causalité et de la responsabilité : Pourquoi un problème menace-t-il les intérêts individuels ou publics ? Qui est le responsable probable et comment peut-on véritablement le connaître ?

La théorie d'"attribution causale" montre qu'envoyer un label vers un objet ou un sujet dépend en général des informations déjà accumulées et mémorisées chez les individus, des caractères personnalisés d'individus, comme âge ou sexe, ainsi que des facteurs sociaux comme la couche sociale (Hewstone Miles, 1998). Le "gouvernement" et les "patronats" sont les deux cibles saillantes considérées responsables par les adversaires d'un conflit social donné. Les causes d'un problème ou d'une série d'événements problématiques s'exposent en différents niveaux et dimensions multiples. Selon la théorie de la construction de la cité de Boltanski (1986), le 'principe supérieur commun' définit les éléments constitutifs de la grandeur des gens par lesquels se mesurerait le "degré de satisfaction / insatisfaction". En outre, c'est plutôt la structure sociale de la cité qui détermine les causes constitutives du mécontentement et ses responsables. Dans la cité inspirée, par exemple, la perception de cause et de responsabilité sociale d'un 'sinistre naturel' est très différente de celle qui se produit dans une cité industrielle.

1-4-11-1-Deux genres principaux de responsabilité

Coates D. et Penrod S. (1981), dans leur article, indiquent un modèle d'attribution causale qui revêt trois dimensions pour expliquer la perception de la formation des causes d'un problème social. Les causes déterminées des problèmes peuvent varier entre les thèmes "*externe*" et "*interne*" (quelque chose à propos de l'individu et quelque chose à propos de l'environnement de l'individu) ; "*stable*" et "*instable*" (capacité de changement ou incapacité de changement de la situation dans l'avenir) ; "*volontaire*" et "*involontaire*" (prévisible et intentionnel ou accidentel et non conscient désiré). Si un objet se perçoit comme un problème menaçant des intérêts individuels ou publics, est-ce que les causes attribuées sont plutôt orientées vers les systèmes sociaux ou vers la victime elle-même ? Est-ce que la victime s'accuse elle-même (« c'était ma faute ») ou elle recherche les causes du problème en dehors

de sa responsabilité (« c'est pas ma faute »). Pour le premier cas, on peut le dénommer "*individu-responsable*" et pour le deuxième, "*système-responsable*".

1-4-11-2-Individu-responsable et système responsable

Crozier M. (1977) s'adressant aux intellectuels et leur rappelant leur responsabilité à ce propos, accuse le système administratif français de ne pas être capable de changer la société. A. Touraine (1978), au contraire, insiste sur le rôle d'acteur dans le groupe pour déterminer son destin social dans un challenge social. Pourquoi la victime attribue-t-elle les causes constitutives d'un problème social à elle-même (causalité endogène) ou au système social (causalité exogène) et quelles sont les conséquences de ces types de causes attribuées ?

Dans la cité marchande, par exemple, la valeur de réussite individuelle est déterminante et il est normal que les causes produisant d'un problème social soient attribuées régulièrement aux caractères individuels, car tout le monde apparemment est libre de son action dans le domaine économique pour devenir "quelqu'un qui a réussi". L'une des conséquences observables de la liberté économique est que l'échec social ou la privation relative se rapportant aux efforts individuels. Alors que s'il existe 'un groupe' d'individus défavorisés, peut-on argumenter que 'ce groupe' est une victime du système social ? Par contre, dans la cité industrielle, au sens de Boltanski, les causes d'un problème social sont attribuées normalement à l'environnement social soit par les organisations opposantes comme les syndicats soit par les individus eux-mêmes.

1-4-11-3-Responsabilité et structure sociale

On peut donc estimer que les causes attribuées à'un problème varient sur une échelle bipolarisée dont dépendent des valeurs centrales de la société. Si les causes constitutives sont

attribuées aux environnements sociaux, la valeur de la "justice" sera alors plus valorisée que celle de la "liberté" ou celle du "développement économique".

Dans la société française, la valeur des sub-systèmes sociaux se construit intérieurement par une "*possibilité d'interdépendance sociale*" (économique, politique ou culturel) qui permet au système global de la société de rester stable et équilibré plus longtemps en dépit de beaucoup de mouvements sociaux. En illustration, le gouvernement de Vichy et les événements de mai 68 sont deux exemples concrets. Les idées politiques-économiques opposées, qui s'incarnaient historiquement sur un continuum de partis, permettent aux gens d'être dans un état de choix alternatif pour changer légalement certains éléments souhaités *dans* le système. Les frontières subjectives de ce type de système social sont devenues très claires, déterminantes et limitées de manière qu'au-delà de ce système on ne puisse pas imaginer une autre nature de société. En effet, les causes exogènes ne passent pas au-delà du système lui-même, mais elles se restreignent intérieurement *dans* le système. C'est la raison pour laquelle les idées socioéconomiques et politiques incarnées dans les groupes d'intérêts reconnaissent leur existence sociale de façon qu'ils ne soient plus capables socialement de se nier mutuellement. Dans cette perspective, les changements systémiques de système deviennent des affaires expertisées et hors de la contrainte du mécontentement ordinaire quoique très fort, c'est-à-dire que les facteurs transformants de l'évolution du système global restent à côté du mécontentement social. Après la révolution française, on peut constater que l'évolution du système social républicain, malgré beaucoup de résistances traditionnelles, a passé successivement cinq étapes majeures, mais pourtant il perdure jusqu'à nos jours sur un modèle républicain.

1-4-12-Revendications

1-4-12-1-Définition de la revendication

L'une des plus importantes étapes de la formation sociale du mécontentement se construit par les "demandes de modification concentrées autour de l'objet de menaçant". On peut considérer, plus globalement, dans ce domaine, une sociologie des revendications et des rapports conflictuels. Pendant deux siècles, les ouvriers industriels ont, pas à pas, demandé aux patronats d'améliorer leurs niveaux de vie, alors que, au niveau utopie, Marx avait revendiqué le bouleversement du capitalisme. Par rapport au contenu de la revendication, on peut dire en résumé qu'il y a certains arguments sociaux qui permettent aux revendications d'apparaître socialement. Par la vérification de ces arguments, on peut imaginer, en général, quel état sociétal amène un arrangement de la société. Autrement dit, par l'étude des revendications, on s'approcherait d'un genre de reconnaissance sociale ordinaire de la société, cette reconnaissance construite par les acteurs dans la vie quotidienne. La reconnaissance des individus de la société à laquelle ils appartiennent est sous-jacente dans les revendications qu'ils expriment par rapport aux problèmes sociaux perçus. De plus, la revendication se construit socialement à la base d'un "droit social de demande" issu de la reconnaissance sociale d'individu.

La revendication se cristallise autour d'un "droit de demande", comme noyau, mais d'où vient l'impression d'être en droit de réclamer la revendication ? La perception de ce *droit de demande* dépend de certaines circonstances sociales et historiques de la société et de la manière dont l'individu les intègre. On peut définir la revendication de la façon suivante : réclamer une attente qui se cristallise autour d'un droit reçu venant de la circonstance sociale et historique de la société et de la manière dont l'individu l'a intégré.

1-4-12-2-*Cristallisation de la revendication*

Par cristallisation de la revendication, on entend les causes sociales d'objectivation, de réception et de verbalisation des attentes. Dans une société en continuité, il est raisonnable qu'on commence par l'aspect historique et évolutif de la revendication. Ch. Tilly démontre que, en France, pendant quatre siècles, la forme et le contenu de la revendication, en général, ont progressivement évolué, ou même R. Ingelhart explique le changement de la revendication, dans les sociétés industrialisées, comme une évolution des idées matérielles aux idées spirituelles, c'est-à-dire, par exemple, des revendications comme l'augmentation des salaires aux revendications comme la protection de la nature. Les systèmes économiques (McCarthy J. et Zald M., 1977) et politiques (Oberschall A., 1973) sont les contextes sociaux dans lesquels les ressources valorisées sont dans un état de mobilité permettant de faire apparaître une nouvelle définition des objets saillants. Dans le système économique français, par rapport à l'émergence des revendications, trois éléments peuvent être distingués. Le capital et son accumulation, la salarisation, la distribution des biens publics sont les éléments qui fonctionnent dans un ensemble par lequel le "*sentiment d'avoir le droit*", pour améliorer le statu quo, émerge. Les ouvriers étaient toujours les pionniers pour faire verbaliser l'amélioration de la vie quotidienne en fonction des difficultés qu'ils éprouvaient face à leurs adversaires. D'une part, le capital circulait de manière productive puisqu'il avait progressivement pu se concentrer et, d'autre part, le niveau de vie des ouvriers s'objectivait de sorte que le "droit de vivre mieux", pratiquement et intellectuellement, se légitimait. Dans cette phase, le "bien commun" dépendait la faculté de trouver les solutions pour sortir d'un tel conflit social. Or, le plus important dans la "revendication privée" des ouvriers était l'augmentation de salaire (Durand C., 1973) en fonction d'un niveau de "vie normale". Alors que les "revendications systémiques" des ouvriers concernaient les biens publics dont le fonctionnement latent était une réduction des revendications systémiques vers les

revendications privées sous forme collective. Dans ce système économique, "la durée du mécontentement" pour les ouvriers restait infinie, mais pourtant, "le degré du mécontentement" s'affaiblissait graduellement et, au fur et à mesure, réapparaissent "le sentiment d'avoir le droit" d'améliorer leur situation de vie par rapport aux bénéficiaires un niveau de vie supérieur. En effet, un raisonnement analogique circule entre trois formes de vie sociale ; 'inférieure', 'normale' et 'supérieure' qui incitent d'ailleurs une verbalisation d'injustice autour du "sentiment d'avoir le droit" pour lutter contre ce nouveau destin social.

Le système politique permettait aux revendications de se faire jour plus au moins publiquement et de façon plutôt organisée (Oberschall A., 1973, Tilly Ch., 1978, Chazel F., 1975), mais pourtant, l'existence d'un groupe puissant était indispensable afin de les garantir. Autrement dit, l'État jouait un rôle d'arbitrage entre les adversaires, dans le cas de conflit, donc, il fallait qu'il donne la possibilité aux uns et les autres d'exprimer leurs attentes publiquement. Ce rôle de l'État avait un fonctionnement latent qui canalisait les revendications vers les attentes privées de manière collective, concrètes et réalisables, c'est-à-dire que le "contrôle social extérieur" se réduisait en "contrôle social intérieur". La formation des revendications des mouvements sociaux, aujourd'hui, en est un bon exemple. Liste commune de revendication, délégués, débats, vote, etc., ces différents éléments montrent comment les forces sociales extérieures contrôlent la sélection des revendications de sorte qu'elles soient réalisables, légitimes, légales et collectivisées. L'État, selon le courant politique qui le représente, comme Gauche, Droite ou cohabitation, influe sur la forme et le contenu de la revendication.

Dans ce cas, les "positions sociales" des individus déterminent également le type et la forme des revendications privées et collectives. La forme d'expression des attentes se repartit selon le statut social des individus et des groupes sociaux et selon la manière dont ils le perçoivent. Le statut social hiérarchisé polarise les revendications "*défensives*" et

"*offensives*". Ch. Tilly explique que les revendications, en France, ont évolué du type défensif, comme les rébellions paysannes contre les taxes abusives, au type offensif et pourtant, les deux types de revendication se conjuguent. Le "sentiment d'avoir le droit" pour obtenir le meilleur statut social engendre les "revendications offensives" face aux "revendications défensives" par l'intervention des arguments sociaux ou par la violence.

Le système économique crée un contexte social où le "sentiment d'avoir le droit" s'objective pour autant que la verbalisation de cette objectivation de droit soit canalisée par le système politique. Le degré de la croissance économique exigée au niveau national porte les nouvelles attentes au niveau de la vie quotidienne. Quand on entend dire, par les médias, essentiellement les journaux de T.V., que la France est le cinquième ou sixième des pays les plus riches du monde entier (le niveau de la mobilisation ressource), il sera normal que les attentes des citoyens se légitiment avec ce type d'argument économique (raisonnement analogique). En outre, la comparaison sociale au niveau international, qui polarise les pays en deux pôles économiques, plus riche et plus pauvre, oriente les attentes des individus au niveau quotidien. En effet, la diffusion de ce type d'analogie entre les pays harmonise la balance entre le "contrôle social extérieur" et le "contrôle social intérieur" dans la société française, alors que cette harmonisation conduit les revendications vers une légitimité sociale pour changer la situation, comme, par exemple, les pilotes d'Air France qui se comparaient eux-mêmes leur niveau de salaire avec celui de leurs collègues d'un pays voisin. L'analogie, à la base de capital économique, entre la France et les pays plus riches permet plutôt aux "revendications offensives" d'apparaître, alors que la même analogie sociale entre la France et les pays pauvres incite plutôt les "revendications défensives".

La verbalisation des objets du mécontentement se construit à la base des statistiques sociales, des arguments sociaux et de la négociation qui permet au degré de violence d'être diminué. Le fossé entre la perception d'un objet du mécontentement jusqu'à l'apparition de la

violence se comble par la verbalisation des objets en fonction des ressources, soit matérielles soit non-matérielles. On peut faire l'hypothèse que, plus la verbalisation des objets du mécontentement en fonction des ressources valorisantes augment, par l'intervention de la position sociale et le statut social des acteurs, moins il y aura de la violence. Dans certain cas, la culture courante parmi les statuts sociaux hiérarchisés et solides ne permet pas aux objets d'un problème de se verbaliser et, dès lors, s'ouvre la voie de la violence, soit symbolique ou verbale soit physique.

Dans ce domaine, on retrouve un langage spécial qu'en peut appeler l'"art" ou la "littérature du mécontentement" dont les traces peuvent apparaître dans certains produits culturels. "Littérature du mécontentement" comporte un ensemble de préférences, de jugements et d'idées qui, dans un espace de sympathie ou d'antipathie, cherchent une légitimité constante d'existence sociale en référence aux valeurs essentielles de la société.

Les manières de verbalisation des objets du mécontentement sont très diverses ; pétition, lettres de plaintes, débats télévisés, lettres aux rédacteurs des journaux, activités artistiques, snobisme, porter plainte, voter aux élections, etc. etc. J.Y. Trépos (1997) démontre que le style d'écriture des locataires mécontents de la dégradation du logement à la société immobilière est significatif et résulte des situations et des milieux sociaux. Il montre, en analysant le contenu des lettres de locataires, que les auteurs font usage plus souvent de 'ressources descriptives', pour mesurer les objets et le temps de l'insatisfaction, que 'métriques' et 'comptables'. Ces ressources argumentatives vont fournir les revendications.

1-4-12-3-*Forme et contenu de la revendication*

1-4-12-3-1-*Forme de revendication*

Les revendications sont formulées, dans tous les domaines, d'une manière propre correspondant autant aux positions sociales et aux statuts sociaux des acteurs qu'aux objets du

mécontentement. Par la forme de la revendication, on entend les manières de présentation des perceptions des objets valorisés par autrui. Durand C. (1973) sépare les "revendications explicites" des "revendications latentes". Les formes que la revendication peut prendre sont très variables de sorte qu'elles se présentent souvent de manière dichotomique : "légale/illégale" ; "légitime/illégitime" ; "institutionnalisée/non-institutionnalisée" ; "organisée/spontanée" ; "individuelle/collective" ; "directe/indirecte" ; "symbolique/pratique" ; "unique/multiple".

La forme légale et illégale ; La revendication peut se présenter dans le cadre politique courant de telle sorte qu'elle permette aux acteurs de demander au "pouvoir" de changer la situation, dans ce cas, la revendication est formulée de manière légale. Si le cadre politique n'est plus capable d'écouter ou si les gens le pensent ainsi, la revendication se présente de façon qu'elle puisse attirer obligatoirement l'attention des autres, y compris le pouvoir, sur ses attentes. Certains slogans sur les murs constituent un exemple visible pour appuyer la revendication de manière illégale.

La forme légitime et illégitime ; Les valeurs essentielles de la société déterminent les formes acceptables et ordinaires de verbalisation des objets, interdits ou non interdits, afin de demander un changement. Par exemple, l'utilisation de certains mots interdits pour demander quelque chose est une forme inacceptable qui provoque réflexion négative de l'adversaire et des observateurs.

La forme institutionnalisée et non institutionnalisée ; La revendication peut se présenter sur des formes préétablies, ce qui permet aux autres de comprendre très vite et nettement et d'économiser du temps et des mots. Les revendications des ouvrières encadrées normalement par les syndicats prennent des formes institutionnalisées de revendication. Dans ce cas, les mots, les placards, les interviews, le choix de la ville, des rues et des places, les colloques, les

slogans et la négociation sont les éléments des diverses formes institutionnalisées qui permettent à l'observateur de retrouver, d'un coup d'œil, les attentes alors que, dans une émeute, les revendications sont invisibles, c'est-à-dire qu'elles sont encore dans les têtes. La forme non institutionnalisée doit être originale et inventive pour exploiter les nouveaux outils répondant aux attentes. Les revendications des "verts" se présentent souvent de façon non institutionnalisée.

La forme organisée et spontanée ; Les attentes peuvent se construire dans un processus 'stratégique' de but final ou, par contre, elles peuvent être regroupées par nécessité en fonction de la situation environnementale. Le premier cas provoque la forme organisée de la revendication qui montre que les éléments constitutifs de revendication sont très solides de sorte que, pour supprimer ou modifier un élément, la structure de revendication sera évoluée. Le deuxième cas génère la forme spontanée de la revendication qui se présente de façon libre dans un cadre structurel.

La forme individuelle et collective ; Une revendication peut être formulée par une seule personne ou par plusieurs personnes. Dans un groupe revendicatif, tous les responsables peuvent avoir la même revendication, par contre, chaque dirigeant peut exprimer sa revendication propre pour autant qu'il pense pouvoir persuader le groupe. Dans le premier cas, le groupe est très solide alors que, dans deuxième cas, c'est le consensus qui manque au groupe.

La forme directe et indirecte ; Le but de revendication peut apparaître clairement ou se cacher sous certaines attentes qui ne montrent plus le but final mais seulement les buts intermédiaires. Les revendications de lycéens (octobre 1998) contiennent les attentes ordinaires pour améliorer la réussite scolaire, mais, pourtant, ils voulaient être mieux entendus par le 'pouvoir'. Alain Touraine explique une méthode sociologique qui apparaît comme une technique afin de découvrir le but final des mouvements sociaux, par l'intervention des

experts. La forme directe d'une revendication est une forme de représentation qui inspire le but final, comme les placards, et la forme indirecte incite la réflexion vers le but final, induit, par exemple, par la vision d'un drapeau ou du visage coloré d'une personne mécontente.

La forme symbolique et verbale ; Les symboles du mécontentement peuvent être divisés entre le symbole naturel et le symbole social qui varient sur un continuum ; les deux peuvent être classés par le degré du mécontentement qu'on peut considérer comme un indicateur pour mesurer le degré du mécontentement. Une marche silencieuse est une forme symbolique de la revendication d'un mécontentement, alors que le choix d'un représentant, par exemple, est une forme verbale.

La forme unique et multiple ; La revendication peut traduire une seule attente ou plusieurs. La forme unique est un modèle simple et linéaire pour exprimer normalement la revendication qui porte sur une seule attente, comme la revendication de sans papiers. La forme multiple est une méthode qui utilise les diverses formes pour exprimer plusieurs attentes, comme les revendications de féministes. La revendication unique peut autant se présenter sous des formes diverses, que plusieurs attentes sous une seule forme de revendication.

L'objet menaçant du mécontentement conduit les acteurs vers le choix de formes propres de présentation d'une revendication. De plus, la position sociale et le milieu social sont les autres facteurs importants qui influencent la forme d'expression de la revendication. Les formes dominantes de manifestation du mécontentement dans le cadre de la revendication engendrent une facilité de communication entre les groupes sociaux et le gouvernement. Le suicide résulte d'un blocage de la communication et la violence est un refus de communication. Ces deux formes extrêmes sont une réflexion des 'formes dominantes de revendication' venant du statut social, en considérant les caractères propres des individus.

1-4-12-3-2-*Contenu de revendication*

Par le contenu de revendication, nous allons tenter d'expliquer ce que l'on comprend à propos des attitudes et des valeurs se construisant autour de la perception des objets valorisés. Le contenu des attentes aborde l'importance de la question suivante ; est-ce que le fossé entre le monde présent, le statu quo, et le monde idéal est réalisable ou inaccessible ? Le contenu de la revendication prend aussi des différentes configurations : "privé/public" ; "matériel/immatériel" ; "défensif/offensif" ; "personnel/structurel" ; "légitime/illégitime" ; "juridique/politique".

Le contenu privé et public ; La revendication peut se pencher sur les intérêts privés qui vont construire le contenu privé de la revendication, ou même sur les intérêts publics qui vont fonder le contenu public de la revendication. Le jugement des autres sur le contenu de la revendication engendre une sorte de généralisation de l'intérêt qui se manifeste dans les argumentations exprimées par les mécontents. La légitimité élevée d'une revendication ayant un contenu public conduit les gens vers une verbalisation consensuelle censée développer les intérêts publics.

Le contenu matériel et non-matériel ; Le contenu matériel dispose d'outils pour faciliter la vie quotidienne. Par exemple, les revendications des ouvriers ont depuis toujours le contenu matériel. Le contenu non-matériel couvre les valeurs par lesquelles les attitudes vont être réformées. Les revendications des féministes se concentrent normalement autour du contenu non-matériel, comme l'égalité du droit entre les femmes et les hommes.

Le contenu défensif et offensif ; Ce genre de contenu comporte une attitude, vers le statu quo, inspirant un sentiment d'avoir le droit de s'exprimer. Si les attentes sont pour le statu quo, le contenu de la revendication sera défensif, alors que si elles sont contre le statu quo, le contenu sera offensif.

Le contenu personnel et structurel ; Le contenu peut être personnel quand les attentes ont trait à la vie quotidienne de l'individu et il devient structurel si la totalité des relations d'un problème avec la société a été considérée. Passer du quotidien à la globalité de la société est un processus théorique dépendant de la formation des structures sociales de la société. En outre, c'est le mécanisme de reproduction des valeurs essentielles de la société qui permet aux connaissances des acteurs de se transmettre au niveau abstrait d'un sujet flottant comme la société, ce dernier est par ailleurs objet d'étude réservé aux experts. La 'vie quotidienne' française est une vie routinière annuelle qui se reproduit socialement entre deux points contractuels, par exemple, entre deux vacances, deux noëls, deux entrées scolaires ou deux bilans économiques. Cette routine produit un raisonnement inductif incapable de découvrir la totalité de la société comme un objet réel, de sorte qu'il ne peut pas s'accompagner d'un raisonnement déductif sauf pour les intellectuels et certains experts des sciences humaines. Alors que la 'vie structurelle' française se produit pendant une durée plus longue, par exemple, entre deux mandats présidentiels, deux mandats de députation, deux époques, entre le mariage et le divorce dans le monde domestique, ou encore entre deux crises économiques dans le monde industriel. Au travers du contenu personnel et structurel de la revendication, on peut comprendre les raisonnements sociaux de la stabilité sociale.

Le contenu légitime et illégitime ; Le conflit entre les attentes et les valeurs ou règles courantes peut engendrer finalement un contenu illégitime de la revendication, alors que le consensus entre les attentes et les valeurs sociales incite un contenu légitime pour une revendication.

Le contenu juridique et politique ; Le conflit entre les agents peut aboutir à une plainte juridique qui exige une revendication juridique, mais, pourtant, quelquefois le conflit se transforme en une revendication ayant un contenu politique. En effet, le contenu politique s'adresse directement au public et à l'État à propos d'un problème social propre recherchant

des solutions au niveau structurel. Le contenu politique provoque un devoir social qui concerne les buts de destination. Le contenu juridique s'adresse aux juges dans un cadre des lois préétablies.

1-4-12-4-*Types de revendication*

Si nous croisons les formes et les contenus de la revendication, il en résulte de nombreux types de revendication, mais parmi eux, quatre genres sont sélectionnés. Le tableau suivant représente ces quatre types de revendication.

Les types généraux de revendication sociale

La forme / Le contenu	Individuelle	Collective
Personnel	**Juridique**	**Associé**
Structurel	**Expertisé**	**Idéologique**

1-4-12-4-1- *Revendication juridique*

On entend par revendication juridique, un ensemble d'attentes inspirant à l'individu un "sentiment d'avoir le droit" de réclamer et de demander un changement social et une redistribution des objets valorisés. Dans ce cas, le niveau de conflit est réduit à l'interrelation personnelle qui permet de résoudre le conflit par l'intervention de la justice. Ce type de conflit se règle toujours directement par l'intervention du jugement d'une tierce personne.

La justice a un rôle essentiel dans la vie quotidienne française qui fait que dans chaque ville existe un "*Palais de Justice*", d'architecture plutôt classique ou une "*cité judiciaire*", d'architecture plutôt moderne. Le roi et la cour avaient la charge du 'Palais de Justice' de sorte que le roi était le responsable de la justice dans son royaume, alors que le 'cité judiciaire' est une institution à la charge du gouvernement. L'exercice judiciaire quotidien,

qui se pratique avec une solennité telle destinée à justifier sa légitimité et son utilité, transforme la technique propre en un processus de verbalisation véhiculé par les médias. Par exemple, les événements judiciaires sont l'une des plus importantes informations, par ordre de temps et de priorité, diffusées par TF1, France2 et France3.

Les juges vérifient les revendications déjà examinées par les intervenants en les divisant entre "gagnant" et "perdant", pour autant que le sentiment du mécontentement demeure chez le "perdant", alors que le sentiment de satisfaction se transforme rapidement en un souvenir agréable chez le "gagnant". Le fonctionnement du système judiciaire français permet au décret final de passer plusieurs étapes et, dès lors, avec le temps, le 'sentiment du mécontentement' décroît et conduit à une rationalisation du conflit. L'exercice de la loi par les experts juridiques entre dans un domaine d'échange de sentiments, sur un continuum de satisfaction/mécontentement, dans lequel le sentiment du mécontentement se canalise plutôt vers une verbalisation des objets disponibles (raisonnement inductif).

On peut faire l'hypothèse que, le degré de légitimité d'un jugement judiciaire est en relation négative avec le degré du mécontentement issu de ce jugement : Plus le niveau de légitimité du jugement intermédiaire est élevé, moins le degré du sentiment de mécontentement est ressenti. Par exemple, dans le monde domestique, le niveau de légitimité du jugement est très élevé puisque les membres bénéficient des autres sentiments humains relativisant le sentiment de mécontentement, alors que, dans le monde marchand, les acteurs subissent le poids des critères extérieurs nourrissant les causes du sentiment de mécontentement.

1-4-12-4-2-*Revendication associée*

Ce type de revendication insiste sur la dimension collective des attentes personnelles en les concentrant dans une base majoritaire. En outre, les attentes personnelles des individus se

hiérarchisent dans une liste unique, subjectivement ou objectivement, de sorte que chacun pense qu'il contribue à cette liste. Le point important est qu'une liste de revendication préparée par l'"assimilation des attentes" transcende les participants dans un espace intersubjectif d'un groupe limité et formel ou, par contre, d'un groupe sans frontière (Goffman E., 1972) et informel. Un objet public de mécontentement se greffant sur un groupe formel engendre pratiquement les 'revendications explicites' supportées par ses membres, alors que, le même objet dans un groupe sans frontière produit les 'revendications indirectes' dépendant de la perception de l'individu de ce groupe. Par exemple, l'augmentation de salaires, comme objet public de mécontentement, est présente dans une liste de revendication des syndicalistes, groupe borné, alors que la popularité d'un personnage politique, comme autre objet public, dépend de la perception de chaque individu composant les groupes d'opposants et de soutenants, minorités ou majorités. Supposons que l'individu veut voter sur un sujet vague, dans ce cas, la question pour cet individu est de savoir s'il se situe dans le groupe majoritaire (qui vote pour le sujet) ou dans le groupe minoritaire (qui vote contre le sujet) ? Ces groupes se construisent subjectivement en mesurant une conjecture, soit surestimée soit sous-estimée. Cette conjecture dépend de certains facteurs environnementaux qu'où le "sentiment de l'injustice" et celui de l'"inégalité" sont fortement déterminantes. La qualité et la quantité de ces groupes conjecturaux se manifestent dans les revendications et puis dans les comportements.

Ce sont les objets valorisés qui mettent en route les calculs ordinaires conjecturaux des groupes informels. Par exemple, le ''bonheur'' est un objet historique, éthique, social et naturel suscitant une conjecture quant à sa possession par des acteurs. Les personnes qui pensent être heureuses, selon les jugements édictés par les autres, construisent un groupe sans frontière, considéré comme un groupe référence, qui est plutôt un groupe subjectif mais à la base de certains indicateurs réels et visibles dans la vie quotidienne. Les statistiques sociales

sont un axe essentiel pour former les groupes informels autour de capitaux différents en leur donnant le rôle d'un groupe référence. Ce dernier est une ressource analogique pour les mécontents dans un processus d'argumentation.

Le processus de construction d'un groupe référence s'effectue sous l'influence des positions sociales des individus. Les positions sociales, qui facilitent plutôt l'accès aux ressources valorisées, les divers capitaux, conduisent leurs occupants à surestimer les frontières des groupes soutenants et sous-estimer celles des groupes opposants, alors que les autres positions sociales qui sont loin d'accéder aux ressources reproductives font le contraire. L'estimation du nombre de manifestants, soit par l'autorité soit par les organisations, est un bon exemple dans ce domaine.

Dans ce cas, le raisonnement inductif joue un rôle important. Les notions de "minorité" et de "majorité" sont les objectifs finaux pour imaginer la globalité d'un groupe référence, comme argumentation déterminante. De plus, la construction subjective de "minorité" ou de "majorité" dépend des objets autour desquels les groupes références se forment. Les "vulgates" (J. Y. Trépos) sont les ressources productives divisant un groupe limité dans un espace commun, entre la 'minorité' et la 'majorité'. Par exemple, dans un groupe scientifique, l'un des membres exprime que deux tiers d'entre nous sont pour Bourdieu et un tiers pour Boltanski (De Singly, F., 1998).

La revendication associée peut être aussi défensive pour la minorité qu'offensive pour la majorité et inversement. En tout cas, c'est la division entre minorité et majorité qui construit la perception de chaque côté pour estimer la stabilité de la situation en question et pour asseoir les revendications.

1-4-12-4-3-*Revendication expertisée*

Les revendications expertisées, qui sont diffusées par une minorité légitime de la société, sont un type d'argumentation conforme aux règles afin d'être appliqué légitimement sur une zone sociale donnée avec des conséquences collectives propres. Par exemple, la vaccination, qui est confirmée par les experts de l'Institut Pasteur de Paris, obtient une valeur positive et légitime, tandis qu'un petit groupe minoritaire exprime cependant qu'il est tout à fait contre la vaccination. Le groupe opposant (en état de minorité) fait participer aux débats issus plutôt d'un raisonnement déductif, alors que le groupe majoritaire va partager avec les idées des experts. Dans ce type de revendication, les experts incitent les individus à accepter les résultats des argumentations issues des méthodes légitimes.

La formation de "majorité" et de "minorité" est compliquée quand un certain nombre d'experts sont opposés aux arguments légitimes d'un autre groupe d'experts. Quand un linguiste affirme, par exemple, que les enfants peuvent apprendre deux ou trois langues étrangées d'autant plus facilement qu'ils pratiquent à la maison une langue maternelle différente, par contre un autre expert (ou un groupe d'experts) affirme qu'apprendre la langue maternelle crée des confusions avec l'exercice d'autres langues, il est donc difficile d'accepter sans réserve l'une ou l'autre de ces théories. Dans ce cas, le contexte social favorise plutôt la légitimation des méthodes traditionnelles et nie les résultats des argumentations d'experts. On peut faire l'hypothèse que, par les revendications expertisées, autant les différents groupes supportant chacun un collège d'expertise sont regroupés, autant un autre groupe important fidèle à la méthode traditionnelle se construit. Ce dernier tente toujours de faire renaître, de façon symbolique ou argumentative, les raisonnements de la vie passée. Le retour aux médicaments d'origine végétale est un indicateur revendiquant une efficacité sans innocuité dans le traitement traditionnel contrairement au traitement chimique et moderne. La persistance du traditionnel devant certains aspects de modernité (Latour B.,

1991) est l'un des résultats d'un phénomène social qu'on peut l'appeler la "légitimité multiple". Les champs différents, ou plus précisément, les cités au sens de Boltanski L., sont une réflexion théorique de ce phénomène social qui déterminent la forme et le contenu de l'argumentation.

La relation entre la revendication expertisée et les individus se fait de manière plutôt "verticale", de sorte que les experts verbalisent les objets du mécontentement de façon scientifique ou philosophique. La question qui se pose par Boudon R. dans son livre, sur l'idéologie, « pourquoi les gens acceptent les idées reçues ou les idéologies », peut être considérée comme une autre revendication expertisée poursuivant la relation verticale des arguments expertisés avec les individus ou les profanes. Par contre, la question contraire est de savoir "pourquoi les gens n'acceptent pas les revendications expertisées? » La relation entre le cancer et l'action de fumer est un exemple banal de ce type de revendication. En effet, la revendication expertisée divise les attitudes des individus par les critères issus de son application. Les critères de l'éthique (bien, mal), de l'esthétique (beau, laid), de l'émotion humaine (agréable, désagréable), du raisonnement (vrai, faux) et de la justice (juste, injuste) interviennent simultanément sur les jugements d'individus par rapport aux revendications expertisées. Le fossé imposé dans les critères par la revendication expertisée relativise et légitime les attitudes des individus dans un contexte social de légitimité multiple. Est-ce qu'un phénomène social jugé comme "bien" peut être jugé également "beau", "juste" et "agréable? » Le conflit entre "agréable" et "juste", qui provient parfois d'une revendication expertisée, conduit l'individu vers le choix d' "agréable", pensant ainsi se situer par ce choix dans le groupe majoritaire. De plus, il faut ajouter que ces critères interviennent en fonction de la position sociale des individus. La fréquentation des musées de "beaux-arts" n'est "agréable" que pour une minorité de la population, alors que ces musées n'engendrent pas un jugement d'"injustice" quant à leur fonctionnement, mais pourtant, cette minorité n'apparaît

pas comme un groupe référence dans ce genre d'avantage social. « On ne peut pas aller au restaurant à cause d'un revenu très modeste » est donc une raison légitime créant un sentiment d'injustice, alors que « on ne peut pas aller au musée » ne procède pas du même raisonnement.

La revendication expertisée, qui est plutôt défensive, provoque le *doute* par lequel les experts sont placés souvent dans une position socialement neutre sans réclamer certains droits propres, mais pourtant, ils se font un devoir de rendre service aux gens. Par exemple, les experts, qui étudient la pollution et verbalisent ses dommages, ne sollicitent pas généralement des avantages parce qu'ils connaissent les causes de la pollution, mais par contre, ils s'obligent à les rendre publiques. Dans ce sens, la "revendication expertisée" se distingue de la "revendication professionnelle". Cette dernière est un genre de revendication juridique construite dans un espace interpersonnel et professionnel selon le "besoin/satisfaction" et le "coût/gain", alors que la première apparaît dans des relations d'intersubjectivité au sein d'une collectivité.

1-4-12-4-4-*Revendication idéologique*

Le quatrième type général de verbalisation d'un objet de mécontentement se présente par une relation réciproque et solide entre la globalité de la société et une partie de celle-ci pensant avoir des droits propres. Le destin social de la société se définit (consensuel ou conflictuel) par des intérêts sociaux (matériels ou immatériels) de groupes qui tentent de démontrer leurs arguments avec des présuppositions immuables et parfois sacrées. Le patronat (un groupe économique), par exemple, partage ce genre de démonstration indiquant que les intérêts de leurs entreprises sont aussi les intérêts de la nation. La revendication idéologique répartit les groupes en "coopérateurs" partageant les idées originales d'un groupe et en "adversaires" faisant obstacle à la réalisation des rêves du groupe opposé. La densité de la

revendication idéologique représente l'ambiance entre les groupes coopérateurs et adversaires.

La revendication idéologique implique la notion de "juste" pour juger les idées du groupe coopérateur et la notion d'"injuste" pour représenter les attitudes du groupe adversaire. Ce qui est jugé comme "juste" se transforme immédiatement en une notion d'"agréable" en demandant certains sacrifices, ensuite il prend également une forme jugée par la notion de "beau" et un contenu jugé comme "juste". Dans le groupe coopérateur, les acteurs qui sont attentifs à un calcul rationnel permettant de bénéficier des avantages sans participer aux coûts éventuels sont idéologiquement dans une position de minorité, alors que la perception de la majorité est fortement déterminante pour mener les buts à terme.

La revendication idéologique est plutôt offensive puisqu'elle recherche stratégiquement une amélioration des conditions sociales en fonction des idées fixées. Sa légitimité vient de la constellation de groupes sociaux concentrés autour des présuppositions valorisées par rapport aux objets importants. Dans la société française, la revendication idéologique, selon les buts stratégiques, s'exprime plutôt par les organisations formelles.

1-4-13-Répertoire d'action du mécontentement

La question principale qui va se poser, lorsqu'un individu ou un groupe est mécontent d'un sujet menaçant, réel ou fictif, est : comment agiront-ils ? Pourquoi une action contestataire propre est-elle préférable aux autres actions protestataires ? Quelles inquiétudes individuelles existent-elles ? Á quel degré les comportements issus du mécontentement sont acceptables et normaux ?

En partant de l'analyse des formes de sociabilité, A. Oberschall (1973) retient deux dimensions de relation entre les groupes et au sein d'un groupe ; celle de verticale intergroupe et celle de horizontale interne de groupe. La relation verticale intergroupe concerne les liens entre le groupe étudié et les groupes et institutions bénéficiant d'une position d'influence ou

les centres de pouvoir. Deux types de relation verticale peuvent exister ; les relations intégrées et les relations segmentées. Dans un système de stratification sociale, si un groupe entretient des liens avec d'autres groupes supérieurs, il est considéré comme un *groupe intégré* et à l'inverse, tout le groupe qui sera coupé des centres de pouvoir ou des groupes supérieurs sera dit *segmenté.*

La relation horizontale interne de groupe peut être enracinée dans une structure communautaire ou au contraire être dotée d'un réseau de groupes secondaires d'ordre professionnel, religieux, politique, sportif, économique et autres associations secondaires. À ces deux types de relations horizontales, Oberschall ajoute un troisième type : l'absence ou la quasi-absence de tout lien interne. Le jeu des deux dimensions de relation donne une typologie à six situations.

Dans chacune de ces situations, le comportement de mécontent dépend des relations de groupe auquel il appartient, avec les centres de pouvoir et les formes de sociabilité que ce groupe apporte. Ce modèle reprend alors pour l'essentiel le couple *communauté/société*, mais il semble qu'on puisse enrichir ce modèle avec les six cités que Boltanski indique dans son ouvrage. Pourtant, dans la société française, le rôle des formes de sociabilité sur la vie politique était très important. M. Agulhon (1997,1970) insiste sur le rôle de la culture française dans la construction politique de la République en France. L'installation de l'idée républicaine dans les mentalités est progressivement passée au travers des formes de sociabilité, comme les réseaux de communication. Le conflit entre les républicains et les conservateurs après la révolution française pour installer le nouveau mode de vie politique a progressivement abouti aux nouvelles associations au travers desquelles l'influence du poids du passé dans la construction du nouveau système politique a pu être diminué. La possibilité d'être associé, dans la société française, est un facteur essentiel pour changer ou stabiliser la direction de l'historicité. Au travers de cette réalité sociale, la construction de l'"individu"

passe plutôt par les associations volontaires, et met à jour les contradictions sociales entre l'individu et le système (Crozier M. 19). L'individu apprend peu à peu qu'il n'est pas capable de modifier les situations sociales tout seul, c'est-à-dire qu'il doit appartenir au groupe le plus organisé possible. Dans ce cas, l'individu reste fidèle au système social mais dans deux directions différentes : la première est la "prise de parole" et la deuxième "demeurer hors de la politique" (Hirschman A.,). Par la première, l'individu participe formellement à des affaires sociales plutôt organisées, de sorte qu'il sépare les frontières de son groupe des autres groupes adversaires. Le personnage construit au travers de ces groupes organisés est plutôt caractérisé de façon collective ou communicative. Par la deuxième, l'individu participe fortement à la vie quotidienne, de sorte qu'il puisse individualiser la vie personnelle à côté de l'espace public.

Ch. Tilly présente la notion de *répertoire d'action* dans son analyse des mouvements sociaux. Il montre que la modernisation a profondément affecté l'action collective. Les solidarités communautaires furent peu à peu détruites et remplacées par des associations volontaires. À travers une large revue historique et comparative, il montre trois registres d'évolution des buts de l'action collective : "compétitif", exprimant des demandes de ressources réclamées par d'autres groupes, au sein de la communauté ou à l'égard d'une communauté voisine ; "défensif", réclamant des droits contestés ou violés ; "offensif", demande de droits n'ayant pas été exercés auparavant. Ch. Tilly (1986) insiste sur les opportunités structurelles et l'organisation interne des groupes qui interagissent pour produire un répertoire d'action disponible qui contraint les actions des parties en conflit. Le charivari du XVI siècle disparaît pour laisser la place aux émeutes du grain, aux révoltes contre les taxes et la conscription et aux appels dirigés vers les autorités paternalistes (Tilly C., 1978). A partir du XIX siècle, par l'avènement du capitalisme et la construction de l'Etat-nation, la

grève et la manifestation deviennent les modes dominants d'expression collective (ibid.). La question qui se pose est de savoir quel répertoire, aujourd'hui, est utilisé par les mécontents ?

Par le répertoire, on entend un enchaînement des actions disponibles dont l'acteur applique la mise en route. Ch. Tilly constate que les actions collectives dominantes divertissent en fonction de la structure sociale de chaque époque et la manifestation et la grève sont celles de cette époque. J. D. McCarthy et Zald M. (1977), par l'agrandissement des aspects économique et moral d'un mouvement social, expriment que les *entrepreneurs de protestation* incitent les individus à participer à un mouvement social. La réflexion de cette incitation à coulisser sur un continuum où les deux critères d'*argent* et de *temps* sont très importants pour appréhender le *niveau de participation* dans une action collective de manière plutôt rationnelle. Dans un mouvement social, le niveau de participation détermine le statut et la fonction des participants qui constituent les sub-groupes, tels que les adhérents, les militants moraux, les dirigeants, les membres actifs, les bénéficiaires potentiels, etc.

L'importance de l'argent et du temps consacrés aux actions collectives n'est pas négligeable, pourtant les individus qui participent à une action collective en sacrifiant "argent" et "temps" agissent, dans cas là, de manière économique et rationnelle. L'argent et le temps sont les représentations sociales de la mobilisation des ressources qui circulent différemment à travers les couches sociales. L'argent donne aux individus la possibilité de participer *matériellement* aux actions protestataires collectives.

L'argent, le temps, la manifestation et la grève sont les quatre éléments composant les différents répertoires d'action protestataire qui peuvent représenter le degré de sensibilité de l'acteur par des choix volontaires. Par le répertoire d'action protestataire, on peut mesurer la vitesse et la densité de l'action protestataire correspondant à plusieurs facteurs, comme le sentiment d'injustice, le degré du mécontentement, le sentiment de la capacité du système politique. Par exemple, on peut faire une hypothèse : plus le degré du mécontentement

augmente, plus l'intensité de l'action protestataire augmente. En outre, est-ce que quelqu'un de très mécontent a un instinct de comportement violent ? Il est vrai que le degré du mécontentement est un facteur naturel pour déterminer le niveau et l'intensité de l'action protestataire, mais il s'accompagne de facteurs contrôlant la dimension naturelle du mécontentement. Le fossé entre le degré du mécontentement et l'action protestataire peut se combler par certains éléments de contrôle qui progressent dans une société organisée et sociétale. Dans les manifestations des lycéens, en octobre 1998 à Paris, un groupe nommé "casseurs" agissait très vite (la vitesse) et très violemment (l'intensité) alors que la majorité des lycéens avaient un comportement lent et normal.

Par la mobilisation des ressources, le fossé direct entre l'irritation et l'action instinctive peut être nuancé et contrôlé par un répertoire d'action protestataire. Aujourd'hui, les ouvriers ont des moyens diversifiés pour réussir (alors que le sabotage des machines de production au XIX siècle était la méthode la plus courante) ; toutefois les actions directes comme la grève sont préférables. Les nouveaux réseaux sociaux, comme les syndicats, les prud'hommes, les associations volontaires, les assistants sociaux, et les médiateurs sociaux ont des fonctions contrôlant des actions instinctives par l'échange des sentiments communs et des attitudes différentes. Dans une société où les actions immédiates ou violentes sont moralement en position minoritaire et isolée, les réseaux sociaux auxquels les individus appartiennent ont un rôle essentiel pour susciter ces actions. Comme A. Oberschall l'indique, si le réseau social dispose de connections stables lui donnant des chances d'être entendu par des autorités supérieures, on peut s'attendre à moins d'actions immédiates et violentes qu'à des actions contrôlées dans les répertoires d'actions protestataires. Dans ce cas, les actions immédiates sont remplacées par des "actions dans le temps ou durables". Par exemple, les comportements protestataires des patronats pourraient être expliqués par cette hypothèse. Le patronat orienté directement vers le gouvernement agit comme un groupe avantagé où la

hiérarchie interne des positions est ordonnée par le niveau de mobilisation de ressources et dès lors, les actions durables sont réalisées au milieu des groupes d'experts ; d'un côté, le gouvernement, et d'un autre côté, le patronat. Même si les patrons ne sont pas d'accord avec la réduction du temps du travail, ils ne font pas grève et ne descendent pas dans la rue. Les actions immédiates deviennent donc 'inutiles', mais les actions durables acquièrent une valeur positive. Par ce genre d'accès au pouvoir, pas à pas, dans l'espace de conscience commune du groupe du patronat, capital économique devient un critère déterminant de hiérarchisation des valeurs fondamentales selon l'importance *utile* des produits. Un autre exemple, qui se pose par des possibilités d'accès au pouvoir, est une comparaison entre les comportements protestataires des professeurs d'université et les chercheurs de CNRS construisant selon le capital culturel, élevant les valeurs 'juste' et 'faux' et les comportements protestataires d'étudiants.

Si un groupe social se retrouve isolé par rapport aux autres groupes particulièrement aux centres du pouvoir, il aura des réactions de colère innée plutôt que des comportements rationnels dans le cas d'un frein social. Dans cette perspective, les actions durables sont jugées négatives et de 'luxe' par rapport aux actions directes par les groupes "isolés".

Le rôle de l'imagination est déterminant pour mesurer la distance (proximité ou éloignement) entre les groupes sociaux et surtout par rapport au centre du pouvoir. Les comportements des ouvriers et du patronat, dans le cas de conflit, ne sont pas identiques. Normalement, les mécontents ont envie de parler et discuter, directement ou symboliquement, avec les autres, mais avec qui ? Les premiers écoutants sont les plus proches dans le groupe auquel ils appartiennent. L'objet du mécontentement circule oralement dans un réseau social propre, de sorte qu'il touche inégalement les autres groupes connectés avec le groupe originel. L'objet du mécontentement peut donc être détenu par un groupe puis des groupes connectés. La vitesse de diffusion d'un objet de mécontentement, dans un groupe, dépend du degré de

sociabilité et dans le cas d'intergroupes, elle dépend du niveau et du degré de connexion entre les réseaux sociaux. Tilly (1978) indique sur deux traits de "***cat***ness"[10] , "***net***ness" ou "***catnet***" : "catness" se réfère à une force de solidité d'une identité commune dans un groupe avec les frontières très marquées entre les membres ; "netness se réfère à la densité entre les réseaux parmi les membres d'un groupe les reliant au moyen d'engagements interpersonnels). Certaines places sociales, comme la maison, la rue, l'usine, l'école, la corporation, le média, permettent aux individus de faire circuler les objets quotidiens du mécontentement. Le gouvernement est le cercle final qui reçoit l'ensemble des objets et les tonalités du mécontentement social.

La circulation verbale des objets du mécontentement n'entraîne pas les actions protestataires à un même niveau dans tous les groupes sociaux. Tant que l'objet du mécontentement n'est pas éloigné de groupe originel de mécontents, l'intensité du comportement protestataire dans les groupes connectés diminue et l'intérêt du comportement indirect augmente. Dans cette perspective, la mobilisation de ressources économiques donne des possibilités de participation matérielle pour résoudre les malaises sociaux. Quels facteurs sociaux peuvent mobiliser encore les acteurs ayant des possibilités d'agir grâce à leurs ressources ?

En comparaison avec la société traditionnelle, la mesure de l'intensité des actions protestataires transforme le cas de *dichotome* en cas de *continuum* : on ne peut pas mesurer les comportements d'un individu par les questions d'attitudes en deux réponses fermées. Le passage de l'attitude au comportement, de la théorie à la réalité ou de l'épistémologie à la méthodologie, est un problème essentiel qui ne nous permet pas de comprendre et de prévoir de la façon la plus exacte les comportements protestataires réels dont les motifs sont déjà

[10] 'Catness' refer to the strength of a shared identity in a group and to the sharpness of social boundaries that comprise all those who share a common characteristic. 'Netness' refer to the density of networks among group members that link them to each other by means of interpersonal bonds. Cf. A. Oberschall, theories of social conflict, Ann.Rev. Sociol. 1978, 4 :291-315.

connus. Un répertoire d'actions issu de la vie courante nous permet de mesurer les comportements protestataires comparables dans un système individuel de préférence.

1-4-13-1-*Types de répertoires d'action du mécontentement*

La protestation se présente sur une échelle étendue de l'action. A. Hirschman propose un continuum de comportement protestataire entre "voice" et "exit", mais Ch. Tilly insiste sur l'évolution d'un répertoire d'action protestataire d'un registre "défensif" vers un registre "offensif". Ce qui est commun aux répertoires d'actions protestataires, c'est le trait d'*intensité* de l'action protestataire présentée sur une chaîne du comportement significatif dans l'espace public. Toute action protestataire réalisée face aux adversaires et aux intermédiaires, symbolique ou pratique, apporte un rythme venant plutôt de l'inconscient de l'individu pour montrer publiquement le degré du mécontentement. Dans ce cas, par exemple, les mimiques spontanées du visage sont en corrélation directe avec le niveau et le degré du mécontentement. La différenciation entre un sourire artificiel et un sourire naturel ou entre une grimace involontaire et une grimace intentionnelle, n'est pas compliqué sauf dans certaines situations où les gestes du corps veulent montrer des sentiments opposés aux attitudes réelles. Dans la plupart des manifestations de rue, selon les positions sociales des participants, les porte-parole présentent souvent des visages fermés ; yeux fixes, sourcils froncés, discussion animée ponctuée par des mouvements des mains devant des microphones, alors que dans le même temps et en même lieu, certains autres sont en train de chanter et de danser. Les comportements corporels imposés pour attirer l'attention, amènent une évolution de la participation corporelle, dans une manifestation, d'une façon "naturelle" vers une manière "artificielle". Par exemple, en mai 68, on ne peut pas trouver les visages colorés ou masqués tandis que ce phénomène est présent dans les manifestations des lycéens, en octobre

98. La transformation de l'intensité des comportements protestataires est interprétable dans un répertoire d'action suscité par un objet menaçant.

Le croisement de la forme et le contenu des actions protestataires montre que l'intensité de ces actions s'interprète par l'importance de l'objet menaçant, d'une part, et par l'attitude exprimant du mécontentement, d'autre part. Le corps est la première ressource visible pour identifier les attitudes d'un comportement protestataire. Descendre physiquement dans la rue, est un acte avant tout corporel donnant une identité réelle et collective aux participants. Dans cette perspective, la *personne* et la *personnalité*, la *nature* et la *culture*, sont unifiés. La verbalisation des objets du mécontentement est une ressource culturelle accompagnée des comportements corporels en vue de résoudre le conflit social. On peut faire l'hypothèse que plus la mobilisation des ressources sociales augmente, plus la participation de "personnalité", dans les actions protestataires à la place de "personne" augmente. Par référence au comportement corporel, on constate que l'action protestataire collective supportée par les personnalités prend une place importante pour réussir dans les conflits sociaux. Les avocats, les associations judiciaires volontaires, les assurances, dans la société organisée, sont les intermédiaires officiels qui aident les individus à ne pas ressentire un "sentiment de l'exclusion". Le *nombre d'actions collectives* dans une durée précise, dans une société industrialisée, peut être interprété comme un indicateur social significatif permettant de comprendre le *niveau de mobilisation des ressources*. Autrement dit, les conflits sociaux ne se résolt pas par le système judiciaire, par contre, la hiérarchie sociale est améliorée par les actions collectives systémiques. Par exemple, les ouvriers ne portent pas plainte pour une augmentation des salaires ou encore une amélioration du temps du travail. Les agriculteurs interviennent directement en détruisant une partie des fraises espagnoles importées afin d'empêcher la baisse des prix. Bien évidemment, le "degré d'ouverture du système politique", et le "niveau de tolérance du système culturel" sont des facteurs sociaux très importants.

L'ouverture du système politique est un caractère réflexif et relativisé qu'on peut retrouver dans la "conscience commune".

1-4-13-2-*Intensité du comportement contestataire*

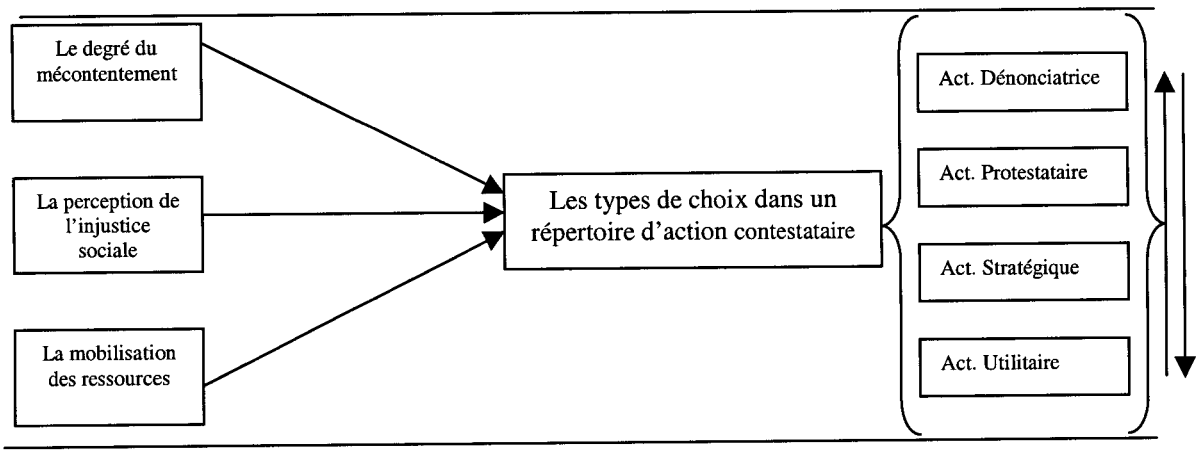
Dans l'état du mécontentement, la question du choix multiple d'actions établissant un répertoire favorable aux conditions environnementales peut être considérée comme un point de départ pour analyser les causes sociales de l'intensité de l'action contestataire et ses effets sociaux. Dans un répertoire d'action protestataire, l'intensité de chaque comportement est comparée avec la potentialité des autres actions et, dès lors, chaque individu porte subjectivement une chaîne de comportements en fonction de sa perception de l'objet du mécontentement et de l'environnement social. Cela veut dire que le sens de l'action issu du mécontentement est transmis aux autres, surtout aux adversaires ou responsables supposés, selon la compréhension de l'intensité de l'action protestataire. L'intensité de l'action protestataire et le sens de celle-ci sont en relation directe et démontrant la volonté soutenant les revendications. L'intensité de l'action issue du mécontentement est un élément essentiel pour établir des interrelations solides et directes entre les éléments constitutifs, subjectifs ou objectifs, du mécontentement social. Les interrelations entre ces éléments, que l'on peut dénommer le "champ du mécontentement social", peuvent être structurées entre deux pôles extrêmes ; la "structure défensive" et la "structure offensive".

On rappelle, en général, les quatre types de l'action protestataire présentés par les sociologues français au travers des paradigmes sociologiques : P. Bourdieu insiste, sur l'aspect de la dénonciation d'une action protestataire issue d'une logique dominé/dominant ; R. Boudon souligne l'action utilitaire à travers les intérêts particuliers légitimés par le système social ; M. Crozier met l'accent sur les stratégies d'acteurs et les relations de pouvoir dans une organisation, et enfin, A. Touraine insiste sur l'aspect de la reproductivité de la société elle-

même selon le mode d'emprise de l'historicité sur l'action sociale. En résumé, on peut distinguer quatre types d'actions, à savoir : l'action *dénonciatrice*, l'action *utilitaire*, l'action *stratégique* et l'action *protestataire*. Si on accepte que ces types d'actions soient des réflexions de la réalité structurée de la société française, il s'ensuit que ce contexte social est capable de créer des répertoires d'actions contestataires très étendus qui dépendent à la fois de la perception de l'objet menaçant dans une conjoncture sociale. Certes, en considérant la différence entre les présuppositions originales de ces types d'action, on insiste sur l'intensité de chaque action protestataire comparée à d'autres actions. En effet, l'intensité de l'action est libérée des effets différents des présuppositions originales. Dans certains cas, le passage d'une action à une autre dans un répertoire d'actions protestataires devient impossible et le choix remplaçant est très difficile. Les questions importantes qui se posent alors sont pourquoi, sur un répertoire d'action protestataire, le choix de l'individu va être relativisé ? ; quels facteurs sociaux sont les plus déterminants ? ; comment l'*action défensive* se dévalorise ou comment l'*action offensive* va se valoriser ? ; comment la logique d'une action protestataire dans un répertoire se modifie (par exemple, comment la logique de l'action dénonciatrice remplace la logique de l'action utilitaire dans une action collective) ?

On fait l'hypothèse que le degré du mécontentement issu de l'objet menaçant structuré est en relation avec les variations de choix d'actions protestataires dans un répertoire d'actions. La perception de l'injustice sociale intervient dans cette relation. Si le degré du mécontentement augmente, s'il s'accompagne d'une perception pessimiste issue de l'injustice sociale et de plus, s'il est conditionné par une mobilisation au niveau faible des ressources, alors tout ceci engendre les attitudes favorisant une action plutôt collective et participative dans un répertoire d'action protestataire, comme le schéma suivant le démontre.

Le schéma théorique des variations de choix d'action protestataire



Le passage d'une action utilitaire à une action dénonciatrice peut varier en fonction de la connaissance qu'ont les acteurs de leurs statuts sociaux prétendus, présupposés dans un milieu social donné. L'accès au pouvoir est l'un des principes de choix d'une action protestataire, alors que l'objectivation de cet accès dépend de la définition du pouvoir issu des statuts sociaux. L'intensité de l'action protestataire peut être différenciée en fonction des statuts sociaux perçus par les individus. Par la comparaison entre les actions protestataires des médecins et celles des infirmiers, on constate que les infirmiers, en général, sont capables d'agir collectivement plus fortement que les médecins. En outre, l'intensité de l'action protestataire est un facteur significatif démontrant le fossé entre les statuts sociaux : plus le niveau du statut social est élevé, plus la forme d'action protestataire est personnalisée. Par exemple, la "manifestation" est une forme représentative de l'action protestataire, mais pourtant, il existe différents cadres de manifestation[11] par lesquels on peut distinguer les groupes sociaux selon les différents statuts sociaux en montrant les différentes mesures du degré du mécontentement. Ce genre de division distinguant les types différents de l'action collective peut dépendre de l'intensité de la volonté accumulée impliquant de faire partie à

[11] -P. Favre (1990, *la manifestation*, Paris, FNSP,p.32) propose une pluralité de natures du phénomène de manifestation, à savoir : la manifestation *initiatrice* qui vise à obtenir la reconnaissance d'une revendication jusqu'alors refoulée, la

une action collective donnée. Ce repère de la manifestation donne la possibilité de choix variant en fonction des capitaux économiques, culturels et sociaux. Par le développement du capital économique, certaines formes de participation, physique/symbolique, diminuent graduellement l'intensité de l'action protestataire. La différence entre les choix d'actions dans un répertoire d'action protestataire se réalise par les diverses combinaisons des capitaux ; économiques, culturels et sociaux. Cette différence entre les actions protestataires, par exemple, *occuper le bureau d'entreprise* et *signer une pétition,* est déterminée par un ensemble de facteurs où le rôle de l'État, la puissance des adversaires et le statut social des acteurs sont les plus importants. L'intensité d'une action protestataire peut être mesurée méthodologiquement par la comparaison avec les autres types d'action protestataire dans un répertoire d'action donné sous la liberté de choix.

Charles Tilly (1986) propose un changement entre deux types de répertoire d'actions protestataires, en France, depuis quatre siècles. Il définit un "répertoire comme les différents moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés" (p. 541). Le premier répertoire, entre 1650 et 1850, est joué dans un cadre *communal,* par des acteurs locaux ou les représentants locaux d'acteurs nationaux et de plus, il se fonde en grande partie sur le *patronage,* comptant sur les puissances locales pour transmettre les sujets de plainte ou régler les disputes. Ce répertoire se compose des actions suivantes : prise de grains (émeutes de subsistance), invasions collectives de champs, forêts et cours d'eau interdits, sabotages de machines, charivaris, sérénades, expulsions de fonctionnaires fiscaux, d'ouvriers extérieurs et autres étrangers, cortèges tendancieux à l'occasion des fêtes, batailles entre villages, sacs et destructions de maisons privées, illuminations forcées, actes de justice populaire et grèves par corps de métier (grève par corporation).

---

manifestation *de crise* et la manifestation *routinière* (cf.aussi aux notions proposées par Tartakowsky, 1998, l*e pouvoir est dans la rue,*Paris, Aubier : manifestations-pétitions, manifestations-insurrections, manifestations-processions).

Par comparaison, le deuxième répertoire, entre 1850-1980, est d'envergure plus *nationale* et ses actions sont relativement *autonomes*. Ce répertoire se compose des actions suivantes : grèves (grève par entreprise), manifestations, réunions électorales, rassemblements, défilés, insurrections programmées, invasions d'assemblées officielles, mouvements sociaux et campagnes électorales.

Pourquoi, de "communal" et "patronné", le répertoire de l'action collective devient-il relativement "national" et "autonome" ? Charles Tilly insiste sur la concentration de "pouvoir" et de "capital". Le contexte social du premier répertoire était au début de former la propriété capitaliste tandis que les gouvernants s'efforcent de retrouver des ressources et de calmer les appétits de leurs rivaux. Dans ce cas, les principaux sujets de contestation sont alors l'expropriation et l'établissement d'un contrôle gouvernemental et d'une domination capitaliste. Alors que les thèmes principaux de l'action protestataire dans le deuxième répertoire, dans le cadre de la propriété capitaliste et d'un Etat puissant, sont les luttes entre "travail et capital", la compétition au sein des marchés, et les efforts de tous pour contrôler l'État et ses ressources.

De manière méthodologique, ce résumé des événements à travers l'histoire est assez falsifiable, mais ce qui est très important c'est de retrouver certains caractères permettant d'expliquer le changement d'un répertoire de l'action protestataire. Pour Ch. Tilly, la concentration de "pouvoir" et de "capital" est la cause essentielle du changement de répertoire d'actions, mais, semble-t-il, elle n'est pas suffisante. On ne peut pas ignorer l'influence de la culture et surtout de la personnalité particulière des français qui était émancipée et développée fortement après la Révolution de 1789. En effet, la légitimité de la concentration de "pouvoir" et de "capital" peut être considérée comme un problème culturel, comme M. Weber l'indique, permettant aux acteurs d'accepter une inégalité dans les domaines économiques et politiques. Les catégories sociales, de plus, n'ont pas la même position pour percevoir et accepter la

légitimité de "pouvoir" et de "capital". Par exemple, quand Max Weber insiste sur l'influence de 'l'éthique des protestants' sur la construction du capitalisme et quand K. Marx pose la question de la légitimité de la redistribution de la valeur de surplus, on peut dire, en effet, que le problème essentiel est de nature culturelle et ne peut être considéré simplement comme un résultat des relations économiques.

Le changement du répertoire de l'action protestataire nous permet d'accéder à une analyse dynamique des actions protestataires. Tout répertoire d'action protestataire se compose d'une chaîne des actions et contrôle les comportements de l'acteur. L'intensité ou la vitesse, la puissance, la durée, l'efficacité en vue du but poursuivi et la légitimité de l'action protestataire sont alors les critères essentiels de la hiérarchisation des actions protestataires dans un répertoire. La combinaison entre les caractères de l'action protestataire : "l'intensité (forte/faible)", la "puissance/impuissance", la "durée (patient/impatient)', "l'efficacité/inefficacité" et la "légitimité/illégitimité" permet aux acteurs d'avoir la possibilité de différents choix des actions protestataires. En général, deux types du répertoire de l'action protestataire peuvent se détacher ; le "répertoire commun", qui s'applique culturellement à une population propre et le "répertoire personnalisé" qui a rapport à l'individu. En France, comme une société avec une socialisation unique et concentrée,[12] on peut faire l'hypothèse que le "répertoire commun" de l'action protestataire accompagné d'une tradition culturelle contrôle le "répertoire personnalisé".

Les facteurs sociaux influant sur la logique de choix de l'action protestataire sont activés selon les positions sociales des groupes. Le sentiment de la "proximité" et de l'"éloignement" par rapport aux ressources politiques et économiques sont les critères essentiels divisant les groupes en retrouvant des solutions issues du gouvernement et du capital. Le 'capital social' joue un rôle déterminant dans la combinaison des caractères de

[12] -Dubet F., Martuccelli D., 1996, Théorie de la socialisation et définition sociologique de l'école, *Revue Française de sociologie*, vol XXXVII, pp. 511-539.

UNIVERSITÉ DE [illegible]
S.C.D.

l'action protestataire. On peut faire l'hypothèse que plus le sentiment de proximité du pouvoir augmente, plus l'intensité de l'action protestataire diminue, bien que la durée (patience), l'efficacité et la légitimité de celle-ci augmentent. Au contraire, autant le sentiment de l'éloignement au pouvoir augmente, autant l'intensité de l'action protestataire augmente, mais par contre, la durée (patience), l'efficacité et la légitimité de l'action protestataire diminuent.

Le sentiment de proximité ou d'éloignement vis-à-vis des ressources économiques et politiques est ressenti différemment sur un continuum selon les catégories professionnelles. Les syndicats et les associations sociales populaires sont alors les intermédiaires ayant fonction de se rapprocher des ressources, politique ou économique, pour les individus éloignés. L'accès inégal au pouvoir politique et aux ressources économiques exerce une influence forte sur les combinaisons entre l'intensité, la durée, l'efficacité et la légitimité de l'action protestataire. Mais, l'interprétation de l'inégalité vient des critères culturels, plus précisément de la socialisation, et sacralise la croyance de lutte contre l'inégalité. Cette combinaison permet aux individus d'innover les nouvelles formes d'actions pour modifier l'inefficacité des actions protestataires passées.

Partant de l'idée de Ch. Tilly disant que le répertoire d'action protestataire a changé durant les quatre derniers siècles en France, ce concept peut être constaté en effet, par le changement d'intensité, de durée, d'efficacité et de légitimité de l'action protestataire. L'intensité de l'action protestataire décroît, la durée est prolongée, l'efficacité augmente et la légitimité également. La concentration du "capital" a abouti à l'apparition du groupe du 'patronat' dans la vie quotidienne. De plus, la concentration du "pouvoir", après le système territorial, a favorisé l'émergence d'un gouvernement centralisé et fort. Ces deux nouvelles ressources, le patronat et l'État, sont devenues les cibles essentielles dans le champ des luttes pour améliorer constamment la condition de vie sociale émancipée de l'idée culturelle de "destin naturel". Ce type de challenge social a progressivement abouti à une nouvelle

armature de la sociétale ; l'installation côte à côte des groupes adversaires dans la vie quotidienne.

1-5- Types de mécontentement social

Le mécontentement social peut reprendre plusieurs formes et contenus en fonction des combinaisons entre ses éléments constitutifs. Mais avant de décrire les types généraux de mécontentement, nous allons décrire certains modes de mécontentement social construits en fonction de certains critères sociaux.

Le mécontentement social peut être distingué en fonction de la "*durée de persistance*" ou "rester motivé dans le temps". Le "*mécontentement social temporaire*" est celui dont l'objet ne circule pas longtemps dans les réseaux sociaux. On ne peut déterminer la durée courte du mécontentement que par une comparaison entre celle-ci et les autres durées de mécontentements voisins. La puissance du mécontentement peut être limitée par les obstacles de certains groupes sociaux et être développée par les soutiens de certains autres groupes voisins ou lointains. Ce challenge social de la puissance de groupes détermine la "*durée naturelle*" ou normale de mécontentement. L'aspect naturel du mécontentement, l'irritation, par exemple, va être limité par les forces sociales d'un tel contexte où le mécontentement se prend une forme sociale.

Le "*mécontentement social durable*" est un mode de mécontentement persistant relativement longtemps sur la scène sociale, de sorte qu'il puisse renaître périodiquement. Ainsi, le mécontentement dû à la pollution de l'environnement est un exemple de ce type de mécontentement social. Dans ce cadre, on peut distinguer aussi le "*mécontentement cyclique*" qui insiste sur la persistance du "*symptôme de mécontentement*". Dans ce cas, le mécontentement devient plus au moins un caractère constitutif de la personnalité pouvant être transmis de génération en génération. Le "*piquet de mécontentement*" d'un problème social

est un indicateur important qui démontre une existence profonde et invisible du mécontentement dans un contexte social donné.

Le critère "*géographique*" aussi divise le mécontentement en deux types, le "*mécontentement social local*" et le "*mécontentement social national*". Le mécontentement au niveau local se limite aux territoires géographiquement définis où le mécontentement touche une population culturellement unie. On peut dire, par exemple, que le mécontentement des Vendéens, après la Révolution, est un modèle historique de ce type de mécontentement social. La fermeture de chaque entreprise engendre, aujourd'hui également plutôt ce type de mécontentement local. Dans certains cas, le mécontentement local se caractérise par un durcissement et une persistance qui s'adaptent au mécontentement durable.

Le mécontentement social au niveau national est un sentiment qui se transmet plutôt à la majorité de la population concernée dépassant les frontières régionales. Les "politiques publiques", qui influent principalement sur la totalité d'une population, sont les sources susceptibles de créer ce type de mécontentement. Le mécontentement au niveau national ne peut pas durer longtemps et il se transforme en mécontentement temporaire. Bien que les révolutions ou émeutes soient considérées comme résultat du mécontentement au niveau national, elles sont naturellement des cas entièrement spécifiques.

La "stratification sociale" est aussi un critère divisant le mécontentement en deux autres aspects, à savoir le "*mécontentement catégorique*" et le "*mécontentement général*". Le premier est un mécontentement dont l'objet circule dans une catégorie sociale professionnelle propre, par exemple, le mécontentement des agricultures. Le processus de la professionnalisation engendre, selon les groupes professionnels, des espaces corporatifs du sentiment de mécontentement. Le deuxième aspect est le sentiment de mécontentement qui n'est pas bloqué par les caractères propres de différentes catégories sociales et de plus, il se compose plutôt des 'propriétés individuelles' que des 'propriétés professionnelles'.

Le "*mécontentement organisé*" et le "*mécontentement chaotique*" sont les deux types produits selon le critère de "processus de la socialisation". L'objet du mécontentement organisé circule en principe dans les institutions sociales légales supportées par les normes préétablies. Dans ce cas, le mécontentement est tout à fait contrôlé par les organisations légales défendant les intérêts de leurs membres. Le "mécontentement chaotique" est un modèle naturel et initial de mécontentement qui tente d'inventer les nouvelles normes et valeurs en dehors des règles déjà établies. Ce type de mécontentement est plutôt un modèle social d'échappatoire pour libérer les énergies accumulées de mécontentement produites par le système social.

Le "*mécontentement latent*" et le "*mécontentement manifeste*" viennent du critère de "tolérance sociétale" dans la société. Le "mécontentement latent" est une référence aux obstacles sociaux empêchant les mécontents de faire apparaître clairement et publiquement leurs sentiments de mécontentement. Par contre, le "mécontentement manifeste" est un état où le sentiment de mécontentement peut être publiquement, surtout oralement, reproduit. La tolérance sociale est l'une des références culturelles qui détermine les conditions d'apparition du mécontentement.

Le "*mécontentement absolu*" et le "*mécontentement relatif*" peuvent être construits autour de "résoudre un problème menaçant" suscitant les différentes solutions glissant sur un continuum. Le "mécontentement absolu" est un sentiment naturel extrême développé qui persiste rigoureusement sur un seul parcours de sortie du conflit sans considérer les autres solutions possibles. Le "mécontentement relatif" est un sentiment socialisé envisageant les contrôles externes afin de neutraliser un objet social menaçant.

Le "*mécontentement traditionnel*" et le "*mécontentement moderne*" sont deux autres modes de mécontentement dépendant du couple de critères "communauté / société". Le "mécontentement traditionnel" est celui qui menace directement la nature intime d'un système

social donné de façon qu'il suscite une tendance à l'émancipation, alors que le mécontentement moderne se déroule **dans** le système politique, de sorte qu'il ne menace plus directement l'existence d'un système social.

Dans cette recherche, nous allons nous concentrer sur les combinaisons entre les éléments fondamentaux de la théorie sociale constitutive du mécontentement. Dans cette perspective, deux types essentiels du mécontentement social venant de ces combinaisons entre les éléments, peuvent être considérés. Chaque élément porte deux aspects différents et, dès lors, chaque type du mécontentement se compose de quatre axes constitutifs. Le schéma suivant présente ces deux types du mécontentement social, mais avant tout, il convient d'indiquer deux genres du mécontentement en fonction de ces quatre éléments.

1-5-1-*Mécontentement complet et mécontentement inachevé*

Le "*mécontentement complet*" et le "*mécontentement inachevé*" apparaissent en fonction du mode de "présence des éléments constitutifs". Le "mécontentement complet" est un processus composé des quatre éléments essentiels mis en route par lesquels le sentiment de mécontentement parcourt étape par étape la perception de l'objet menaçant, allant jusqu'aux actions protestataires. En effet, le processus de la construction de "mécontentement complet" peut unifier culturellement ou idéologiquement tous les éléments constitutifs de la théorie du mécontentement. Le "mécontentement complet" persiste jusqu'à l'amélioration de la situation menaçante et il ne recule pas devant les forces opposées. Dans certains cas, on peut dire que les organisations conduisant le mécontentement sont les réalisateurs formels du "mécontentement complet".

Le "mécontentement inachevé" est un processus privé de certains de ces éléments constitutifs, de sorte que les différents modes de présence d'éléments essentiels puissent aboutir aux diverses formes de construction du mécontentement inachevé. Si le processus

constitutif du mécontentement manque de l'un de ces éléments essentiels, le mécontentement social est réalisé de façon incomplète ou stérile et on peut le dénommer le "mécontentement improductif ou inachevé". Celui-ci aura lieu toujours dans la vie quotidienne rassemblant beaucoup d'expériences pour le soigner. Par exemple, le mécontentement entre les membres d'une famille, entre les élèves et les professeurs, entre le médecin et le patient, etc. sont des modèles permanents montrant le "mécontentement inachevé". La privatisation du mécontentement découle du rupteur entre les éléments constitutifs du mécontentement.

1-5-2-*Mécontentement systémique*

Le "mécontentement systémique" est orienté vers les situations systémiques, politiques, économiques ou culturelles en vue de les changer. L'objectif de ce type de mécontentement est finalement d'accéder au changement **sur** le système social plutôt de manière agressive. Dans ce cas, les malaises sociaux sont interprétés et unifiés idéologiquement de façon universelle et concernant tôt ou tard tout le monde.

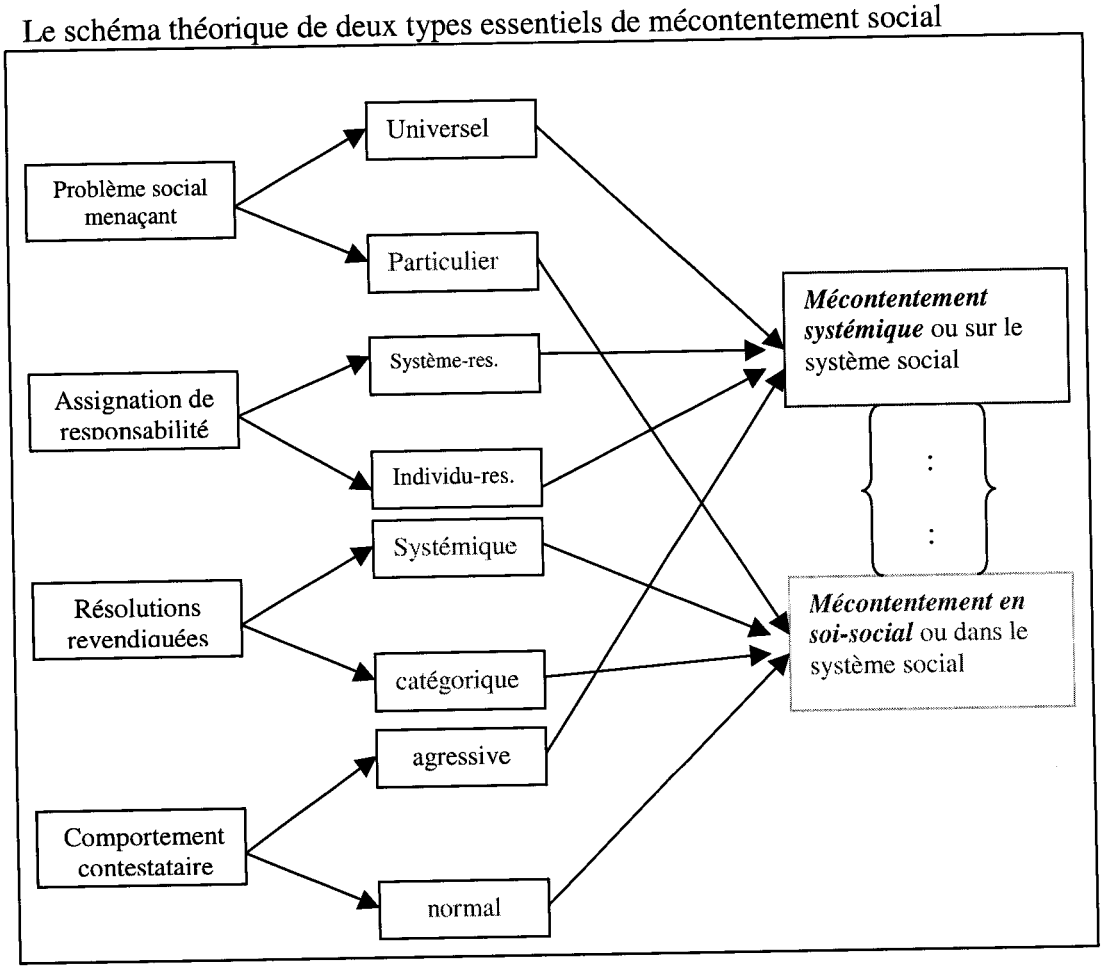
La responsabilité de ces malaises est attribuée plutôt au niveau de système social qu'au niveau de l'individu. Si le système social apparaît comme un système bloqué, la responsabilité des malaises sociaux n'est plus attribuée à la *chance* ou au *sort*. La conscience de la globalité de la société permet aux diverses idéologies sociales d'apparaître autour du destin social. Par exemple, la Révolution française fit comprendre, à l'époque, que le "destin social" est un sujet social déterminé par le peuple, c'est-à-dire qu'un système supposé naturel est transformé en un système social changeable (la Constitution française).

Les revendications issues du mécontentement systémique demandent, dans la plupart des cas, du changement vis-à-vis de la distribution des ressources, politique ou économique. Les revendications sont plutôt offensives au niveau immatériel penché sur la nature intime du

système politique ou économique. Dans ce cas, les revendications ne peuvent guère être récompensées par les solutions matérielles.

Le répertoire d'action protestataire, dans le cas du mécontentement systémique, se compose plutôt de l'agressivité et de la rivalité contre le responsable assigné, qu'il s'agisse principalement de l'État, ou que l'imputation en soit fait au roi ou au gouvernement. La révolution et l'émeute sont des formes extrêmes de changement social issu mécontentement systémique. Elles revendiquent un nouvel arrangement des ressources économiques et politiques.

Le schéma théorique de deux types essentiels de mécontentement social



1-5-3-*Mécontentement en soi-social*

Le "mécontentement en soi-social" renvoie plus aux caractères de "sujets-sociaux" qu'aux aspects du système social. Par le "sujet-social", on entend l'individu identifié par sa

"position sociale composée de rôles multiples". Le "sujet-social" est un personnage socialement développé sous l'influence d'un ensemble de droits et devoirs sociaux, de sorte qu'il puisse d'avoir une connaissance de sa position dans la société. En effet, le "sujet-social" est un processus de la construction sociale du soi produit par la technologie sociale de la volonté collective. Par exemple, le médecin, l'avocat, le maire, le ministre, le bourgeois, l'employé, etc. sont les personnages sociaux socialement développés autour d'un noyau du "soi".

Dans ce type de mécontentement, la constellation sociale des personnages détermine la capacité de la société de résoudre ou produire des malaises sociaux. Dans cette perspective, la responsabilité des problèmes sociaux se rend aux "capacités" et aux "volontés" de "sujets-sociaux". En effet, l'assignation de la responsabilité d'un problème social est un jugement réflexif prononçant les cacophonies de la technologie sociale harmonisée. La responsabilité rend aux personnages sociaux, comme sujets réels, soit la responsabilité assignée d'individu par lui-même (victime-blâme) soit la responsabilité assignée d'un ou des personnages sociaux par le jugement des autres. En effet, la responsabilité n'est pas orientée vers l'existence du système social dans son ensemble, au contraire, elle vise directement les personnages principaux du système, comme boucliers sociaux du système social. Dans cette condition, la responsabilité peut être assignée dans un état de "victime-responsable" où la victime est considérée comme responsable d'un dégât donné. Ou encore, la responsabilité peut prendre la forme de "personnage-blâme" où les responsables d'un problème social s'adressent aux personnages sociaux.

Le "mécontentement en soi-social" incite les attentes pour améliorer de façon professionnelle le niveau de la vie quotidienne. L'objectif ultime de "mécontentement en soi-social", dans ce sens, n'est que le redressement de l'injustice sociale dans un cadre contrôlé

par le système social. Dès lors, les actions protestataires se composent des comportements légaux, organisés et légitimes.

La transformation historique du mécontentement social montre que, dans la société industrielle et républicaine, comme un contexte social donné, le mécontentement a évolué progressivement vers un état de menace "non-systémique" ; c'est-à-dire que les puissances du mécontentement social sont réparties parmi les personnages du système social et qu'enfin, elles ne confrontent plus avec le système politique ou économique sauf dans un état où le système a été suffisamment affaibli. Le "mécontentement en soi-social" n'est pas un phénomène menaçant pour le système, mais, en revanche, il est un indicateur significatif pour arranger les intérêts sociaux hiérarchisés en conflit, de telle sorte que l'Anarchie ne puisse pas retrouver une place sociale. La transformation du "mécontentement systémique" en "mécontentement en soi-social" produit un état de 'geignement' considéré comme un état de, si l'on ose, de "métastase sociale".

Les expériences historiques du mécontentement social produisent culturellement un contexte fixé et confirmé, soit par les lois soit par les coutumes, où la redistribution des ressources sociales peut être changée. Le mécontentement social transformé ne peut plus créer des rupteurs systémiques dans la société industrialisée républicaine, voire la Révolution française, qui insista, au début, sur un clivage permanent entre l'ancien régime et la nouvelle société demandant une forme républicaine, a progressivement reculé devant la continuité de la société. Ou dans la société industrialisée anglaise, les mécontentements sociaux n'ont pas pu embarrasser la continuité de la 'société de base', même Cromwell a définitivement refusé de devenir le roi d'Angleterre. La "sub-culture de mécontentement" social amène les solutions possibles aux malaises sociaux, voire très graves, de la "*solution idéale*" à la "*solution réale*". Le mécontentement non-systémique incite les solutions sociales réalistes, pour qu'elles puissent être incarnées 'dans' un contexte social préétabli, car le mécontentement ne peut ni

rester sans solution ni trouver les solutions sans un certain nombre de règlements préétablis. Par exemple, après mai 68, c'est la droite qui a gagné la première élection législative.

La vitesse de la construction sociale de "mécontentement en soi-social", en comparaison avec celle de "mécontentement systémique" a été constamment ralentie, c'est-à-dire que le parcours entre la perception d'un problème social menaçant jusqu'à son répertoire d'action protestataire s'étire graduellement comme un état élastique d'une route multi-voies où la méthode de la négociation, selon la confiance, joue un rôle essentiel pour réguler les vitesses. Dans ce cadre, un certain nombre de mécontentement prennent la forme 'latente' et dès lors, ils ne peuvent pas être réalisés jusqu'au bout. Les différentes étapes de la construction sociale du mécontentement, elles-mêmes, jouent un rôle du frein par lequel, avant chaque étape, un certain nombre de mécontents abandonnent (le mécontentement inachevé ou improductif). De plus, ces obstacles accompagnés d'une idée de participation insistant sur un calcul entre l'investissement et le profit peuvent retarder considérablement la construction sociale du mécontentement.

1-6-Émergence du mécontentement

1-6-1-Introduction

La perception d'un objet menaçant dans un contexte social donné est la première étape pour démarrer le processus du mécontentement social. Les causes de mécontentement social peuvent être regroupées en deux types : subjectives ou individuelles et objectives ou environnementales.

Les causes subjectives de mécontentement dépendent des caractères de l'individu situé dans une hiérarchie de positions sociales. Dans ce cas, le mécontentement se limite dans l'espace privé de la vie de l'individu. La privatisation du mécontentement chez un individu

peut aboutir à cacher le sentiment issu d'un problème qui lui semble anormal. Le revenu, l'âge, la situation familiale, la profession, la religion, le niveau d'études sont les plus importants indicateurs subjectifs qui influent sur l'émergence du mécontentement.

Les causes environnementales, étant très importantes pour mettre en route le processus du mécontentement, peuvent être distinguées par deux types : "systémiques" ou abstraites et "relationnelles" ou concrètes.

1-6-2-Causes relationnelles ou concrètes

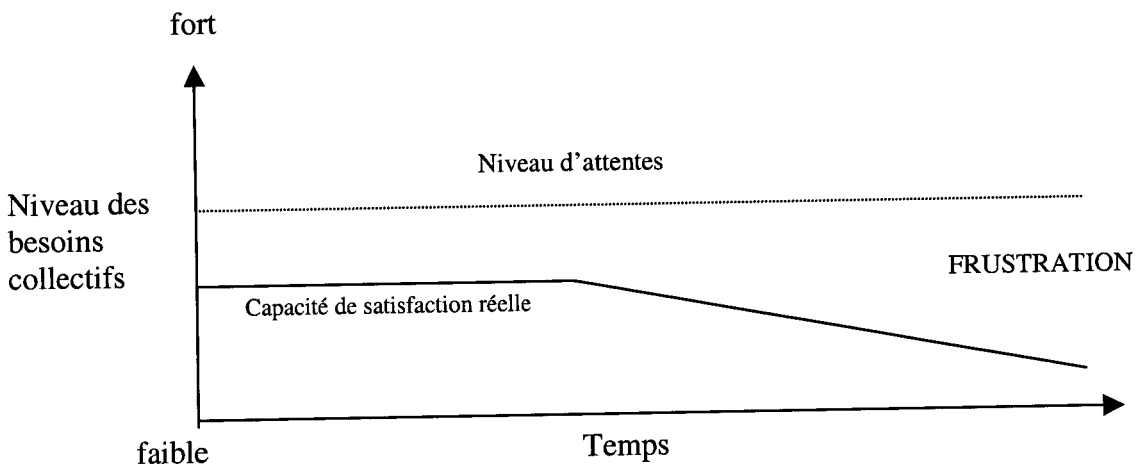
Par l'émergence et le développement de la "société", on peut constater que ce nouvel espace public est progressivement réalisé comme un contexte social convenable pour comprendre les diverses "comparaisons sociales" par rapport à tous les objets valorisés. Dans l'espace public de la société, les différences entre les positions sociales sont représentées dans les attitudes, les attributions et les comportements des individus de manière que la distance sociale entre les acteurs apparaisse culturellement de façon concrète. On peut constater que, dans la société en continuité française, ce type de hiérarchie sociale est un sujet historique et traditionnel. Par exemple, à propos des divers types d'habitation, la différence permanence entre les châteaux de nobles et, à côté, les petites maisons d'agriculteurs dans les campagnes ou dans les villes est très significative. Ce type de différenciation se percevait 'naturel' et 'providentiel' alors qu'aujourd'hui, la comparaison entre les positions politiques et économiques est un sujet socialisé. Dans ce sens, les théories de la "privation relative" peuvent expliquer les origines du mécontentement social dans la société industrialisée. Le cœur de ces théories se compose des hypothèses du modèle "frustration-agression" qui sont au fond des mécanismes causaux d'un comportement agressif dans lesquels la logique de comparaisons sociales aboutit à la frustration. Ted Gurr a mené plus loin ce type de recherche d'abord dans son article (1968) et puis dans *Why Men Rebel ?* (1970). Il construit sa théorie

autour du concept de "*frustration relative*" [13], laquelle se définit comme le décalage *perçu* par les individus entre leurs systèmes d'attentes et ce qu'ils sont en mesure d'obtenir. Les nouveaux modes de vie, les nouvelles idéologies, l'importance de la mobilité, et le déséquilibre entre les valeurs sont les quatre facteurs les plus importants pour l'émergence des nouvelles attentes. La distribution légitime des ressources sociales parmi les divers groupes de référence est un élément essentiel pour la formation de la frustration, mais, pourtant, Gurr insiste également sur le système de normes et la mémoire collective. L'un des facteurs importants qu'il ajoute aux traditions culturelles est l'existence d'"*idéologies contestataires puissantes*". De plus, le "contrôle social", soit exercé par l'État (the coercive capabilites of a regime) soit appliqué par la socialisation (institutional support), joue un rôle déterminant dans l'orientation, facilitant ou empêchant, de la frustration vers l'agression. Dans ce passage, l'"intensité" de la frustration, la valeur de saillant et de désirabilité de la ressource convoitée et l'existence d'une pluralité de voies pour accéder aux valeurs convoitées sont des variables importantes. Gurr détermine trois modèles de déséquilibre entre les "attentes" et le "niveau de satisfaction" (p.46-56). Dans le premier, les possibilités de satisfaction sont perçues comme déclinantes, alors que le niveau d'attentes reste stable. Gurr estime que ce modèle s'applique dans les sociétés traditionnelles ou dans la société en transition. Il prend l'exemple du banditisme paysan décrit par Eric Hobsbawm[14]. Selon ce dernier, ce phénomène n'a jamais été aussi répandu dans les sociétés équilibrées paysannes pré-capitalistes d'Europe que pendant et après les périodes de pauvreté sociale résultant de conditions anormalement dures.

[13] -Sa définition de la «frustration relative» est la suivante ; « Relative deprivation is defined as actors' *perception* of discrepancy between their value expectations and thier value capabilities »(p.24).

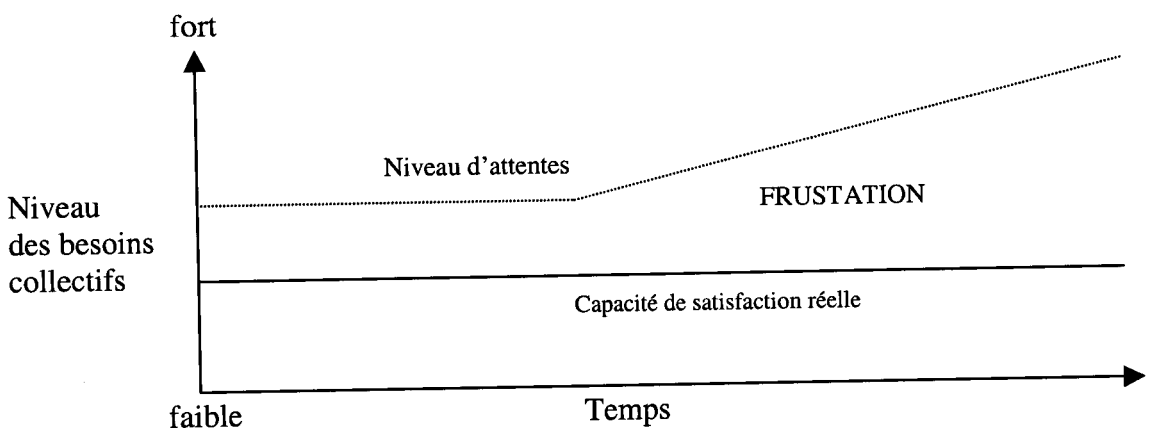
[14] -Hobsbawm E., 1959, « Social Bandits and Primitive Rebels : Studies in Archaic Forms of Social Movement in the 19th and 20th centuries, Glencoe, The Free Press, 1966, trad., Les primitifs de la révolte en Europe moderne, Paris, Fayard,.

MODÈLE 1 : LA FRUSTRATION DU DÉCLIN (DECREMENTAL)



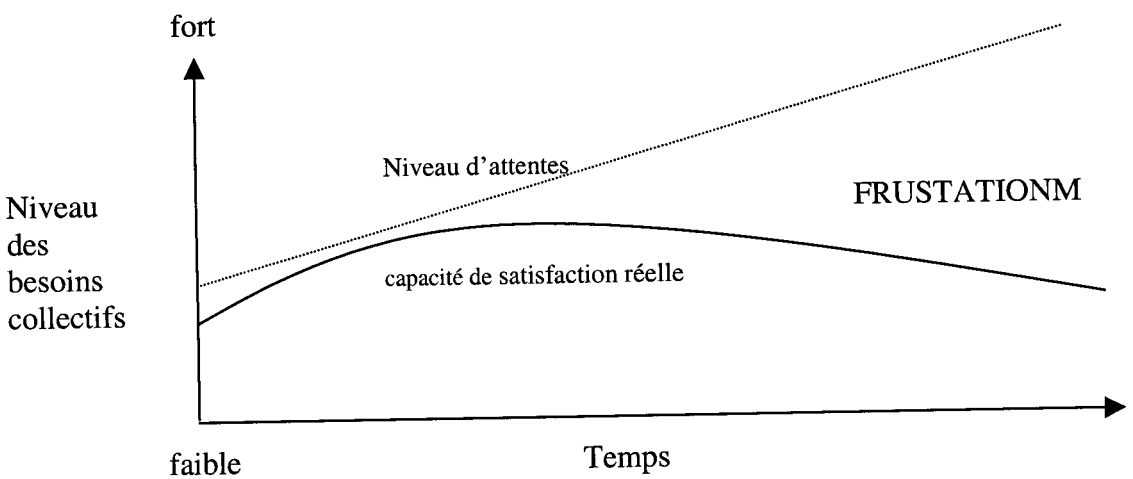
Le deuxième modèle indique un accroissement des valeurs d'attentes des individus, alors qu'il n'y a pas un accroissement parallèle du niveau de satisfaction. Gurr constate un écart entre les revendications de blancs américains des années 40 et celles des années 60 à l'égard de la justice sociale qui aboutissent à l'augmentation des attentes de noirs américains à propos de leurs positions sociales inégales. L'idée d'égalité sociale a persisté pour légitimer, alors qu'auparavant le sentiment d'infériorité avait prédominé. En revanche, le degré de recherche de l'égalité sociale ne varie pas réellement.

MODÈLE 2 : LA FRUSTRATION DES ASPIRATIONS (ASPIRATIONAL)



Dans le troisième modèle, le niveau de satisfaction réelle décroît généralement après une période de progrès alors que les attentes continuent à croître. Ce modèle est une version généralisée de la fameuse courbe[15] de James Davies (1962) lorsqu'il proposa une grille d'analyse dans l'étude des révolutions comme une théorie de changement social. Dans cette condition, les individus croient que le système politique est incapable de satisfaire leurs besoins fondamentaux.

MODÈLE 3 : LA FRUSTRATION PROGRESSIVE

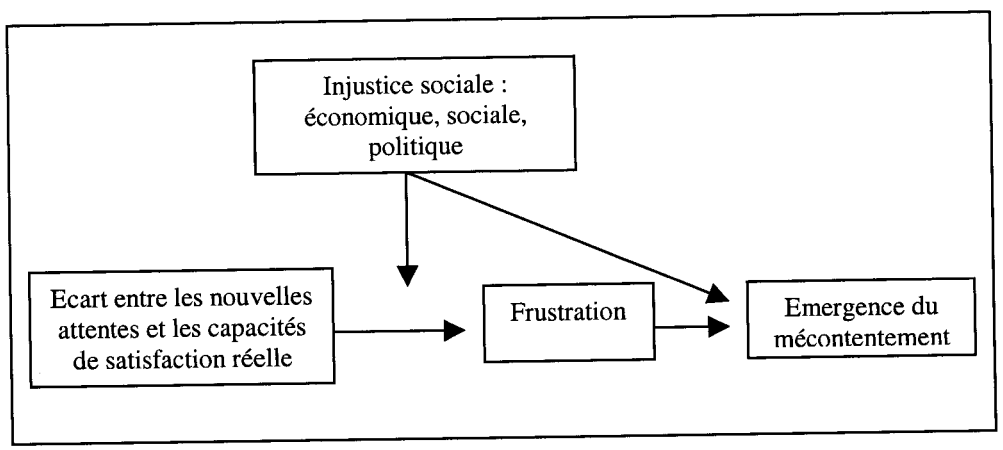


Dans le cadre de la théorie de la privation relative, W.G. Runciman (1966, p.10) indique que le terme de "privation relative", pour la première fois, a été appliqué par les auteurs de "The American Soldier" ; Samuel A. Stouffer et al. Runciman (p.37) distingue trois dimensions pour l'injustice sociale : "économique", "sociale" et "politique" selon la distinction entre "classe", "statut" et "pouvoir", ensuite, il met en relation trois variables

[15] -Davies James C : The J-Curve of rising and declining satisfactions as a cause of some great revolutions and a contained rebellion, In Hugh Davis Graham and Ted Robert Gurr (eds.), 1969, *Violence in America* : Historical

importantes issues de ces dimensions avec la privation relative : le *statut social*, l'*inégalité sociale* et le *grief*. Il insiste sur le rôle d'un "comparatif groupe référence" pour reformer les attentes et la qualification de la plausibilité. Il indique ensuite que les positions sociales inégales dans un milieu social permettent aux griefs de se cristalliser sous l'influence de la comparaison sociale.

Les théories de la privation relative sont attachées à l'étude de la *perception* de situations plutôt qu'aux 'conditions réelles' dans une société donnée pour rendre compte de l'émergence du mécontentement social. W.G. Runciman insiste sur le poids de l'*injustice sociale* pour renforcer l'émergence et le développement de la frustration sociale. On peut démontrer schématiquement les relations entre les éléments de ces théories de manière suivante :



John Rawls (1997) indique que la "*structure de base de la société*" où les institutions sociales les plus importantes, c'est-à-dire la constitution politique et les principales structures socio-économiques, répartissent les droits et les devoirs fondamentaux et déterminent la répartition des avantages tirés de la coopération sociale qui est l'objet premier de la justice (p.

and comparative perspectives, Washington D.C. : National commission on the causes and prevention of

33). Mais cette structure comporte différentes positions sociales profondément inégales dès le départ dans la vie. C'est pourquoi, la théorie de la justice comme équité de Rawls se construit à la fois à la base du contrat originel et d'une conception de l'inégalité sociale. C'est dans cette perspective qu'il insiste donc sur deux principes de la justice[16].

Enfin, Rawls définit la justice sociale, en général, comme une répartition équitable des ressources sociales[17]. On peut dire en résumé que, selon Rawls, la répartition des biens sociaux plus objectivés par le *développement économique*, qui augmente d'ailleurs les attentes, met en relation certaines valeurs fondamentales de la structure de la société comme la *liberté*, l'*égalité* et la *justice*.

N. Smelser (1962), inspiré de Parsons, propose un phénomène de "croyance généralisée" (ou justification idéologique) qui identifie les "tensions sociales" comme les causes de mécontentement social et redéfinit certaines actions sociales considérées comme seules possibles et efficaces sous le degré de contrôle social. Il insiste sur une hiérarchie des déterminants qui se succèdent dans une croyance généralisée ; l'activation de l'un d'entre eux ne pouvant intervenir avant celle du précédent. Par exemple, les médecins français ont une 'croyance généralisée' face à la Sécurité Sociale qui les dirige vers certains problèmes considérés comme les causes du mécontentement, alors que cette 'croyance généralisée' spécifie les actions efficaces pour redresser une situation problématique. Ou encore, les ouvriers ou les organisations d'ouvrières ayant une "idée généralisée" redéfinissent le capitalisme comme source de tous leurs problèmes sociaux.

---

violence.

[16] -« En premier lieu : chaque personne doit avoir un droit égal au système le plus étendu de libertés de base égales pour tous qui soit compatible avec le même système pour les autres.

En second lieu : les inégalités sociales et économiques doivent être organisées de façon à ce que, à la fois, (a) l'on puisse raisonnablement s'attendre à ce qu'elles soient à l'avantage de chacun et (b) qu'elles soient attachées à des positions et à des fonctions ouvertes à tous »(Rawls J., 1997, Théories de la justice,Paris, Seuil, p.91).

La "croyance généralisée" redéfinit la "légitimité" et la "valeur" de l'action protestataire issue du mécontentement, d'une part, et détermine la causalité du mécontentement par l'attribution de responsabilités signifiantes, d'une autre part. La "croyance généralisée" du mécontentement social se caractérise par la détermination de l'*importance* d'un problème social puis par l'assignation de la responsabilité d'origine de cette tension sociale ensuite, par une spécification d'un type de revendications et enfin par la définition de l'*efficacité* du mode de l'action protestataire (collective ou individuelle).

N. Smelser (1962 p. 83) distingue cinq types de "croyance généralisée" : (a) *hysteria* qui transforme une situation ambiguë en une menace généralisée ; (b) *wish-fulfillment* qui réduit cette ambiguïté par une généralisation des efficacités ; (c) *hostility* qui considère certains individus ou objets comme les obstacles généralisés ; (d) *norm-oriented beliefs* qui met en vision une reconstitution d'un système normatif menacé ; (e) *value-oriented belief* qui met en vision une reconstitution d'un système valeur menacé. Il va ensuite les hiérarchiser de manière suivante (p. 129) :

haut

Value-oriented beliefs

Norm-oriented beliefs

Hostile beliefs

Wish-fulfillment beliefs

Hysterial beliefs

bas

[17] -comme il l'exprime ; «Toutes les valeurs sociales doivent être réparties également à moins qu'une répartition inégale de l'une ou de toutes ces valeurs ne soit à l'avantage de chacun ». (ibid., p.93)

On peut donc réduire les cinq types de "croyance généralisée" en deux types de croyance ou idéologie du mécontentement : "croyance révolutionnaire" et "croyance institutionnelle". La première se caractérise plutôt par une priorité généralisée sur : l'anormalité d'un problème social, la responsabilité systémique, les revendications systémiques et enfin l'efficacité de l'action protestataire collective vigoureuse. En revanche, la deuxième se définit par les éléments suivants : la normalité d'un problème social, la responsabilité personnelle à l'origine de la tension, les revendications matérialisées et enfin les actions protestataires individualisées dans le cadre de valeurs et normes légitimes préétablies. Entre les deux types de "croyance généralisée", il peut exister un certain nombre de combinaisons des éléments mentionnés par lesquelles la "croyance généralisée" exige une analyse dynamique.

1-6-3-Théorie de la Mobilisation des ressources

Mac Carthy & Zald[18] (1977) présentent des organisations, dans lesquelles les ressources (l'argent et le temps) s'accumulent, créent, définissent et manipulent le processus du mécontentement social. '*Social movements organization*' (SMO) est une organisation qui identifie ses objectifs aux buts d'un mouvement social ou d'un "contre-mouvement" et tente de satisfaire ses objectifs. L'ensemble des SMO orientés vers une cause unique constitue une branche cohérente, une '*social movement industry*' (SMI) et l'ensemble de ces dernières constitue le '*social movement sector*' (SMS). Ce type d'organisation se retrouve dans les sociétés où l'accumulation de richesses permet de répondre à des nouvelles demandes d'abord quantitatives et puis 'qualitatives'.

Dans cette analyse, le SMO offre les causes analysées de problèmes sociaux et à la fois, elle demande du mécontentement. En effet, le mécontentement social se divise par SMO, se relie idéologiquement par SMI et enfin, se localise par SMS. Selon cette théorie, on peut

[18] -Mac Carthy J.D., et M. N. Zald, 1977, Resource Mobilization and Social Mouvements : A partial theory, American Journal of Sociology, 82, pp. 1212-1239.

imaginer qu'il y a un "marché du mécontentement" dirigé par les SMOs vers une économisation et une institutionnalisation des conséquences inattendues de la mobilisation des ressources dans la société industrialisée. Dans la société organisée, selon le degré, le mécontentement social devient le cœur, au milieu des réseaux sociaux, d'un processus de la professionnalisation chargée sous l'influence des variations de ressources redistribuables et de l'acceptation des solutions stratégiques. En France, les organisations de Gauche et de Droite sont un exemple permanent du développement d'une grande partie de la population à cause de l'émergence d'une série de mécontentements, comme une réflexion naturelle et inattendue de l'installation d'un nouveau système social issu du capitalisme.

La question essentielle qui se pose, dans ce cas, est "comment les gens font confiance aux organisations sociales opposées qui sont présentes sur la scène publique ?" Dans la société organisée, la "perception de groupes sociaux", selon le degré de confiance, joue un rôle important dans l'émergence du mécontentement proposé par eux-mêmes. La société est représentée, par les médias, dans la conscience individuelle et collective répartie par les positions hiérarchisées de groupes puis par la distance entre les groupes inspirant une espérance organisée pour changer la situation originelle du mécontentement. L'individu reconnaît socialement sa position dans le "champ de la juxtaposition de groupes sociaux" construit par leurs intérêts opposés. Si l'individu est situé en dehors de groupes sociaux, c'est-à-dire hors de la pyramide du pouvoir, la confiance sociale apparaît comme un élément intermédiaire séparant la vie quotidienne de la reconnaissance de systèmes sociaux.

Charles Tilly et Anthony Oberschall considèrent la dimension politique de l'émergence du mécontentement. A. Oberschall (1973, pp. 118-124) montre que les "individus" appartiennent à des "collectivités" (traditionnelle ou associative) sous la "structure d'un contrôle social" (les risques et les récompenses). Il propose une théorie explicative définissant le conflit social entre les différentes collectivités sociales selon les

intégrations en deux dimensions : "horizontale" ou à l'intérieur du groupe et "verticale" ou intergroupes. Sur la dimension verticale, un groupe est *intégré* quand il dispose de relations stables lui donnant des chances d'être entendu des autorités supérieures. Un groupe est en situation *segmentée* quand il ne dispose pas de telles relations avec les centres de pouvoir ou avec les groupes ayant des positions sociales à un niveau élevé. Sur la dimension horizontale, le modèle prend le couple "communauté / société" ou "Gemeinschaft-Gesellschaft" et la dimension verticale se réfère à la notion de "pluralisme". La communauté ayant les relations horizontales et les sentiments de solidarité peut être activée pour former les groupes de conflit en poursuivant les buts collectifs. Dans la société organisée, une stratification sociale légitime plus complexe s'accompagne de l'existence d'un réseau d'associations de toute nature qui parvient relativement aux possibilités d'accès au pouvoir. Le croisement de ces deux dimensions donne un tableau, selon Oberschall (1973, p 120), à six situations.

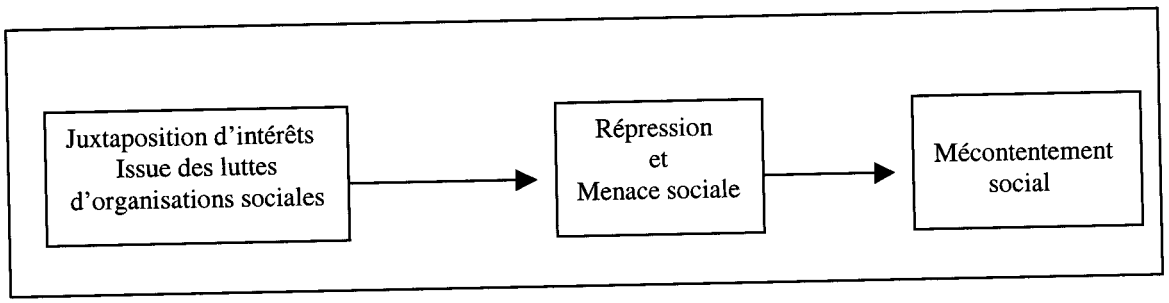
Dans le cas A, les groupes disposent de 'dirigeants naturels' pour exprimer leurs revendications entendues par les centres de pouvoir ("problem-solving"), alors que dans le C, les organisations sociales, comme les syndicats, ont le potentiel pour résoudre les mécontentements. Dans le cas B, on a le phénomène du clientélisme. Dans le cas D, le mécontentement rapide, général et énergique apparaît pour défendre les intérêts communs, de sorte que la réponse au mécontentement social est reformulée continuellement entre les groupes sociaux, dans le cas F, la potentialité du mécontentement rapidement diffusé dépend du degré de la cristallisation des liens entre les réseaux associatifs. Le cas E donne un mécontentement collectivement inorganisé à court terme et très fort mais sans un enchaînement productif entre les éléments du mécontentement.

Dimension verticale : *Liens entre les collectivités*	Dimension horizontale : *liens à l'intérieur du groupe*		
	Forme Communautaire	Forme Peu d'organisation	Forme Associative
Intégré	A	B	C
Segmenté	D	E	F

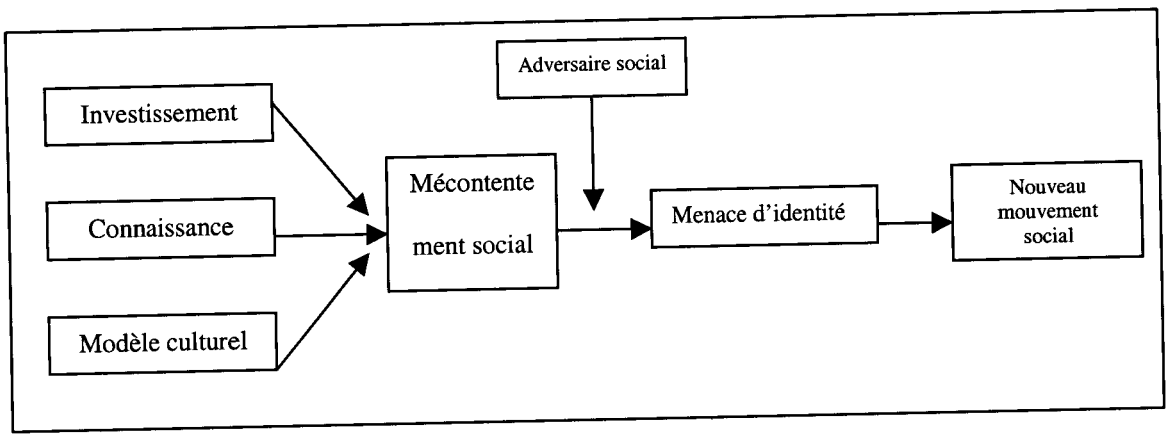
Les centres du pouvoir, en effet, entrecroisent les groupes sociaux mobilisés par les ressources distribuables. Les groupes secondaires ou volontaires donnent, selon le degré de confiance, une image de pouvoir étant une source de mécontentement pour diminuer les effets inattendus du mécontentement.

William Kornhauser (1959, p. 48-49) indique que les mouvements extrémistes de masse apparaissent dans une "société de masse", une sorte de société intermédiaire entre la société pluraliste et la société totalitaire. Le contact direct entre l'individu et l'État (élites) est dû à la faiblesse des structures intermédiaires qui fait que l'individu non rattaché aux associations relatives à sa couche sociale est sensibilisé et susceptible d'être activé un de ces mouvements. L'isolement de l'individu et la centralisation bureaucratique au niveau national diminuant les capacités locales sont deux éléments essentiels de la société de masse (p. 90 et 93). On peut donc confirmer que selon Kornhauser la faiblesse de structures intermédiaires est une source de l'émergence du "mécontentement de masse", c'est-à-dire une cause de mécontentement avec une reproduction rapide parmi les individus isolés. En outre, l'absence de supports sociaux augmente les anxiétés des individus isolés qui se dirigent vers une collectivité idéologiquement forte et participe afin de retrouver l'assimilation attendue. Dans ce cas, Kornhauser et Oberschall se rapprochent théoriquement pour définir l'individu, dans son ensemble, en relation directement ou indirectement, avec les supporteurs sociaux ou avec le pouvoir extériorisé en tout cas.

Charles Tilly, à travers une large revue historique et comparative, s'attache à considérer l'évolution de buts et de formes de l'action collective dans un répertoire d'action protestataire. Tilly (1976) insiste sur la "menace d'intérêts collectifs" comme une source de mécontentement social. Dans la société organisée politiquement, les organisations sociales sont juxtaposées par intérêts, de sorte que cette société est compartimentée de façon étanche. Les intérêts de groupes sont objectivés de manière qu'il ne reste presque aucune place vide dans le champ d'intérêts sociaux. Dans ce cas, l'État joue un rôle intermédiaire pour redistribuer les intérêts de groupes challengers. Dans ce système politique, l'accès aux ressources dépend de l'arrangement des groupes adversaires qui sont déjà informés de la circulation des ressources mobilisées. Les sorties de système politique sont, par conséquent, la "répression" et la "menace" qui produisent le mécontentement social. En s'inspirant de Tilly (1986), selon la notion de "répertoire d'action collective", on peut distinguer trois types d'intérêt : "l'intérêt compétitif", "l'intérêt défensif" et "l'intérêt offensif". Pour l'intérêt compétitif, il s'agit des demandes de ressources réclamées par d'autres groupes. Pour l'intérêt défensif, il s'agit d'un effort du groupe pour réclamer des droits lorsqu'il y a une menace extérieure contre les droits déjà obtenus, alors que l'intérêt offensif est une demande de droits qui n'ont pas été exercés auparavant. La juxtaposition d'intérêts, comme les mosaïques, est le résultat de la lutte de groupes d'intérêt défensif et de groupes d'intérêt offensif pour répartir des ressources objectivées. La nationalisation du champ politique et l'autonomisation par rapport aux détenteurs du pouvoir sont les deux éléments causaux pour objectiver les intérêts de groupes sociaux. On peut présenter schématiquement les relations entre les notions mentionnées au-dessus.



Alain Touraine (1978.a) distingue l'organisation sociale du champ d'historicité construit selon les trois modes de connaissance, d'investissement et culturel. Les différents niveaux de formation du pouvoir apparaissent par l'ensemble des formes de travail de la société sur elle-même. A. Touraine repère quatre niveaux d'intervention de la société sur son activité économique : L'intervention sur la consommation et sur la reproduction de la force de travail dans les sociétés agraires, l'intervention sur la distribution de biens et services dans les sociétés marchandes, l'intervention sur les formes d'organisation du travail dans les sociétés industrielles, et l'intervention sur la production dans les sociétés post-industrielles. Les acteurs de classe, comme les groupes sociaux antagonistes, luttent pour influencer sur la direction sociale de l'historicité. La définition de l'adversaire social et la confrontation avec des adversaires produisent l'"identité" de l'acteur en groupe qui est, à son tour, l'objectif essentiel du mouvement social dans la société programmée (Touraine, 1978.b). Selon Touraine, dans chaque étape de l'historicité de la société, il existe un objectif central mobilisant les acteurs, c'est-à-dire les libertés civiques dans la société marchande, les problèmes d'ouvriers dans la société industrielle et l'identité sociale dans la société programmée. En outre, dans la société organisée, la "menace d'identité" est une source de l'émergence du mécontentement social pour les acteurs recherchant volontairement à changer la direction de l'historicité. On peut schématiser ce type de l'émergence du mécontentement de la façon suivante.



M. Crozier (1970), après les événements de mai 68, tente d'expliquer les causes structurelles des malaises sociaux. Il indique que le système bureaucratique français est très rigide face à la pression du changement social qui s'impose dans la société. La centralisation et la hiérarchisation sont deux caractères essentiels construisant le système administratif français, de sorte qu'il soit capable de masquer ou brouiller la réalité sociale. De plus, le rôle du pouvoir intervient directement dans ce modèle. Selon Crozier, on peut dire en résumé que le mécontentement social est le résultat manifeste du fonctionnement latent du système administratif français. Ce type de mécontentement peut être situé dans le cadre du "mécontentement systémique".

1-7-Développement du mécontentement

Avec l'émergence du mécontentement, la question qui se pose est de savoir comment il se développe et comment le processus du mécontentement se construit socialement étape par étape ? En général, on peut distinguer deux processus concernés du développement du mécontentement. Le premier est celui qui commence par la perception d'un problème menaçant, comme un objet de l'injustice, aboutissant au comportement social (la théorie constitutive du mécontentement) et le deuxième est celui qui s'explique par les

comportements protestataires allant jusqu'à la formation d'un mouvement social (la théorie du mouvement social).

Sidney Tarrow (1991) propose le "cycle de protestation" pour expliquer le processus de développement du conflit. De même, D. Rucht (1988, p. 313) insiste sur le "cycle naturel de déroulement d'un mouvement social". Dans la première notion, la structure des opportunités politiques joue un rôle important. Tarrow la définit à l'aide de cinq facteurs en s'appuyant sur les travaux d'autres auteurs : le degré d'ouverture ou de fermeture du système politique ; la stabilité ou l'instabilité des alignements politiques ; la présence ou l'absence d'alliés ou de groupes de supporteurs ; la division des élites et leur tolérance pour la protestation ; enfin, la capacité du gouvernement à initier des politiques publiques. Dans la deuxième notion, Rucht insiste sur le "thème" d'un mouvement social ou un *problème essentiel* issu de la structure de la société par lequel la durée naturelle d'un mécontentement se déterminerait.

La perception d'un problème et son identification comme un objet menaçant de l'injustice nécessite l'intervention d'une idée profondément socialisée qui définit les événements sociaux comme le résultat direct des comportements sociaux d'acteurs dans la société. Par exemple, un tremblement de terre ne crée guère de mécontentement systémique, mais la défaillance d'un gouvernement dans l'aide aux sinistrés peut engendrer un fort mécontentement général, surtout chez les victimes. Si les individus croient qu'un problème social non seulement n'est pas fatal mais, au contraire, est le résultat du choix de certains acteurs, ils suivent les traces pour trouver la responsabilité du problème social donné. Par exemple, si les individus pensent que le cancer est une maladie naturelle ou par contre, qu'il est la conséquence de l'ingestion de produits chimiquement manipulés, alors là, l'identification du problème social comme une cause d'émergence de mécontentement sera différente. Dans le premier cas, "avoir le droit de compensation" n'apparaît pas, alors que,

dans le deuxième cas, la compensation des dommages par le responsable du problème devient un élément central dans la théorie de mécontentement. On peut donc indiquer que l'intervention de l'idée du destin fatal dans le monde social peut étouffer le germe du mécontentement social.

Le sentiment d'injustice est sécularisé lorsque, dans un système de 'croyance généralisée', l'apparition de problèmes sociaux n'est pas inévitable. Le développement de l'idée philosophique par rapport au développement économique montre que la société est graduellement définie comme un phénomène culturel et non plus naturel avec un destin variable. La différenciation sociale suscite le sentiment d'injustice alors que le développement économique, par le processus de professionnalisation, établit un nouveau type d'inégalité entre les positions sociales. On peut faire l'hypothèse que plus le sentiment d'injustice est ressenti dans la perception des problèmes sociaux, plus la continuité du processus du mécontentement est développée.

Le processus d'identification de la responsabilité peut être poursuivi ou bloqué par la nature de la responsabilité. Si cette dernière peut être objectivement concrétisée par les argumentations généralisées, le processus du mécontentement est prolongé. Par contre, si la responsabilité est perçue dans un sens dépersonnalisé et ambigu, le processus du mécontentement ne peut pas continuer. Le système monarchique, avant la Révolution française, est un exemple qui montre bien le type extrême de la personnalisation et de la centralisation de la responsabilité des malaises sociaux autour du roi comme tête de la pyramide du pouvoir. L'histoire de la République française peut être interprétée probablement comme une évolution de la responsabilité sociale.

Le processus du mécontentement se développe rapidement quand l'identification du responsable est concrétisée par les personnages sociaux d'un malaise social et dès lors, le "sentiment d'injustice" et le "droit de compensation" sont ressentis. Par exemple, est-ce que,

dans la société française, la pollution a des responsables concrets ou par contre, elle apparaît comme un résultat inévitable de développement économique (la responsabilité dépersonnalisée). Ce type de problème social, comme la pollution, produit un niveau de mécontentement très limité et intellectualisé.

Les modes de comportement nécessaires pour le changement social influent sur la prolongation du processus du mécontentement social, de sorte que le comportement collectif, soit organisé soit initial, renforcé la cohésion entre les éléments constitutifs du mécontentement. La dignité de l'individu et le statut social sont deux facteurs déterminant qui induisent le comportement protestataire de l'individu ; plus les actions protestataires individualisées sont valorisées et efficaces, plus le développement du mécontentement est limité. La "croyance généralisée du mécontentement" donne une orientation déterminante aux comportements protestataires collectifs ou individuels, en fonction de l'importance du problème social. Si les comportements protestataires collectifs sont indispensables pour résoudre les problèmes sociaux, comme dans la société française, les changements systémiques incitent la continuité du mécontentement social, soit sous les formes organisées soit dans l'inconscience des individus.

Les revendications logiques inspirent la méthode de négociation aux adversaires, sous une croyance généralisée, et limitent en tout cas le développement du mécontentement social. La négociation, qui est une méthode destinée à conclure le mécontentement, provoque un type de contrôle issu de la confiance sociale. Le niveau de confiance sociale influe sur la continuité du mécontentement ; Plus la confiance dans les organisations sociales est élevée, plus le développement du mécontentement est réduit. Dans ce cas, le rôle du gouvernement est essentiel puisque les adversaires ont besoin d'un arbitrage arrangeant les effets inattendus. La pluralité des organisations sociales permet au gouvernement d'être l'axe principal d'un retournement de confiance et de méfiance. Cette pluralité permet aux groupes adversaires

d'avoir une constellation sociale, un "réseau social de groupes", où chaque groupe occupe une position définie par rapport aux autres groupes. Ce "réseau social d'adversaires" donne matière à réflexion à l'ensemble de la 'société' sur la conscience collective en lui faisant comprendre l'éventualité de poursuite du mécontentement. Si cette réflexion incite des 'aspects compétitifs' de la société, le mécontentement se développe de plus en plus jusqu'à la satisfaction des buts poursuivis. Si la différenciation entre les adversaires est plus objectivée, la continuité du mécontentement sera plus assurée. Le gouvernement occupant la position centrale dans le "réseau social d'adversaire" contrôle l'accès aux ressources distribuables pour chaque groupe. Le processus du mécontentement redéfinit le groupe *supporteur*, le groupe *conservateur* ou *défensif* et le groupe *offensif*. Si la position de groupe supporteur dans le réseau d'adversaires est déterminante face aux groupes défensifs, la continuité du mécontentement se développe. En France, les syndicats jouent habituellement le rôle de groupe supporteur dans le réseau d'adversaires. Le mécontentement, en passant le champ politique, donne aux individus une reconnaissance sociale assise de la société.

Les revendications "idéologiques" et "systémiques" renforcent la persistance du mécontentement, bien qu'il soit individualisé. La circulation du mécontentement portant les "revendications systémiques" peut rassembler les individus de manière intellectuelle, alors que le mécontentement portant les "revendications idéologiques" rapproche les individus partageant les mêmes intérêts et positions sociales. Bien que les revendications systémiques aient la capacité de mobiliser idéologiquement les individus, elles ne peuvent plus être nationalisées, car l'ère de problèmes sociaux nationaux est dépassée.

Bien que la localisation de problèmes sociaux empêche le développement du mécontentement d'accéder au niveau national, elle est capable de renforcer la solidarité d'un groupe mécontent localisé. La localisation géographique et professionnelle du mécontentement limite la potentialité d'accès au pouvoir au niveau national. La

dénationalisation du mécontentement social permet à la méthode de négociation d'être développé au niveau local. En suscitant les sentiments collectifs le processus du mécontentement lutte contre la dénationalisation, de sorte qu'il puisse obtenir plus d'avantages à la table des négociations. Dans cette perspective, si la persistance du groupe défensif face au groupe offensif mécontent augmente, le processus du mécontentement se développe. Si la durée du mécontentement est prolongée, la tonalité du mécontentement variera relativement. Si l'accès à la conclusion des résultats entre les groupes défensifs et groupes offensifs prend beaucoup de temps, le processus du mécontentement demeure. Les organisations structurelles du mécontentement jouent un rôle diminuant les effets négatifs du développement du mécontentement dans la société compétitive. La reproduction sociale du mécontentement, en effet, crée un "*germe de re-mécontentement*" qui se nourri constamment par les challenges entre les groupes défensifs et les groupes offensifs.

1-8-Tendance du mécontentement

Par la tendance de mécontentement, on entend un certain nombre d'aptitudes génétiques conduites vers un état de maturité où les buts finaux du mécontentement peuvent être approchés. Le mécontentement, au début, est un sentiment naturel ayant une capacité d'être déployé, alors que ce déploiement est favorisé par un contexte social particulier.

1-8-1-Aptitude à résoudre le problème

A partir de l'émergence du mécontentement, chaque adversaire tente de prévoir certaines solutions supprimant les causes du problème menaçant. La première tendance du mécontentement est d'éviter le blocage. En jaugeant les forces sociales de mécontents, le groupe défensif tente d'empêcher le raffermissement du mécontentement par la satisfaction de certaines revendications. Le mécontentement social a donc deux aspects internes contradictoires ; il s'agit, d'un côté, de la persistance jusqu'à la réussite et d'un autre côté, de

l'évitement du gel de la situation. Par exemple, la violence découlant du mécontentement social est, en effet, un genre de gel de la recherche de solution, conduisant vers une situation bloquée entre les adversaires, par exemple, la violence chez les jeunes des cités.

On peut donc distinguer deux types de mécontentement, à savoir : le "*mécontentement au zéro degré*" et le "*mécontentement au deuxième degré*". Le premier appelle le mécontentement construit selon les nouvelles attentes mais "sans aucune possession de privilège précédent". Dans ce cas, le caractère le plus important du mécontentement est d'être conditionné, alors que les messages et les revendications visent idéologiquement le système social. Le mouvement d'étudiants en mai 68 est plutôt dans ce type de mécontentement social au zéro degré. Dans la hiérarchie sociale, les positions marginalisées et les positions au-dessous de la moyenne sont les plates-formes de saut pour tomber dans la zone de mécontentement au zéro degré.

Le deuxième type de mécontentement se produit selon les nouvelles attentes enrichissent les avantages précédents. Dans ce cas, les avantages s'accumulent progressivement dans les diverses positions sociales, surtout à l'aide des organisations structurées du mécontentement. La division du travail répartit les ressources redistribuables entre les positions sociales occupées par les individus. L'espoir de résultat favorable et la peur de perdre des avantages sociaux (matériel ou non matériel) sont les sources essentielles du mécontentement social dans le cadre d'analyse de positions sociales.

1-8-2-Aptitude à la généralisation

Le caractère de prédisposition de la généralisation du mécontentement social découle d'une connaissance conjoncturelle de la globalité de la 'société' donnant des réflexions de l'arrangement des forces sociales situées dans un état d'interrelations défensives-offensives. Le processus de la généralisation du mécontentement est une réaction d'affaiblissement de

l'individualisation de mécontentement sans aucun résultat collectif. En effet, dans la société industrialisée, la vie quotidienne est supportée grâce à une philosophie générale de l'individualisme, d'une part, et à une faiblesse permanente de la force sociale de l'individu pour changer une situation problématique, d'autre part. Le changement social est le résultat du combat entre les forces sociales des groupes défensifs et offensifs. Le "bien public" joue un rôle intermédiaire entre les attentes de groupes défensifs et offensifs empêchant un combat sans merci. Dans ce domaine, la puissance sociale de l'individu est formée d'abord par l'importance du groupe auquel l'individu appartient puis par les ressources dont il dispose. L'importance du groupe peut se comprendre par la contradiction entre les chiffres de participants annoncés par les groupes défensifs et offensifs à la fin d'une manifestation dans la rue. La tendance de la généralisation du mécontentement est une méthode de la persistance face aux forces sociales de groupes défensifs pour renforcer les chances de réussite. L'aptitude de la généralisation du mécontentement est capable de créer un réseau social où le mécontentement est répandu. Un exemple historique (Agulhon, 1970) montre le rôle important des réseaux sociaux du mécontentement. M. Agulhon argumente que la circulation de l'idée républicaine dans les lieux communs parmi les personnes de villages faisait avancer le régime républicain ou détriment du système monarchique.

L'intensité du challenge entre les groupes défensifs et offensifs détermine le "degré de la généralisation du mécontentement". La localisation et la nationalisation du mécontentement sont les deux forces sociales opposantes qui influent sur le degré de la généralisation du mécontentement. L'individualisation du mécontentement social aboutit à exercer les lois existantes supprimant les causes d'un problème, alors que la généralisation de celui-ci tente de faire changer la loi. Le degré de la généralisation du mécontentement démontre que le rôle de la "force de public", dans la société industrialisée, est irréfutable pour

changer une situation inquiétante. Par exemple, en Suisse[19], les citoyens, par une pétition avec 100000 signatures de citoyens, peuvent demander au gouvernement un changement de la loi. Ou en France, le candidat à la présidence de la république doit rassembler au moins 500 signatures de maires pour que sa candidature soit entérinée. Avant la Révolution française, c'est-à-dire avant l'émergence du tiers état dans le champ de la détermination du destin social de la société, le changement social a dépendait largement de la volonté individuelle du roi ou des nobles. Dans ce cas, la force du mécontentement de tiers état manifesté momentanément dans l'espace social, comme par une émeute, ne garantissait pas le changement d'un décret royal, alors que le mécontentement du roi ou de nobles aboutissait directement à l'émergence ou au changement de la loi.

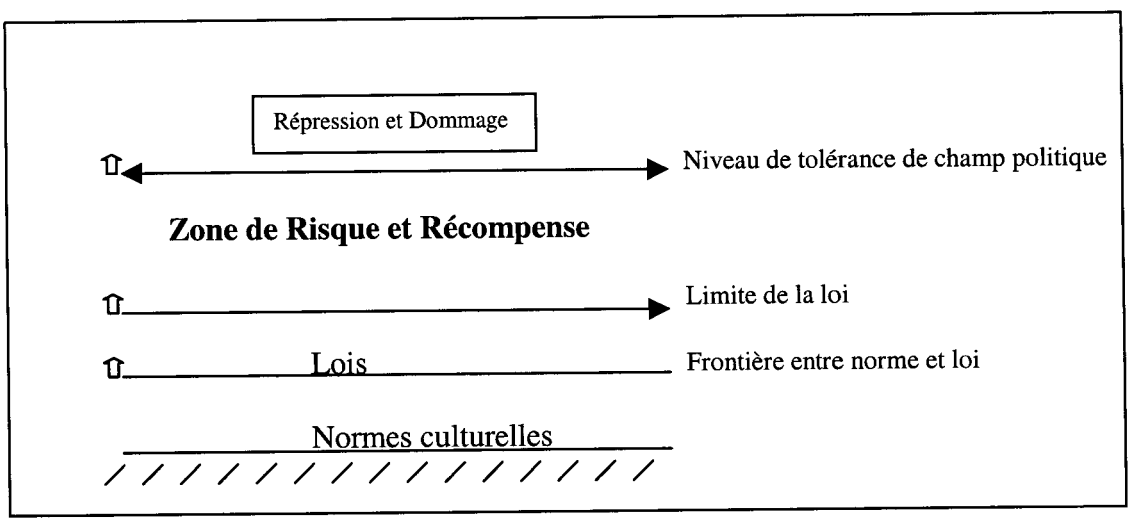
1-8-3-Aptitude à la politisation du mécontentement

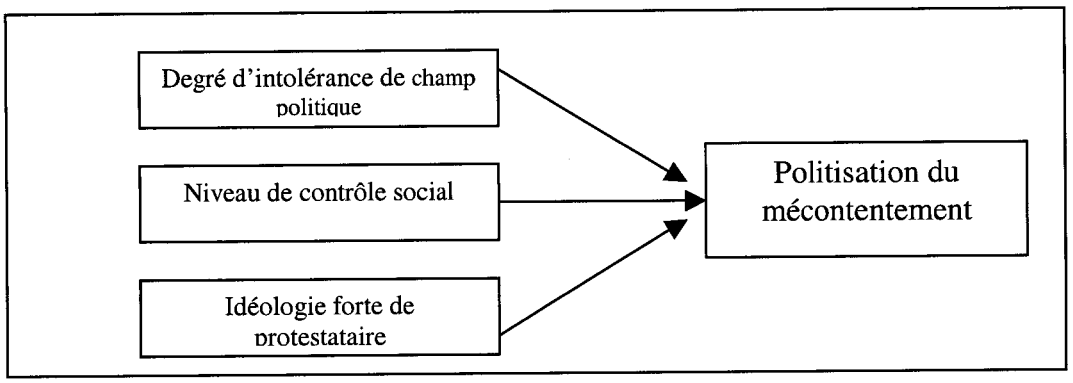
Le mécontentement social vise le centre du pouvoir afin d'être entendu attentivement. Les différents modes d'expression de l'individu peuvent être exercés permettant au mécontentement d'être exprimé dans l'espace public. Le mécontentement social a tendance à pénétrer et à débarquer dans le champ politique pour accéder aux champs du challenge des groupes défensifs et offensifs. Le débarquement du mécontentement dans ce champ politique l'oblige à une évaluation de sa force d'argumentation et de mobilisation. La légitimation du mécontentement dépend de cette évaluation du champ politique suscitant le débat politique pour résoudre le problème.

Le contrôle social et le sentiment d'injustice sont des variables déterminantes pour la construction du processus de la politisation du mécontentement. Plus le sentiment d'injustice est développé et plus l'intensité de la centralisation du pouvoir augmente, plus le

[19] -Weibel Ernest, 1998, "Institutions et politique en Suisse de 1848 à 1998, *Revue d'Allemagne,* octobre-décembre 1998.

mécontentement social prend un aspect politique. Une marge de tolérance du public à l'égard des forces du mécontentement mobilisées imposées à l'ordre social joue un rôle important dans cette hypothèse. Si le public, comme observateur, reste en dehors du processus du mécontentement social, la tendance de la politisation du mécontentement augmente. Le public ne peut pas normalement réussir à organiser un mouvement de "*contre-mécontentement social*" puisque le problème de "ticket gratuit" olsonnien ne permet pas d'arriver à ce type de réflexion de la part de public. Dans ce cas, la politisation du mécontentement est un moyen très efficace pour accéder à un maximum d'avantages. Si le public condamne visiblement un objet de mécontentement, le champ politique étouffe ce type de mécontentement isolé. Une marge de tolérance du public et du champ politique reflétée sur la conscience collective permet au mécontentement social d'être politisé. Une marge de tolérance du champ politique peut se définir comme une limite de l'écart admis entre l'autorité de la loi et l'attitude de contrôle du gouvernement dirigeant l'intensité de comportements offensifs. Dans le schéma ci-dessous, la zone de "risque et récompense" est un espace où la possibilité de manœuvre accédant aux nouveaux avantages dépend de la pluralité du champ politique, consensuel ou conflictuel. La zone de "risque et récompense" s'élargira, si le champ politique apparaît comme pluraliste.



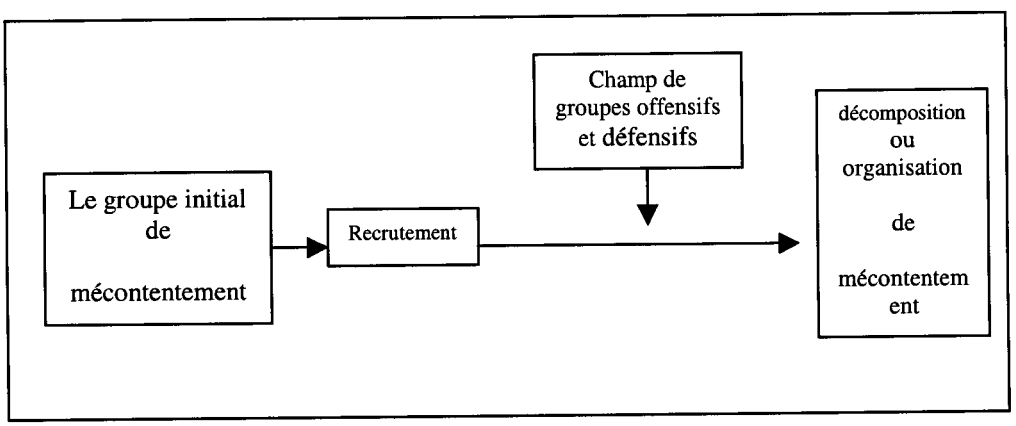


1-8-4-*Aptitude à la centralisation de mécontentement*

Dans une société organisée où l'augmentation des intérêts d'un groupe dépend relativement de la diminution des intérêts de certains autres groupes, des volontés de mécontents sont orientées vers une convergence pour qu'elles puissent demeurer dans un champ compétitif. Les mécontents se regroupent autour d'un "groupe mécontent originaire" comme noyau autour duquel les différentes motivations sont associées. En élargissant la cause du mécontentement, le groupe mécontent originaire recrute les individus mécontents isolés. Dans ce cas, le problème de la délégation se pose, de sorte qu'elle doit relier le monde extérieur avec la totalité de groupe, mais pas seulement avec la tête du groupe. La délégation pour annoncer les revendications et négocier avec les groupes adversaires inspire habituellement un sentiment de consensus. Dans ce cadre, le groupe mécontent se dirige vers un état de solidarité, de sorte que le consensus et la coopération peuvent devenir les valeurs centrales dans le processus du mécontentement social. Dès lors, les différents objets du mécontentement, les diverses revendications, les nombreux responsables assignés, et les

actions protestataires sont transformées en des catégories unifiées. Le "groupe mécontent originaire" ne peut être représenté que par un visage unifié. Cette logique de réduction de la diversité parvient intérieurement à reproduire une nouvelle source de "*re-mécontentement*" protégée par le consentement.

Bien que le "groupe mécontent originaire" tente d'être un groupe unifié, les forces opposantes défensives ont pour objectif de décomposer ce groupe. Les groupes défensifs souhaitent présenter au public une image détachée d'un groupe offensif mécontent. Le processus de la décomposition imposé par les forces défensives donne une motivation forte au groupe mécontent pour se re-concentrer. Le cycle de "décomposition-recomposition" du mécontentement aboutit progressivement à une perception consolidée d'un objet de mécontentement. La contradiction de "travail" et "capital" est un objet exemplaire de mécontentement incitant à établir beaucoup d'organisations, alors qu'aujourd'hui certains auteurs insistent sur le processus de dé-syndicalisation. Le schéma suivant montre le résumé de l'aptitude à la centralisation du mécontentement.



1-8-5-*Aptitude à l'idéologisation du mécontentement*

Les éléments subjectifs et objectifs du mécontentement social sont mis en relation idéologiquement et conduisent à une réalisation des buts souhaités comme un processus dynamique qu'on peut appeler "idéologisation du mécontentement". Par exemple, B. Klandermans[20] (1988, p.177) insiste sur le fait que chaque organisation de mouvement social a besoin d'un "consensus de mobilisation" par lequel les éléments des actions collectives sont associés. Les problèmes sociaux qui apparaissent séparés au départ s'installeraient dans un réseau de problèmes interdépendants qui recherchent dans leur ensemble une responsabilité unique. De même, la signification du comportement protestataire prend phénoménologiquement une relation avec les revendications exprimées, soit matérielles soit immatérielles[21]. La notion de "réussite" dirige les actions étape par étape pour que le processus du mécontentement puisse solidement persister face aux contraintes des infrastructures extérieures. Les questions issues de 'pourquoi', 'comment' et 'où' sont interprétées par un réseau de notions d'interrelation s'installant dans la conscience collective de groupes politiques et également du public. Par tout ceci, le mécontent cherche une "*philosophie généralisée*" par laquelle les actions individuelles et collectives imposées se définissent significativement comme légitimes, légales et normales. Par cette théorisation philosophique du mécontentement, le niveau analytique de la connaissance sociologique de la société dans son ensemble est transformé : d'un niveau physique, il devient un niveau métaphysique afin de retrouver de nouveau sens satisfaisants de mécontentement. Dans ce cas, on peut parler d'un processus de "*mécontentement en transcendance*".

Le processus social de l'idéologisation du mécontentement contient deux niveaux de connaissance, qu'il s'agisse de "niveau ordinaire" ou de "niveau savant". Le premier se

---

[20] - Klandermans H., 1988, "The Formation and Mobilization of Consensus", *In* B. Klandermans, H. Kriesi et S. Tarrow (eds.), *From Structure to Action* : Comparing social movement research across cultures, vol.1, London, JAI Press. Pp. 349-368.

produit immédiatement chez les groupes défensifs et offensifs selon les expériences vécues et menant vers une 'connaissance collective' de la société dans son ensemble. Le deuxième est construit progressivement par les savants selon des notions théoriques aboutissant à un type de 'connaissance individuelle' de la vie sociale par laquelle un nouveau "collège scientifique" ressorti du collège entre des courants scientifiques opposés[22]. Je pense que K. Marx a tenté réflexivement de produire une nouvelle théorie sociale philosophique de mécontentement, dans les nouvelles sociétés industrialisées, de sorte que cette théorie puisse conduire un objet de mécontentement jusqu'à un mouvement social comme processus dynamique d'un conflit superstructurel. En Sciences Humaines, il existe aujourd'hui certains paradigmes[23] établis par les savants expliquant les causes et les fonctions des mouvements sociaux ou même intervenant dans les mouvements sociaux comme objet de recherche, par exemple, la méthode présentée par A. Touraine.

1-8-6-*Aptitude de l'attraction et de l'expulsion du mécontentement*

Un des caractères de processus social de mécontentement est une disposition dichotomique rapprochant les individus susceptibles et expulsant les personnes opposantes ou même démobilisant les adversaires (B. Klandermans, 1984). Les mécontents se réunissent en une forme de communauté où les relations sociales sont plutôt d'origine chaleureuse, alors que ces relations face aux groupes adversaires se construisent selon un sentiment d'origine froide. Une autre attitude est une synthèse entre l'attitude d'attraction et celle d'expulsion par rapport aux groupes étant neutres. Le groupe mécontent donc perçoit les groupes sociaux en trois catégories : le groupe de "nous", le groupe "adversaire" et le groupe "neutre", comme T. Gurr explique (1970, p. 275) sous le terme "support institutionnel". Le sentiment de

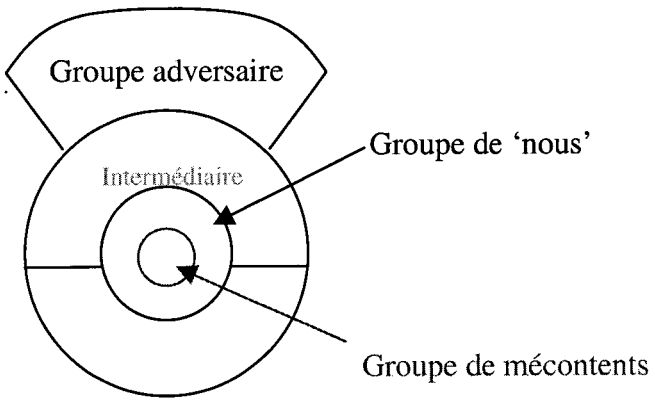
---

[21] - Snow D. et R. Benford, 1988, Ideology, Frame Resonance and Participant Mobilization, (p. 198) *in* B. Klandermans, H. Kriesi et S. Tarrow, *From Structure to Action*, London, JAI Press, vol. 1, pp. 197-217

[22] -Par exemple, cf. T. Kuhn : la structure des révolutions scientifiques, 1970, Paris.

[23] - Mendras H. et M., Forsé, 1983, Le changement social, Paris, Armand Colin, les chapitres 6 et 7.

mécontentement divise psychologiquement les attitudes de manières opposées avec un intermédiaire neutre. Par conséquent, les mécontents portent les préjugés construits en fonction de l'appartenance de l'individu à ces trois groupes. Ces préjugés, parfois préjudices, déterminent l'intensité et le contenu des comportements protestataires sociaux de mécontents.



Dans le schéma ci-dessus, le "groupe mécontent" ne prend contact directement avec le "groupe adversaire" que par les groupes intermédiaires, soit secondaires tels que les assurances sociales, les syndicats, les associations sociales, soit premiers comme les proches, les collègues, les amis, etc. La transformation du conflit "personne contre personne", comme duel ou "groupe contre personne", comme les nobles contre le roi ou le charivari, en conflit "groupe contre groupe", comme les nobles naturels contre les nobles de robe ou le syndicat d'ouvriers contre le patronat, montre que si le groupe adversaire ne se compose que d'un seul sujet propre, l'opposition des deux groupes mécontent et adversaire sera directe. En outre, la "dépersonnalisation de l'adversaire" dirige le conflit social vers une résolution matérielle compensable et non vers une solution supprimant. La division du pouvoir, proposée par Montesquieu, avant la Révolution de 1789, était en effet une résolution systémique dépersonnalisée maintenant le système monarchique contre l'avancement du mécontentement généralisé, de sorte que les forces concentrées du mécontentement contre le roi soient

réparties pratiquement entre les divers responsables sociaux. Par conséquent, dans le domaine de la responsabilité, le gouvernement est substitué progressivement au roi. Alors que le gouvernement refuse d'être un groupe adversaire dans les conflits sociaux, par contre, il prend un rôle intermédiaire légitime entre les groupes offensifs et défensifs. Dans ce cas, la violence est monopolisée par le gouvernement comme un arbitre exécutant, comme M. Weber définit l'État moderne.

1-8-7-*Aptitude de la nationalisation*

Le mécontentement social tente d'être diffusé géographiquement pour qu'il puisse démontrer aux adversaires sa capacité mobilisatrice. La formation de la Nation, surtout après la Révolution française avec les idées jacobines, et la centralisation du pouvoir sont deux facteurs essentiels favorisant le couple opposé de "capitale/province". La réalisation d'idée républicaine avait besoin théoriquement d'une nation unique, d'une langue unique, d'une constitution écrite unique et enfin d'un État unique. Dans ce domaine, la lutte historique des républicains contre les langues régionales est un exemple montrant une division de la population "pour/contre" par rapport aux idées républicaines. La "capitale", comme centre de la formation de décisions nationales, est une cible essentielle pour que les voix contestataires soient entendues. Bien que les médias soient développés, Paris est une ville par destination où les grandes manifestations sont organisées non seulement pour les Parisiens mais avec la participation des gens qui viennent des autres villes, comme les agriculteurs avec leurs outils spécifiques. Dans la ville, certaines places sont devenues des classiques vers lesquelles l'attention des observateurs est soigneusement attirée. Quand la proximité ou l'éloignement avec le "centre de pouvoir" sont les facteurs importants accédant aux avantages sociaux dans les conflits sociaux, la nationalisation du mécontentement reflète l'importance de la "capitale". La mobilisation des provinces vers la "capitale" est une tactique courante de la part

des groupes offensifs. La mobilisation des chauffeurs routiers en décembre 1996 en est un exemple récent.

La nationalisation du mécontentement était, dans le régime monarchique, une menace de la part du Tiers État contre le système politique dans son ensemble, alors que dans un régime républicain, surtout avec le suffrage direct, elle est progressivement banalisée et disséminée "dans" le système social. La nationalisation du mécontentement a pour objectif de créer une supériorité indiscutable par laquelle la redistribution des ressources sociales peut être améliorée. En outre, par le processus de la nationalisation du mécontentement, on entend que ce ne sont pas les idées politiques qui veulent se disposer à revendiquer, mais plutôt, c'est un effort conduisant socialement la "richesse nationale" à servir le public à travers les couches sociales. Ce type de modification sociale dépend d'une force nationale imposée sur le centre du pouvoir installé normalement dans la "capitale".

1-9-Téléologie du mécontentement

Le fonctionnement social du mécontentement peut être interprété par les théories du mouvement social. Quand le processus du mécontentement est mis en route, quels effets, latents ou manifestes, y aura-t-il sur la structure sociale de la société, sur le public de même que sur les mécontents ? Le mécontentement social peut aboutir au mouvement social autant qu'il peut rester isolé et individualisé, mais le fondement d'un mouvement social ne peut pas avoir une armature solide sans un niveau minimum de mécontentement (Smelser 1962, R. Turner et Levis Killian, 1987). La transformation du mécontentement social est différée en fonction du système politique et de celui du contrôle social de chaque société. Certains objets de mécontentement, dans un système social propre, sont très compétents pour généraliser et nationaliser le mécontentement vers un mouvement social, alors que ces mêmes objets dans un autre système de contrôle social ne peuvent pas être développés comme attendu. Par

exemple, la contradiction "capital/travail", dans la société française, est développée de façon très étendue, alors qu'aux Etats-Unis[24], cette contradiction sociale n'aboutit qu'à des problèmes ordinaires. Il faut donc d'abord présenter une définition de « mouvement social ».

A.Touraine[25] (1978 b.) définit les mouvements sociaux comme une composante singulière et importante de la participation politique d'un acteur de classe s'opposant à son adversaire de classe pour contrôler la direction sociale de l'historicité. En d'autres termes, le mouvement social est une force indispensable pour changer le destin social d'individu dans un groupe auquel il appartient. Dans ce cas, l'individu est capable de déterminer son destin social sauf par une participation dans un mouvement social conflictuel. M. Crozier (1970) explique comment dans la société française au pouvoir très centralisé, le système politique pousse les individus vers les actions collectives non institutionnalisées. On peut dès lors expliquer que la volonté d'individu et la contrainte sociale sont les deux éléments objectivés et que leur conflit ne trouve une solution déterminante que par une mobilisation des acteurs dans un groupe suffisamment offensif. C'est pour la même raison que N. Smelser (1962) insiste sur le fonctionnement des actions collectives comme solution résolvant des malaises structurels de la société.

R. Boudon (1994) définit le mouvement social comme se constituant autour d'*intérêts* à défendre ou à promouvoir. F. Chazel[26], après vérification de certaines définitions de mouvement social, insiste sur les trois aspects suivants : la protestation et la contestation collective, le changement dans la structure sociale et /ou politique et enfin les moyens non institutionnalisés. McCarthy et Zald[27] définissent le mouvement social comme un ensemble d'opinions et de croyances communes qui expriment des préférences pour le changement de quelques éléments de la structure sociale. Charles Tilly (Chazel, 1977, p.268) estime qu'un

---

[24] - Boudon R., 1979, La logique du social ; introduction à l'analyse sociologique, Paris, Hachette
[25] - Touraine Alain, 1978, La Voix et le Regard, Paris, Seuil.
[26]- Chazel F., 1992, Mouvements sociaux, in Boudon R., (éd.) *Traité de sociologie*, PUF, Paris, p. 263-312.
[27] -McCarthy et Zald, 1977, Resource Mobilization and Social Movement : a partial theory, A. J. S., vol. 82, pp. 1212-1241.

mouvement social est une série ininterrompue d'interactions entre les détenteurs du pouvoir et des personnes qui formulent publiquement des revendications de changements dans la distribution ou l'exercice du pouvoir. Par cela, Tilly insiste sur l'aspect politique de mouvement social qui cherche une redistribution des ressources y compris du pouvoir. En outre, la stabilité sociale parvient à se maintenir par l'exercice du pouvoir auquel le mouvement social a besoin de participer activement et d'occuper certaines positions dans l'espace politique pour qu'il puisse conserver les avantages obtenus. Les organisations de mouvement social jouent exactement dans même sens.

En général, selon les définitions, le mouvement social se compose des quatre éléments essentiels ; les "*croyances communes*" qui suscitent une idée de changement, l' "*identification des intérêts*" qui objectivent les groupes défensifs et offensifs, les "*actions protestataires collectives*" et enfin la "*confrontation avec le pouvoir*".

Le processus du mécontentement peut donc être un noyau constitutif de mouvement social, bien que le processus de la participation joue un rôle important. Les participants dans un mouvement social ne sont pas nécessairement mécontents, mais ils sont probablement d'accord avec des buts, des arguments et des activités du groupe mécontent originaire. La question qui se pose est de savoir comment le processus du mécontentement est mis en communication avec le mouvement social ? La théorie de la "norme émergente" de Turner et Killian (1986) peut répondre à cette question d'une façon spécifique. Un groupe mécontent peut devenir un groupe institutionnalisé au travers d'une interaction symbolique qui donne naissance à la "nouvelle norme" permettant aux situations auparavant attribuées à la malchance ou à la fatalité d'être considérées comme injustes. La situation problématique donnée, qui se perçoit comme une cause menaçante, se définit collectivement par les conditions autorisant la communication spontanée comme une situation injuste. Le mouvement social ne se caractérise plus par l'unanimité mais par l'apparition d'une "nouvelle

norme" rassemblant les attitudes différenciées d'individus dissemblables participant pour des motifs divers. Un groupe mécontent peut être développé par la participation des individus hétérogènes selon l'émergence des "nouvelles normes" conduisant les comportements d'individus dans le groupe, alors que le degré du mécontentement ne se partage pas de manière égale pour tous les participants. Les rôles de participants se définissent selon leurs degrés de mécontentement en fonction de leur proximité ou leur éloignement de la cause constitutive de groupe mécontent. Ainsi, McCarthy et Zald (1977) proposent les trois types acteurs au sein d'une organisation de mouvement social, à savoir les membres constitutifs, les membres par conscience et les adhérents. On peut faire l'hypothèse que l'intensité du mécontentement diminue progressivement quand le groupe de mécontents débarque dans le champ politique comme une organisation garantissant la protection sociale des mécontents concernés. Autant le sentiment de mécontentement est diffusé et consolidé dans un mouvement social, autant l'intensité du mécontentement diminue graduellement et la hiérarchisation organisationnelle va réduire la vitesse de contagion du sentiment de mécontentement allant du centre vers les adhérents.

La liaison entre le mécontentement et le mouvement social peut encore être expliquée par la "croyance généralisée" de Smelser (1962). D'abord, il insiste sur un "processus de construction progressive" (*value-added process*[28], p. 18) d'un événement ou d'une situation dans un épisode collectif. Il donne un exemple, dans le sens économique, de ce processus par les chaînes de montage d'une usine automobile où les différents stades cumulent leur valeur dans le coût final du produit achevé. Ensuite, le processus de "valeur ajoutée" rétrécit progressivement l'échelle de possibilités mais vers quel produit final ? (p. 14). Les facteurs déterminants les plus importants d'un épisode de mouvement social[29], selon Smelser (1966, pp. 15-17), sont "la conductibilité structurelle", "la tension structurelle", "le développement et

[28] -Il peut être traduit par "valeur ajoutée".

la diffusion d'une croyance généralisée", "les facteurs catalyseurs", "la mobilisation des participations pour l'action" et enfin "le degré de contrôle social". La conductibilité structurelle permet à un certain type d'action collective d'apparaître dans une configuration sociale donnée. Sous l'influence d'une tension structurelle menaçante, l'action collective peut être déclenchée, bien qu'elle ne soit pas suffisante. La croyance généralisée redéfinit les sources de la tension et spécifie certaines solutions considérées comme possibles ou appropriées. Elle donne une signification de tension pour que les participants potentiels puissent imaginer la modification d'une situation à leur désavantage. Selon Smelser, les croyances généralisées sont les croyances par lesquelles les individus sont motivés pour participer aux divers épisodes d'action collective[30] (p 80). La « croyance hystérique » se définit comme une croyance autorisant négativement une situation ambiguë dans un contexte social avec une force généralisée menaçante ou destructrice. Par contre, la « croyance encourageante » est une croyance autorisant et garantissant une conséquence positive par une concentration de puissance pour triompher des éventuelles frustrations ou destructions. La « croyance hostile » est une croyance concentrée identifiant et modifiant les personnes considérées comme responsables du mal. La « croyance normative » est référée au rétablissement, à la protection, à la modification et à la création de normes sociales. La « croyance spéculative » consiste en une reconstitution fondamentale de soi et de la société pour construire une nouvelle culture plus satisfaisante. Le mécontentement peut donc être transformé en un mouvement social par une logique de "valeur ajoutée" qui provoque certaines combinaisons entre les éléments d'une action collective. Sont ainsi distingués les mouvements orientés vers la restauration ou la création de valeurs (*the value-oriented*

---

[29] -Ils sont : *structural conduciveness, structural strain, growth and spread of a generalized belief, precipitating factors, mobilization of participants for action, the operation of social control.*

[30] -Smelser distingue cinq types de croyance généralisée : la croyance hystérique (*hysterial beliefs*), la croyance encourageante (*wish-fulfillment beliefs*), la croyance hostile (*hostile beliefs*), la croyance normative (*norm-oriented belief*), la croyance spéculative (*value-oriented beliefs*) (pp 79-129).

movement) ou de normes (*the norm-oriented movement*), les explosions collectives (*the hostile outburst*), les engouements (*the craze*) et les phénomènes de panique (*the panic*).

1-9-1-*Effets sociétaux du mécontentement sur les intérêts*

Dans les sociétés industrielles, le processus du mécontentement rend plus solide, l'ordre social par une juxtaposition des intérêts de groupes sociaux, de manière que sans action collective, aucun changement d'intérêts ne soit pas apparu. En effet, le mécontentement social identifie les intérêts des individus et des groupes par rapport à la richesse nationale. Entre les intérêts de groupes et d'individus, les intérêts publics jouent un rôle diminuant le frottement direct entre les intérêts sociaux des groupes offensifs et défensifs. Dans ce cas, les intérêts sont "pavés" dans un espace "objectivé-subjectivé". Objectivé : parce que les intérêts sont matérialisés et opposés ; subjectivé : puisqu'ils suscitent une perception d'eux-mêmes sur la conscience d'individu. La richesse nationale, la société, la culture et le pouvoir d'individu sont présents dans la subjectivité de l'individu comme un réseau de sens d'interrelation par lequel se définit la position de l'individu pour changer le système d'intérêts sociaux.

1-9-2-*Développement de Bien Public*

Le processus du mécontentement aboutit à un fonctionnement latent selon lequel le "bien public" graduellement grandit. La lutte des groupes offensifs et défensifs a normalement une résolution provoquant l'intérêt public. Les groupes offensifs revendiquent les avantages collectifs et les groupes défensifs sont plutôt d'accord, selon la logique économique, avec la distribution collectivisée et non privée des avantages. Dans ce cas, le "bien public" joue un rôle très important, dans la négociation de groupes adversaires, pour les groupes défensifs, qui ne permet pas aux nouveaux groupes défensifs de se créer. La redistribution des ressources est un moyen efficace pour accumuler puis répartir le bien public.

1-9-3-*Développement de la politique publique*

Poursuivant le bien public le mécontentement social provoque certaines décisions relatives au public qui sont prises effectivement par le gouvernement. Le processus du mécontentement nécessite des solutions généralisées couvrant les intérêts de la grande majorité du groupe mécontent. Au moment du conflit social, le gouvernement ne peut trouver que des solutions collectivement adaptées à l'équation de l'intérêt privé et de l'intérêt public.

1-10-Contexte social

L'émergence et le développement social du mécontentement dépendent strictement des milieux sociaux auxquels il appartient. Le mécontentement est apparu et s'est rapidement développé dans certains contextes sociaux, alors qu'il ne peut pas être déployé sous certaines autres conditions sociales. La structure sociale de la société française est accueillante pour que le mécontentement puisse être mis en circulation et fertilisé de façon héréditaire ou créatrice. Même si le mécontentement social est un caractère commun aux sociétés post-féodales, la structure sociale de la société française a les meilleurs relais pour nourrir les causes du mécontentement social. La Révolution française est un exemple historique démontrant bien ce caractère remarquable de la société française parmi les autres sociétés européennes. Les événements sociaux après la Révolution française- comme la première République, les guerres de Vendée, la création de l'Empire, le retour de la Monarchie, le retour de l'Empire, le retour de la République et enfin l'installation de la République avec les suffrages directs- nous conduisent à l'idée que la structure sociale de la société française composée de deux forces sociales fondamentales crée une situation conflictuelle où la formation de la société et de l'individu sont toujours en état de confrontation. D'une part, les forces sociales "défensives" enracinées dans la richesse économique et culturelle tentent de maintenir de

façon sociologique les frontières d'"élites/public" et d'autre part, le public libéré de forces communautaires présentant les forces "offensives" revendiquant toujours un nouvel arrangement de positions sociales inégalement préétablies, accompagné d'une nouvelle définition de l'homme. Dans ce combat, l'existence et le rôle d'un roi absolu ont été progressivement supprimés, alors que l'importance du rôle du gouvernement comme supportant la nation et les intérêts publics a crû.

L'individu et la condition sociale sont deux éléments de l'émergence et du développement du mécontentement. Les croyances, les valeurs, les attitudes et les opinions de l'individu sont des éléments essentiels aussi importants que la structure sociale produisant les contraintes sociales. La stratification sociale est l'une de ces contraintes définissant la position sociale de l'individu comme un caractère déterminant dans les relations sociales de la vie quotidienne.

1-10-1-Stratification sociale dans la société française

Historiquement, la société française a subi un genre de stratification sociale très solide qui était composé essentiellement des strates suivantes ; la noblesse, le clergé et le tiers état. Après avoir développé des villes, d'une part, une nouvelle strate de noblesse se crée par le "décret du roi" et d'autre part, les bourgeois qui se manifestent progressivement, à cause de l'accumulation de capital (I. Wallerstein, 1996), comme un adversaire historique de la société féodale. La stratification "naturelle" de la 'communauté' a évolué vers une hiérarchie "sociale" dans la 'société' où la plupart des interrelations sociales se produisent en fonction de cette nouvelle différenciation sociale. Le phénomène de la professionnalisation répartit de façon complémentaire le "tiers état ancien" ou le "public" entre les positions sociales avec une solidarité organique[31]. Dans ce modèle, on ajoute le rôle de l'État comme un appareil monopolisant la violence sociale et maintenant le nouvel ordre social issu de l'ancien régime,

[31] - Durkheim E., 1991, De la division du travail social, PUF, Paris.

alors qu'il doit redistribuer[32] les nouvelles ressources par lesquelles les nouvelles positions sociales sont arrangées. Les deux sources fondamentales qui installent les processus de la professionnalisation et de la salarisation sont les strates des bourgeois et de l'État. Dès lors la nouvelle différenciation sociale (P. Bourdieu, 1979) est sérieusement développée de façon que les comportements d'individus se produisent en fonction des positions sociales auxquelles ils appartiennent. En outre, la technologie sociale française oblige ses membres à considérer avant tout la capacité sociale, économique ou politique d'autrui pour avoir des réactions efficaces et convenables. On peut appeler le conflit entre l'"identité" et l'"historicité" exprimé par A. Touraine dans ce sens. C'est la position sociale qui détermine la nature des réactions dans les relations sociales, comme M. Crozier l'explique dans *'La société bloquée'*. Dans ce contexte social, on constate qu'il y a une contradiction sociale problématique qu'il s'agisse, d'une part, du "bien public" maintenu par le fonctionnement de l'État et considéré comme les avantages sociaux rendus au public et d'autre part, des comportements étatiques et calculateurs issus de la logique de la hiérarchisation de positions empêchant la mobilité verticale. Cette contradiction sociale inattendue rend solide l'arrangement social de positions, alors que la mobilité verticale dépassant les frontières d'"élites/public" devient quasiment impossible, mais dans les organisations étatiques, il suscite la mobilité horizontale. P. Bourdieu et R. Boudon situés sur deux pôles extrêmes de la pensée sociale française expriment la même idée par rapport au fonctionnement de l'éducation en France. Ils croient que l'inégalité sociale est accélérée selon ce fonctionnement étatique d'école supérieure, puisque les enfants venus de certaines catégories sociales n'ont pas la possibilité d'être recrutés. Ce fonctionnement favorise une nouvelle mobilisation d'avantages sociaux entre certaines générations privilégiées qui produit les personnages privilégiés occupant les positions sociales privilégiées. Par exemple, R. Boudon[33] insiste sur les "effets pervers"

[32] - Par exemple le BNP par Napoléon en 1806 (Redon M. et D. Besnard, La Banque de France, 1996, Paris, PUF, p. 6.
[33] -R. Boudon, 1993, Effets pervers et ordre social, Paris, PUF

d'application d'idées républicaines égalitaires, alors que P. Bourdieu insiste sur le couple de "dominé/dominant"issu de la logique de la "domination sociale".

Les positions sociales, pour emprunter à P. Bourdieu (1979), se composent de capital économique, hérité ou acquis, de capital culturel, scolaire ou hérité, et de capital social. En outre, les modes de la construction sociale de la personnalité, dans un milieu social composé des statuts hiérarchisés, se produisent par des possibilités de substitution de ces éléments constitutifs. Les capitaux culturels et sociaux peuvent souvent satisfaire les individus dépourvus du capital économique en leur inventant une idéologie valorisant leur vie quotidienne. En outre, le degré du durcissement des champs économique et politique donne de l'ampleur à l'espace de la vie quotidienne déclenchant les activités de "soi" sans besoin d'un débarquement dans le champ politique. Les résultats de l'enquête de H. Riffault[34] montrent que l'importance du "politique" baisse et celle du "travail" et de la "famille" augmente. On peut dès lors faire l'hypothèse que si l'accès au "capital économique acquis" est très limité et bloqué, l'orientation vers un bénéfice de possibilités produisant les capitaux culturels et sociaux augmente. Les capitaux sociaux, c'est-à-dire situés dans les réseaux sociaux ayant des amis importants, devient un caractère essentiel d'accession à la réussite sociale, surtout dans les organisations étatiques, pour les individus dépourvus du capital économique recherchant des biens rares. Le champ politique est dans une position isolée dans l'espace social français, de sorte qu'il ne peut plus donner l'envie aux individus extérieurs de participer aux enjeux politiques. Dans cette perspective, les citoyens ne font plus attention aux différences entre les groupes politiques officiels et le champ politique apparaît comme un espace en dehors de la vie quotidienne. Les capitaux culturels et sociaux valorisent la vie quotidienne sans attention pour le champ politique.

La question qui se pose, dans cette logique de hiérarchie sociale, est de savoir si les individus socialisés préfèrent maintenir, parfois avec souci, leurs positions obtenues sans

risque de les perdre ? Est-ce que les individus croient que la mobilité sociale prend une orientation horizontale ou verticale ? Est-ce que les individus croient que leur vie sociale est une forme normale de la vie espérée ?

1-10-2-Structure sociale de la société

Le point de vue essentiel pour connaître la société française actuelle est comment elle est représentée dans la conscience collective des individus. La société se reflète inter subjectivement par une image globale sur la conscience collective de ses éléments constitutifs, comme l'individu, les groupes, l'État, etc. Les relations d'intersubjectivité produisent des perceptions de la société, comme un phénomène collectif objectivé, de sorte que ces perceptions peuvent avoir certaines différences avec la réalité de la société telle qu'elle est. La perception de la société est le facteur le plus déterminant pour motiver les individus à participer aux affaires sociales.[35] Dans cette perspective, la réflexion de la société présentée dans la conscience collective porte les évaluations des individus par rapport à certains éléments importants de la société. Nous allons insister sur quatre d'entre eux.

1-10-2-1-*Perception du système politique*

La constellation politique, en France, peut se composer, en général, de quatre éléments essentiels, à savoir : l'État, les partis politiques, les syndicats et le patronat. Le gouvernement occupe une place importante dans les réseaux politiques alors que les autres groupes sont situés autour de celui-ci avec un degré propre de proximité. L'intérêt général de ce type d'arrangement économique découle de la rationalisation et la banalisation du conflit "capital-travail". Dans ce système politique, les partis politiques se dispersent historiquement[36] sur une

---

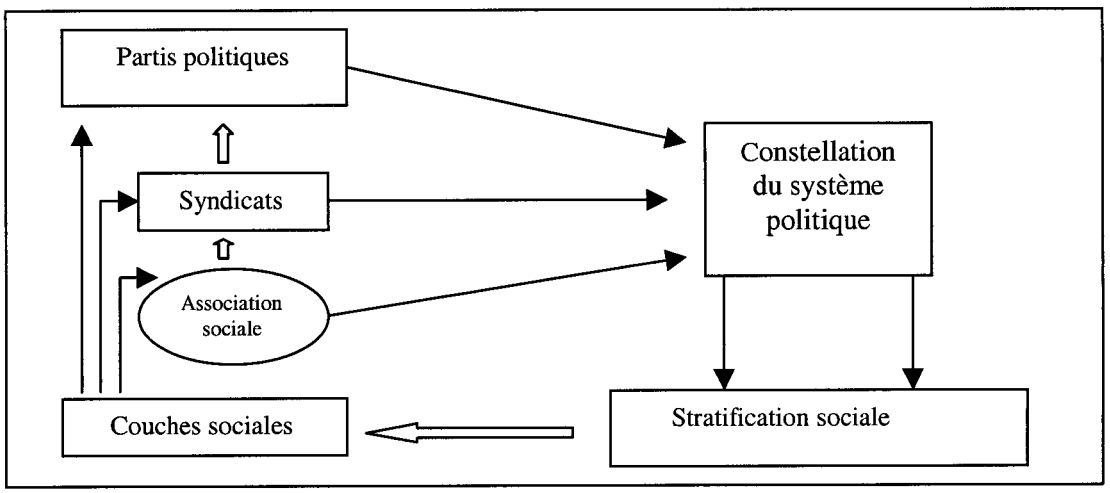
[34] -Riffault H., 1994, Les valeurs des français, PUF, Paris.

[35] - Comme R. Boudon (1979, La logique du sociale ; introduction à l'analyse sociologique, Paris, Hachette) donne un exemple de l'ouvrage de W. Sombart.

[36]- M. Duverger, 1972 (10e éd.), Les partis politiques, Paris, Armand Colin, 1er éd. 1951.

échelle idéologique et s'objectivent entre deux pôles opposants de la 'Droite' et de la 'Gauche'. La distance entre les groupes de Droite et de Gauche est comblé par les autres groupes familiaux[37], de sorte qu'ils permettent rarement à une nouvelle idéologie politique sans précédent d'être débarquée du champ politique français. Les partis politiques fondés sur les intérêts de groupes sont idéologiquement et socialement répartis, de sorte que tous les goûts politiques français peuvent être satisfaits. Les partis politiques sont également enracinés dans les intérêts objectivés de nouvelles couches sociales. La stratification sociale française représente idéologiquement et objectivement une constellation politique des éléments du champ politique, mais la question qui se pose est de savoir comment la réflexion de ce système politique est présentée, dans la conscience collective et dans la vie quotidienne ? D'une part, les intérêts collectifs de groupes sociaux sont des causes de construction des partis politiques opposants et d'autre part, cette constellation politique conduit l'individu à parvenir à une connaissance de la globalité de la société à partir de ce conflit politique. On peut résumer ce type d'interrelation sociale entre l'individu et le système politique dans le schéma ci-dessous. Par la perception de l'arrangement des éléments du système politique, les individus obtiennent des prospectives de leurs positions sociales et leurs places et la place de leurs groupes dans la société dans son ensemble. Ce type de théorisation de différenciation sociale a un lien direct avec la formation sociale du mécontentement.

[37] -P. Lévêque, Histoire des forces politiques en France, trois tomes. ; Weill G., 1900, Histoire du parti républicain en France, 1814-1870, Paris, Alcon, rééd. Slatkine, 1980. ; Sternhell Zeev, 1978, La droite révolutionnaire, 1885-1914, Paris, Seuil. ; Sirinelli Jean-Fronçois, 1992,



Ce type d'arrangement dichotomique de partis politiques permet aux expressions de certains genres de mécontentements sociaux d'être supportés et d'être légitimés. Quand les groupes politiques de droite et de gauche sont vraiment opposés, ils ne peuvent plus alors rejeter simultanément des nouvelles revendications de redistribution de biens rares. La question qui se pose est de savoir comment cette constellation sociale de groupes politiques peut être présentée dans les relations intersubjectives de la vie quotidienne ? Le point important est que les groupes politiques sont reflétés de manière collective et globale dans la conscience collective par l'attribution de certains caractères identifiables collectifs qui déterminent la totalité du groupe. Notre hypothèse insiste sur l'influence de la construction de constellation de groupes du système politique sur la formation sociale du mécontentement. Quand le gouvernement joue un rôle supportant et créant les "biens publics", il devient alors une cible visible à laquelle est attribuée la responsabilité des problèmes sociaux. Dans ce cas, la politisation du mécontentement social est favorisée et, par conséquent, les attentes de la compensation de la part du gouvernement augmentent.

Histoire des droites en France, t.1 : Politiques, t.2 : Cultures, t.3 : Sensibilités, Paris, Gallimard.

1-10-2-2-*Perception du système économique*

Le système de la production de plus-value française se compose de deux genres de propriété : privée et publique. Le service public dirigé par le gouvernement joue un rôle intermédiaire diminuant les conflits latents dans le système économique français entre les grands capitaux et les citoyens sans capital économique. Le gouvernement maintient socialement un équilibre entre les conséquences inattendues de ces deux types de propriété. L'"impôt" et le "revenu"[38] sont deux autres éléments importants du système économique permettant à une perception comparative de positions économiques d'être formulée. L'historique de l'impôt[39] montre qu'il était toujours l'un des facteurs essentiels de création de mécontentement social. L'impôt et la perception de la globalité de la société sont deux facteurs interrelationnels qui produisent des conflits d'intérêts individuels et sociétaux ; par exemple, on peut considérer les arguments financiers générés par la présence d'immigrants. Par conséquent, l'injustice sociale devient un critère mesurant le fonctionnement de chaque élément essentiel du système économique en fonction d'une image globale de cette situation.

L'emploi est un élément fondamental conduisant aux diverses formes de la constellation du système économique français. L'influence de la variable du chômage dans le système économique est d'autant plus important qu'il produit l'incertitude sociale. Si le système économique n'est pas capable de produire des emplois pour tous les demandeurs, le système de la protection sociale se développe pour diminuer l'influence de l'incertitude. Dans ce cas, l'importance du système de la protection sociale montre que le système économique fondé sur la logique économique ne peut pas être indifférent aux conséquences inattendues issues de la concurrence économique.

La "fortune", dans l'espace économique français, est un élément plutôt hérité qu'acquis. En outre, la possibilité sociale de devenir un homme riche pour les pauvres est

---

[38] - Piketty Thomas, 1997, L'économie des inégalité, Paris, la Découverte, et aussi Morrisso Christian, 1991, "L'inégalité des revenus" in Lévy-Leboyer M. et J. – C. Casanova, *Entre l'État et le marché : l'économie française de 1880 à nos jours*, Paris, Gallimard

quasiment nulle, bien que le niveau de la richesse ne soit pas culturellement un facteur déterminant. L'évolution de la fortune (Wallerstien, I., 1996, Tilly Ch., 1992), depuis la Renaissance, montre que les détenteurs de richesses constituent un groupe minoritaire où les fortunes sont monopolisées. Quand les possesseurs de grandes fortunes ont disparu, les fortunes restent habituellement dans les familles concernées. Les nobles, les Grands, les seigneurs fonciers et les bourgeois sont les groupes minoritaires qui maintiennent le caractère monopolisé de la fortune par les moyens sociaux, comme le mariage d'intergroupe. Le fonctionnement de l'accumulation de la fortune suscite les conflits de "capital-travail" qui est toujours un facteur mobilisateur d'une grande partie de la population. Par l'émergence de la "société", l'accumulation de la fortune se réalise à travers la circulation de l'argent entre les acteurs sociaux, soit à titre de revenu soit en terme de protection sociale. Dans ce cas, l'argent est diffusé et rassemblé, mais pourtant la probabilité de l'accumulation du capital économique pour la plupart des acteurs est très diminuée en pratique. Les différents niveaux et modes de vie apparaissent, alors que l'accumulation de la fortune se réfère à une seule référence sociale.

Quand tout le monde ne peut pas avoir une grande fortune, elle peut être substituée par une satisfaction apportée par un niveau de vie soutenu par une "philosophie sociale". En effet, l'arrangement des éléments du système économique, comme richesse, production d'emploi, revenu, impôt, protection sociale, donne une perspective interprétant le niveau de vie qui engendre inévitablement un type de sentiment, satisfaction ou mécontentement, stimulé vers la 'vie sociale'. La "situation économique actuelle", que nous avons choisi comme sujet du mécontentement, peut donc découvrir les attitudes des individus par rapport à la vie sociale.

1-10-2-3-*Système culturel français*

Par le système culturel on entend les "rituels de solutions de conflits sociaux" qui peuvent se composer de trois notions concertées par lesquelles les comportements sociaux

[39] -Mehl Lucien et Pierre Beltrame, 1992 (5e éd.), Le système fiscal français, Paris, PUF. 'Que sais-je ?'

peuvent prendre une orientation propre dans les conditions conflictuelles. Mais avant tout, il convient d'étudier le processus de l'intervention d'une "culture étatique" dans la "culture générale" et dans la "culture locale" en France. Après la Révolution de 1798 et la renaissance de la Nation, la puissance de l'État substitué au roi, supprima toutes les résistances contre lui-même. "Diriger les guerres extérieures" et "contrôler les nouvelles forces intérieures sociales" sont les deux facteurs déterminants, parmi d'autres, pour centraliser et nationaliser le pouvoir. La force du mouvement ouvrier est un facteur essentiel réunissant les groupes défensifs derrière le gouvernement, comme force poussant à contrôler la mobilisation des ressources issues de la création de la "société". La monarchie de 1831-1845 est une persistance très forte de groupes défensifs contre la République, bien que le nouveau roi ait annoncé qu'il est le 'roi des Français'. Ce régime monarchique a été renversé par le soulèvement d'ouvriers en tant que groupe offensif. La question qui se pose est de savoir comment ce processus de la construction de l'État influe sur la culture générale résiduelle de l'ancien régime. On peut constater que ce processus crée une sub-culture propre : la "culture étatique".

On insiste sur l'un des caractères importants de cette "culture étatique" : la "*demande*". Le système social représentatif français oblige une relation réciproque entre le système et l'individu, générée par les demandes de citoyens. Un dicton français dit : « En bouche close jamais n'entra la mouche ». Les députés allant chez les citoyens demandent des votes, les fabricants demandent aux consommateurs d'acheter leurs produits et certains chômeurs revendiquent ce qui est suffisant pour la continuité de la vie quotidienne. Les demandes et les réponses dépendent des positions sociales du demandeur et c'est la raison pour laquelle on doit insister sur la "grandeur"[40], lorsque les acteurs sont obligés de demander de supprimer les conditions menaçantes. Dans ce cas, la "demande collective", bien qu'elle représente une force de levier face au système politique, est avant tout une solution pertinente et conservant l'honneur de l'individu. La "dignité de l'individu" a une relation apparemment

contradictoire avec la "culture de demande", puisque les positions sociales sont inégalement arrangées dans une hiérarchie solide. La généralisation du mécontentement est une réflexion de la menace de la dignité de l'individu se soulevant contre l'inégalité de positions sociales que l'individu occupe.

Les trois notions importantes venant du système culturel sont l'espérance sociale, le groupe référence et la confiance sociale. Est-ce que la culture française a une influence sur la formation des arguments et des jugements interprétant la situation produisant du mécontentement ? En d'autres termes, est-ce que le système culturel français peut maintenir la loyauté de ses mécontents sociaux dans une solidarité volontaire avec les autres acteurs de la société ?

L'espérance sociale donne un point de vue visant les conditions de l'avenir comme une "meilleure situation" que la "situation actuelle" 'dans' le même système. Être 'optimiste' ou 'pessimiste', par rapport à la condition sociale de l'avenir, est un facteur permettant aux mécontents de subir ou non la menace d'une situation donnée. La perception de l'avenir a une relation réciproque avec la confiance en la capacité de l'État, comme centre d'experts, pour améliorer les situations problématiques. La coopération sociale issue de la capacité de l'État donne une image subjective influençant les comportements de mécontents.

La relation entre les mécontents et les non mécontents, dans un milieu donné, peut prendre deux aspects différents ; le premier est une "relation sympathique" et le deuxième une "relation antagonique". Dans le cas de "relation sympathique", les groupes non mécontents sont observés par les groupes mécontents, comme "groupe référence" conduisant les mécontents à avoir les mêmes positions sociales qu'eux-mêmes. Les groupes sympathiques, comme facteur catalyseur, maintiennent les mécontents solitaires de la société. Au contraire, la "relation antagonique" crée un double conflit qui fait se compliquer la situation menaçante. Dans ce cas, les mécontents tentent au moins de neutraliser les attitudes de non mécontents

[40] - Boltanski Luc, 1987, Les économies de la grandeur, Paris, PUF.

par rapport à leurs comportements. Ce type d'un double conflit aura lieu souvent lors d'une grève qui divise les acteurs comme les grévistes et les non-grévistes.

L'effectif supposé de mécontents et non mécontents est un facteur important par lequel le groupe mécontent peut être marginalisé par lui-même. C'est la raison pour laquelle, les chiffres annoncés par les différents groupes par rapport au nombre de participants dans une action collective sont toujours contredits. La marginalisation du mécontentement, comme une manœuvre efficace, diminue fortement la possibilité l'accès aux buts dans un milieu de rivalité sociale. En France, le public n'intervient guère sur la scène du conflit social, car c'est l'État qui contrôle légitimement l'ordre social.

La confiance sociale est un autre élément culturel influant sur le lien du mécontentement avec la société. La constellation de groupes sociaux rivaux détermine le niveau de la confiance en les acteurs et en les groupes. La confiance en le groupe mécontent dans un champ de conflit détermine la stratégie et l'intensité de l'action protestataire dans un répertoire d'action protestataire. La confiance sociale peut diminuer les angoisses issues du mécontentement et hiérarchiser les actions protestataires de mécontents. La négociation comme moyen de résoudre un conflit nécessite un niveau minimum de confiance sociale. Le caractère de la réciprocité de la confiance sociale, dans un état de négociation peut garantir la justification d'informations constituant des contrats finaux. Dans ce cas, les forces manifestées d'un mécontentement portent moins la violence, de sorte que la confiance réciproque puisse diminuer l'intensité de l'action violente pleine d'énergie, d'irritation, cherchant à être libérée publiquement. La "confiance" et la "peur" sont deux éléments déterminants dont la combinaison définit l'intensité et la forme d'actions protestataires issues du mécontentement.

1-10-2-4-*Personnalité française*

Il est très difficile de retrouver les caractères communs aux membres d'une société où il existe beaucoup de sub-cultures de régions différentes. Par exemple, on se dit que les gens de l'Est sont plutôt froids dans leur relation avec les autres, alors que les gens du Sud sont très chaleureux ou que les Parisiens sont toujours pressés ! Une partie de la population française se compose de différents peuples immigrés venus de régions méditerranéennes, telle qu'espagnole, marocaine, portugaise, algérienne, italienne... De plus, il existe certaines langues locales qui sont pratiquées dans leurs régions. Mais pourtant après la Révolution de 1789, il y avait une tentation très forte pour unifier les différents pays en une seule nation avec une langue commune. L'industrialisation et l'urbanisation remplaçaient localement la population. Les villes sont consistées de deux parties ; le centre de la ville, d'une architecture plutôt traditionnelle, jouant un rôle essentiel dans la construction de la loyauté et la fidélité des individus avec leur origine ; et l'agglomération consistuée de grands bâtiments, surtout HLM, qui rassemblent les gens déracinés de leurs régions. L'espace urbain se compose à la fois d'éléments traditionnels et modernes dont la combinaison contradictoire garantit la continuité de la socialisation française. L'unité de la culture est produite par les politiques de l'État à travers un système d'éducation commune et de langue unique. Dans ce cas, pour trouver certains caractères historiques et modernes d'une "personnalité typique française", il convient d'étudier certains personnages ayant vécu et pouvant représenter les caractères de groupes auxquels ils appartiennent, par exemple, le Général de Gaule dans l'espace politique ou J.P. Sartre et M. Foucault dans l'espace intellectuel. La personnalité française cependant peut être reconnue par les groupes sociaux. Par exemple, les journalistes ont des caractères communs, cependant, ils ont certaines qualités qui leur sont personnelles. Un autre mode de connaissance de cette personnalité est la détermination de certains caractères propres issus du sentiment de mécontentement social que nous allons développer.

La question originelle qui se pose est de savoir comment la personnalité française issue de la socialisation française agit, quand elle est dans une situation menaçante ? En outre, est-ce que les Français se comportent culturellement de la même manière quand ils sont mécontents d'une situation problématique ? Répondre à cette question n'est pas méthodologiquement facile, mais certains caractères visibles, comme l'âge, le sexe, la profession, le niveau d'étude, la situation familiale, le revenu peuvent nous donner la possibilité de vérifier leurs liens avec le processus social du mécontentement. De plus, on peut ajouter trois caractères suivants. Le premier est la verbalisation des objets du mécontentement dans les réseaux sociaux fermés, qui joue un rôle très important dans la vie quotidienne. Les Français expriment en premier lieu leurs mécontentements chez leurs proches en lesquels ils ont une grande confiance. Le deuxième est que les Français tentent en principe d'éviter les actions naturellement violentes quand ils sont mécontents. En effet, ils tentent d'être libéré de certains sentiments naturels du mécontentement par un intermédiaire institutionnellement assuré. Par conséquent, les Français mécontents évitent toujours de se confronter *directement* aux adversaires dans le cas du conflit social, individuel ou social. Le troisième est une tendance à agir collectivement contre un malaise social, par exemple, signer collectivement une pétition. En effet, la collectivisation d'action protestataire contre un malaise social peut diminuer l'angoisse individuelle issue du mécontentement.

1-11-Modèle théorique explicatif du mécontentement

Le processus du mécontentement peut être expliqué par ses deux dimensions : la genèse du mécontentement et le fonctionnement de celui-ci. Pour expliquer la genèse du mécontentement, on insiste surtout sur l'influence d'"injustice sociale" comme un facteur déterminant reflétée dans la conscience collective. Le sentiment d'injustice sociale peut être consisté en trois dimensions suivantes ; politique, économique et culturelle (juridique ou

mobilité sociale). Sur la dimension politique, l'accès au pouvoir n'est pas égale pour touts les acteurs sociaux, mais est-ce qu'ils ont une perception par laquelle la distribution du pouvoir peut être jugée comme juste ou injuste ? On peut faire l'hypothèse que si l'accès au pouvoir est très limité et barré, le mécontentement, réservé sous certaines conditions, est capable de se construire de façon "complète".

L'accès aux ressources économiques est une autre dimension d'injustice sociale qui permet aux acteurs sociaux d'avoir un jugement social de leur société en fonction de leurs positions sociales bénéficiant de la disponibilité des ressources économiques. Avoir un emploi, par exemple, est un moyen insérant l'individu dans le système économique régularisant la vie quotidienne, mais la question qui se présente est de savoir si les acteurs sociaux ont l'impression que l'accès aux ressources économiques est arrangé socialement de manière que toutes les positions sociales puissent en bénéficier équitablement ? L'accès au pouvoir ou aux ressources économiques dépend-t-il des positions sociales héréditaires ou par contre, est-ce que les caractères acquis de l'individu jouent un rôle important ? Le développement de la 'société' inspire l'idée que les avantages hérités sont moins importants que les avantages acquis, mais pourtant la hiérarchie continuelle des positions sociales ne permet pas, surtout dans la culture étatique, aux caractères acquis d'être dans un rôle plus important. Dans ce cas, un répertoire d'arguments se produit pour persuader les individus d'accepter socialement les résultats négatifs blessant leur dignité. Par exemple, pour un concours administratif, il faut d'abord préparer une "demande" puis passer un examen. Pour ne pas vexer les non-admis, un répertoire d'arguments tels que ; la limite de budget et de postes, l'abondance de candidats, la composition du jury, les arrêtés ministériels, les rituels administratifs, etc. est disponible. L'injustice économique et politique est approuvée par une culture de la justification argumentaire présentant un type de "responsabilité collective" mettant les individus dans une situation incertaine. L'impuissance de l'individu à changer

l'arrangement d'éléments constitutifs d'une situation menaçante, d'une part, et la conscience qu'a l'individu de son impuissance, d'autre part, sont des facteurs permettant au mécontentement social d'émerger.

Le lien de l'injustice sociale et la théorie constitutive du mécontentement peut être développé de façon différente. Les combinaisons entre les quatre éléments constitutifs du mécontentement sont influencées par les trois dimensions de l'injustice sociale. On commence d'abord à étudier la relation de l'injustice et l'objet du mécontentement. L'"injustice politique" peut définir un objet de mécontentement comme une relation réciproque de domination sociale réalisée par le "pouvoir". Le mécontentement aura donc un aspect politisé, soit latent soit manifeste, orienté progressivement vers l'émancipation de l'individu vis-à-vis du pouvoir. En outre, la vie quotidienne va être libérée étape par étape du système politique républicain où il ne se produit ni l'attitude forte contre le système républicain ni l'attitude forte de la participation dans le champ politique. L'"injustice politique" conduit idéologiquement un objet de mécontentement à un problème anormal moins individualisé que systémique trouvant une résolution au niveau sociétal.

L' "injustice économique" définit, selon la notion de *l'insuffisance*, un objet de mécontentement comme une position de déséquilibre entre le "revenu et la dépense" créant des difficultés essentielles sur un déroulement de vie ordinaire. L'aspect économique du mécontentement présente une attitude sociale de "bien-être" passé au travers de la valorisation des objets ordinaires de la vie quotidienne. L'"injustice économique" définit un objet de mécontentement comme un problème anormal plutôt systémique trouvant une résolution consistant en la participation de toutes les forces sociales déterminant la redistribution des ressources économiques.

L' "injustice culturelle" caractérise l'objet du mécontentement comme l'accès inégal aux solutions légitimes dépolitisées et non économiques d'un conflit, de sorte qu'il soit

capable de redéfinir la vie ordinaire de manière désirable. L'aspect culturel du mécontentement insiste sur l'espérance courageuse donnant une énergie pour faire avancer la vie quotidienne. La solidarité entre les mécontents est un indicateur culturel créant une ambiance conduisant à lutter contre les barrières qui leur font face. D'une manière opposée à l'injustice politique et économique, l'injustice culturelle oriente souvent l'objet du mécontentement vers un problème individualisé plutôt que systémique. Dans cette perspective, le sentiment d'injustice de la mobilité sociale verticale joue un rôle essentiel activant les couches sociales défavorisées contre l'inertie sociale.

Il existe donc deux attitudes fortes et opposées issues de l'injustice sociale renforçant le processus social du mécontentement. D'une part, une "*attitude transcendante*" qui amène le mécontentement individuel sur le mécontentement systémique, et d'autre part, une "*attitude immanente*" qui réduit le niveau de mécontentement à être individualisé. Le contexte social où le mécontentement se construit est un facteur contextuel déterminant l'intensité du sentiment d'injustice sociale. Si les positions sociales permettent aux facteurs de l'inégalité sociale d'être déterminants pour l'accès aux avantages sociaux, le sentiment de l'injustice sociale renforcera alors le processus social du mécontentement vers un niveau systémique plutôt qu'individuel.

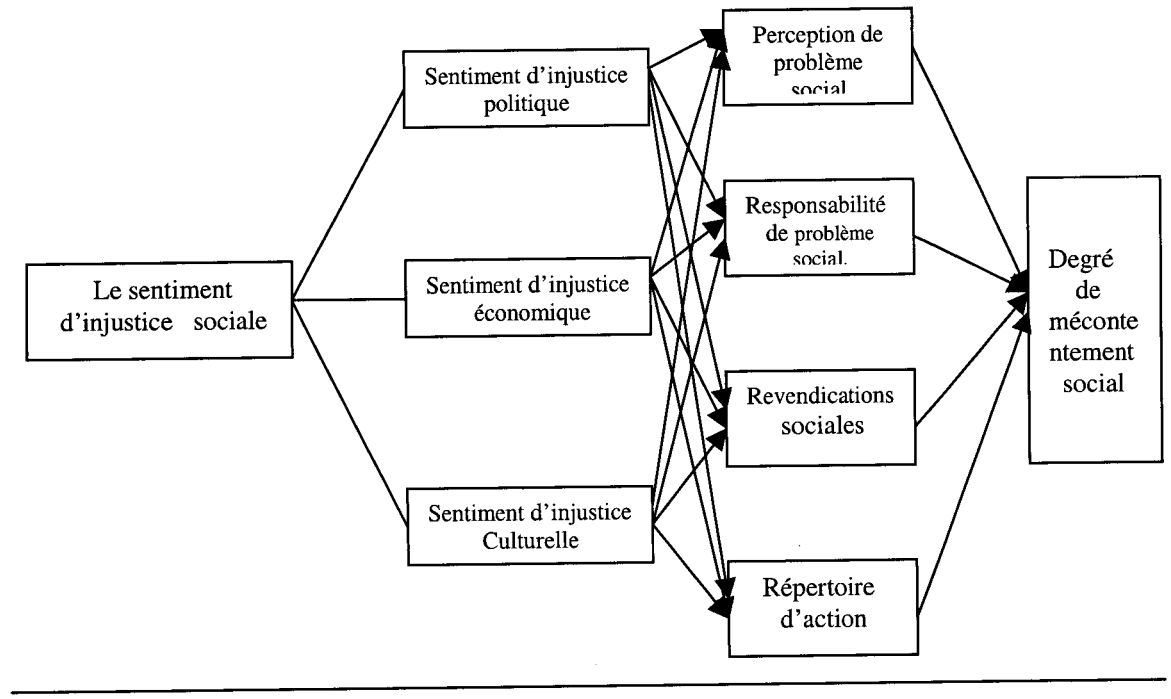
L'attribution de la responsabilité est le deuxième élément de la théorie constitutive du mécontentement ayant une relation directe avec l'injustice sociale. L'"injustice politique" ou économique conduit l'attribution de la responsabilité plus à un type systémique qu'à un type individuel, alors que l'accès à la mobilité sociale verticale peut probablement diminuer l'intensité d'attribution de responsabilité sur le système politique et également économique. En France, le gouvernement est la première cible visible recevant les menaces de l'attribution de la responsabilité de malaises sociaux, alors l'hypothèse qui va se présenter est la suivante ; plus le sentiment d'injustice politique et économique augmente, plus l'attribution causale de

responsabilité sociale au gouvernement augmente et le degré de mécontentement également. Alors que, si le sentiment d'accès à la mobilité sociale verticale intervient dans les relations ci-dessus, le gouvernement peut être libéré de certains jugements, de telle sorte que la responsabilité de malaises sociaux va être partagée entre les différents groupes sociaux. En effet, une mémoire philosophique et collective de l'injustice sociale joue un rôle conduisant à morceler la "responsabilité totale ou abstraite" attribuée au gouvernement, entre les groupes sociaux fortifiés économiquement et politiquement. La responsabilité sociale de malaises sociaux est partagée entre les groupes défensifs et offensifs, bien que le gouvernement ait toujours une contribution importante à ce propos. Les catégories sociales ont différentes attributions causales par rapport à la responsabilité du gouvernement dans les conflits sociaux.

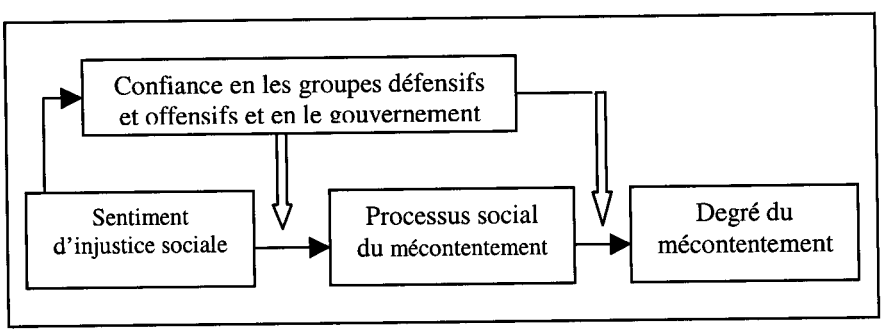
Le sentiment d'injustice sociale a une étroite relation avec le type de revendication exprimé par les mécontents. Le "sentiment d'injustice économique" donne une nature objective aux revendications pouvant être compensées par les résolutions matérielles. Le "sentiment d'injustice politique" conduit les revendications plutôt à un type subjectif visant un changement systémique au niveau national. Mais le "sentiment d'injustice politique" ne manifeste pas les causes visibles comme les objets propres du mécontentement politique, alors que le sentiment d'injustice économique est capable de produire les objets réels du mécontentement dans la vie quotidienne.

Le répertoire d'actions protestataires est un autre élément important de la théorie constitutive du mécontentement qui subi le sentiment d'injustice social par lequel l'intensité d'une action protestataire est déterminée. Le sentiment d'injustice économique ou politique accélère continuellement la vitesse de l'action protestataire en fonction de la décision de groupes adversaires, alors que le degré d'accès à la mobilité sociale verticale peut diminuer l'intensité de l'action protestataire.

Le schéma ci-dessous illustre les relations entre le "sentiment d'injustice sociale" et les éléments de la théorie constitutive du mécontentement et dès lors, le degré du mécontentement.



Dans ce modèle base théorique, un autre facteur déterminant peut intervenir à savoir la "confiance sociale" en les groupes défensifs, offensifs et également en le gouvernement. Le schéma théorique précédent peut donc globalement être développé de manière suivante :

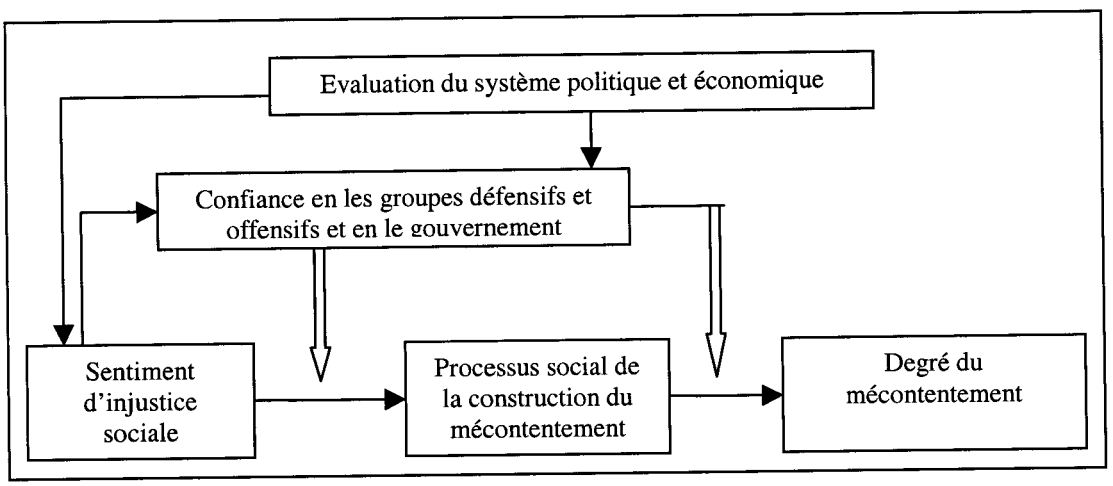


La "confiance sociale" est capable de déconstruire la configuration sociale du mécontentement complet. Dans ce cas, faire confiance au gouvernement joue un rôle déterminant. Par exemple, en France, lorsque la Gauche est au gouvernement, le nombre de manifestations de rue va relativement diminuer, puisque le nouveau gouvernement fait renaître la confiance de ceux qui sont mécontents de certaines politiques du gouvernement précédent. La confiance sociale en les groupes sociaux garantit la continuité d'un système social contractuel et par conséquent, les ressources se redistribuent lentement dans les voies rationalisées supportant la stabilité conflictuelle.

Le sentiment d'injustice sociale pouvant se composer de plusieurs dimensions, dans une société industrialisée, obtient un caractère substituant lui permettant d'être présenté par une combinaison entre ses différentes dimensions. Le sentiment d'injustice politique étant à un moment donné la cause de grands changements sociaux, comme la Révolution de 1789 et les événements de 1848, est transformé en une cause banale, dans un contexte républicain, alors que le sentiment d'injustice économique prend une influence importante. Dans cette perspective, c'est plutôt une inégalité entre les positions sociales qui détermine le mode de la combinaison entre les dimensions du sentiment d'injustice sociale. Le degré du mécontentement social, dans ces conditions, varie en fonction de la proximité de la position sociale de mécontent vis-à-vis des positions sociales économisées, politisées, et personnalisées des adversaires. En outre, par une pluralisation du champ d'injustice sociale, le processus de la fertilité sociale du mécontentement est transformé progressivement en un modèle plutôt "inachevé ou improductif". Le sentiment d'injustice sociale activait le mécontentement, sur un parcours successivement avancé de son émergence jusqu'aux actions protestataires autour d'un malaise social objectivé, alors que par une division d'espaces de

l'injustice sociale, les différentes ruptures entre les d'éléments constitutifs du mécontentement va être produit. L'"*injustice sociale abstraite*", a progressivement et rationnellement évolué vers un type de l'"*injustice compensable*" (l'équité) issue de la division de l'espace d'injustice. Par conséquent, le "sentiment d'injustice compensable" conduit le mécontentement social à un type de revendications objectivées et réalisables accompagnées des résolutions matérielles basées sur le principe de l'équité.

Dans ce modèle théorique, un autre facteur important, l'"évaluation du système politique", peut intervenir. Le schéma suivant illustre les interrelations entre les éléments de ce modèle théorique.



Les groupes offensifs exprimant toujours un nouveau changement sur la distribution des ressources incitent indirectement les individus à faire estimer, de façon personnelle ou collective, officielle ou officieuse, les risques du système politique. Les différents aspects du système politique peuvent être considérés comme objet de cette estimation. Les aspects les plus importants, selon le rythme de l'échelle d'Osgood, sont, à savoir: l'attitude générale, l'efficacité et enfin la compétence du système politique ou du gouvernement. L'évaluation du système politique démontre dans quel état se trouve la possibilité d'une réussite politique.

L'évaluation positive du système politique peut augmenter le niveau de la confiance en les groupes politiques opposants qui aboutit à une culture philosophique par laquelle le niveau de satisfaction quant aux attentes est déterminé. La relation entre la confiance en les groupes sociaux et l'évaluation du système politique est capable de créer un type de futurologie rationnelle contrôlant intérieurement le niveau du sentiment d'injustice sociale et par conséquent, le degré du mécontentement. Bien qu'un dicton français dise que « 'un' tiens vaut mieux que 'deux' tu l'auras », la confiance sociale peut apporter une raison ordinaire jusqu'au niveau systémique.

La Construction Sociale du Mécontentement en France

DEUXIÈME PARTIE

MÉTHODE DE RECHERCHE

DEUXIEME PARTIE

2-1-Méthode de recherche

2-1-1-introduction

L'objectif de cette recherche est la mesure d'un modèle théorique de mécontentement se construisant. Deux points de vues, en général, au début, peuvent être observés. Le premier point de vue insiste sur la mesure d'objet de recherche sur le terrain ou la mesure de la construction d'un "objet en action". Dans ce cas, la meilleure façon de mesurer un objet en action est probablement la technique d'"observation participante" qui permet aux observateurs de poursuivre dynamiquement la construction des événements autour d'un objet de recherche. Mais pourtant, il n'est pas toujours aussi facile, pour diverses causes, d'avoir une occasion d'observation directe sur l'objet de recherche en train de se construire. En revanche, l'observation indirecte ou par un intermédiaire, peut aider efficacement les observateurs à fournir les données d'une analyse primitive.

Les comportements de mécontents, collectifs ou personnels, sont les objets d'études qui peuvent s'observer relativement dans certaines conditions données. Dans notre recherche, nous avons bénéficié de cette technique pour préparer les "indicateurs mesurables" de variables d'un modèle théorique de mécontentement. Par exemple, pour qu'on puisse établir un répertoire d'actions protestataires, nous avons observé les comportements de mécontents, peu importe les objets de mécontentement, mais partout et selon les possibilités ; dans la rue, à la télé, dans les journaux, les conversations inopinées, etc. Grâce à toutes ces possibilités, nous avons pu modestement hiérarchiser les actions protestataires par lesquelles l'intensité d'action issue du mécontentement peut se mesurer sur une échelle. L'observation indirecte nous permet de fournir les éléments de cette échelle qui peut se combiner avec les autres variables.

L'observation d'un objet en action est une technique modeste qui permet seulement une description de contexte social et d'objet de recherche dans son milieu, alors que l'on a besoin, d'une certaine façon, d'une répétition de mesure d'objet de recherche pour vérifier le modèle théorique causal de mécontentement social. En outre, par la description, on ne peut pratiquement pas vérifier un modèle causal, bien que, par cette technique, les éléments nécessaires pour examiner le modèle puissent se retrouver de manière plutôt réelle. De plus, les résultats de ce type de recherche ne peuvent pas arriver à un niveau généralisé, puisqu'ils dépendent d'une condition propre à un objet propre dans un temps et un lieu propre. B. Latour fait une description, avec un certain nombre de règlements, dans son ouvrage *'la science en action'*, des activités de certains scientifiques dans un laboratoire de recherche propre, mais, dans ce cas, la question méthodologique qui se pose est de savoir si l'on peut généraliser les résultats acquis pour arriver à une théorie générale de la construction sociale de la science ? L'aspect répétitif d'objet de recherche, lui-même et sa mesure également, permet d'avoir une analyse sociologique par laquelle la possibilité de généralisation, cependant limitée, de modèle théorique est méthodologiquement faisable.

Une autre technique d'observation participante est présentée par A. Touraine et son équipe. Dans ce type de recherche, le sociologue va devoir intervenir dans le corps d'un mouvement social en retirant les identités cachées de participants. Par cette technique d'intervention, les participants d'un mouvement social deviennent informés par les sociologues de leurs positions sociales réelles dans la société dans son ensemble, c'est-à-dire qu'ils doivent leur faire comprendre leurs capacités et leurs chances de réussite. En outre, dans ce cas, le sociologue tente pratiquement de faire sortir les participants d'un mouvement contestataire, d'une utopie sociale et ensuite de les faire rentrer dans une société industrialisée réelle.

Dans cette technique de recherche, une équipe de sociologues participe à certaines réunions des délégués de participants d'un mouvement contestataire de sorte que les sociologues jouent un rôle intermédiaire entre l'ordre social de la société et les membres rebelles. Par des débats dirigés vers ces acteurs, comme une technique de "débat en groupe", le sociologue peut analyser, de manière psychosociologique, la reconstruction d'une réflexion subjective d'un malaise social qui était probablement la cause de mécontentement.

Cette méthode d'intervention sociologique possède, d'une part, un aspect pratique d'approche des acteurs mécontents pour pénétrer subjectivement leur sens commun, mais d'autre part, elle peut manipuler artificiellement, volontairement ou involontairement, les attitudes des participants d'un mouvement social. De plus, l'ambition de la réunion est artificielle, de sorte que les comportements des acteurs peuvent être significativement différents de leurs actions dans les cas réels. Le mécontentement, avant tout, est un "sentiment naturel" qui ne relève que d'une situation perçue réellement menaçante. Dès lors, l'intervention sociologique d'un sociologue ne peut arriver à une situation problématique qu'artificiellement, de ce fait les causes de mécontentement vont être rationnellement verbalisées autour de l'identité d'acteur.

Sur le plan du raisonnement, les résultats issus de cette technique de recherche sont très limités et, également, son efficacité est mise en question. Ces résultats n'aboutissent pas à une théorie sociale générale de mécontentement, car l'objet de recherche est limité dans une condition propre avec certains participants opposés séparés de la situation ordinaire. La technique d'intervention était une méthode initiale espérant la résolution d'un conflit social sans intervention du pouvoir et appliquée de préférence dans une "communauté" tenté d'utiliser des méthodes modernes dans une 'société' industrialisée.

Une autre technique de recherche a été utilisée par P. Bourdieu dans son ouvrage "*La misère du monde*" avec les carnets de doléances des acteurs dans la vie quotidienne sous

l'influence d'un système économique et politique propre. Le sociologue permet aux acteurs d'exprimer leurs souffrances telles qu'elles sont ; ensuite, les paroles ont été enregistrées de façon convenable pour qu'il puisse, à un moment donné, les décrire. Cette technique possède également une nature descriptive qui analyse la situation produisant du mécontentement social. Il décrit la structure sociale créant des souffrances, mais à travers les propos d'acteurs qui ont subi des interviews ainsi que ses collègues et lui-même. L'interview profonde donne linguistiquement les données très riches de contenu de doléances, mais, également, elles sont très limitées de sorte qu'elles ne peuvent pas permettre à un modèle causal de se vérifier. Par exemple, si les acteurs n'expriment pas certains mots en rapport avec l'injustice sociale, il ne peut pas en résulter que la doléance n'a pas de liens avec l'injustice sociale. Par contre, si on décide de sélectionner un autre échantillon, par exemple dans un quartier du seizième arrondissement de Paris, les résultats seraient effectivement d'une autre nature. En effet, si on ne mesure pas l'influence d'une situation d'injustice sociale dans deux groupes différents, économiquement aisés ou défavorisés, mélangés dans le même échantillon, on ne peut probablement pas mesurer pratiquement le poids de cette influence dans un modèle causal de mécontentement. En d'autres termes, on peut globalement argumenter que l'injustice sociale a une influence très lourde sur les souffrances sociales, mais, pratiquement, on ne peut plus déterminer ce poids d'influence.

Les différentes perceptions d'injustice sociale permettent d'avoir des possibilités de mesure de l'influence de l'injustice sur la construction sociale de mécontentement à la base d'un modèle théorique causal. Certes, on peut appliquer une théorie explicative d'un objet propre à travers un échantillon propre de façon aléatoire avec la technique d'interview profonde non standardisée, mais il faut rappeler que cette application d'une théorie sera faite de manière tout à fait descriptive et qu'elle n'est pas capable pratiquement de nous aider à vérifier un modèle théorique causal général.

L'"individualisme méthodologie" insiste sur le rôle d'individu comme un principe initial pour une recherche sociologique. Par cette manière de recherche, on va expliquer un phénomène social avec des conséquences d'actions individuelles. R. Boudon[1] insiste que l'individualisme méthodologique n'a rien à voir avec l'*individualisme* comme une valeur morale. Par l'individualisme méthodologique, on va expliquer le phénomène social au travers de l'agrégation d'actions et d'attitudes d'individus étant contactées avec ce phénomène-là. Par exemple, selon cette perspective méthodologique, le mécontentement peut se définir comme un phénomène social ; son explication se réalise à partir d'une agrégation de mécontentements des individus par rapport d'un problème social propre.

La logique de cette méthode de recherche oblige un passage de l'individu au collectif, alors qu'on peut analyser le collectif issu des interactions entre les individus. L'individualisme méthodologique peut être appliqué pour expliquer des phénomènes sociaux qui se construisent par les interactions intersubjectives de manière qu'elles demeurent dans la conscience sociale. Dans ce cas là, la mémoire sociale est une source unique par laquelle le phénomène social peut être expliqué.

Chaque membre de société porte effectivement deux types de mémoires sociales ; le premier type est une mémoire personnelle morcelée et le deuxième sera les expériences sociales accumulées à l'égard des autres, y compris la totalité de la société. Ainsi, les patrimoines objectivés d'une Nation sont les mémoires collectives qui peuvent être considérées comme une source de données pour expliquer probablement les attitudes et les comportements de population de ce pays. Le sentiment de mécontentement social d'un malaise social s'est resserré dans la mémoire personnelle morcelée et il s'est également présenté dans les expériences accumulées ou la mémoire collective. C'est la tâche méthodologique de recherche qui nous conduit à découvrir les relations causales entre les

[1] - Raymond Boudon, 1991, Individualisme et holisme dans les sciences sociales, in Birnbaum Pierre et Jean Leca, *Sur l'individualisme*, sous la direction, presses de la fondation nationale des sciences politiques, 380p.

facteurs sociaux pour expliquer le mécontentement social, c'est-à-dire que la mémoire collective ne peut pas donner directement les causes sociales d'un phénomène social. Certes, l'individu est capable, au niveau personnel, de retrouver les causes derrières ses attitudes et ses comportements ou, également, avec un coefficient de faute, les attitudes et les comportements d'autrui, mais, au niveau sociologique, ce sera très difficile d'arriver à expliquer les relations sophistiquées causales d'un malaise social. Au niveau sociologique, on a besoin des différentes données d'une population à l'égard d'un problème social par lesquelles on puisse construire un modèle causal pour bien montrer les interrelations entre les facteurs sociaux.

Le 'mécontentement de la situation économique' est un sujet qui mérite d'être expliqué avec un modèle causal en passant d'une manière simplement descriptive qui décrit le commentaire de construction de mécontentement. Dans ce cas, les techniques descriptives peuvent être appliquées pour la conceptualisation de la construction du mécontentement. Les méthodes descriptives et explicatives ou qualitatives et quantitatives peuvent arriver dans un état complémentaire pour mesurer un sujet multidimensionnel comme le mécontentement social.

2-1-2-Méthode choisie

Interview avec le questionnaire

Notre objet de recherche nous permet de bénéficier des différentes techniques pour que nous puissions bien mesurer cet objet. C'est la nature de notre objet de mesure et sa théorie explicative qui nous conduisent vers le choix de technique de mesure. Le modèle théorique causal de mécontentement se compose de certains éléments explicatifs qui doivent mesurer chacun entre eux de manière propre et convenable. On a donc des différentes techniques mesurant les différents éléments de ce modèle théorique, mais il sera efficace

qu'elles puissent se rassembler dans une technique générale, c'est-à-dire le "questionnaire". On va donc tenter de construire un questionnaire qui peut mesurer à la fois les différents éléments théoriques, mais également, avec un 'esprit unique', de mesurer la construction sociale de mécontentement. Ce questionnaire n'est pas tout simplement une collectionneuse de questions et de techniques de mesure, mais, en plus, un instrument unique avec un aspect constitutif de mécontentement social. Par ce type de questionnaire, on a tenté de faire en sorte que l'objet de recherche se construise en même temps que les questions s'avancent étape par étape. Le mécontentement social va se construire par un contact entre l'individu et le questionnaire pendant minimum, 40 minutes et dès lors, les résultats de cette rencontre seront les mesures des éléments constitutifs de la théorie de mécontentement social. L'individu s'engage, par la théorie de mécontentement, à continuer de répondre aux questions jusqu'au bout de questionnaire. L'individu va s'orienter activement par la structure de questions issues de la théorie de mécontentement. Ce questionnaire reprend donc un contenu solide et unique au-delà de la structure hiérarchisée de questions.

La "technique de scénario", par exemple, c'est une technique qui permet aussi à un objet d'être mesuré en même temps qu'il est progressivement en train de reconstruire subjectivement le sujet. La construction d'un objet de mesure peut être analysée par la mise en manœuvre et ensuite par enregistrer ses réflexions. Bien que la "technique de scénario" permette à l'objet d'être en train de se reconstruire, les résultats sont plutôt issus des imaginations d'un acteur, c'est-à-dire qu'on ne peut pas distinguer les données réelles des données imaginaires. Dans ce cas, on a toujours des soucis pour la nature de données rassemblées, car tous les facteurs nécessaires pour reconstruire un objet de mesure ne peuvent être représentés dans une technique de scénario, donc elle se sera composée des éléments sélectionnés incomplets.

Dans notre recherche, en s'inspirant de l'aspect constitutif de la technique de scénario, on a tenté que l'esprit total de notre questionnaire soit, en ensemble, plutôt, comme un 'scénario réel' de la vie quotidienne qui permette aux acteurs de s'engager concrètement avec les éléments de questionnaire. Pour ce faire, on peut distinguer trois caractères spécifiques de notre questionnaire : il s'agit de l'équité, de la réalité et de la solidarité.

2-1-2-1-Équité dans la construction du questionnaire

On a sérieusement tenté de considérer les différentes attitudes des interlocuteurs et c'est la raison pour laquelle on ne débouchait pas, de façon anthropologique, sur un mouvement propre ou les sujets spécifiques, c'est-à-dire les mécontents ou les blessés d'un problème social. Bien que ce type de recherche soit très efficace pour 'décrire' les événements et déduire les indicateurs réels afin de mesurer le mécontentement, il ne permet pas d'aboutir à une vérification d'un modèle théorique causal. Pour réaliser une mesure équitable, il faut donner aux interlocuteurs toutes les possibilités de répondre à chaque question, par conséquent, les questions totalement fermées ne seront plus utiles. Néanmoins, les questions tout à fait ouvertes ne sont pas aussi convenables, dans notre cas, car elles sont utiles pour les enquêtes très profondes descriptive et anthropologique, sur les sujets propres. Dans une interview limitée par le temps, ce ne sera pas possible de poser plusieurs questions totalement ouvertes. Cet obstacle est encore insoluble pour que le nombre d'interviewés ait considérablement augmenté. Pour résoudre ce type de problème, il faut retrouver un moyen convenable qui permet, d'une part, de pouvoir poser certaines questions nécessaires et, d'autre part, d'avoir les possibilités de représenter des répertoires de réponses issues d'observations réelles pour chaque question posée dans le questionnaire. Dans une société industrialisée, l'évaluation sociale a été progressivement transformée plutôt en un état hiérarchisé que dans un état sur un continuum entre deux pôles extrêmes. Les techniques de recherches, qui se

construisent à la base d'une échelle de réponse issue d'observation réelle, seront utiles pour mesurer les indicateurs de modèle théorique de notre recherche. Ce type de question n'a pas de problèmes de question fermée en deux réponses et ceux de question ouverte à répondre. Pourtant, c'est très probable qu'il existe certaines réponses en dehors de répertoire de réponses représentées pour chaque question, alors qu'elles ne créent pas de problème. Pour avoir un questionnaire équitable, on a posé les questions avec un répertoire de réponse à une échelle qui permet aux interlocuteurs de répondre de façon libre et volontaire. L'esprit d'équité inspiré par le questionnaire incite les interviewés à participer à l'interview, malgré sa longue durée. Les tests primaires de questionnaire (trente questionnaires) nous ont donné des preuves positives de l'efficacité de l'équité dans la construction de notre questionnaire.

2-1-2-2-Réalité sociale des éléments du questionnaire

Le répertoire de réponse pour chaque question a été préparé par les observations directes ou indirectes sur les différents événements contestataires en France. Les données de certains sondages publiés par des journaux ou les données de SEFRES à propos de certains sujets sociaux ainsi que les autres récentes recherches pratiques étaient des sources pour retrouver les faits et ensuite, pour les transformer comme un élément de réponse dans le répertoire de réponse. On a forcement évité des réponses imaginaires qui sont déjà un problème historique méthodologique pour mesurer les attitudes et également les comportements :il se crée probablement un clivage géant entre la mesure de l'attitude et la mesure du comportement. On a modestement tenté de minimiser l'effet de ce type de problème méthodologique par l'utilisation des réponses réelles dans un répertoire de réponse qui permet aux interlocuteurs d'entrer dans une ambiance plus proche de la réalité de la vie quotidienne pour répondre aux questions posées. De plus, avec les interlocuteurs d'un même

échantillon, les attitudes et les comportements se mesurent dans une même ambiance par un questionnaire unique qui permet de se diminuer le clivage entre les deux objets de mesures.

L'utilisation de mots ordinaires dans le langage semi-formel de ce questionnaire est un autre facteur qui approche l'objet de mécontentement de la mémoire de l'interlocuteur. Les mots utilisés dans la formation des questions se sont structurés de façon à donner aux interviewés envie de réaliser leurs mémoires autour de l'objet de mesure. Les mots sélectionnés sont d'abord simples pour qu'ils puissent être compris dans même sens par tous les interviewés et ensuite ils sont neutres pour éviter de créer des écarts.

2-1-2-3-Solidarité des éléments de questionnaire

Le questionnaire ne s'est pas simplement préparé comme un ensemble de questions, mais plutôt comme une unité qui représente les éléments de la théorie de mécontentement. Les contenus de questions dans leur ensemble, créent un esprit unique dont le fonctionnement est très important pour garder les interlocuteurs enthousiasmés jusqu'à la dernière question du questionnaire. L'unité de questionnaire est un contexte pour examiner la construction du mécontentement social autour du sujet suivant, la "situation économique actuelle", bien que l'on puisse mesurer un autre sujet de mécontentement dans une même structure de questionnaire. La hiérarchisation des questions vient de la logique de théorie constitutive du mécontentement qui débute par la perception d'un problème social comme un objet menaçant les intérêts d'individu. Les mesures d'éléments de notre théorie de mécontentement, sont accompagnées, dans le questionnaire, par les mesures des facteurs issus d'un modèle théorique considéré comme les causes de la construction du mécontentement social.

Enfin, ce sont les caractères individuels qui doivent mesurer les influences sur la construction du mécontentement social. Le questionnaire se compose donc des différents éléments à mesurer dont les places deviennent importantes pour représenter les questions dans

un ensemble unique. Dans ce cas, le questionnaire apparaît comme un scénario dans lequel les interviewés participent volontairement et avec enthousiasme, de sorte qu'ils ne seront plus simplement des personnes qui répondent indifféremment à certaines questions séparées. La structure de ce questionnaire peut être utilisée pour les autres sujets de mécontentement alors que son contenu doit adopter le sujet visionné. La combinaison de questions a été plusieurs fois examinée pour qu'il soit possible de retrouver le meilleur état de présentation de questions où, d'un côté, les indicateurs issus de modèle théorique peuvent être tous représentés, et où, d'un autre côté, le questionnaire a un caractère de flexibilité.

2-2-Echantillon et la population de recherche

La ville de Metz a été choisie comme le lieu de recherche. La population de recherche a été sélectionnée tout à fait par hasard entre les habitants du "centre ville" et les "banlieusards". Les enquêteurs sont passés chez les enquêtés pour faire un '*interview avec un questionnaire*'. Selon l'évaluation d'enquêteurs, l'accueil de la part des enquêtés était amical, et l'envie de participer à l'interview était considérable, même si la durée était plus au moins longue. Nous avions plusieurs réunions avec les enquêteurs et nous nous étions fixés deux objectifs en permanence ; d'abord, une connaissance primitive du questionnaire et l'application de la méthode de l'interview avec le questionnaire chez l'enquêté et ensuite, à double reprise, des tests de questionnaire avec les personnes connues par les enquêteurs.

2-3-Mécontentement comme un objet évoluant

Pour vérifier l'évolution du mécontentement social, on a tenté d'appliquer la théorie du mécontentement avec les données historiques sur certains événements sociaux du XVI^{e} siècle où la communauté et la hiérarchie sociale s'étaient progressivement retrouvées transformées. Une comparaison historique nous permet de montrer comment la combinaison d'éléments du

mécontentement a progressivement évolué sous deux différents types de contextes sociaux. L'**O**bjet social menaçant, l'attribution de la **R**esponsabilité, exprimer les **R**evendications et les **A**ctions **P**rotestataires sont les éléments constitutifs de la théorie du mécontentement (**ORRAP**) qui historiquement se vérifient pour distinguer les types différents de mécontentement social.

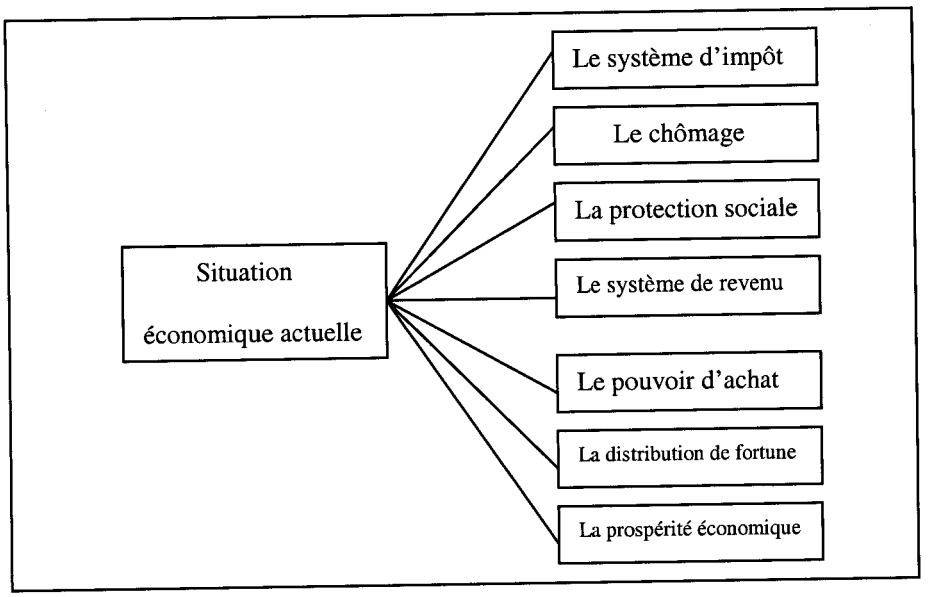
Deux genres de méthodes comparatives peuvent se distinguer pour mesurer les types différents de mécontentement qu'il s'agisse ; de la "*comparaison intergroupe*" ou de la "*comparaison entregroupe*". La première se construit autour d'une comparaison entre au moins deux sociétés avec des cultures différentes. Par exemple, en Europe, une comparaison du mécontentement social, soit historique soit actuelle, entre les sociétés française et anglaise ou germanique est capable de montrer les différents genres de mécontentement qui peuvent renvoyer aux différents contextes sociaux qu'elles possèdent. Le capitalisme, même s'il a des caractères communs, n'a pas les mêmes réflexions dans les différents contextes sociaux. Par exemple, en France, la réflexion politique du capitalisme était très forte de manière qu'elle a finalement abouti à la Révolution de 1789, alors qu'en Angleterre, l'aspect civique du capitalisme s'est agrandi, de sorte qu'il existe toujours la forme du régime monarchique.

La deuxième méthode comparative peut se faire dans une même société, soit locale ou dans les différents champs de la société, soit nationale ou entre les différentes époques de la transformation de la société. Le mécontentement social est un sujet capable d'être appliqué sur les deux genres de méthode de la comparaison, soit "entre les sociétés" avec les indicateurs équivalus soit dans la "même société". Mais cette deuxième méthode peut être appliquée pour montrer la transformation du mécontentement social en France, puisque, premièrement, il ne soit pas nécessaire de sortir de la culture française et deuxièmement, pour que l'on puisse vérifier les indicateurs d'une même théorie du mécontentement. Après avoir eu ce type de comparaison, on pourrait prolonger l'ampleur de la recherche vers une méthode

de comparaison entre les différentes structures sociales en même nature, par exemple, les sociétés industrialisées.

2-4-Variable dépendante : le degré de mécontentement

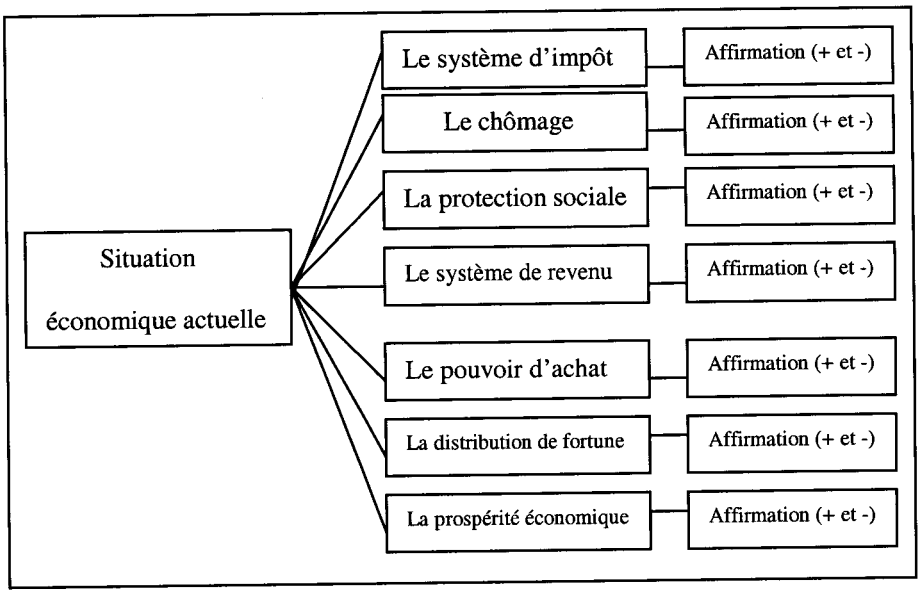
Le modèle théorique du mécontentement se compose de certaines variables qui doivent être mesurés sur le terrain. D'abord, on commence par la construction de la variable dépendante, c'est-à-dire le "degré de mécontentement". L'objet du mécontentement, dans cette recherche, est un objet multidimensionnel ; la "*situation économique actuelle*". Les différents indicateurs sont capables de mesurer cet objet, mais ce qui est important c'est l'aspect accumulant de ses indicateurs, de sorte qu'ils puissent dans leur ensemble mesurer la globalité de cet objet. Pour cette raison, au début, on a choisi certains indicateurs socioéconomique pouvant arriver à une accumulation finale. Après un examen élémentaire de ces indicateurs, on a sélectionné sept d'entre eux de manière qu'ils aient une consistance interne. Ces sept indicateurs choisis sont à savoir : L'"impôt", le "chômage", la "protection sociale", le "revenu", le "pouvoir d'achat", la "prospérité économique" et la "distribution de fortune".



Certes, on peut très brièvement poser une seule question simple pour que l'on puisse mesurer directement l'opinion de l'individu à propos de la "situation économique actuelle". Mais ce type de mesure ne nous donne pas beaucoup de possibilité pour analyser un objet multidimensionnel comme celui-ci. Dans ce cas, les réponses sont très globales et de plus, l'ampleur des réponses n'est pas assez large pour que l'on puisse distinguer les groupes différents de mécontents. Dès lors, on a besoin d'une méthode capable quantitativement de mesurer à la fois les sept indicateurs constitutifs du mécontentement quant à la situation économique actuelle sur une échelle cumulative très large avec les intervalles égales. On appelle cette échelle cumulative "*le **Degré de Mécontentement quant à la Situation Économique actuelle***" (**DMSE**). Pour cette raison, l'échelle de « Likert » est la meilleure technique qui nous permet d'analyser la fluctuation du "degré de mécontentement" sur une échelle numérique.

Pour chaque indicateur, on a établi deux affirmations opposées, l'une positive et l'autre négative, capable de mesurer dans leur ensemble équitablement les indicateurs mentionnés ci-dessus.

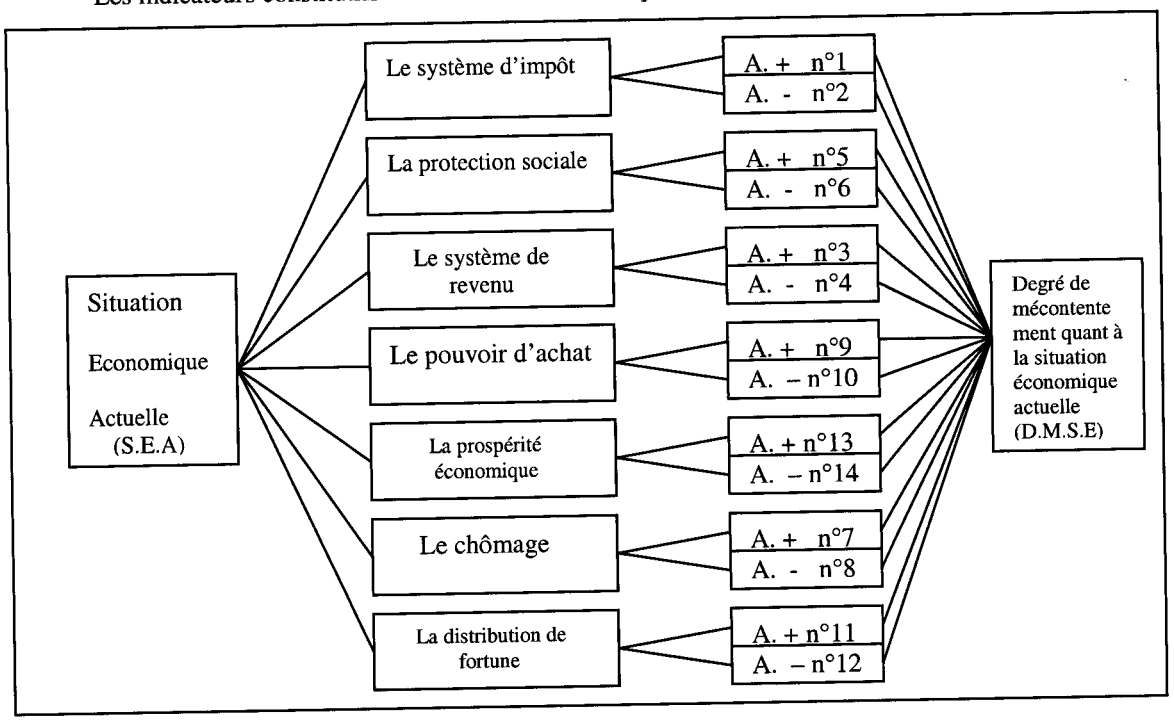
Les indicateurs constitutifs de la situation économique actuelle.



On a dès lors quatorze affirmations cumulatives ($7 \times 2 = 14$), de sorte que chacune ait une échelle de cinq réponses (à savoir ; tout à fait d'accord, d'accord, indifférent[2], pas d'accord et pas du tout d'accord). Chaque réponse peut apporter un chiffre de 1 à 5 selon son orientation. À la fin, il donne une échelle numérique de fluctuation du "degré de mécontentement" quant à la situation économique actuelle capable de coulisser de 14, signifiant un état de "moins mécontentement" à 70, signifiant un état de "plus mécontentement". Dans cet ordre d'importance, la fluctuation de la variable indépendante, c'est-à-dire le "degré de mécontentement à propos de la situation économique actuelle, va être mesurée quantitativement.

[2] - On n'a pas pu trouver un autre terme moins neutre à la place de "indifférent".

Les indicateurs constitutifs de la situation économique actuelle comme objet du mécontentement



Les quatorze affirmations de cette échelle sont à savoir :

a. **Impôt** :

1-Affirmation positive : un certain nombre de personnes disent que le système d'imposition actuel est un système juste et qu'il ne doit pas être changé.

2-Affirmation positive : on entend beaucoup dire que le système d'imposition actuel est injuste et qu'une réforme est nécessaire.

b. **Revenu** :

3-Affirmation positive : certaines personnes disent que dans le système économique actuel les revenus sont distribués de telle manière qu'ils diminuent l'inégalité sociale.

4-Affiration négative : un certain nombre de personnes disent que la distribution de revenus est injuste et qu'elle augmente l'inégalité sociale.

c. **Sécurité sociale** :

5-Affirmation positive : certains disent que la sécurité sociale est une chose essentielle en France, et que malgré toutes ses dépenses et ses déficits elle devrait être renforcée par le gouvernement.

6-Affirmation négative : on entend beaucoup dire que les coûts de la sécurité sociale sont trop

élevés, et il faut que les Français cotisent davantage.

d. **Chômage** :

7-Affirmation positive : on entend dire que le chômage est une chose normale pour tous les pays industriels (par exemple ; USA, Japon, Allemagne, ...) ainsi sera-t-il mieux accepté.

8-Affirmation négative : certaines personnes disent que le chômage est un phénomène inacceptable et la cause de toutes les graves difficultés sociales et donc qu'il faut sans aucun doute le combattre à tout prix.

e. Pouvoir d'achat :

9-Affirmation positive : on entend dire que les gens Aujourd'hui, peuvent acheter au Marché et dans les grandes surfaces ce qu'ils veulent et ce dont ils ont besoin sans faire attention aux prix et sans aucune peur de paiement.

10-Affirmation négative : un certain nombre de personnes disent que tous les jours ils attendent jusqu'à ce que les prix de certains articles baissent afin qu'ils puissent acquérir ce dont ils ont besoin au moindre coût.

f. Partage des richesses :

11-Affirmation positive : un certain nombre de personnes disent que dans le système économique française, la distribution des richesses est dans un état d'équilibre qui empêche la pauvreté.

12-Affirmation négative : on entend dire que le partage des richesses est injuste par conséquent il existe de la pauvreté et des mouvements sociaux.

g. Prospérité économique :

13-Affirmation positive : on entend beaucoup dire qu'à l'avenir la prospérité économique et par conséquent le niveau de vie va encore augmenter pour tous.

14-Affirmation négative : certains disent qu'il n'existe pas à long terme d'indicateurs économiques favorables à la prospérité pour augmenter le niveau de vie.

En suivant l'étape prochaine, nous allons examiner la consistance interne ou la fidélité de la mesure de cette échelle pour qu'elle puisse nous montrer précisément quelle affirmation n'a pas probablement de lien avec les autres, de manière assez satisfaisante. Une telle affirmation doit être mise en dehors de l'ensemble d'affirmations. Cette échelle composée des affirmations positives et négatives permet à son objet d'être mesuré de manière équitable.

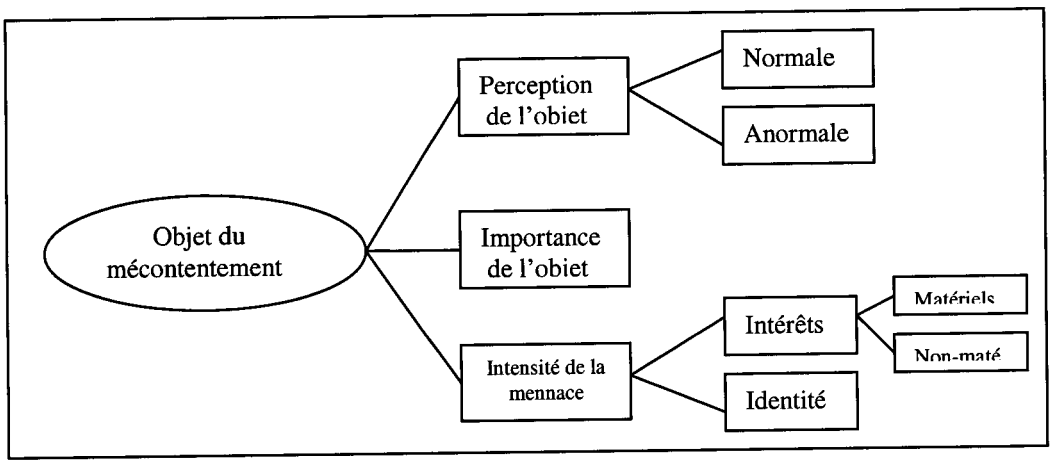
Pour faire valoir la validité de la mesure du "degré de mécontentement" par ces quatorze affirmations, une autre mesure directe peut s'appliquer. Pour ce faire, une question est directement posée à propos de l'évaluation de la satisfaction quant à la situation économique actuelle avec une possibilité de réponse à sept degrés. Les réponses à cette question peuvent mettre en relation avec la fluctuation de l'échelle du "degré de mécontentement", s'ils ont une corrélation significative, il s'ensuit que les quatorze affirmations ont pu mesurer correctement le "degré de mécontentement". L'échelle du degré de mécontentement quant à la situation économique actuelle composée de ces affirmations mesure dans leur ensemble précisément l'objet de recherche, alors que la question simple veut mesurer la globalité de l'objet de recherche. La première porte une nature numérique avec les intervalles égaux selon la définition, c'est-à-dire que la note 50 obtenue par une personne signifie qu'elle est relativement deux fois plus mécontentes que quelqu'un avec une note de 25. La question simple a une nature qualitative ordinale, c'est-à-dire que le degré de mécontentement peut être ordonné selon les notes obtenues. Dans ce cas, on pourrait simplement dire que, par exemple, la personne A est plus ou moins mécontente que la personne B. L'échelle composée de quatorze affirmations est capable de recouvrir les résultats obtenus quant à la question simple pour mesurer le degré de mécontentement. En réalité, on constate que le "degré de mécontentement" varie visiblement de façon qu'on puisse l'ordonner relativement dans certaines catégories.

2-5-Mesure des éléments constitutifs du mécontentement

2-5-1-Objet du mécontentement ; la situation économique actuelle

La "situation économique actuelle" étant choisie dans cette recherche comme l'objet du mécontentement, doit se mesurer en trois aspects, à savoir ; la perception de l'objet du mécontentement, son importance et l'intensité de sa menace perçue, ainsi que le schéma

suivant les représente. Le processus de l'objectivation du sujet de mécontentement joue un rôle primaire pour faire démarrer le processus de la construction du mécontentement.



Le questionnaire se construit autour d'une réalisation de ce problème social et commence par une perception de celui-ci (Q.1). On ne voulait pas tout simplement que les mécontents soient sélectionnés en tant que nos interlocuteurs, mais par contre on souhaitait d'avoir un échantillon tout à fait mélangé parmi les différentes catégories et diverses attitudes face au problème objectivé et présenté à travers ce questionnaire. Les diverses attitudes permettent aux causes probables des différentes perceptions à propos d'un sujet unique d'être analysées. La relativité de la perception d'un problème social, voire général, donne la possibilité d'une analyse statistique pour montrer ses corrélations avec les autres éléments de la théorie du mécontentement.

2-5-1-1-*Perception de l'objet du mécontentement*

La question N° 1 montre la perception de l'objet du mécontentement grâce à une échelle hiérarchisée de réponse permettant aux interlocuteurs de bien ressentir une ambiance de situation où le problème est situé. La perception d'un problème social se diffuse habituellement par les groupes sociaux surtout les groupes politiques. Les problèmes sociaux sont représentés au public de manières différentes par les groupes de gauche et les groupes de droite. Les catégories sociales voient les problèmes sociaux de façons différentes et qu'une échelle hiérarchisée de réponse issue de la littérature courante de groupes permet aux individus d'exprimer équitablement leurs réflexions à propos de la situation économique actuelle comme objet de mécontentement.

2-5-1-2-*Importance de l'objet de mécontentement*

La question n°2 veut mesurer l'importance de ce problème. "Mettre en discussion", c'est le point central pour mesurer l'importance d'un sujet social, surtout chez les mécontents qui préfèrent toujours verbaliser leurs sujets du mécontentement. Cette verbalisation se construit par un réseau de jugements accompagnés des divers et différents "adjectifs" sous l'influence de la culture des groupes sociaux auxquels les mécontents appartiennent. C'est la raison pour laquelle, dans la littérature française, les "adjectifs", positifs ou négatifs, sont largement développés et disposent d'une place inéluctable dans la structure de la phrase. La famille, comme noyau primitif des réseaux sociaux, est le premier espace dans lequel les membres se parlent sur les sujets sociaux problématiques.

2-5-1-3-*Menace perçue de l'objet du mécontentement*

Pour arriver à suivre la construction de l'objet du mécontentement, la question n°3 est penchée sur l'intensité de la menace issue de la situation économique actuelle. Une règle en

cent degrés permet à cette menace perçue d'être mesurée de façon très précise en comparaison d'une échelle en cinq ou en sept degrés. La "menace", en général, est le facteur le plus important définissant le "degré de mécontentement". Dans ce cas, la "menace", soit imaginaire soit réelle, est un phénomène qui se produit par les toutes expériences mémorisées dans la conscience de l'individu et dans la conscience collective. La "situation économique actuelle" se reflète sur le déroulement de la vie quotidienne et se conserve dans la mémoire individuelle et collective. La question n°3 tente de mesurer l'intensité de la menace reflétée de cette "situation économique actuelle" perçue par les individus de notre échantillon. Les questions 17, 19 et 23 partagent la même idée.

2-5-1-4-*Intérêts de l'individu*

Les questions numéros 17, 19 et 23 vont mesurer la perception de l'individu de ses intérêts sous l'influence de cette situation économique actuelle. La question n° 17 propose une situation favorable et recherche des réflexions de cette situation idéale dans la conscience de l'individu par rapport à ses intérêts dans la société. La théorie d'Olson est la logique de la construction de cette question, c'est-à-dire que si les acteurs pensant que l'amélioration de cette "situation économique actuelle" est favorable à tous les citoyens, ils ne participeront pas probablement dans les actions contestataires directes et chères. Trois réponses sont proposées à cette question dans lesquelles l'interlocuteur peut retrouver son propre cas. Les réponses divisent les interlocuteurs en trois groupes possibles qui sont les suivants : tous les citoyens, un groupe de citoyens y compris interlocuteur et un groupe sans interlocuteur. Chacun de ces trois groupes où l'interlocuteur se retrouve donne un répertoire d'actions protestataires propre.

La question n° 19 veut mesurer le sacrifice probable des intérêts de l'individu dû à l'amélioration de la situation économique. Dans cette question, quatre types de sacrifice des intérêts sont proposés. Comme la question n° 17, trois groupes sont aussi proposés, mais de

plus, un autre groupe s'est ajouté de manière qu'il puisse contenir une comparaison entre les intérêts des riches et ceux de l'interlocuteur, lui-même. Les réponses peuvent coulisser sur un continuum de cinq degrés. Les individus qui sont près à sacrifier leurs intérêts vis-à-vis de l'amélioration de cette situation économique, eux, ils peuvent participer dans les actions contestataires directes et violentes.

La question n° 23 veut mesurer le droit de la compensation des dommages issus de la crise économique, c'est-à-dire que si les dommages arrivés ne sont pas causés par une faute personnelle, qui doit alors compenser ces dommages ? Dans ce cas, quel rôle l'État, qui est le plus important représentant de la société, joue-t-il ?

La question 23 se construit autour d'un continuum de sept degrés en fonction d'avoir le sentiment de droit par rapport à des dommages arrivés systémiques. Le système économique actuel contraint certaines normes qui ne sont pas favorables pour tous les citoyens. Ainsi, les verts sont en quelque sorte une réflexion des effets pervers de ce système économique qui se manifestent. Les individus étant influencés et contraints par le système économique recherchent toujours à trouver une résolution de compensation, mais pourtant dans tous les cas, il n'y a pas de solutions compensables de façon matérielle. Par exemple, le cancer issu de l'application de l'amiante ne peut pas être compensé par les solutions substitutives matérielles. L'État apparaît comme premier responsable pour compenser les dommages systémiques arrivés aux citoyens. L'État veut garantir les affaires publiques, comme la santé, puisque le "peuple" est responsable de lui-même et sans la responsabilité de l'État, selon la théorie d'Olson, la société industrialisée sera abandonnée librement d'elle-même. Ainsi, dans la société industrialisée, la protection sociale est organisée par le gouvernement sous certaines institutions officielles. La professionnalisation de l'aide sociale accompagnée des études universitaires propres joue un rôle essentiel dans le processus de la compensation des effets pervers du système économique et politique. Ces institutions de

protection sociale sont situées entre les contraints des systèmes sociaux et l'arrangement des comportements contestataires des individus. En outre, l'existence de ce type d'institution est un indicateur montrant la conscience sociale sur les souffrances issues de l'application du système économique industriel. Dans ce cas, le changement social dans le domaine des paysans pendant des générations est un exemple vivant et l'évolution du fonctionnement de l'État est très significative sur le plan du « développement de la société ». En France, l'État a succédé à la Monarchie avec la responsabilité du roi, c'est-à-dire une responsabilité concentrée et réelle.

2-5-2-Mesure de la responsabilité du problème social

En suivant les étapes diverses de la construction sociale de mécontentement, on arrive à mesurer la responsabilité de la situation économique actuelle comme objet menaçant. Pour les personnes qui évaluent cette situation comme objet menaçant leurs intérêts, il existe certains sujets très importants sur lesquels on doit réfléchir. L'un d'entre eux, est la "responsabilité de cette situation sociale menaçante". Il existe normalement certaines réponses habituelles à retrouver les responsables des problèmes sociaux. La question n° 9 va tenter de mesurer le niveau de la responsabilité probable attribuée à certains groupes sociaux par rapport à la situation économique. Le niveau de la responsabilité s'évalue par une échelle de sept points en deux pôles extrêmes de 'sans aucune responsabilité', d'un côté, et 'responsabilité totale', d'un autre côté. Les matières de cette question sont issues des discours politiques au cours des deux premières années de cette recherche, c'est-à-dire les années 1995-1998, surtout la littérature appliquée dans les élections présidentielles de 1995. La logique de cette question est de distinguer sérieusement la "responsabilité du système" de la "responsabilité en soi". On a donc sélectionné les responsables probables qui peuvent avoir ce type de caractéristique.

Les dix sujets sélectionnés, comme responsables, qui sont présentés à la conscience de l'interlocuteur sont à savoir : l'économie politique mondiale (responsable systémique et fictive), la mentalité française (responsable en soi et réelle), le capitalisme (responsable systémique mais fictif), le gouvernement (responsable systémique mais réel), les syndicats (responsable systémique mais réel), les partis de droite (responsable systémique et réel), les partis de gauche (responsable systémique et réel), l'union européenne (responsable systémique mais fictive), l'immigration (responsable en soi et réelle) et enfin la technologie moderne (responsable systémique mais fictive). L'ordre des éléments présentés dans cette question peut donner une façon de comparer sous-jacente pour une évaluation plus au moins réciproque entre les responsables probables de l'objet du mécontentement. Cette comparaison peut augmenter la validité des mesures de la responsabilité. Pour plusieurs raisons, on ne pouvait pas ajouter les autres catégories de réponse, alors que, bien sûr, elles peuvent dépasser les dix responsables probables présentées dans le questionnaire. Dans cette mesure, le nombre de responsables est moins important que la nature de la responsabilité pour la construction du mécontentement. Les différents modes de l'évaluation de la responsabilité produisent des diverses revendications.

La théorie de l'attribution causale indique essentiellement la "*volonté*" et la "*capacité*" du responsable qui seront jugées par les individus. Le gouvernement est un sujet essentiel, dans la société française, pour qu'il soit considéré comme responsable le plus important de certains malaises sociaux. Avant de l'avoir jugé comme responsable, la perception de la volonté et celle de la capacité du gouvernement jouent des rôles déterminants. Les questions numéros 6, 7 et 23 sont en relation avec la mesure de l'attribution de la responsabilité. La question 23 va mesurer l'importance de la responsabilité attribuée au gouvernement dans la société française et peut nous montrer l'"attente de droit produit" dans ce type d'attribution de la responsabilité. Cette question est représentée par une échelle de réponse en sept degrés. La

question n° 6 veut mesurer la capacité du gouvernement pour améliorer la situation, en mesurant la volonté du gouvernement.

2-5-3-Mesure des Revendications

Les efforts pour améliorer la situation menaçante aboutissent aux revendications qui sont en général de deux types à savoir : les revendications matérielles et les revendications immatérielles. La question n° 20 va mettre en rangs les douze indicateurs de deux types de revendications par les choix des individus en trois priorités. Dès lors, par ce type d'arrangement, chaque indicateur peut obtenir trois possibilités d'être choisi et une de ne pas être choisi. La fréquence issue de cette question montre comment se compose la structure d'indicateurs par ordre de préférence ?

La question n° 20 rassemble initialement les données de nature nominale, c'est-à-dire que chaque indicateur a une entité propre qui peut être mis en relation avec les autres variables, surtout le "degré de mécontentement". Par cette question, on veut mesurer la préférence probable d'un type de revendication. Les trois choix peuvent être combinés de manière différente, mais pourtant, par nature de cette combinaison, il est important de déterminer la primauté de l'un des deux types de revendications mentionnées ci-dessus. La logique de cette mesure est une possibilité de comparaisons entre les indicateurs présentés dans cette question, de sorte qu'avant d'avoir considéré tous les douze indicateurs, l'interlocuteur ne peut pas répondre à cette question. Par les deux pré-examens de cette question, on s'est bien aperçu que si le nombre de choix est inférieur à cinq, l'interlocuteur pourra mieux arranger les choix par ordre de référence, sinon il existerait une grande probabilité de confondre les choix. Dans ce cas, il est important de faciliter la formation de l'arrangement des indicateurs par ordre de préférence avec trois choix pour chaque indicateur.

2-5-4-Mesure du répertoire d'action protestataire

Le comportement protestataire est le dernier axe de la théorie du mécontentement. Les questions numéros 14 et 18 vont mesurer le répertoire d'actions probables, quand les individus sont mécontents. Le "degré de mécontentement" et l'intensité de l'action protestataire ont un lien positif déterminant partiellement le contenu du comportement. Les comportements contestataires ont un caractère essentiel commun qui les hiérarchise en fonction de leurs densités. L'échelle de Guttman nous donne une idée pour construire une forme de la présentation de diverses actions par laquelle on peut hiérarchiser les actions choisies par les interlocuteurs. Dans ces deux questions, les réponses ont été élargies de deux façons différentes.

La question n° 14 se compose de huit actions différentes accompagnées de la possibilité de réponse coulissant sur une règle de cent degrés. Ces actions présentées ont des différentes vitesses pour manifester le degré de mécontentement. La règle de cent degrés permet à cette vitesse d'être mesurée ponctuellement de manière qu'on puisse hiérarchiser plutôt pratique que théorique les actions protestataires dans un répertoire. La question n° 18 contient aussi huit actions protestataires qu'elles peuvent obtenir chacune une possibilité de réponse à un continuum de sept degrés. Par toutes les réponses de cette nature, on peut arriver à une hiérarchisation entre les comportements contestataires dans un répertoire d'actions protestataires.

Par ces deux questions 14 et 18, la "participation physique de l'individu" se distingue de la "participation de moyens". L'idée de ces questions vient de la théorie de Mac Carthy et Zald, d'une part, et la théorie de Ch. Tilly sur le répertoire d'actions contestataires en France, d'autre part. Le premier type de participation se constitue en les relations chaleureuses des individus dans les organisations protestataires. Le deuxième type insiste sur les actions de moyens permettant aux individus d'agir par les moyens dont ils disposent. Par exemple, la

forme d'action protestataire comme 'charivari' au XVI^{e} siècle et la 'grève' pour aujourd'hui sont du type de la participation physique. La question n°14 présente ces deux types d'action à savoir : le travail bénévole (action physique), l'aide financière (action de moyens), le sentiment de participation dans une grève propre ou occuper des bureaux.

La manifestation (Fillieule O., 1997) joue un rôle permanent dans le moment du mécontentement social, alors que son évolution montre qu'elle est transformée : d'un état prépondérant et agressif pendant la durée de la manifestation, elle devient un état de neutralité pendant ce moment. La comparaison des mimiques des visages des participants dans les manifestations d'étudiants de mai 68 et les lycéens en 98 ou en 99 montre que la "prestesse" a succédé à la "tristesse". Dans certains cas, on constate que les personnes mécontentes prennent des figures tout à fait contraires à leur sentiment de mécontentement ; par exemple, les politiciens, dans débats polémiques, sourient toujours même s'ils sont mécontents de leurs adversaires. On peut faire une hypothèse que la nature du "*syndrome de mécontentement*" est progressivement changée et, par l'accumulation des expériences, surtout culturelles, a plus au moins pu pratiquement produire une "*antitoxine sociale*" permettant aux individus de diminuer les effets d'angoisse du mécontentement. La société industrialisée est un contexte favorable pour développer le "syndrome de mécontentement", alors que les individus émancipés de la terre tentent de minimiser les inquiétudes issues du mécontentement enlevé. Les différentes catégories sociales établissent les différentes "antitoxines" contre l'attaque du mécontentement, ainsi que l'art se divise entre 'l'art populaire' et 'l'art aristocratique'. Le sport, l'art, les loisirs sont les moyens qui peuvent calmer des angoisses accumulées issues du mécontentement, mais chaque catégorie sociale a un goût propre pour neutraliser les forces de ces angoisses. La question qui se pose est de savoir si le combat entre les détenteurs des ressources et les exigeants d'acquérir les capitaux sociaux est un combat avec une seule résolution possible ?

La 'manifestation' et la 'grève' sont deux éléments importants dans la théorie du comportement collectif contestataire. Pourquoi, parce que l'individu va disparaître dans la collectivité dans laquelle il recherche un support social devant les risques probables dont il est conscient. Le deuxième point est que l'individu croit que la force de la collectivité est plus efficace que celle de l'individu dans les combats pour changer la constellation des positions sociales. Et le facteur le plus important est que l'individu recherche un moyen social pour diminuer ses souffrances et ses angoisses venant du mécontentement. Si le mécontent se trouve lui-même dans un groupe avec le même sentiment de souffrance, alors il peut soulager plus ou moins ses angoisses avec les sympathies d'autrui. Les mécontents ont envie donc de surestimer le nombre d'individus mécontents qui souffrent comme eux-mêmes. La question n° 22 veut mesurer une telle surestimation.

La question n° 18 se construit plutôt autour de la responsabilité du gouvernement par rapport à l'amélioration de la situation économique. Le répertoire d'actions contestataires contre le gouvernement, quand les acteurs pensent à la responsabilité du gouvernement, s'est progressivement composé de certains éléments objectivés par lesquels la réussite est plutôt plausible. La logique de cette mesure est issue de la théorie de A. Hirschman qui insiste sur la "loyauté" et l'"échappement". Est-ce que les acteurs mécontentés vont maintenir leurs loyautés par rapport au gouvernement ou par contre, prennent-ils de la distance avec celui-ci ? Dans la société industrialisée, la responsabilité du gouvernement est une cible essentielle pour viser le changement systémique. Par exemple, si les immigrés sont maltraités par le gouvernement, la seule action imaginée sera donc l'attaque contre les forces gouvernementales, comme les individus domestiques, d'ailleurs, qui font le même type de contestataire. La question n° 18 peut nous donner une hiérarchie d'actions protestataires contre le gouvernement et la vitesse des actions selon les deux types comportements proposés par Hirschman. La confiance en le gouvernement dans les situations menaçantes permet au

système politique de conserver sa légitimation pour avoir le droit d'application la violence officielle. Un continuum de sept degrés va mesurer la vitesse de chaque action protestataire.

2-6-Variables indépendants

2-6-1-Confiance sociale

Les variables indépendantes du modèle théorique du mécontentement doivent être mesurées en fonction de la nature de chacun d'entre eux. La confiance sociale en les groupes sociaux étant une variable essentielle peut se mesurer sur une échelle de sept réponses, puisque la confiance sociale a une nature relativisée selon la condition donnée et de plus, selon l'objet de la confiance. Il est donc important de présenter la "confiance" comme sujet d'une même question pour les différents groupes sociaux simultanément. Les groupes sociaux qui sont présentés dans le questionnaire sont à savoir : les "partis de droite", les "syndicats", l'"église", le "gouvernement", les "partis de gauche", les "journalistes", les "intellectuels".

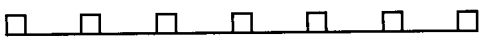
En s'inspirant de la méthode de sociométrie de Moréno, on a établit trois types d'évaluation de la confiance dans les groupes sociaux nous permettant de montrer une constellation de groupes de la part des individus de l'échantillon. La 'société' se compose de réseaux sociaux et chacun d'entre eux tente d'envoyer une perception de la nature de son existence sociale vers les autres, mais comment apparaissent-ils dans la conscience collective des membres de la société ? Quels groupes sont isolés socialement et sont-ils très proches des individus ? La place de centre dans cette constellation est occupée par quel groupe ? C'est-à-dire quel groupe s'est-il situé au centre de toutes références sociales pour arranger les intérêts des groupes et d'individu ?

La logique de la détermination de la constellation des groupes sociaux est de sorte qu'on puisse vérifier son poids d'influence afin de résoudre les conflits sociaux. On présente une liste de groupes et on demande aux individus de choisir les trois groupes auxquels ils font

le plus confiance (les groupes références) et d'exprimer quels sont les deux groupes qu'ils choisissent rarement (les groupes isolés). Le gouvernement entre les groupes sociaux occupe une place équilibrante.

2-6-2-Évaluation du système politique

L'évaluation du système politique est un autre facteur très important à mesurer, mais comment peut-on le faire ? Le système politique est un sujet multidimensionnel qui rend assez difficile cette mesure. La technique de *semantic differencial* d'Osgood nous permet de construire une échelle multidimensionnelle afin d'arriver à mesurer le système politique. Cette échelle se compose de onze paires de notions opposantes que chaque paire se situe sur les pôles d'un continuum en sept degrés permettant aux interviewés d'exprimer équitablement leurs jugements. Les onze paires notions sont à savoir :



Actif	Passif
Traditionnel	Moderne
Diminue l'injustice	Accroît l'injustice
Gaspilleur	Epargnant
Diminue l'inégalité	Accroît l'inégalité
Augmente les conflits	Résout les conflits
Stable	En crise
Décevant	Prometteur
Rassurant	Inquiétant
Du côté des riches	Du côté des pauvres
Accroît la liberté	Diminue la liberté

Ces onze paires de notions ont été sélectionnées parmi certaines autres, de sorte qu'elles soient les indicateurs mesurant des caractères structurels et également, pour qu'elles puissent évaluer les "*attitudes*", la "*capacité*" et le "*fonctionnement*" du système politique. Les notions opposées comme "active/passive", "traditionnel/moderne" et "du côté des riches/du côté des pauvres" font mesurer l'*attitude générale* du système politique. Le *fonctionnement* du système politique s'évalue avec les notions opposées suivantes ; "diminue

l'injustice/accroît l'injustice", "diminue l'inégalité/accroît l'inégalité", "gaspilleur/épargnant" et "accroît la liberté/diminue la liberté". La *capacité* du système politique sera évaluée par des paires de notions comme "augmente les conflits/résout les conflits", "stable/en crise", "décevant/prometteur" et "rassurant/inquiétant".

Cette évaluation du système politique est réalisée par les interlocuteurs, c'est-à-dire qu'ils font représenter leurs opinions sur une échelle par rapport à la perception qu'ils ont du système politique. En outre, la réflexion de certains aspects propres du système politique sur l'intersubjectivité de l'échantillon peut être représentée par une coulisse sur l'échelle présentée. Le système politique est une réalité sociale qui s'est incarnée par la force du gouvernement, mais l'évaluation de celui-ci passe à travers la conscience commune des membres de la société se divisant entre les catégories sociales. Dans ce cas, la perception du système politique est donc mesurée et par conséquent, on ne recherche pas la nature intime de celui-ci ; s'il est bon ou mauvais.

2-6-3-Injustice sociale

Les diverses dimensions de la justice sociale sont mesurées avec une règle en cent degrés qui permet aux interlocuteurs exprimer leurs attitudes sur un continuum très étendu. Cette règle est construite par les chiffres de 'pourcentage' (Q. 32) s'utilisant dans les conversations ordinaires, bien qu'elle soit probablement un peu difficile à appliquer par les illettrés. Le pourcentage, certes dans certains cas, est plus proche de l'actualité de la vie quotidienne que le continuum en cinq ou sept degrés. L'exemple convenable est la valeur d'un franc qui se compose de cent centimes et les prix d'articles indiqués aux rayons, dans les magasins, sont chiffrés par les centimes. La bourse ou la température sont des autres exemples qui s'utilisent toujours, en plusieurs fois dans même jour, par les diverses émissions de Météo et Bourse. Ou encore, pour mesure une attitude, c'est très courant que l'on se dise ; « on est

sûr », « cent pour cent » ou « cinquante cinquante ». La mesure de l'injustice sociale mérite donc qu'elle soit évaluée sur une échelle plus large (comme une règle) que sur un continuum en des degrés très proches.

Les divers indicateurs de l'injustice sociale sont représentés par différentes questions mais dans un même sens. L'injustice sociale, dans notre questionnaire, se compose de 17 indicateurs à propos de l'injustice politique, de l'injustice économique, de l'injustice judiciaire, de l'injustice quant à la mobilité et de l'injustice quant à la capacité sociale de l'individu. Dans le domaine politique, « l'accès au pouvoir », « la protection politique pour accès au pouvoir » et « la différenciation politique » sont des indicateurs représentés dans le questionnaire (Q. 32, items 2, 5, 6 et 8). L'injustice économique est mesurée par « l'accès aux ressources économique », « lutter contre la corruption », « le développement économique », « l'impôt » et enfin, « la distribution de revenu ». Ils sont réalisés par les items : 1, 7, 13, 14 et 15 dans la même question 32. L'injustice judiciaire se compose des indicateurs suivants : « la capacité de changer une loi injuste » et « la discrimination judiciaire » (Q.32, items : 9, 10, 11 et 12). L'injustice quant à la mobilité ascendante se caractérise par « l'accès aux positions sociales plus favorisées » (Q. 32, items : 1, 3 et 4).

La règle de cent degrés veut mesurer la "perception de l'injustice sociale" dans notre échantillon, car "l'injustice sociale" apparaît comme un sujet trop difficile à mesurer au niveau large. On ne peut pas déterminer le « niveau réel de la justice sociale » dans une société donnée, mais tout simplement il est possible de rechercher dans la conscience collective à trouver les traces de l'injustice sociale telle qu'elle est perçue. Les jugements des individus quant à la société dans laquelle ils vivent se produisent un objet mesurable, mais l'injustice sociale, soi-même, comme objet de la mesure, ne parvient pas à mesurer. Cela ne veut pas dire que « l'injustice sociale » n'existe que dans les têtes, par contre, « l'injustice sociale » se reproduit sans cesse comme un objet visible et compréhensif. La question qui se

pose alors est de savoir comment on peut mesurer « l'injustice sociale » ? Pour répondre à cette question, il sera utile de distinguer la "perception d'injustice sociale" de "l'injustice sociale" par laquelle la mesure de la perception de l'injustice, qui porte d'ailleurs les traces de l'injustice réelle, devient un objet mesurable.

2-6-4-Positions sociales

L'évaluation de la position sociale de l'individu, est un facteur très important pour donner une tranquillité (sang froid) face aux problèmes sociaux menaçant les intérêts ou l'identité de l'acteur social. Les questions de 24 à 27 sont proposées pour mesurer la 'distance sociale' et la 'position sociale de l'individu' dans la société. Est-ce que la distance sociale entre les plus riches et les plus pauvres augmente ? Les réponses peuvent se situer sur une échelle en sept degrés entre les deux pôles extrêmes ; très proche et très large (Q. 24).

Un autre indicateur pour la distance sociale est la prospective qui dépend de la mémoire du passé et la vie actuelle donnant dans leur ensemble un visage de l'avenir. La nature des expériences de la lutte collective contre l'inégalité et l'injustice sociale influe sur la construction sociale d'être pessimiste ou optimiste. La question 25 veut mesurer de façon nominale une telle expérience pendant les dix dernières années puis la question 26 tente même de découvrir la prospective dans les dix années à venir.

L'évaluation de la position sociale où l'individu se trouve est un objet de mesure qui joue un rôle très important dans le modèle théorique du mécontentement. La supposition de cette mesure est que, dans la société industrialisée, les individus sont plus au moins conscients de leurs statuts sur une hiérarchie sociale de société dans laquelle ils vivent. Alors qu'ils savent bien où se situent leurs places, ils deviennent par ailleurs conscients des places sociales d'autres personnes. L'évaluation du statut de l'autre personne est le premier critère social pour arranger les limites des relations entre les acteurs. La question 27 permet aux

interlocuteurs d'évaluer la place de leurs positions sociales sur une échelle en cent degrés. L'attitude des individus se concentre habituellement, dans ce type d'évaluation d'un sujet social important, autour d'un degré moyen d'échelle, c'est-à-dire que les individus de l'échantillon ont tendance à évaluer leurs positions sociales autour de l'axe moyen, car la couche moyenne se compose aujourd'hui d'une grande partie de la population. Pour résoudre de ce problème, la possibilité de réponse a significativement élargi de manière numérique pour que la distance sociale des positions puisse être bien attribuée.

Le contenu de la formation du statut social est présentée (Q. 28) par cinq indicateurs qui sont hiérarchisés par ordre de préférence. La logique de cette question étant à la base de la théorie du capital de Bourdieu nécessite un ordre entre les différents capitaux par lesquels le statut social se reproduit pratiquement et théoriquement sans cesse. Cette question permet aux individus de l'échantillon de reconstruire réellement un statut social par un ordre de l'importance des capitaux sociaux selon les réflexions sociales qui viennent des relations de la vie ordinaire. Ce type de la perception de l'ordre de capitaux peut être différencié par les différentes catégories sociales. Le résultat obtenu quant à cette question nous permet de décrire un ordre d'éléments constitutifs du statut social et de plus de vérifier les liens du mécontentement avec les différents ordres d'éléments du statut social. Par exemple, est-ce que la priorité du capital politique influe plus sur le "degré de mécontentement" que celle du capital culturel ? Est-ce que, dans une société industrialisée, la construction de la personnalité peut être émancipée des influences lourdes du capital économique ? Bien que cette question soit posée plutôt de nature philosophique, mais portant on peut y répondre selon les données obtenues de ces comparaisons entre les différents capitaux constitutifs du statut social.

2-6-5-Caractères personnels

Les questions numéros 33, 34, 34.1 et de 37 à 44 s'occupent de mesurer certains caractères personnels de l'interlocuteur comme « l'appartenance à un groupe politique » (Q.34), « la sympathie pour les courants politiques » (Q. 33), « l'âge » (Q. 37), « la situation familiale » (Q. 38), « le niveau d'étude » (Q. 40), « la profession » (Q. 42), « le revenu » (Q. 43) et « le sexe » (Q. 44). Il est très difficile de dire quels sont les caractères de la personnalité française, bien que la culture française tente de rester unique pour une nation unique, c'est-à-dire la nationalité française. L'éducation commune qui se déroule par le gouvernement fournit des possibilités d'avoir une socialisation commune pour toutes les régions. Ainsi que tous les enfants et les adultes savent bien chanter la chanson suivant ; « *une souris verte, qui courait dans l'herbe, je l'attrape par la queue, je la montre à ces messieurs, ces messieurs me disent, trempez-la dans l'huile, trempez-la dans l'eau, ça fera un escargot tout chaud* ». Mais, la formation et le processus de la professionnalisation divisent le "degré de mécontentement" entre les catégories sociales, même que si le malaise social est universel. Le capital culturel acquis est capable de casser la puissance et l'accentuation du mécontentement social, alors que le capital économique, soit acquis soit hérité, fait renforcer la force du mécontentement issu de l'injustice sociale dû à l'accumulation du capital économique. Par le capital culturel, les acteurs peuvent acquérir les nouvelles positions sociales, quand ils reprennent les consciences de leurs statuts sociaux dans la constellation des positions sociales dans la société où ils vivent.

L'âge est un autre caractère de personnalité qui influe sur le "degré de mécontentement". L'accumulation de l'expérience sociale diminue probablement l'intensité du mécontentement, donc une société avec une population équilibrée peut faire balancer le "degré de mécontentement général" qui existe dans chaque situation sociale à un niveau propre. La France est un pays avec une population plutôt âgée, donc naturellement le

mécontentement social ne peut pas obtenir un caractère en diagonale, puisque les facteurs sociaux ne peuvent pas diriger le mécontentement vers un degré général unifiant les différents goûts des générations. On pourrait dire, dans la société industrialisée, qu'il existe une catégorie d'âge propre pour accélérer la vitesse du mécontentement social, mais pourtant on ne peut pas insister sur le sentiment propre des jeunes comme groupes susceptibles et détonants du mécontentement social. Le sentiment naturel, bien évidement, joue un rôle très important dans la construction d'un répertoire d'actions protestataires par rapport à un malaise social bien objectivé, mais pourtant il est simplement l'*un* des facteurs de la théorie du mécontentement qui a d'ailleurs différentes fonctions sur la construction de chaque étape du mécontentement, surtout sur la formation des actions collectives protestataires chaleureuses.

Le sexe aussi joue un rôle plutôt naturel dans la construction du mécontentement social. Est-ce qu'on peut dire que la manière de la construction du mécontentement chez les Françaises est différente de celle des Français ? Au XVI^{e} siècle, la présence des femmes n'était pas moralement acceptable dans les actions contestataires collectives des nobles contre le roi, mais chez le tiers-état, c'était tout à fait efficace qu'elles aient pu participer dans les manifestations locales et parfois agressives. On fait une hypothèse que le mécontentement des femmes a progressivement évolué du mécontentement de type plutôt 'familial' à celui de type plutôt 'identique'. Par le "mécontentement familial", on entend que les femmes partageaient le mécontentement de leurs familles, surtout celui de leurs maris, dans la communauté et contre l'extérieur. Alors que, le "mécontentement identique" se consacre plutôt à l'identité propre de la femme qu'elle partage avec les autres femmes dans une catégorie sociale féminine. Les différents mouvements féminins, dans les sociétés industrialisées, sont les exemples convenables dans ce domaine. Les Françaises ont envie de présenter elles-mêmes de manière égale que les Français dans les affaires sociales. Elles ont besoin, pour réaliser leur envie, d'un contexte social où elles se trouvent normalement plus contentes que mécontentes.

Les comportements contestataires des mécontentes donc sont différents avec ceux des mécontents sur un malaise social commun. En général, on peut faire l'hypothèse que le sexe influe sur la construction du mécontentement, c'est-à-dire sur la perception de l'objet du mécontentement, sur la reconnaissance de la responsabilité, sur le type de la revendication et sur le répertoire d'actions protestataires. Dès lors, on pourrait prudemment parler de "*mécontentement féminin*" et "*mécontentement masculin*".

Le 'revenu' apparaît comme un facteur économique personnel pouvant influer sur la construction du mécontentement social, mais le capital économique n'est plus un facteur déterminant, car les autres capitaux sociaux font participer comme intermédiaires dans la formation de cette relation. Le capital culturel donne une reconnaissance sur le capital économique et sur le revenu. C'est la raison pour laquelle, on pourrait dire qu'il existe une transformation sociale quant au revenu, c'est-à-dire un passage de la "somme du revenu" vers la "satisfaction quant au revenu" qui joue un rôle considérable sur la construction du mécontentement. En outre, la perception d'un déroulement rassurée de la vie ordinaire diminue le "degré de mécontentement". La question n° 43 veut mesurer la 'somme du revenu' et la question n° 36 veut mesurer la 'satisfaction quant au revenu' sur un continuum en sept degrés.

2-6-6-Valeurs sociales essentielles

La question n° 29 veut hiérarchiser les quatre valeurs essentielles à savoir ; la "justice", la "liberté", l' "égalité" et la quatrième le "développement économique". La logique de cette mesure est des comparaisons dichotomes entre les quatre valeurs pour qu'on puisse déterminer la priorité de chacune dans son ensemble. La technique de "comparaison en paires" permet d'avoir une hiérarchie entre les valeurs au niveau ordinal. Six comparaisons en paire seront nécessaires pour que toutes les valeurs soient comparées. L'interlocuteur choisit

sa valeur préférée dans chaque comparaison en paire et dès lors, il existera six sélections pour chaque interlocuteur. Les choix préférables aboutissent à un résultat ultime par rapport à la préférence de la population de l'échantillon. Dans le modèle théorique, 'l'injustice sociale' prend une place déterminante qui définit l'émergence du mécontentement, c'est-à-dire que si le contexte social est capable de la reproduire dans les relations sociales, le mécontentement social a la possibilité d'être émergé. Dès lors, la mesure de ce type de structure de valeurs préférables est nécessaire. La logique théorique de cette question vient de la théorie de la justice de Rawls fondée sur l'égalité des individus et sur l'égalité de droit d'accès aux possibilités sociales. Dans la société française, la justice sociale est une valeur préférable très importante qui influe favorablement sur l'orientation de relations sociales pour diminuer progressivement l'inégalité entre les forces des positions sociales. L'historique de la stratification sociale en France[3] montre que l'inégalité entre les positions sociales joue un rôle essentiel dans la détermination le destin social des individus. Dans un contexte républicain, l'accumulation des privilèges sociaux suscite le rôle déterminant de la valeur de la "justice" sociale, soit politique soit économique. En outre, la justice sociale, dans ce contexte social, parcourt un chemin d'objectivation par lequel la justice va sortir du débat théorique abstrait. Le système de la compensation de l'injustice sociale va tenter de soulager les effets pervers issus de la domination de cette condition sociale.

2-7-Questionnaire constitutif de mécontentement

Le questionnaire constitutif du mécontentement tente de faire construire le mécontentement autour d'un objet commun, comme dans notre cas, la 'situation économique actuelle', de sorte que les individus de l'échantillon puissent exprimer leurs attitudes par rapport à cet objet de recherche. Ce questionnaire se remplit comme une interview qui se réalise autour un objet propre. D'une part, le "degré de mécontentement" quant à la situation

[3] -cf. Mousnier Roland, 1969, Les Hiérarchie sociales de 1450 à nos jour, PUF, Paris

économique va être mesuré comme la variable dépendante et d'autre part, les éléments constitutifs du mécontentement et des facteurs sociaux de l'émergence du mécontentement peuvent être mesurés. Les données ainsi rassemblées peuvent fournir les possibilités d'examiner le modèle théorique constructif du mécontentement et en plus, il sera probable que l'on pourra arriver aux autres résultats inattendus qu'ils viendraient de mettre en manœuvre des variables proposées dans le questionnaire.

Les résultats bien évidemment, concernent la population de l'échantillon, mais sous certaines conditions, on peut les généraliser au niveau local et au niveau national. L'objectif de cette recherche n'était pas de découvrir les caractères propres d'une population limitée géographiquement et culturellement, au contraire le but s'est orienté vers l'examen d'un modèle explicatif du mécontentement dans un échantillon issu d'une société industrialisée. Par exemple, la méthode de *l'analyse événementielle* penche sur un événement propre pour le décrire, alors que ses résultats ne peuvent pas être généralisés. Au contraire, la mesure du "degré de mécontentement" dans une population de l'échantillon, par le questionnaire constitutif du mécontentement, permet de prévoir la structure du mécontentement social dans la société. Par cela, on peut probablement répondre à la question suivante ; est-ce que la société industrialisé a un niveau du mécontentement qu'on pourrait nommer une "structure *normale* de celui-ci", ou par contre, existe-t-il un biais significatif à l'égard du niveau du mécontentement pour être sorti de l'état normal ?

Le modèle théorique examiné pratiquement par les données obtenues de ce questionnaire peut réutiliser comme une hypothèse, de sorte qu'il soit capable d'être enrichi par l'intervention des autres facteurs sociaux. Ce questionnaire joue un rôle de guide afin d'orienter la trajectoire de l'interview pour que les éléments fondamentaux de mécontentement puissent d'être rassemblés et puis de les mettre en relation pour retrouver les corrélations entre eux.

La structure de ce questionnaire est en forme de l'*entonnoir* et c'est la raison pour laquelle le questionnaire démarre par une question de nature collective et générale, alors qu'il va finir par des questions délicates en forme personnelles. Dans ce cadre, les questions sensibles comme l'attitude politique se situent dans des places convenables où elles ne peuvent plus perturber la concentration de l'interviewé. La trajectoire de l'installation des questions a été deux fois pré-examinée[4] avant que la structure finale du questionnaire ait été déterminée. Dès lors, le risque de 'sans réponse' pour les questions sensibles a été donc diminué ensuite l'ambiance pour participer activement dans l'interview et répondre aux questions est satisfaisante. En outre, si les questions sensibles sont mal placées dans l'arrangement des questions dans ce questionnaire, elles augmentent donc le risque de 'sans réponse' pour ces questions. La première question a un rôle essentiel pour faire motiver les interlocuteurs sur les autres questions.

On a tenté que le langage de notre questionnaire ne soit ni loin du langage ordinaire ni loin de manière quasiment formelle. Pour ce faire, on a progressivement présenté chaque question aux différentes personnes, tout à fait par hasard, pour comprendre le sens exact de chaque mot dans la structure des phrases de questions. Certains dictons sont très convenables et pratiques comme un transfèrement des sens, mais en quelque sorte ils apparaissent de manière ambiguë dont les applications ne sont pas utiles. Les mots exacts, les sens clairs et les phrases communicatives sont les matières structurales de ce questionnaire.

[4] -Par une trentaine de questionnaires et avec les individus disponibles pour les enquêteuses.

La Construction Sociale du Mécontentement en France

TROISIÈME PARTIE

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Troisième partie

Présentation des résultats

3-1-*Introduction*

Dans cette partie, nous allons vérifier les résultats obtenus nous donnant la possibilité d'examiner notre modèle théorique du mécontentement social. Les résultats seront présentés d'abord de manière descriptive, ensuite, par les corrélations entre les variables et enfin, par le modèle statistique issu de la technique de régression multiple. Tout d'abord, nous allons commencer par le degré de mécontentement de la situation économique actuelle comme variable dépendante.

3-2-*Degré du mécontentement*

Les tableaux de fréquences suivants montrent les distributions de réponses aux affirmations constitutives de degré du mécontentement de la situation économique actuelle.

Affirmation 1 : un certain nombre de personnes disent que la distribution de revenus est injuste et qu'elle augmente l'inégalité sociale. (-)

Tout à fait d'accord	D'accord	Indifférent	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Total
61	80	15	17	5	178

Affirmation 2 : on entend beaucoup dire qu'à l'avenir la prospérité économique et par conséquence le niveau de vie encore augmenter pour tous. (+)

Tout à fait d'accord	D'accord	Indifférent	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Total
8	47	11	95	17	178

Affirmation 3 : on entend beaucoup dire que le système d'imposition actuel est injuste et qu'une réforme est nécessaire. (-)

Tout à fait d'accord	D'accord	Indifférent	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Total
64	79	19	16	0	178

Affirmation 4 : certains disent que la sécurité sociale est une chose essentielle en France, et que malgré toutes ses dépenses et ses déficits elle devrait être renforcée par le gouvernement. (+)

Tout à fait d'accord	D'accord	Indifférent	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Total
77	65	12	23	2	178

Affirmation 5 : un certain nombre de personnes disent que tous les jours ils attendent jusqu'à ce que les prix de certains articles baissent afin qu'ils puissent acquérir ce dont ils ont besoin au moindre coût. (-)

Tout à fait d'accord	D'accord	Indifférent	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Total
39	68	33	35	3	178

Affirmation 6 : un certain nombre de personnes disent que le système d'imposition actuel est un système juste et qu'il ne doit pas être changé. (+)

Tout à fait d'accord	D'accord	Indifférent	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Total
2	18	21	78	59	178

Affirmation 7 : certaines personnes disent que le chômage est un phénomène inacceptable et la cause de toutes les graves difficultés sociales et donc qu'il faut sans aucun doute le combattre à tout prix. (-)

Tout à fait d'accord	D'accord	Indifférent	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Total
107	63	2	6	0	178

Affirmation 8 : on entend dire que les gens Aujourd'hui, peuvent acheter au Marché et dans les grandes surfaces ce qu'ils veulent et ce dont ils ont besoin sans faire attention aux prix et sans aucune peur de paiement. (+)

Tout à fait d'accord	D'accord	Indifférent	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Total
3	15	9	93	58	178

Affirmation 9 : on entend dire que le partage des richesses est injuste par conséquent il existe de la pauvreté et des mouvements sociaux. (-)

Tout à fait d'accord	D'accord	Indifférent	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Total
67	78	9	18	6	178

Affirmation 10 : certains personnes disent que dans le système économique actuel les revenus sont distribués de telle manière qu'ils diminuent l'inégalité sociale. (+)

Tout à fait d'accord	D'accord	Indifférent	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Total
11	17	15	97	38	178

Affirmation11 : on entend beaucoup dire que les coûts de la sécurité sociale sont trop élevés, et il faut que les Français cotisent davantage. (-)

Tout à fait d'accord	D'accord	Indifférent	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Total
4	26	8	102	38	178

Affirmation 12 : un certain nombre de personnes disent que dans le système économique française, la distribution des richesses est dans un état d'équilibre qui empêche la pauvreté. (+)

Tout à fait d'accord	D'accord	Indifférent	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Total
2	7	10	103	56	178

Affirmation13 : certains disent qu'il n'existe pas à long terme d'indicateur économique favorables à la prospérité pour augmenter le niveau de vie.(-)

Tout à fait d'accord	D'accord	Indifférent	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Total
8	48	44	71	7	178

Affirmation14 : on entend dire que le chômage est une chose normale pour tous les pays industriels (par exemple ; USA, Japon, Allemagne, ...) ainsi sera-t-il mieux accepté. (+)

Tout à fait d'accord	D'accord	Indifférent	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Total
2	27	15	98	36	178

Pour construire la variable de "**D**egré du **M**écontentement quant à la **S**ituation **É**conomique actuelle" (**DMSE**), il faut additionner pour chaque individu les notes que lui valent ses réponses aux quatorze affirmations présentées. La note totale donne le score de l'individu. Mais avant tout, il sera nécessaire qu'on examine la consistance interne des affirmations. Pour ce faire, d'abord on calcule le score global de chaque individu. Ensuite, on va calculer le coefficient de corrélation entre le score global de chaque individu et sa note pour chaque affirmation. Les résultats de cette démarche sont présentés par le tableau suivant.

Les coefficients de corrélation entre les affirmations et le score global

	Affirmation 1	Affirmation 2	Affirmation 3	Affirmation 4	Affirmation 5	Affirmation 6	Affirmation 7
MECOSO	,589	,395	,398	,420	,384	,501	,305
MECOSOF	,587	,372	,383	,432	,389	,511	,303

MESCOR = le score global de chaque individu MESCORF = (MESCORF – la note de l'affirmation n°13)

Les coefficients de corrélation entre les affirmations et le score global

	Affirmation 8	Affirmation 9	Affirmation 10	Affirmation 11	Affirmation 12	Affirmation 13	Affirmation 14
MECOSO	,570	,450	,336	,370	,467	**,213**	,525
MECOSOF	,576	,450	,374	,370	,495	**,042**	,556

MESCOR = le score global de chaque individu MESCORF = (MESCORF – la note de l'affirmation n°13)

L'affirmation n° 13 a la plus faible importance de coefficient de corrélation avec le score global de chaque individu. Dans ce cas, cela signifie, premièrement, que l'orientation de cette affirmation ne va pas dans même sens que les autres affirmations et deuxièmement, que cette affirmation ne présente pas une cohérence satisfaisante avec les autres affirmations. Pour être assuré que l'assertion n° 13 n'est pas en cohésion avec les autres affirmations, on doit procéder à une autre démarche. D'abord, il faut faire sortir la note de l'affirmation n°13 du score global, ce qui donne une note globale (MESCORF) mais cette fois sans l'influence de la note de l'affirmation n° 13. Ensuite, on va calculer les nouveaux coefficients de corrélation. Le résultat démontre qu'il y a une diminution de 0,213 à 0,042 entre les coefficients de l'affirmation n°13 avec MESCOR et MESCORF. Cette diminution démontre que la corrélation de l'affirmation n° 13 avec les autres est quasiment nulle, de plus lorsqu'elle n'est pas présente dans le score global, les relations des autres affirmations ne varient pratiquement pas. Il en résulte que l'affirmation n° 13 ne mesure pas le même objet que les autres affirmations sont en train de mesurer[5]. On peut donc la faire sortir de la construction de la variable dépendante (DMSE) qui se compose alors de treize affirmations cohérentes étant en relation significative et qui mesurent dans son ensemble un même objet, le "degré du mécontentement quant à la situation économique actuelle" en France.

[5] - Oppenheim A. N., 1976, *Questionnaire design and attitude measurement*, London.

Pour la vérification de la fidélité de cette technique de mesure[6], une autre question mesurant le même objet se trouve vers la fin du questionnaire (Q. 36, item f.). Si les réponses à cette question peuvent avoir une relation significative avec le MESCORF, il en résulte que DMSE est bien mesuré par l'ensemble des treize affirmations, chaque fois qu'il est appliqué. Le tableau n°1 montre la distribution de réponses à cette question n°36.

Le tableau 1. La satisfaction quant à la situation économique actuelle, question 36.f

	Pas satisfait Du tout (1)	2	3	4	5	6	Tout à fait Satisfait (7)	Sans réponse	Total
Fréquence	14	64	46	30	16	6	1	1	178

Le coefficient calculé de corrélation entre les deux types de données est égal à 0,530 et le niveau de signification est très satisfaisant. La valeur de ce coefficient est considérable ; c'est-à-dire que les résultats obtenus pour un même objet, mais de deux façons différentes, se confirment de manière significative. On peut donc être assuré que les affirmations vont dans un même sens pour tous les interlocuteurs de manière que si on veuille les appliquer, une nouvelle fois, avec les mêmes individus, on arrivera significativement aux mêmes résultats que précédemment. En outre, la fidélité de mesure du "degré de mécontentement quant à la situation économique actuelle" est significativement garantie.

La fréquence de la variable dépendante ainsi construite est présentée dans le tableau suivant (n° 2). Nous avons treize affirmations dont les notes doivent être cumulées, de sorte que chaque interlocuteur obtient une note finale. Le codage est établi de manière que le plus mécontent obtienne la plus haute note, alors que les notes peuvent être théoriquement échelonnées sur un continuum entre la note minimum 13 et la note maximum 65. Nous avons treize affirmations, et pour chacune d'elles une possibilité de réponse en cinq points codés de 1 à 5. Etant donné qu'il y a treize affirmations, on a donc un continuum de notes finales pour

[6] - La technique de Likert.

chaque interlocuteur allant de **13** (13×1=13) à **65** (13×5=65). L'intérêt de cette mesure est d'abord qu'on peut avoir une variable qualitative transformée en variable numérique permettant à certains examens statistiques d'être réalisés, ensuite que les variations du degré de mécontentement soient mesurées de façon précise et comparable. Dès lors, la note de chaque interlocuteur est située sur un continuum suffisamment large où l'intensité du sentiment de mécontentement de chaque individu est comparable quantitativement avec les autres.

Tableau 2, la fréquence de DMSE
Le degré de mécontentement quant à la situation économique

Notes	Fréquence	Pour cent	Pourcentage cumulé
32	1	,6	,6
35	1	,6	1,1
37	2	1,1	2,2
40	1	,6	2,8
41	4	2,2	5,1
42	4	2,2	7,3
43	4	2,2	9,6
44	6	3,4	12,9
45	6	3,4	16,3
46	3	1,7	18,0
47	9	5,1	23,0
48	11	6,2	29,2
49	11	6,2	35,4
50	11	6,2	41,6
51	14	7,9	49,4
52	21	11,8	61,2
53	13	7,3	68,5
54	7	3,9	72,5
55	9	5,1	77,5
56	8	4,5	82,0
57	9	5,1	87,1
58	6	3,4	90,4
59	2	1,1	91,6
60	7	3,9	95,5
61	4	2,2	97,8
62	3	1,7	99,4
64	1	,6	100,0
total	178	100,0	

Les données de tableau ci-dessus (n° 2) montrent que les notes du degré de mécontentement ont été distribuées entre le **32** (le moins de mécontentement) et le **64** (le plus de mécontentement). En comparant avec la "distribution théorique" entre le 13 (le moins mécontent) et 65 (le plus mécontent), cette "distribution observée" montre que, d'une part, le point de départ pour DMSE est le 32 et que sa distance avec le 13 (le point de départ théorique) démontre qu'il y a un niveau minimum de DMSE orienté vers le pôle extrême du mécontentement. La quatrième colonne (pourcentage cumulé) montre que les fréquences peuvent être fractionnées en quatre parties de valeur quasiment équivalente et dans lesquelles la forme de la distribution de notes est relativement normale. Le premier quart se compose de 41 personnes et le dernier quart de 49 personnes, alors qu'elles représentent théoriquement les deux pôles opposés, mais la distribution de notes observées est très dense. Les autres notes sont distribuées de manière quasiment normale entre le deuxième et le troisième quart.

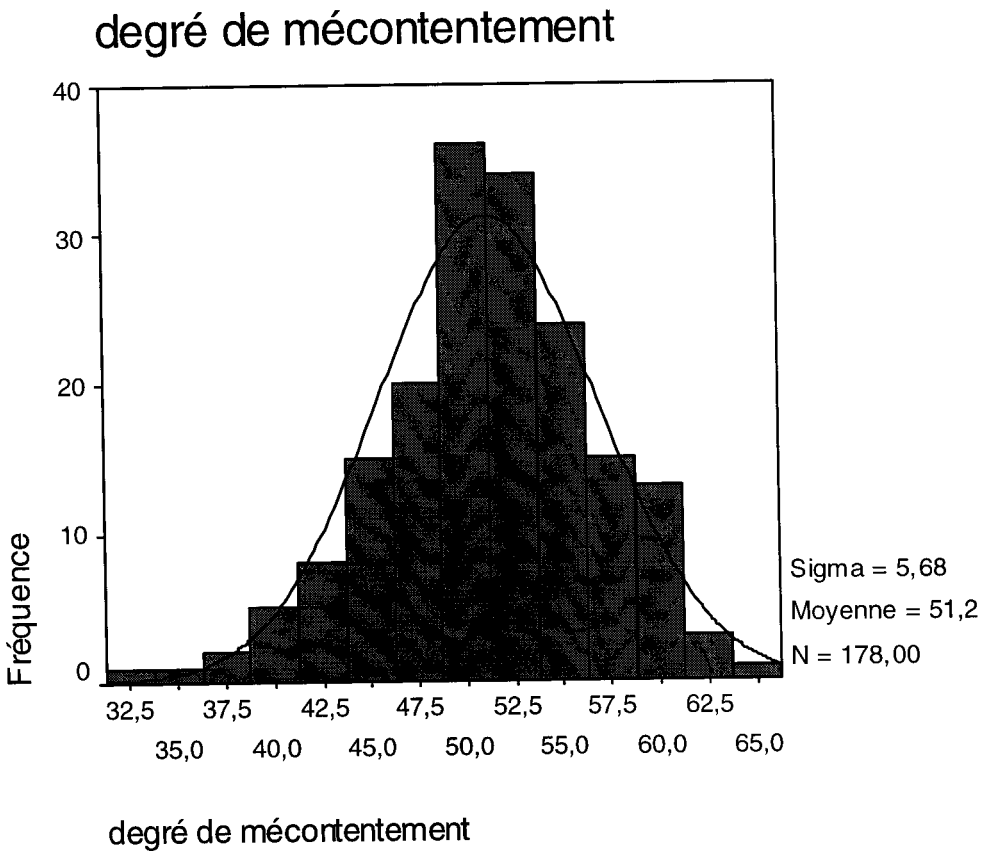
Tableau 3. Le degré de mécontentement quant à la situation économique actuelle

Moyenne	Erreur std. de la moyenne	Médiane	Mode	Ecart-type	Variance
51,15	0,4259	51,45	52	5,68	32,28

La variance et l'écart-type (tableau n°3) démontrent que les attitudes des individus de l'échantillon ont tendance à se rapprocher et qu'il n'y a pas de beaucoup de dispersion entre les évaluations de la situation économique actuelle en fonction de la 'moyenne'. D'une part, cet aspect de consensus des attitudes confirme relativement la validité de mesure, c'est-à-dire que la compréhension des affirmations est dans un état commun pour les individus et d'autre part, ce consensus représente une perception commune de problème qui est pourtant un indicateur démontrant l'importance de ce problème social. La quantité d'écart-type (± 5,7) veut dire que l'écart moyen de la moyenne des attitudes n'est relativement pas élargi. La

moyenne de DMSE (degré de mécontentement quant à la situation économique actuelle) n'est pas très élevée par rapport à la moyenne théorique (le 48). La question qui se pose est de savoir si on peut estimer le paramètre de la moyenne de DMSE pour la société statistique ? En outre, est-ce qu'on peut estimer la moyenne de DMSE pour la société statistique selon la moyenne de DMSE de notre échantillon ?

Étant donné la capacité de l'échantillon, on peut estimer les limites de la moyenne de DMSE de la société statistique par un calcul de l'écart-type. Le paramètre de la moyenne du DMSE peut être situé, avec 68 % de certitude, sur un continuum entre le 45,48 (51,16+5,68) et le 56,84 (51,16-5,68) ; c'est-à-dire qu'on ne peut pas déterminer le chiffre exact de moyenne de DMSE de la société, mais plus simplement, les limites de celle-ci peuvent être estimées.



3-3-*Normalisation du mécontentement*

Les données de DMSE sont distribués dans un état quasiment normal. L'histogramme ci-dessus démontre bien que la distribution de DMSE se produise sous une forme de normalité. Il signifie premièrement que le mécontentement, sous l'influence de la société industrielle, prend un caractère fortement sociétal ; c'est-à-dire que le mécontentement socialement construit ne peut pas être libéré d'un état équilibré sous l'influence de contraintes sociales. En outre, dans tous les cas, le "degré de mécontentement" est quasiment circonscrit dans des limites tout à fait prévisibles. Cette prévisibilité permet au mécontentement social d'être construit, de sorte qu'il ne soit pas dans un état de "risque" et de "danger" inattendu. Par exemple, alors qu'en mai 68 les étudiants étaient fortement contre le gouvernement de droite, le niveau de "risque" ne créa pas un autre type de régime républicain, par contre, c'est la Droite qui a gagné la première élection législative après cet événement. La distribution normale des attitudes vers un problème social ne permet pas au mécontentement d'être réalisé sous une forme complète dont les forces visent un bouleversement politique, mais il peut être culturel.

Deuxièmement, la distribution normale de DMSE permet au processus de la socialisation d'avoir des possibilités de congeler un contexte prévisible conservant l'ordre social. Dans ce cadre, le mécontentement prend un caractère de temporalité selon lequel la possibilité de la redistribution des ressources nécessite la continuité de la société. La situation économique ne donne pas une perception commune pour toutes les catégories professionnelles et dès lors, il existe différentes attitudes à l'égard de celle-ci, de sorte qu'elles puissent être distribuées dans un état normal et équilibré. Les différents groupes opposants occupant les positions sociales de manière très resserrée diffusent les divers arguments selon leurs intérêts, justifiant l'accès aux ressources distribuables. Dans ce cas, les

intérêts de groupes et d'individus se déterminent de "façon successive", c'est-à-dire que si un certain nombre d'intérêts des individus veulent être augmenté, il sera donc indispensable que certains autres intérêts des individus soient réduits. Par exemple, les arguments proposés par certains groupes sociaux à propos des immigrés vont dans ce sens. En tout cas, la logique des intérêts successifs aboutit aux divers arguments sociaux qui permettent au degré de mécontentement d'avoir une distribution plutôt équilibrée.

Troisièmement, la distribution normale de DMSE permet aux intérêts opposés de coexister dans un état social stable, bien qu'il y ait un certain nombre considérable de mécontentements, locaux ou nationaux, chaque année, c'est-à-dire un état de la contradiction d'intérêts objectivés dirigé par les forces culturelles dont la stabilité dépend de la puissance de groupes opposants. Les attentes, dans ce cas, sont réciproquement contrôlées et la perception de l'état de disponibilité des ressources est un facteur déterminant les revendications. Dans cette perspective, les exigences pour l'accès au pouvoir et aux ressources économiques deviennent très limitées, alors que la vie quotidienne dans un contexte culturel en dehors de ces exigences est valorisée. La gestion du mécontentement social nécessite rationnellement une démarche de minimisation des risques par laquelle le mécontentement ne peut plus présenter les exigences systémiques ou idéologiques. Alors que la socialisation est poursuivie dans domaine politique et économique, les ruptures culturelles se produisent visiblement. Dans ce cas, la question qui se pose est de savoir si ces ruptures culturelles peuvent retourner vers le domaine politique et économique ?

Pour la réalisation d'une analyse au niveau du groupe, il faut regrouper les individus de l'échantillon, selon le DMSE (tableau n° 2) en deux groupes observés nommés ; le Groupe Moins Mécontent (GMM) et le Groupe Plus Mécontent (GPM). Le tableau suivant (n° 4) présente les deux groupes de mécontents.

Tableau 4. Les deux groupes de mécontents quant à la situation économique actuelle

Le groupe de mécontents	Fréquence	Pour cent
Moins mécontentement score global de 32 à 50 GMM	74	41,57
Plus mécontentement score global de 51 à 64 GPM	104	58,43
Total	178	100

3-4-Construction sociale du mécontentement

3-4-1-Identification de la situation économique actuelle comme problème menaçant

Le tableau n° 5 montre la fréquence de la première question du questionnaire à propos de la perception de l'objet du mécontentement. Selon les résultats, 60,7 % de réponses tournent autour d'une perception de la situation économique actuelle comme source de problèmes sérieux et de crise. La conscience de la condition économique de la société exprimée dans cette question montre qu'une grande partie des individus de l'échantillon (sauf 24,7 %) croient que la situation économique actuelle n'est pas dans un état normal.

Tableau n° 5. La perception de la situation économique actuelle comme un objet de mécontentement

	Tout à fait normal	Beaucoup de problèmes mais pas graves	Beaucoup de problèmes graves	La crise	Le blocage	Le désastre	Autre	Total
Fréquence	9	35	66	42	18	7	1	178
Pour cent	5,1	19,7	37,1	23,6	10,1	3,9	,6	100,0
Pourcentage cumulé	5,1	24,7	61,8	85,4	95,5	99,4	100,0	

Question 1 : De nos jours, les gens ont des points de vue différents et des interprétations propres au sujet de la condition économique actuelle en France. Les uns disent que la situation est vraiment très grave ou, au contraire, d'autres disent qu'elle n'est pas si grave que ça. A ce sujet, voici quelques uns de ces jugements. A votre avis, lequel correspond le plus à notre société ?

Quand la situation économique n'est pas reçue comme phénomène normal, elle peut susciter l'émergence du mécontentement de cette situation. On suit les traces de personnes

ayant d'une part, une perception commune de la normalité de la situation économique et d'autre part, qui croient que la situation économique actuelle n'est pas une situation normale. La situation économique actuelle est un objet fait de plusieurs parties qui produit les diverses réflexions du déroulement de la vie quotidienne. Dans notre échantillon, les 24,7 % de personnes ne sont pas inquiètes de la situation économique actuelle de la société. Dès lors, deux groupes peuvent être caractérisés par l'inquiétude : les personnes qui ne sont pas inquiètes, dénommé "groupe témoin", et les personnes qui sont inquiètes, ou "groupe exprimant".

La discussion sur un objet tel qu'un problème social peut être interprétée selon que cet objet a une importance remarquable par laquelle les personnes sont suffisamment incitées à discuter des diverses dimensions de cet objet et de ses effets, manifestes ou pervers, sur leurs positions sociales. La "situation économique actuelle" est un objet autour duquel se réalisent beaucoup de discussions parmi les personnes pensant que cette situation n'est pas normale. Le tableau n° 6 présente les réponses à la question n° 2 consacrée au sujet de la discussion par rapport à la situation économique.

Tableau n° 6. La discussion sur les problèmes issus de la situation économique actuelle

	Très souvent	Souvent	De temps en temps	Rarement	Total
Fréquence	13	58	82	25	178
Pourcentage cumulé	7,3	39,9	86,0	100,0	

Question n° 2 : Quand vous êtes en famille ou entre amis, vous arrive-t-il de discuter de ce sujet ?

Les 14 % de personnes de l'échantillon ne parlent que 'rarement' de la situation économique actuelle et les 47,2 % parlent souvent chez eux des problèmes issus de cette situation. Même si cette situation économique n'est pas un sujet de discussion pour 14 % de

personnes de l'échantillon, elle est relativement objectivée pour les autres personnes, bien qu'elle n'ait pas le même degré d'importance sur le déroulement de leur vie quotidienne.

La question qui se pose est de savoir si cette situation devenue discutable menace les intérêts, soit matériels soit immatériels, des acteurs ? Est-ce que l'individu a une perception de menace venant de cette situation sur ses intérêts ? Dans ce cas, ce qui est très important c'est la mesure de la perception d'une menace produite par la mémoire et la conscience subjective. Notre présupposition pour ce type de problème de "objectivité-subjectivité" se situe sur le point que l'individu est capable d'être conscient des menaces extérieures sur ses intérêts. La subjectivité bien développée de l'individu est capable d'abord de distinguer puis de mesurer ou d'estimer, plus au moins exactement, les menaces extérieures sur ses intérêts objectivés par la mobilisation des ressources. La question n° 3 tente de mesurer l'intensité de cette menace perçue et le tableau n° 7 présente les résultats de cette mesure.

Tableau n° 7. La perception de la menace sur les intérêts provoquée par la situation économique actuelle

	0-25 (%)	26-50 (%)	51-75 (%)	76-100 (%)	Sans réponse	Total
Fréquence	38	77	39	23	1	178
Pour cent	21,3	43,2	21,9	13,0	,6	100,0
Pourcentage cumulé	21,3	64,5	86,4	99,4	100,0	

Question n° 3 : A quel pourcentage pensez-vous que la condition de cette situation menace-t-elle directement ?

Le tableau précédent (n° 7) montre que les 65,1 % de personnes de l'échantillon ont un "sentiment de menace" sur leurs intérêts étalés entre 25 et 75 pour cent. Les 21,3 % ne ressentent qu'une menace très faible sur leurs intérêts, alors que les 13 % indiquent qu'ils ont le sentiment d'une grande menace sur leurs intérêts. Il semble que la "normalité de la situation économique" ne crée pas logiquement un sentiment de menace. En effet, le risque, la menace et la normalité d'une situation sont en relation directe. Si une situation réellement

problématique apparaît comme situation normale, elle n'est plus capable de susciter les sentiments de menace. Par contre, si une situation sociale normale se reflète comme conjonction anormale, elle sera capable de créer un sentiment de menace réelle. Par exemple, les Français prononcent toujours l'expression suivante ; « c'est normal », ou, « c'est pas normal » pour donner une perspective stratégique sur une situation en question. On peut dire que cette expression a été établie assez récemment dans la société industrialisée, en outre, cette expression est une réaction linguistique démontrant les risques pervers constants issus de la manipulation de la nature et de la société.

La question qui se pose évidemment est de savoir quels sont-ils les critères d'une situation normale ? Par exemple, est-ce qu'on peut confirmer qu'un taux de suicide, pour une société donnée, est "normal" ? Est-ce qu'on peut déterminer un taux normal pour les accidents mortels de la route, pour une société "autoroutisée" ? Si l'on peut accepter l'hypothèse de Durkheim sur le suicide, est-ce qu'on peut dire que dans une société déchirée ou morcelée un taux de suicide atteint un niveau normal pour celui-ci ? Ou par contre, dans une société fortement solidaire, le taux élevé de suicide représente-t-il une situation anormale ? Répondre à ce genre de question est très difficile, car c'est l'existence de l'être humain qui est en jeu. Enfin, est-ce qu'on peut parler d'un taux normal de mécontentement social, dans la société industrialisée, comme une pâte prête à gonfler ?

Le tableau suivant (n° 8) présente les résultats de la question n° 5 consacrée aux attentes des individus à l'égard à l'amélioration de la situation économique de la société. Les attentes des individus se construisent selon les divers calculs subjectifs par lesquels la capacité de la gestion sociale du gouvernement pour améliorer la situation menaçante devient un objet de mesure. On peut faire l'hypothèse que si le niveau d'espoir n'est pas suffisamment élevé, les individus désespèrent de la capacité de la société. Le tableau n° 8 montre que l'attente d'amélioration de conditions économiques est orientée plutôt vers un niveau

d'attente modeste; c'est-à-dire qu'en général, les individus de l'échantillon ne croient pas que la situation économique va s'améliorer.

Les 84,2 % d'attente d'amélioration sont situés sous la moyenne des attentes, alors que l'on peut souligner que simplement 15,1 % d'attentes sont au-dessus de la moyenne. En effet, la plupart des individus de l'échantillon attendent peu une amélioration de la situation économique. En outre, la continuité de cette situation est plus attendue, aux yeux de personnes de l'échantillon, que la probabilité de son amélioration.

Tableau n° 8. L'attente d'amélioration de la situation économique actuelle

	0-25 (%)	26-50 (%)	51-75 (%)	76-100 (%)	Sans réponse	Total
Fréquence	66	84	19	8	1	178
Pour cent	37,0	47,2	10,7	4,5	,6	100,0
Pourcentage cumulé	37,0	84,2	94,9	99,4	100,0	

Question n° : A votre avis, à quel pourcentage peut-on attendre que cette situation puisse changer ?

La question n° 4 tente de mesurer l'espérance de l'amélioration de cette situation et le tableau n° 9 présente les fréquences de réponses à cette question. 51,7 % de personnes de l'échantillon sont 'pessimistes' à l'égard de l'amélioration de la situation économique actuelle, bien que 48,3 % soient 'optimistes'. Si les personnes croient que la situation économique n'est pas normale, si elles ont conscience de ses menaces sur leurs intérêts, et si elles n'attendent qu'une faible amélioration, elles sont alors subjectivement pessimistes par rapport à l'amélioration de la situation d'économique.

Tableau n° 9. L'espérance de l'amélioration de la situation économique actuelle

	Optimiste	Pessimiste
Fréquence	86	92
Pour cent	48,3	51,7
Total	178	100,0

Question n°4 : A l'égard de l'amélioration de cette condition, êtes-vous plutôt optimiste ou pessimiste ?

Le rôle de l'État, dans ce cas, est prépondérant, puisque les conditions économiques menaçantes peuvent être améliorées d'abord par la volonté de gouvernement puis par les démarches politiques efficaces. La question n° 6 veut mesurer cette puissance du gouvernement pour améliorer les conditions économiques menaçantes. Est-ce que les individus de l'échantillon croient que le gouvernement est suffisamment capable de faire améliorer les conditions économiques en faveur d'un état de la "justice sociale", de sorte que la puissance de la "logique du marché" ne soit pas prédominante ? Le résultat présenté par le tableau n° 10 montre que la moitié de la population de l'échantillon, soit 48,8 %, ne croit pas que le gouvernement soit capable d'améliorer cette condition économique menaçante sinon de façon très faible. En effet, la plupart des personnes de l'échantillon (le 88,5 %) ne comptent pas sérieusement sur la puissance du gouvernement face à la logique du marché. En outre, les individus de l'échantillon pensent que la logique du monde économique est tellement forte que même la puissance du gouvernement ne peut pas la changer essentiellement. Dans ce cas, l'évaluation de la volonté du gouvernement est très importante dans l'estimation du niveau de la puissance gouvernementale capable d'améliorer les conditions économiques actuelles.

Tableau n° 10 La perception de puissance du gouvernement à l'égard de l'amélioration de la situation éco.

	0-25 (%)	26-50 (%)	51-75 (%)	76-100 (%)	Sans réponse	Total
Fréquence	87	69	18	3	1	178
Pour cent	48,8	38,7	10,1	1,8	,6	100,0
Pourcentage cumulé	48,8	88,5	98,6	99,4	100,0	

Question n°6 : Le gouvernement dit souvent qu'il veut changer cette situation. A quel pourcentage pensez-vous qu'il puisse améliorer cette situation.

La question n° 7 tente de donner une possibilité pour mesurer la volonté du gouvernement comme un sujet de mesure. Habituellement, les groupes sociaux et surtout le gouvernement se reflètent sur la conscience individuelle comme unité solitaire, de sorte que l'individu puisse logiquement leur attribuer globalement certains jugements. Entre les groupes sociaux, le gouvernement est un groupe susceptible d'être perçu toujours comme un sujet social ayant les attitudes, les opinions et les actions propres.

Tableau n° 11- La volonté de citoyens et de gouvernement pour améliorer la situation économique actuelle

Quatre combinaisons	Fréquence	Pour cent	Pourcentage cumulé
Citoyens et le gouvernement veulent	87	48,9	48,9
Cit. le veulent mais le gouv. ne le veut pas.	67	37,6	86,5
Cit. ne le veulent pas mais le gouv. le veut.	7	3,9	90,4
Cit. et le gouv. ne veulent pas.	17	9,6	100,0
Total	178	100,0	

Question n°7 : Voici quatre combinaisons entre les attitudes des citoyens et celles du gouvernement pour changer cette situation. A votre avis laquelle de ces relations est-elle plus proche de la vérité ?

Le tableau n° 11 montre que les personnes de l'échantillon veulent que la situation économique soit améliorée, mais 37,6 % pensent que le gouvernement n'a pas une attitude forte pour faire cette démarche essentielle. La volonté du gouvernement est mise en doute par 37,6% des personnes, bien que 48,9 % croient que le gouvernement a une volonté suffisante

pour améliorer la situation économique. On peut donc distinguer deux groupes ; les personnes pensant que le gouvernement n'a pas une volonté forte pour améliorer cette condition et les personnes qui pensent que le gouvernement veut redresser cette situation économique. De plus, ces deux groupes sont capables d'être croisés avec les groupes issus du résultat du tableau n°10, c'est-à-dire avec la puissance perçue du gouvernement. Par ce croisement, la relation entre la volonté et la puissance du gouvernement peut être vérifiée.

La perception de la situation économique actuelle comme objet du mécontentement se compose donc de quatre étapes consécutives : la première, c'est une identification de cette situation comme situation normale ou situation menaçante ; la deuxième, c'est la conscience de l'individu d'une menace sur ses intérêts ; la troisième c'est un état d'espérance (pessimiste ou optimiste) par rapport à l'amélioration de cette situation ; et la quatrième c'est la relation entre cette situation problématique et le gouvernement présenté par deux notions essentielles : la "volonté" et la "capacité". Ces quatre étapes reproduisent dans leur ensemble une perception complexe d'une situation sociale comme situation normale ou situation menaçante dépendant de la volonté et de la puissance politique. Dans ce cadre, l'espérance sociale joue un rôle déterminant pour redéfinir l'existence significative d'un problème social comme situation menaçante.

L'identification d'une situation sociale comme malaise social dépend en effet de quatre dimensions essentielles de la vie sociale, à savoir : la personnalité, la culture, l'économie et la dimension politique. Les symboles culturels déterminent, d'un côté, la "normalité" d'une situation sociale et d'un autre côté, elles définissent l'aspect "menaçant" de cette situation, c'est-à-dire une menace sur les intérêts objectivés par la mobilisation des ressources. Par exemple, lorsque l'individu veut répondre à la question n° 1, il considère, lui-même, les critères issus de sa culture afin d'identifier la situation économique actuelle, soit

comme situation normale soit comme situation menaçante, mais pourtant on ne cherche pas par là une mesure de ces critères culturels.

La personnalité ou le processus de la socialisation définissent les critères de l'espérance sociale (être pessimiste ou optimiste) par rapport aux évènements sociaux. La réflexion personnelle de l'individu face à une situation économique identifiée donne une perspective conduisant à être optimiste ou, au contraire, à être pessimiste. La confrontation avec une situation sociale a une relation étroite avec les caractères de la personnalité. Les optimistes définissent habituellement les situations sociales de manière normale plutôt que menaçante. La question n° 4 tente de mesurer ce caractère important de la personnalité.

La dimension d'économique de la vie sociale définit économiquement les différents aspects des intérêts. Le processus de l'objectivation des intérêts est un résultat indispensable de développement économique au niveau national qui permet aux individus d'avoir une perception plus au moins clarifiée de leurs positions sociales différenciées par les critères économiques. L'identification d'une menace dépend directement d'une connaissance sociale de l'individu de ses intérêts vis-à-vis des intérêts d'autrui. Dans ce cas, notre présupposition insiste sur ce point que logiquement chacun peut être capable de connaître ses intérêts personnels ou collectifs. La question n° 3 veut mesurer cette connaissance ordinaire représentant la conscience économique de l'individu.

La dimension politique d'une identification de la situation sociale consiste en une connaissance politique qui permet aux individus de redéfinir cette situation comme problème politique. L'estimation de la volonté et de la capacité du gouvernement joue un rôle essentiel dans la formation d'une connaissance politique par laquelle la situation économique peut être redéfinie comme un problème politique. En outre, la confiance politique issue de cette connaissance peut donner une perspective conduisant à la normalité d'une situation réellement menaçante. Les questions 5, 6 et 10 veulent mesurer ce type de connaissance politique.

L'identification de la situation économique actuelle comme "situation-problème"[7] se compose de beaucoup d'étapes. La question qui se pose alors est de savoir comment l'individu définit une "situation-problème" ? La perception d'une "situation-problème" se construit dans un état où un certain nombre de facteurs individuels et systémiques sont en relations, de sorte qu'il existe plusieurs types de jugement par rapport à une seule situation sociale. La formation de la perception d'une "situation-problème" est en effet la première étape de la construction du mécontentement.

3-4-2-*Appréciation de la responsabilité*

Le tableau n°12 montre les fréquences de réponses à la question n° 9 qui tente de mesurer la responsabilité de groupes sociaux quant à la situation économique actuelle.

Tableau n° 12- L'assignation de la responsabilité quant à la situation économique actuelle

	Aucune responsabilité (1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	Responsabilité totale (7)	Moyenne	Ecart-type	Total
Res. d'économi mondiale	4	12	15	34	57	31	25	4,80	1,48	178
Res. de mentalité française	8	24	31	30	51	21	13	4,16	1,59	178
Res. de Capitalisme	5	13	29	40	37	33	21	4,54	1,56	178
Res. de gouvernement	2	10	19	41	35	35	36	4,94	1,54	178
Res. de syndicats	10	40	30	37	23	24	14	3,85	1,72	178
Res. de partis de droite	6	16	22	44	32	41	17	4,52	1,58	178
Res. de partis de gauche	5	18	35	48	37	20	15	4,20	1,50	178
Res. d'union européenn	6	23	42	44	27	20	16	4,05	1,57	178
Res. d'immigration	33	38	26	17	15	23	26	3,65	2,12	178
Res. de technologie moderne	15	26	24	35	35	22	21	4,12	1,80	178

Question n°9 : Nous avons une liste dans laquelle se trouvent les articles étant jugés responsables de cette situation.

[7] - Emprunté de P. Mann, 1997, De l'ancrage d'un cadre cognitif à sa définition, in Raymond Boudon, Alban Bouvier et François Chazel, *Cognition et sciences sociales*, Paris, PUF, pp. 207-226.

En comparant les valeurs de moyennes obtenues pour chaque groupe, on constate que l'immigration a moins de responsabilité aux yeux des individus de l'échantillon, alors que sa valeur d'écart-type démontre que les jugements quant à la responsabilité de l'immigration sont divisés et on ne peut pas attendre un consensus de jugements et d'argumentations autour de ce sujet social. Les syndicats reprennent la deuxième place, c'est-à-dire que la responsabilité du malaise social issu de la situation économique repose moins sur les syndicats que les autres groupes présents dans le monde économique français. De même, son écart-type (1,72) montre qu'il y a plus au moins un consensus d'attitudes lorsque les individus veulent estimer les syndicats. En outre, les jugements sur le fonctionnement des syndicats se rapprochent, c'est-à-dire que le rôle du syndicat est un sujet unifiant les attitudes. Alors que, par exemple, l'immigration est un sujet qui suscite diverses argumentations par rapport à sa responsabilité dans les malaises sociaux, le rôle du syndicat crée plutôt les jugements communs de sa responsabilité dans les problèmes économiques.

Le point saillant de ce tableau (n° 12) est que le gouvernement est considéré comme l'un des premiers responsables dans la "situation-problème" économique actuelle. Le gouvernement est placé au cœur du champ de la responsabilité sociale et il a un rôle hygiénique pour la santé politique et économique. Les attentes de l'État démontrent que le gouvernement est le premier responsable de la société, alors que le rôle des groupes de droite et de gauche est très important. La plus grande responsabilité dans les malaises issus de la situation économique est plutôt attribuée aux groupes de droite (la valeur de la moyenne est égale à 4,52) qu'aux groupes de gauche (moyenne obtenue = 4,20), alors que les syndicats sont très loin de ceux-ci avec une moindre responsabilité (moyenne obtenue = 3,85).

Les données du tableau n° 12 nous permettent de constater qu'en général, l'appréciation de la responsabilité de conflits issus de la situation économique se construit

plutôt autour des groupes autres que de l'"imputation à soi". L'"économie mondiale" (moyenne obtenue = 4,80) et le "capitalisme" (moyenne obtenue = 4,54) sont perçus plus responsables pour les malaises sociaux que la "mentalité française". C'est-à-dire que le système économique français conduit les attitudes attaquantes plutôt à la responsabilité collective qui à la responsabilité interne. En outre, il en résulte que si ce système économique actuel est un destin collectif, alors l'"*imputation à soi*" aura moins importance, et c'est la raison pour laquelle le rôle du gouvernement devient de plus en plus saillant. Les individus de l'échantillon ne jugent pas que la "mentalité française" n'a pas de responsabilité dans les malaises issus de la situation économique, mais ils pensent que le gouvernement est plus responsable que l'individu. Il en résulte qu'ils pensent que le changement du système économique actuel est situé en dehors de la capacité de l'individu. Dans cette perspective, la puissance du système ne permet pas aux individus d'arriver à critiquer la globalité du système économique en question comme un sujet réel, mais ils préfèrent avoir plutôt de la sympathie pour un groupe critiquant. La référence au gouvernement pour les individus en dehors d'un groupe critiquant assez puissant est un modèle représentatif d'impuissance de l'individu pour résoudre les malaises systémiques.

Un autre résultat important issu de ce tableau (n° 12) est que l'on peut regrouper la responsabilité des groupes selon les valeurs de leurs moyennes obtenues. D'une part, la "responsabilité de partis de gauche" et "celle de syndicaux" est rapprochée et d'autre part, la "responsabilité du capitalisme" et "celle des partis de droite" est aussi rapprochée. Mais pourtant, ces rapprochements ne peuvent pas définir entièrement la constellation des groupes dans l'espace politique français.

En mettant en relation le "degré de mécontentement" et la responsabilité de groupe, on constate qu'enfin, quatre corrélations sur douze sont significatives. Le "degré de mécontentement" a des relations directes et significatives avec les "partis de droite", le

"gouvernement", l'"économie mondiale" et le "capitalisme" comme responsables de la situation économique menaçante actuelle.

On peut dire que l'"économie mondiale" et le "capitalisme" sont considérés comme "responsabilité systémique", tandis que les "partis de droite" et le "gouvernement" sont observés comme "responsabilité interne". Le premier type est dans un état 'fictif', puisque l'on ne peut pas déterminer effectivement les responsables directs et visibles des problèmes sociaux. Par contre, le deuxième type a davantage un aspect de 'réalité sociale', car les responsables sont présents objectivement dans les relations sociales, de sorte que les acteurs peuvent les viser.

Le tableau n° 13 rassemble les coefficients de corrélation entre le "degré de mécontentement" quant à la situation économique actuelle et la responsabilité du groupe social.

Tableau n° 13. Les coefficients de Spearman entre le degré de mécontentement et la responsabilité du groupe

	Res. d'économie mondiale	Res. de mentalité française	Res. de Capitalisme	Res. de gouvernement	Res. de syndicats	Res. de partis de droite	Res. de partis de gauche	Res. d'Union européenne	Res. d'immigration	Res. de technologie moderne
Coeff. De Spearman	,224	,082	,193	,354	,103	,378	,061	,132	-,033	,097
Sig. Bilatérale	,003	,278	,010	,000	,171	,000	,419	,080	,666	,199

N=178

Dans ce tableau, la "responsabilité des partis de droite" a la plus grande valeur de coefficient, alors que "celle du gouvernement" est située en deuxième place. Les quatre relations sont significatives des relations du "degré de mécontentement quant à la situation économique actuelle" avec les responsabilités du "capitalisme", "de l'économie mondiale", "du gouvernement" et "des partis de droite". Les autres relations ne sont pas suffisamment

significatives. Ces quatre relations ont une orientation directe avec le "degré de mécontentement", autrement dit, si le "DMSE" augmente, alors la responsabilité de chacun de ces groupes, aux yeux des individus de l'échantillon, va s'accentuer également. Par exemple, si la situation économique actuelle devient plus menaçante, les acteurs accusent, avant tout, les "partis de droite" de créer une telle situation problématique. Dans cet exemple, le gouvernement prend la deuxième place de l'accusation.

On peut catégoriser ces quatre relations directes et significatives en deux types de la "responsabilité interne ou individuelle" et la "responsabilité externe ou systémique". La "responsabilité de partis de droite" et "celle du gouvernement" est classée dans la catégorie de la "responsabilité interne", alors que "celle de l'économie mondiale" et "celle du capitalisme" est située dans la catégorie de la "responsabilité externe". On peut constater que, aux yeux des individus de l'échantillon, la situation économique menaçante actuelle n'a pas un seul responsable, au contraire cette responsabilité se divise entre les divers groupes sociaux (un état de la "multi-responsabilité"). Ce type de la "décentralisation de l'accusation sociale" permet au gouvernement de jouer un rôle intermédiaire afin d'arranger la contribution de chaque groupe dans la responsabilité des problèmes sociaux.

En effet, la responsabilité sociale ne peut pas effectivement être réduite à un groupe social propre, mais par contre elle va se diviser entre les groupes sociaux représentatifs. On a donc besoin d'un champ d'interrelation entre la "responsabilité des groupes sociaux" et le "degré de mécontentement". Le seul coefficient de corrélation entre le "degré de mécontentement" et la responsabilité de différents groupes ne permettent pas de comparer la contribution pondérée de chaque groupe dans la responsabilité de la "situation-problème". Pour ce faire, il faut appliquer une autre technique convenable comme "régression multiple". Cette technique nous permet de faire entrer les quatre causes de la responsabilité interne et externe dans une équation explicative du degré de mécontentement. Après l'entrée de toutes

les variables, étape par étape, dans l'équation, il reste enfin deux "responsables internes", alors que les deux "responsables externes" sont exclus de champ de relation avec le degré de mécontentement. Les deux équations finales peuvent se présenter de la manière suivante :

Modèle n° 1. Le premier modèle du "degré de mécontentement" avec la "responsabilité"

Le degré de mécontentement = Bêta (Responsabilité de Partis de Droite) + E

DMSE = 0,373 (R.P.D) + 5,286

Bêta = β R = 0,373 R^2 = 0,139 1-R^2 = 0,861

E = Erreur standard

DMSE = le degré de mécontentement quant à la situation économique actuelle

Le premier modèle est capable d'expliquer 14 % (R^2) des variations de variable dépendante (DMSE), alors que 86 % de ces variations restent encore sans explication. Selon notre théorie du mécontentement social, l'"attribution de la responsabilité" est l'un des éléments constitutifs qui peut contribuer à hauteur de 14% sur la construction du degré de mécontentement. Le coefficient de β (Bêta) fournit la possibilité d'une comparaison entre les poids des variables indépendantes dans l'équation. Dans ce premier modèle, il n'existe qu'une seule variable indépendante, c'est-à-dire, la "responsabilité de partis de droite", qui démontre l'importance de la "responsabilité de partis de droite" sur les problèmes issus de la situation économique. Elle occupe la première place dans le processus de la construction du mécontentement de la situation économique actuelle. En outre, lorsque le "degré de mécontentement" augmente, l'attribution de la responsabilité penche avant tout sur les "partis de droite" comme groupes défensifs, alors que les autres groupes, sauf le gouvernement, restent en dehors de l'équation. En effet, les attentes des partis de droite sont plutôt de nature économique sur les situations problématiques. Par conséquent, si sous le gouvernement de droite arrivent les conflits économiques, la seule solution sera le remplacement de ce gouvernement par un de gauche. Donc, le gouvernement de droite peut rester au pouvoir

tranquillement quand les individus pensent que la situation économique est en train de prospérer. Le gouvernement de gauche est un substitutif de celui de droite permettant au système économique d'améliorer plus au moins ses effets pervers. Les groupes de gauche veulent jouer un rôle *culturel* face au rôle *économique* de la droite dans le champ politique. Dans le deuxième modèle, la responsabilité du gouvernement va entrer dans l'équation.

Modèle n° 2. Modèle explicatif multivarié pour le degré de mécontentement

$$DMSE = \beta 1\ (R.P.D) + \beta 2\ (R.G) + E$$

$$DMSE = 0{,}288\ (R.P.D) + 0{,}265\ (R.G) + 5{,}102$$

$$R = 0{,}450 \qquad R^2 = 0{,}203 \qquad 1\text{-}R^2 = 0{,}797$$

DMSE = le degré de mécontentement quant à la situation économique
R.P.D = la responsabilité de partis de droit
R.G = la responsabilité de gouvernement

Dans ce modèle (n° 2), à partir de l'intervention de la "responsabilité du gouvernement", le taux d'explication (R^2) de variations du degré du mécontentement va de 14 % à 20 %, alors que 80 % de ces variations restent encore sans explication, c'est-à-dire qu'il faut compter sur les autres éléments constitutifs de la théorie du mécontentement. Dans ce modèle, la valeur du coefficient de Bêta pour la "responsabilité de partis de droite", après l'entré de la "responsabilité du gouvernement" dans l'équation, se réduit de 0,373 à 0,288, mais pourtant il occupe la première place dans le champ de l'explication du degré de mécontentement, puisque la valeur de Bêta de la "responsabilité du gouvernement" est inférieure à "celle de la responsabilité de partis de droite". Les deux groupes responsables externes, c'est-à-dire la "responsabilité du capitalisme" et "celle de l'économie mondiale", sont éliminés de l'équation, alors qu'ils sont en corrélation avec le "degré du

mécontentement", mais lorsqu'ils sont juxtaposés dans l'équation, c'est la "responsabilité interne" qui demeure. En outre, une partie de la construction du "degré de mécontentement" peut être expliquée par l'attribution de la responsabilité interne, mais pourtant ce type de la responsabilité ne pèse que sur certains groupes et non sur l'individu lui-même. La "responsabilité interne" ne vise pas le système politique dans son ensemble, mais elle repose sur les éléments du système. En outre, dans un système républicain, il n'est pas possible que ce système politique ait un autre responsable que le "people". Dans ce cas, ce sont les éléments de ce système, groupes ou individu, qui subissent la responsabilité des malaises sociaux. Si la responsabilité consiste en la responsabilité interne, il ne signifie pas que ce type d'attribution causale de la responsabilité menace le système politique ou économique, au contraire, il vise les éléments internes de ce système comme responsables des problèmes sociaux. Par exemple, le chômage est un problème au niveau systémique, mais il ne vise pas la responsabilité du système politique ou économique, au contraire, il cherche les résolutions convenables "dans" le système. En effet, le "people" ne peut pas apparaître comme une cible visible qui subit la responsabilité des problèmes sociaux dans un système républicain, donc le système ne peut pas être menacé par le people émancipé d'un système absolu. De même, dans ce cas, le "système-responsable" est logiquement visé dans un état d'absence d'une responsabilité réelle. La circulation du pouvoir permet au système économique d'être légitimé culturellement par les groupes de gauche comme groupes offensifs. L'affaiblissement du système économique est couvert par l'utopie irréalisable exprimée par les partis de gauche qui permet au système économique en critique d'être assuré.

En suivant l'équation du "degré de mécontentement", nous allons faire entrer un autre élément constitutif de la théorie du mécontentement ; la "*menace sur les intérêts*". Le résultat est présenté dans le modèle n° 3 :

Modèle n° 3. Modèle explicatif multivarié pour le degré de mécontentement

$$DMSE = \beta1\ (M.I) + \beta2\ (R.P.D) + \beta3\ (R.G) + E$$

$$DMSE = 0{,}282\ (M.I) + 0{,}258\ (R.P.D) + 0{,}225\ (R.G) + 4{,}772$$

$$R = 0{,}527 \qquad R^2 = 0{,}278 \qquad 1\text{-}R^2 = 0{,}722$$

DMSE = le degré de mécontentement quant à la situation économique
M.I = la menace sur les intérêts
R.P.D = la responsabilité de partis de droit
R.G = la responsabilité de gouvernement

Avec l'intervention d'un nouvel élément constitutif du mécontentement, l'arrangement des éléments est changé, alors que le niveau de l'explication est élevé de 20 % à 28 %, bien que 72 % de variations du mécontentement restent encore sans explication. La comparaison entre les valeurs de Bêta montre que la "menace sur les intérêts" prend la place la plus importante pour expliquer les variations du degré de mécontentement. Il signifie que dans la construction du mécontentement, la "*perception de la menace sur les intérêts*" joue un rôle de détonateur pour lancer le processus du mécontentement. Ce modèle (n° 3) démontre que la perception d'une situation comme situation menaçant les intérêts peut être accompagnée d'une attribution de responsabilité issue de cette menace.

Dans cette équation, la "menace sur les intérêts" occupe par ordre d'importance la première place, la "responsabilité de partis de droite" la deuxième place et enfin la "responsabilité du gouvernement" la troisième place. Il est significatif que les groupes présentés dans la question n° 9 sont éliminés de ce modèle sauf les "partis de droite" et le "gouvernement" comme responsables qui demeurent dans l'équation. Le "gouvernement" est situé à côté des "partis de droite" répondant aux attentes des individus. La situation économique problématique provoque un engagement de partis de droite mettant en œuvre

leurs potentiels pour inspirer économiquement les espérances dans le système social. Les "partis de droite" ne peuvent pas rester en dehors de la situation économique problématique, puisque le capital économique circule et se reproduit dans le système économique par la coopération des groupes.

Ces éléments constitutifs peuvent être accompagnés d'un autre élément de nature pratique, c'est-à-dire les "actions protestataires". Il faut donc les actions protestataires interviennent dans l'équation du degré de mécontentement. Mais avant tout, il convient d'examiner les corrélations des actions protestataires proposées dans la question 14 avec DMSE. Les résultats montrent que cinq actions proposées sur huit ont séparément des relations positives et significatives avec le "degré du mécontentement". Le tableau n° 14 représente les coefficients de corrélation de Pearson entre le "degré du mécontentement" et les huit actions protestataires.

Tableau n° 14- Les corrélations entre le "degré de mécontentement" et les "actions protestataires"

N=174

	Travail bénévole	Aide financière	Sympathie à la grève	Signer une pétition	Participer à une manifestation autorisée	Contribuer à un boycotte	Joindre à une grève sauvage	Occuper des bureaux ou des entreprises
Corrélation de Pearson	,140	,314	,265	,247	,244	,117	,113	,175
Signification (bilatérale)	,065	,000	,000	,001	,001	,125	,084	,021

Les coefficients de corrélation de Pearson entre le "degré du mécontentement" et les huit actions protestataires montrent que ces relations sont positives et significatives, sauf pour l'action de "contribuer à un boycott", car le niveau acceptable de la signification doit être au maximum égal à $\alpha = 0,05$ ou encore à $\alpha = 0,10$. En outre, la probabilité que la relation entre DMSE et "contribuer à un boycott" est obtenue tout à fait par hasard, est égale à 12,5 %. Ces relations sont positives, c'est-à-dire que si le "degré de mécontentement" augmente, la

tendance pour chaque action protestataire présentée augmente également. Cinq actions protestataires peuvent être considérées comme de nouveaux éléments constitutifs de la construction du "degré de mécontentement" qui doivent participer prochainement dans l'équation du degré de mécontentement. Ces actions sont par ordre, selon le tableau n° 14, à savoir : "aide financière" ; "sympathie à la grève" ; "signer une pétition" ; "participer à une manifestation autorisée" et "occuper des bureaux ou des entreprises". Mais pourtant, avant l'intervention simultanée de ces actions, on ne peut pas comparer les importances des actions protestataires dans la construction de "degré de mécontentement". Il faut qu'elles entrent simultanément dans l'équation de "degré de mécontentement". Le résultat de cette démarche est présenté dans le modèle n° 4.

Modèle n°4- Modèle explicatif multivarié pour le DMSE

$$DMSE = \beta 1\ (M.I) + \beta 2\ (R.P.D) + \beta 3\ (R.G) + \beta 4\ (A.F) + E$$

$$DMSE = 0{,}263\ (M.I) + 0{,}240\ (R.P.D) + 0{,}187\ (R.G) + 0{,}147\ (A.F) + 4{,}7234$$

$$R = 0{,}545 \qquad R^2 = 0{,}297 \qquad 1\text{-}R^2 = 0{,}703$$

DMSE = le degré de mécontentement
M.I = la menace sur les intérêts
R.P.D = la responsabilité de partis de droit
R.G = la responsabilité de gouvernement
A.F = l'aide financière

Ce modèle est capable d'expliquer 30 % de variations de "degré de mécontentement" ce qui est une valeur considérable. De cinq actions protestataires entrées dans l'équation, il en demeure tout simplement une action, c'est-à-dire l'"aide financière", alors que les actions les plus violentes, vis-à-vis de cette action, sont éliminées. Bien que ces actions protestataires plus violentes ont séparément des corrélations considérables avec le "degré de mécontentement", lorsqu'elles ont une contribution simultanée dans l'équation de "degré de

mécontentement", elles ne peuvent pas persister face au poids de l'action la moins violente, l'aide financière.

Dans le modèle n° 4 également, la "menace sur les intérêts" prend le poids le plus important dans la construction du "degré de mécontentement". La "responsabilité de partis de droite", la "responsabilité du gouvernement" et enfin l'"aide financière" sont situés selon l'ordre d'importance de Bêta pour chaque variable. Ce modèle résulte d'un filtrage opéré à travers divers examens par plusieurs variables, se compose de cinq éléments constitutifs de la théorie du mécontentement. Il en résulte que la genèse du mécontentement de la situation économique actuelle est apparue vigoureusement, sur un itinéraire, d'abord par une perception de la "menace sur les intérêts" et qu'elle est développée par une attribution causale d'une responsabilité aux "partis de droite" et au "gouvernement" et qu'enfin elle aboutit à un type légitime de l'action protestataire qui est plutôt une "action à distance ou action de moyens". En outre, le fossé entre la perception d'un problème social et le répertoire d'actions protestataires peut être comblé par les rôles essentiels que jouent le "gouvernement" et les "partis de droite". Le rôle de ces derniers se réfère à la nature d'un objet du mécontentement qui apparaît dans notre recherche, la "situation économique actuelle", car la "responsabilité de partis de gauche" est éliminée de l'équation. En effet, les "partis de droite" sont définis comme groupes "défensifs" de la situation et les "partis de gauche" sont représentés comme groupes "offensifs".

Le modèle n° 4 est considéré comme "structure de base" par laquelle on peut poursuivre la construction du mécontentement, de sorte que les autres facteurs peuvent participer à ce modèle pour vérifier leurs influences sur les variations du "degré de mécontentement". L'arrangement des éléments de ce modèle démontre que la logique des actions protestataires est construite selon une échelle avec une pente très lente vers des actions protestataires beaucoup plus violentes. Le gouvernement joue un rôle intermédiaire dans la

réalisation de ce type de répertoire d'actions protestataires. De plus, le nombre de personnes persistant sur l'application des actions protestataires plus violentes est limité et situé en position tout à fait "minoritaire". Dans ce cas, automatiquement, les forces de la "majorité" produisent un type de contrôle social tout à fait populaire n'ayant plus besoin, dans la plupart des situations, de l'intervention de la force du gouvernement comme responsable de l'ordre social. En effet, chaque problème social crée habituellement un type de "*sondage populaire*" dans les divers réseaux sociaux qui permet aux individus de reconnaître à quel groupe, majorité ou minorité, ils appartiennent. La verbalisation d'un problème social, traditionnel ou par médias, joue un rôle essentiel dans la construction de ces deux "groupes imaginaires". Dans un système politique répartissant enfin les acteurs en deux groupes "minoritaires" et "majoritaires", les forces légitimées de groupes majoritaires déterminent le destin social de la société, donc l'appartenance au groupe majoritaire est une valeur sociale positive. Les actions protestataires les plus violentes sont des critères divisant les individus, alors que la plupart d'entre eux ont tendance à se compter dans le groupe majoritaire portant les valeurs légitimes et légales donc moins violentes.

Ce modèle de base démontre que les éléments de la théorie du mécontentement peuvent significativement participer à la construction du mécontentement de la situation économique actuelle. La théorie générale du mécontentement est capable d'expliquer la construction d'un mécontentement sur les différents sujets. La construction du mécontentement se compose des plusieurs étapes sur un parcours de la perception d'une menace sociale jusqu'à un répertoire d'actions construisant un champ de rapports réciproques entre les perceptions subjectives et les actions objectives. Le mécontentement est un sentiment naturel qui est capable de regrouper les individus en différents groupes, avec ou sans frontières nettes.

3-4-3-Revendications sociales

Selon la question n° 20, chaque individu peut seulement avoir trois choix par ordre de préférence entre les douze revendications proposées. Les résultats obtenus à cette question sont présentés dans le tableau suivant (n° 15). "Aucune priorité" indique combien de fois l'item n'a pas été choisi par les interlocuteurs. Par exemple, la "privatisation des grandes entreprises" mesurée à 165 n'a pas été choisie parmi les 178 possibilités de choix par les individus de l'échantillon. Les données de ce tableau montrent que la "création d'emploi pour les jeunes" et la "réduction des dépenses de l'État" sont les plus importantes revendications et ensuite la "privatisation des grandes entreprises" et la "lutte contre la pollution de l'environnement" sont les deux attentes les moins importantes. En deuxième priorité, on peut classer les trois revendications suivantes ; la "lutte contre la corruption", la "réduction d'impôt sur le revenu" et enfin le "renforcement de l'égalité".

Le fossé des choix entre première priorité et deuxième priorité est très élargi, de sorte que les deux revendications de première priorité sont plus saillantes que les autres. Les revendications proposées dans cette question n° 20 sont de deux types de nature : "matérielle" et "immatérielle". Les résultats obtenus montrent que les choix préférés sont nettement en faveur de la "revendication matérielle". Et encore, si l'on peut arranger les cinq premières revendications choisies afin d'avoir un "répertoire d'attentes", la "revendication immatérielle", c'est-à-dire le "renforcement de l'égalité" est situé en dernière place. Ou, par exemple, la "modération de l'injustice", comme revendication immatérielle, n'a obtenu à peu près aucune priorité (en général, elle a été simplement choisie 17 fois, alors qu'elle avait 178 possibilités de l'être). On peut argumenter que les revendications immatérielles comparées avec celles de nature matérielle sont largement moins efficaces pour améliorer la conjoncture économique actuelle.

Tableau n° 15. Un certain nombre de moyens améliorant la situation économique actuelle

	Aucune priorité	Première priorité	Deuxième priorité	Troisième priorité	Total
Création d'emplois partiels (1)	142	9	12	15	178
Lutte contre la pollution de l'environnement (2)	159	4	5	10	178
Réduction d'impôt sur revenu (3)	131	14	16	17	178
Réduction des dépenses de l'Etat (4)	80	45	29	24	178
Modération de l'injustice (5)	161	5	6	6	178
Privatisation des grandes entreprise (6)	165	2	8	3	178
Priorité de la solidarité (7)	139	8	19	12	178
Diminution de déficit (8)	143	6	12	17	178
Augmentation l'aide social par l'Etat (9)	145	10	13	10	178
Création d'emploi pour les jeunes (10)	84	56	24	14	178
Renforcement de l'égalité (11)	133	9	17	19	178
Lutte contre la corruption (12)	122	10	19	27	178

"Avoir un emploi", aux yeux des individus de l'échantillon, est un moyen déterminant améliorant les conflits sociaux aujourd'hui. C'est-à-dire que les individus croient qu'avec un emploi la vie quotidienne se déroulera de manière normale. Il semble que l'"emploi" soit un moyen prépondérant pour insérer socialement l'individu émancipé de la terre, dans une position légitime dans la société.

Les choix des individus de l'échantillon veulent dire que le système économique actuel ne peut pas être amélioré avec les "résolutions ultra systémiques", donc ils croient qu'il faut revendiquer les solutions plus proches de la réalité sociale et surtout "dans" le système. Si le système économique est capable de créer significativement les emplois nécessaires, le système apparaît alors capable de résoudre les malaises sociaux. Cette interprétation est le

cœur de la logique populaire revendiquant les solutions plutôt réelles et plausibles. Mais, est-ce que la logique populaire est adaptable avec la logique issue du monde économique actuel ? Les attitudes des individus de l'échantillon démontrent qu'ils veulent vivre 'dans le système' et non 'contre le système'.

En suivant les traces des étapes de la construction du mécontentement par le questionnaire, on peut regrouper les individus de l'échantillon en deux groupes principaux identifiant d'abord le problème social, ensuite la responsabilité et enfin les revendications. Dans chaque groupe, on a les mêmes personnes dont les attitudes vont dans la même direction. C'est-à-dire que nous voulons vérifier, par exemple, comment les personnes identifiant la situation économique actuelle comme situation plus au moins normale, attribuent-ils sa responsabilité, en comparant avec les personnes qui croient que la situation économique est plutôt problématique. Il reste la dernière étape, c'est-à-dire, les divers choix de l'action protestataire pour que la construction du mécontentement soit complétée.

Après la description du répertoire de revendications, il faut qu'il participe à l'équation du degré de mécontentement dans le modèle de base. Nous allons essayer de vérifier les influences de deux revendications importantes choisies- la "création d'emploi pour les jeunes" et la "réduction des dépenses de l'État"- sur les variations du degré de mécontentement. Etant donné que la nature de mesure de ces deux revendications est nominale, nous pouvons les catégoriser en deux groupes ; celui qui se compose des individus revendiquant la priorité de la solution et celui dont les individus ne revendiquant aucune priorité pour la même solution. Par exemple, pour la première solution, c'est-à-dire la "création d'emploi pour les jeunes", il y a deux groupes, celui qui revendique cette solution et celui qui ne donne aucune priorité à cette solution. Les deux modèles de régression n° 5 et n° 6 montrent les résultats obtenus.

Modèle n° 5
Le modèle de régression multiple pour le degré de mécontentement lors qu'il n'y a aucune priorité pour la création d'emploi pour les jeunes

$$DMSE^* = \beta 1\ (R.G) + \beta 2\ (M.I) + \beta 3(O.B) + E$$

$$DMSE = 0{,}343\ (R.G) + 0{,}251\ (M.I) + 0{,}223\ (O.B) + 4{,}8872$$

$R = 0{,}537$ $R^2 = 0{,}288$ $1\text{-}R^2 = 0{,}712$

DMSE = le degré de mécontentement
M.I = la menace sur les intérêts
R.G = la responsabilité de gouvernement
O.B = occuper des bureaux ou des entreprises

* Aucune priorité pour 'la création d'emploi pour les jeunes'.
N=82

En comparant le modèle de base (n° 4) avec le modèle n° 5, on peut constater que dans le groupe où il n'y a aucune priorité à la "création d'emploi pour les jeunes", comme une solution améliorant la situation économique, la variable de la "responsabilité de partis de droite" et celle de l'"aide financière" sont éliminées, alors qu'un autre type d'action protestataire a pu apparaître. Les individus qui n'ont pas effectivement choisi cette solution dominante, c'est-à-dire la "création d'emploi pour les jeunes", ont plutôt subi les actions plus violentes, comme le modèle le montre (par exemple, "occuper des bureaux"), alors que pour eux, la responsabilité du gouvernement joue un rôle essentiel dans la construction de son mécontentement. En effet, si les individus ne croient pas aux "*solutions officielles de malaises sociaux*", il est probable qu'ils soient conduits aux actions plus violentes lorsqu'ils sont mécontents. Dans ce cas, la perception de la "menace sur les intérêts" est un facteur déterminant. La solution acceptée par la plupart des individus produit un champ où les acteurs peuvent être divisés en deux groupes, à savoir : la "majorité" et la "minorité". Les "*solutions isolées*" créent un sentiment de malaise espérant un support venant du gouvernement, alors que l'importance de "menace sur les intérêts" va renforcer cette responsabilité du

gouvernement aux yeux des individus revendiquant ces solutions isolées. Pour mieux vérifier cette interprétation, il convient de comparer ce modèle avec celui issu du groupe choisissant la "*solution commune*" pour améliorer la situation économique actuelle.

Cette comparaison entre deux modèles montre que les composants du modèle n° 5 sont changés, lorsque celui-ci a subi un examen pour le groupe revendiquant la priorité de "la création d'emploi pour les jeunes" comme solution déterminante. L'influence de la variable de la "menace sur les intérêts" est un peu affaiblie, lorsque trois nouveaux éléments entrent, c'est-à-dire la "responsabilité de partis de droite", la "sympathie à la grève" et la "responsabilité d'économie mondiale".

Modèle n° 6
Le modèle de régression multiple pour le degré de mécontentement lorsqu'il y a une priorité pour 'la création d'emploi pour les jeunes'.

$$DMSE^* = \beta 1\,(R.P.D) + \beta 2\,(S.G) + \beta 3(M.I) + \beta 4(R.E.M) + E$$

$$DMSE = 0{,}303\,(R.P.D) + 0{,}246\,(S.G) + 0{,}235\,(M.I) + 0{,}188\,(R.E.M) + 4{,}4784$$

$R = 0{,}601$ $\quad R^2 = 0{,}361$ $\quad 1\text{-}R^2 = 0{,}639$

DMSE = le degré de mécontentement quant à la situation économique
M.I = la menace sur les intérêts
R.P.D = la responsabilité de partis de droite
R.E.M = la responsabilité d'économie mondiale
S.G = sympathie à la grève

* La revendication pour 'la création d'emploi pour les jeunes'.
N=90

Lorsqu'il y a une revendication à propos d'une solution majeure, les éléments constitutifs du modèle sont diversifiés, c'est-à-dire qu'il existe une différence entre la revendication de cette solution et ne rien revendiquer à ce propos. Pour le premier cas, la "responsabilité de partis de droite" prend la place du gouvernement et en plus, une action plus modérée (sympathie à la grève) s'est substitué à la place d'une action plus violente (occuper

des bureaux). Par rapport à la responsabilité, un autre responsable (l'économie mondiale) est ajouté.

En général, quand il y a des revendications d'une solution officielle, on peut constater que la construction du mécontentement conduit à un état beaucoup plus modéré. C'est-à-dire que, premièrement, le poids de la "menace sur les intérêts" dans l'équation va diminuer, deuxièmement, la responsabilité se divise entre la responsabilité interne et externe et enfin, la tendance aux actions plus modérées augmente. En effet, les "revendications communes" produisent une "majorité" d'individus où d'abord l'*angoisse* issue de la position de minorité diminue, ensuite la tendance aux actions collectives augment et enfin, la "responsabilité du gouvernement" aux yeux des mécontents diminue de façon remarquable. Le pouvoir de persuasion de certaines solutions sociales empêche effectivement les actions protestataires plus violentes. Alors que la "division de revendications" permet à la "responsabilité du gouvernement" d'apparaître dans le modèle, la tendance de "combat avec le gouvernement", comme centre du pouvoir, augmente.

On va suivre les modifications de ce modèle par la participation d'une autre revendication commune issue du résultat de question 20, c'est-à-dire "réduction des dépenses de l'État". Il y a donc deux groupes où les individus de l'échantillon sont divisés entre les individus choisissant cette revendication et ceux qui n'ont pas fait le même choix. Le modèle suivant (n° 7) est consacré à ce dernier groupe.

Modèle n° 7

Le modèle de régression multiple pour le degré de mécontentement lorsque il n'y a pas d'aucune priorité pour la "réduction des dépenses de l'État"

$$DMSE^* = \beta 1\ (R.E.M) + \beta 2\ (M.I) + \beta 3\ (A.F) + E$$

$$DMSE = 0{,}424\ (R.E.M) + 0{,}311\ (M.I) + 0{,}236\ (A.F) + 4{,}8492$$

$R = 0{,}630$ $R^2 = 0{,}397$ $1\text{-}R^2 = 0{,}603$

DMSE = le degré de mécontentement
R.E.M = la responsabilité d'économie mondiale
M.I = la menace sur les intérêts
A.F = l'aide financière

---

* Aucune priorité pour 'la réduction des dépenses de l'Etat'.
N=78

"La réduction des dépenses de l'État" est une solution matérielle à l'égard de l'État pouvant réorganiser d'une autre manière les éléments présents dans le modèle de base (modèle n° 4). Dans le cas où elle n'a pas été remarquée, la responsabilité retourne vers la responsabilité externe ou systémique (l'économie mondiale) et un type d'action très modéré apparaît dans ce modèle. Dans ce cas, la combinaison de ces trois éléments est capable d'expliquer 40 % de variations du degré du mécontentement de la situation économique actuelle qui est un niveau considérable. En outre, quand la responsabilité d'un problème est attribuée à une responsabilité externe, le modèle présente une nouvelle combinaison d'éléments plus explicative. Il est à considérer que dans ce cas, la "responsabilité du gouvernement" est sortie de l'équation. Ce modèle démontre que les actions protestataires sont conduites vers des actions plus modérées. En effet, quand il existe une "menace sur les intérêts" sa responsabilité est attribuée à l'extérieur de la société, la lutte contre ce type de menace est très modérée dans le milieu social. En outre, si l'accessibilité à un changement de situation menaçante est supposée très difficile, le répertoire d'actions conduira aux actions plus modérées. Par exemple, l'"économie mondiale" est une situation socio-polito-économique qui ne donne pas un esprit du changement de manière individuellement

accessible. Dans ce cas, les individus préfèrent participer à certains combats contre la situation menaçante par les moyens dont ils disposent, comme l'"aide financière". Pour bien vérifier les modifications de ce modèle, nous allons continuer notre examen avec deuxième groupe où les individus ont revendiqué la "réduction des dépenses de l'État" comme solution convenable pour améliorer la situation menaçante économique actuelle. Le modèle suivant (n° 8) en présente le résultat.

Modèle n° 8- Modèle explicatif multivarié pour le degré de mécontentement
Lors qu'il y a la priorité pour la réduction des dépenses de l'État

$$DMSE^* = \beta 1\ (R.G) + \beta 2\ (S.G) + \beta 3\ (M.I) + \beta 4\ (R.P.D) + E$$

$$DMSE = 0{,}286\ (R.G) + 0{,}309\ (S.G) + 0{,}235\ (M.I) + 0{,}235\ (R.P.D) + 4{,}1823$$

$R = 0{,}587$ $\quad R^2 = 0{,}344$ $\quad 1\text{-}R^2 = 0{,}656$

DMSE = le degré de mécontentement
R.G = la responsabilité de gouvernement
M.I = la menace sur les intérêts
R.P.D = la responsabilité de partis de droite
S.G = la sympathie à la grève

* La priorité pour 'la réduction des dépenses de l'Etat'.
N=94

Ce modèle (n° 8) est plus sophistiqué que le modèle précédent, mais le niveau de l'explication (R^2) est un peu réduit de 40 % à 34 %, c'est-à-dire que 66 % de la variance de degré de mécontentement est restée sans explication. Dans ce modèle, la "responsabilité du gouvernement" et "celle de partis de droite" sont simultanément apparues et l'action protestataire est transformée en action un peu plus violente par rapport à l'action présentée dans le modèle précédent. Les individus préférant cette solution améliorant la situation économique actuelle ont des tendances à l'"individu-responsable ou responsabilité interne" par laquelle l'intensité de l'action protestataire va s'accélérer, alors que le modèle précédent

montre que la "responsabilité externe" diminue l'intensité de l'action protestataire dans la société. La présence de la variable de la "menace sur les intérêts" dans chaque modèle peut être interprétée de sorte que l'importance de cet élément soit indispensable pour faire émerger la construction du mécontentement.

Les quatre modèles de 5 à 8 où la priorité de deux "revendications communes" ont effectivement participé, démontrent que l'action protestataire peut coulisser sur un répertoire d'actions avec une intensité variant entre les "actions les plus chaleureuses" et les "actions plutôt froides" et vice versa. La "responsabilité interne" provoque les "revendications matérielles" visées vers le gouvernement en poursuivant les actions les plus violentes, alors que la "responsabilité externe" appelle les revendications plutôt officielles et ensuite les actions les plus modérées. En tout cas, la "menace sur les intérêts" est le motif détonant qui suscite un certain nombre d'étapes de la construction sociale du mécontentement, complet ou inachevé. La connaissance des intérêts est un processus subjectif par lequel chaque individu peut se retrouver lui-même dans une hiérarchie de positions sociales. Par conséquent, la "menace sur les intérêts" prend un aspect subjectif par lequel l'individu peut estimer (surestimer ou sous-estimer) la normalité ou l'anormalité d'une situation ou d'un cas particulier. Le discours officiel produit et diffusé par les partis politiques et les médias est un élément important reformant la connaissance de la responsabilité d'une situation menaçante et déterminant les revendications pour améliorer cette situation. Ce type d'occupation subjective aboutit enfin aux actions objectives par lesquelles le sentiment de mécontentement se présente dans l'espace public.

3-4-4-*Répertoire d'actions protestataires*

Les questions numéros 14 et 18 présentent le contenu du répertoire d'actions protestataires. Le tableau n° 16 rassemble les réponses à la question n° 14.

Tableau n° 16. Le pourcentage probable d'être appliqué pour chaque action politique suivante

	0-25 (%)		26-50 (%)		51-75 (%)		76-100 (%)		Sans réponse	Moyenne	Ecart-type	Total Ind.* M/V
	Fré.	Pourcentage cumulé	Fré.	Pourcentage cumulé	Fré.	Pourcentage cumulé	Fré.	Pourcentage cumulé				
Le travail bénévole	67	38,5	48	66,1	32	84,5	27	100	4	40,38	29,61	178 4,6
L'aide financière	47	27,0	60	61,5	29	78,2	38	100	4	47,95	27,94	178 6,1
Sympathie à l'égard de grève	59	33,9	73	75,9	17	85,6	25	100	4	39,50	26,74	178 5,5
Signer une pétition	61	35,1	53	65,5	27	81,0	33	100	4	43,51	29,70	178 4,9
Participation à la manifestation autorisée	52	29,9	62	65,5	27	81,0	33	100	4	44,94	28,41	178 5,6
Contribuer à un boycotte	89	51,1	37	72,4	29	89,1	19	100	4	34,05	29,33	178 3,9
Se joindre à une grève sauvage	133	76,4	29	93,1	6	96,6	6	100	4	16,36	22,14	178 3,3
Occuper des bureaux ou des entreprises	117	67,2	35	87,4	13	94,8	9	100	4	21,77	25,65	178 3,3

Indice se compose (moyenne÷variance×100).

Question n° 14 : Supposons que vous soyez d'accord avec un mouvement social pour son programme d'amélioration de la situation économique actuelle. Attribuez un pourcentage à chaque action politique suivant l'importance que vous lui donnez.

Les actions plus violentes sont moins acceptables que les actions moins violentes. "Se joindre à une grève sauvage" et "occuper des bureaux ou des entreprises" sont les deux actions protestataires que la plupart des individus de l'échantillon n'ont pas tendance à réaliser, alors que les autres formes d'action sont plus ou moins acceptables. Selon les données de ce tableau n° 16 accompagné d'une analyse hiérarchique, on peut fournir un répertoire d'actions protestataires. Pour qu'on puisse arranger les actions du tableau n° 16, on a besoin des critères ayant un caractère égal pour toutes les actions. La "moyenne" est un indice important de centralisation pouvant être efficace, mais pourtant la dispersion de réponses est aussi un facteur déterminant pour mesurer la différence entre des rangs des actions dans un répertoire. L'indice favorable est un indice composé, d'un côté, d'un critère

de la centralisation et d'un autre côté, d'un critère de la dispersion. Pour obtenir cet indice, on peut appliquer la formule suivante : (la moyenne ÷ la variance)×100. Les résultats obtenus pour chaque action sont apportés à la dernière colonne de tableau n° 16.

Selon l'arrangement de cet indice, "l'aide financière" est l'action protestataire plus favorable qui obtient la première place dans le répertoire, c'est-à-dire que l'argent donne un certain nombre de possibilités permettant aux individus de remplacer les "*actions physiques ou directes*" par les "*actions à distance ou actions de moyens*", comme la présence d'un "répondeur téléphonique", des médias ou de l'avocat. En outre, quand l'"*argent*" est disponible en suffisance, les individus préfèrent réagir de manière que leur présence soit réalisée sans dépenser le "*temps*". L'argent (Simmel G.) joue un rôle intermédiaire entre une situation menaçante et les actions protestataires. Dans une société industrialisée, l'argent est capable d'intervenir dans les conflits sociaux pour compenser la présence physique de l'individu censé améliorer les situations problématiques. En fait, dans le domaine du mécontentement, la circulation de l'argent peut engendrer un type d'inertie sociale ou un type d'"*individu assis*" agissant plutôt avec les moyens disponibles.

Par l'indice de l'arrangement des actions protestataires proposées dans ce tableau n°16, le répertoire se compose des actions hiérarchisées suivantes :

a. l'aide financière
b. participation à une manifestation autorisée
c. la sympathie à l'égard des mouvements de grève
d. signer une pétition
e. le travail bénévole
f. contribuer à un boycotte
g. occuper des bureaux ou des entreprises
h. se joindre à une grève sauvage

Si les trois dernières actions sont jugées comme les actions les plus violentes, le "travail bénévole", l'indicateur de "temps", obtient une place montrant que le "temps" comme moyen disponible est capable d'expliquer une action contestataire. Dans cette perspective, le "temps" et l'"argent" sont appliqués dans deux sens opposés : le premier est un indicateur montrant l'intensité plus élevée d'une action protestataire et le deuxième est celui décrivant le niveau modéré du degré de mécontentement. Avant d'appliquer les "actions physiques", les individus pensent aux actions qui peuvent se construire par les moyens disponibles. L'action protestataire consiste en l'"individu" et "ses acquisitions". Dans ce cadre, l'action protestataire dépend des positions sociales produisant la stratification sociale. L'action protestataire issue du mécontentement est constituée en premier lieu par les divers moyens disponibles dont la légitimité est déterminée par les symboles culturels. L'action protestataire issue du sentiment de mécontentement est transformée : d'une force physique et instinctive de l'individu, elle devient une force de moyens dont les individus disposent. La mobilisation des ressources joue un rôle important dans cette évolution sociale. Par exemple, dans le domaine juridique, avoir un 'avocat *compétent*' peut renverser la décision du juge dans un procès conflictuel produisant un certain nombre de mécontentement.

Ce répertoire d'actions protestataires engendre la participation physique la moins importante aux actions jugées violentes, or la plupart des individus ne restent plus jusqu'au bout dans les relations sociales issues du mécontentement. Les personnes persistant jusqu'au bout sont les mécontentes initiales ayant tendance à agir plutôt par leurs caractères personnels que par les moyens disponibles, personnels ou sociaux. Le rythme des fréquences du tableau ci-dessus montre que plus on approche des actions violentes et illégales, plus le nombre d'individus diminue ; faisons l'inverse, plus on approche des actions protestataires légales, plus le nombre d'individus augmente. Cela veut dire que pour les actions protestataires

violentes, il ne reste à la fin qu'un nombre très limité de personnes dont le sentiment de mécontentement ne peut être satisfait que par leur présence jusqu'au bout de conflit.

Le tableau n° 14 démontrait les relations entre le "degré de mécontentement" et les actions protestataires. Ces relations nous permettent de sélectionner les actions plus convenables pour faire participer dans un modèle de régression par lequel on peut préciser l'importance de chaque action expliquant une partie de variance du "degré de mécontentement". Le cadre suivant présente ce modèle de régression.

Modèle n° 9
Modèle de degré de mécontentement avec participation les actions
Protestataires présentées dans la question 14 et le tableau 14

$$DMSE = \beta 1\ (A.F) + \beta 2\ (S.G) + E$$

$$DMSE = 0{,}269\ (A.F) + 0{,}207\ (S.G) + 5{,}1942$$

$R=0{,}373$ $R^2=0{,}139$ $1-R^2= 0{,}861$

$N=173$

DMSE = le degré de mécontentement
A.F = l'aide financière
S.G = sympathie à la grève

Bien que chaque action ait séparément une relation significative avec le "degré de mécontentement", lorsqu'elles participent simultanément dans un champ d'influence collective sur la variable indépendante, il ne reste que les deux actions suivantes ; l'"aide financière" et la "sympathie à la grève". Le poids de l'"aide financière" est plus lourd que celui de la "sympathie à la grève". Le niveau faible d'explication (14 %) de la variance du "degré de mécontentement" indique qu'entre le "degré de mécontentement" et les actions protestataires, il doit exister d'autres éléments constitutifs. La probabilité de l'émergence d'une action instinctive protestataire issue d'un sentiment de mécontentement est très faible, car la réalisation d'une action protestataire a besoin d'un certain nombre de cumuls de

fonctions subjectives et objectives. Par exemple, sans l'objectivation de la responsabilité d'un malaise social, l'action protestataire ne peut pas viser une cible propre, sinon elle se réalise dans un état anarchique.

La question n° 18 tente de mesurer également un autre répertoire d'actions protestataires, mais de manière différente et avec une échelle courte de réponses. L'objectif de cette question est de mesurer le degré de l'action protestataire contre une cible importante dans la société française, c'est-à-dire le gouvernement. La réflexion contre le pouvoir, comme source de punitions contre l'ordre social, peut être modestement mesurée. Le tableau suivant (n° 17) montre le résultat de cette question.

Tableau n° 17. Le répertoire d'actions protestataires face au gouvernement

	Pas du tout d'accord 1	2	3	4	5	6	Tout à fait d'accord 7	moyenne	Ecart-type	Total Ind.* M/V
Joindre au parti extrême	124	17	11	11	3	4	8	1,85	1,62	178 70,3
Blâmer les attitudes de gouv.	21	38	26	27	23	14	29	3,85	1,99	178 97,1
Dénoncer des abus de gouv.	10	17	28	27	34	25	37	4,58	1,83	178 136,7
Faire des propositions au gouv.	5	8	19	32	36	31	47	5,06	1,64	178 187,4
Plaindre du gouv. Devant le tribunal	53	40	23	22	15	8	17	2,99	1,96	178 78,1
Efforcer pour organiser un mouv. Social	21	20	23	34	39	22	19	4,08	1,82	178 122,5
Approuver un certain nombre d'affaires illégales	108	32	9	10	11	2	6	1,96	1,57	178 79,3
Ne rien faire	115	26	8	14	7	1	7	1,89	1,56	178 77,8

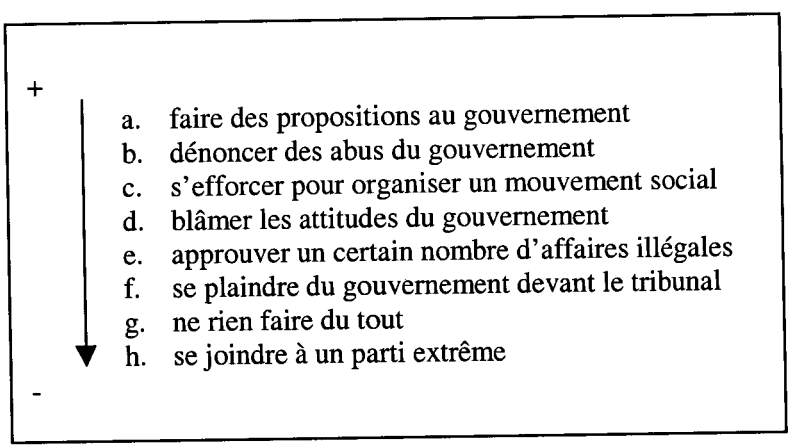
- Indice se compose (moyenne÷variance×100).

Question n° 18 : Si le gouvernement ne peut plus améliorer cette situation économique actuelle, quelle action suivante pourriez-vous réaliser, sur une échelle en 7 points ?

Le répertoire d'actions issu de résultats présentés dans le tableau n° 17 démontre que les "*actions verbales*" sont une priorité afin de protester contre le gouvernement, c'est-à-dire que les individus de l'échantillon préfèrent avant tout protester *oralement* contre le gouvernement en parlant avec leurs proches. Dès lors, le rôle du réseau social auquel l'individu appartient sera très important. Les "*actions pratiques*" sont en deuxième priorité, c'est-à-dire qu'elles se réalisent plutôt à travers les conseils de personnes entourant les individus dans un réseau social donné.

Un des points les plus importants est qu'une grande majorité des individus de l'échantillon ne sont pas d'accord pour « ne rien faire contre le gouvernement », lorsqu'il est incapable d'améliorer la situation menaçante. On peut indiquer que le "silence" (ne rien faire) n'est pas culturellement légitime quand les individus sont convaincus que le gouvernement doit prendre les mesures nécessaires. Alors que l'intensité de l'action protestataire est répartie entre les divers comportements dans ce répertoire, la violence contre le gouvernement devient illégitime.

Selon les données du tableau précédent, le répertoire d'actions protestataires face au gouvernement, se compose hiérarchiquement, selon l'indice de M/V présenté dans la dernière colonne, des actions suivantes ;



Il semble que les "actions verbales" se construisent dans des réseaux sociaux passant par une "filtration de premier degré" par laquelle la tendance à la réalisation des "actions pratiques" se produit. Dans ce cadre, la doléance, le grief, le geignement, la plainte, la dénonciation, la rumeur, le blâme, la médisance, l'insulte et l'injure sont les différentes formes d'"actions verbales protestataires" produites. Dans certains cas, ce type d'action verbale tente d'être imprimé, soit sur le papier ou les banderoles, soit sur les murs placardés.

La logique de l'"action protestataire pratique" peut être produit par des calculs d'"investissement/profit" conseillés par les personnes autour de l'individu. La catégorie professionnelle et la position sociale déterminent les frontières du réseau social où l'individu est situé. Dans ce cas, l'intensité et l'ampleur du mécontentement social sont diminuées, mais le contrôle interne de la protestation va augmenter. L'aspect verbal du mécontentement joue un rôle intermédiaire évacuant le sentiment désagréable dans l'espace social. Par la, dans certain cas, l'individu pense que les actions protestataires verbales sont suffisamment efficaces pour exprimer son sentiment de mécontentement.

Les actions verbales protestataires sont très économisées puis qu'elles ne sont pas sanctionnées et par ailleurs le système politique républicain est très sensible, par les divers moyens comme les institutions de sondage, vis-à-vis des opinions critiquant exprimées par les citoyens, surtout par les représentants. Le développement du métier d'"assistant social" dans tous les domaines conflictuels est un exemple montrant cette sensibilité du système politique républicain, d'un côté, pour fournir les bases de création de loi sociale et d'un autre côté, pour résoudre verbalement les conflits sociaux quotidiens de façon moins coûteuse et plus sociale.

"Se joindre à un parti extrême" prend la dernière place par ordre d'importance dans ce répertoire d'actions qui est par ailleurs très significative. Ce type d'action, qui est quasiment parallèle avec les actions violentes, n'a pas tendance à être une action souhaitable. La première place est occupée par une action verbale moins offensive et la dernière place a été

consacrée à une action plutôt agressive. Par conséquent, les "actions protestataires pratiquement agressives" deviennent progressivement, à travers le développement économique et le développement de la "société", indésirables, alors que les "actions verbales protestataires", offensives ou défensives, se développent de plusieurs façons, voire artistiques. Les produits artistiques agressifs tels que les peintures, les films, les littératures, les caricatures, le sketch etc. sont situés dans une catégorie d'action verbale protestataire très développée. Les Misérables de Victor Hugo est une peinture de la société représentant le mécontentement véhiculé dans un arrangement social injuste construit par les divers rôles socialement complémentaires.

Le mécontentement social, dans une société industrialisée, a tendance à émerger et à se développer, mais par ailleurs il n'aboutit pas aux "actions pratiquement agressives" contre l'ordre social et son principal représentant, c'est-à-dire le gouvernement. Le tableau n°12 démontrait que le gouvernement, les partis de gauche et ceux de droite construisent une grappe obèse dans les réseaux sociaux français. Les individus de l'échantillon croient que les partis de droite et de gauche produisent l'aspect variable du gouvernement et que les "actions verbales protestataires" jouent un rôle important pour critiquer le gouvernement.

Nous avons tenté de décrire la construction sociale du mécontentement social par une identification d'un problème social (la situation économique actuelle) en poursuivant la reconnaissance de responsables probables, ensuite par une formation de revendications et enfin par la détermination d'un répertoire d'actions protestataires. Nous avons échelonné le "degré de mécontentement" de la situation économique actuelle comme variable dépendante. Dans une prochaine démarche, nous allons mettre en relation les différents éléments du mécontentement.

3-5-*Corrélations entre les éléments constitutifs du mécontentement*

Le tableau croisé entre l'identification de la situation économique comme un problème social et la discussion sur ce sujet montrent qu'il existe une relation positive et significative entre les deux éléments. Autant la situation économique est identifiée comme un malaise grave, autant les individus discutent de cette situation. En outre, la perception du problème social engendre le processus de la verbalisation d'un malaise social entre les personnes d'un même réseau social. Au contraire, si la situation sociale se perçoit plutôt comme une situation normale, les personnes ne s'en parlent que "rarement".

La relation entre l'identification d'une situation sociale et la menace directe de cette situation est aussi positive et significative. C'est-à-dire que les personnes qui croient que la situation économique actuelle n'est pas normale pensent également que cette situation menace directement leurs intérêts. En outre, plus le sentiment d'incertitude d'une situation conflictuelle augmente, plus le sentiment de la menace directe sur les intérêts augmente. Dans ce cas, les personnes qui sont pessimistes quant à l'amélioration de cette situation- problème ont plus le sentiment de menace que les personnes qui sont optimistes.

La perception d'une situation sociale a une relation positive et significative avec la puissance perçue du gouvernement, c'est-à-dire que si les individus croient que le gouvernement est capable de résoudre les problèmes sociaux, ils pensent que les malaises sociaux ne peuvent plus arriver à un niveau grave. La normalité des situations sociales a directement une relation positive avec la perception de la puissance du gouvernement pour résoudre les conflits sociaux. Par contre, si les personnes ont le sentiment que le gouvernement n'a pas suffisant une potentialité pour régler les malaises sociaux, ils vont croire que les problèmes sociaux sont très graves. La perception de la capacité du gouvernement définit la puissance de la technologie sociale pour améliorer le niveau de vie. Les personnes pensant que l'amélioration de la situation menaçante n'est pas très possible ont

le sentiment que la situation-problème sera durable. Dans ce cas, le mécontentement demeure profondément dans la société. Les personnes estimant positivement la volonté du gouvernement pensent que les problèmes sociaux issus de la situation économique ne sont plus très menaçants. Faisons l'inverse, les personnes qui pensent que le gouvernement ne veut pas améliorer la "situation-problème" identifient les problèmes sociaux comme des situations plutôt conflictuelles et menaçantes. La perception de la "volonté" et celle de la "puissance" du gouvernement, dans la société française, sont les facteurs indiscutables identifiant les problèmes sociaux entre la "normalité", la "gravité" et le niveau de menace d'une situation conflictuelle.

En poursuivant les traces de la construction du mécontentement, on va faire croiser certaines variables mentionnées à ce propos. D'abord, les deux groupes construits de mécontents, c'est-à-dire le groupe moins mécontent (GMM) et le groupe plus mécontent (GPM), vont se mettre en relation avec la perception de la situation économique actuelle. Le tableau n° 18 présente le résultat de ce croisement. Il démontre que le GPM a tendance à voir un problème social de manière plutôt "grave", mais par contre le GMM voit ce problème social de manière plutôt "normale". Le coefficient de Khi-deux (χ^2) est l'indice confirmant que le lien entre l'intensité du mécontentement et l'identification d'un problème social est une relation tout à fait significative, c'est-à-dire que cette relation n'est pas produit par hasard, puisque la probabilité d'éventualité de cette relation est quasiment égale à zéro.

Tableau croisé entre deux variables :
"la perception du problème social" et "le degré de mécontentement".

		deux groupes mécontent		
		1,00	2,00	Total
Perception de problème social	1 Tout à fait normal	6	3	9
	2 Beaucoup problème pas grave	21	14	35
	3 Beaucoup problème grave	22	44	66
	4 La crise	15	27	42
	5 Le blocage	8	10	18
	6 Le désastre	2	5	7
Total		74	103	177

Le degré de mécontentement : 1= peu mécontent 2 = plus mécontent

Tableau croisé entre trois variables :
"la perception du problème social" , "le degré de mécontentement" et "la menace d'intérêts".

		deux groupes mécontent 1,00			deux groupes mécontent 2,00		
		menace d'intérêts			menace d'intérêts		
		1,00	2,00	Total	1,00	2,00	Total
Perception de problème social	1 Tout à fait normal	3	2	5	1	2	3
	2 Beaucoup problème pas grave	16	5	21	10	4	14
	3 Beaucoup problème grave	10	12	22	12	32	44
	4 La crise	9	6	15	11	16	27
	5 Le blocage	5	3	8	2	8	10
	6 Le désastre	2		2	1	4	5
Total		45	28	73	37	66	103

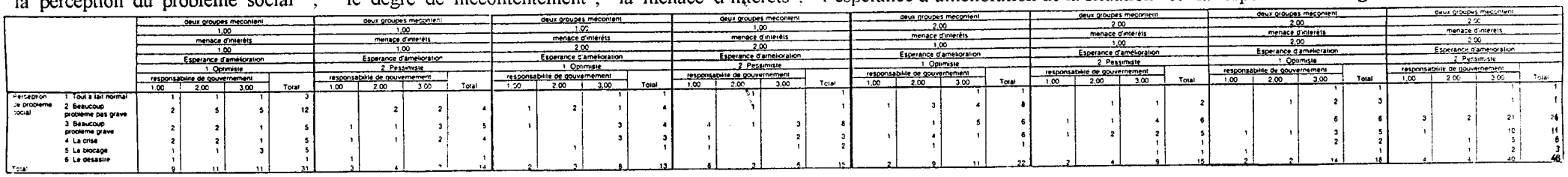
Le degré de mécontentement : 1= peu mécontent 2 = plus mécontent
La menace d'intérêts : 1 = peu de menace 2 = beaucoup de menace

Tableau croisé entre quatre variables :
"la perception du problème social" , "le degré de mécontentement", "la menace d'intérêts" et "l'espérance d'amélioration de la situation".

		deux groupes mécontent 1,00						deux groupes mécontent 2,00					
		menace d'intérêts 1,00			menace d'intérêts 2,00			menace d'intérêts 1,00			menace d'intérêts 2,00		
		Esperance d'amélioration			Esperance d'amélioration			Esperance d'amélioration			Esperance d'amélioration		
		1 Optimiste	2 Pessimiste	Total	1 Optimiste	2 Pessimiste	Total	1 Optimiste	2 Pessimiste	Total	1 Optimiste	2 Pessimiste	Total
Perception de problème social	1 Tout à fait normal	3		3	1	1	2	1		1	1	1	2
	2 Beaucoup problème pas grave	12	4	16	4	1	5	8	2	10	3	1	4
	3 Beaucoup problème grave	5	5	10	4	8	12	6	6	12	6	26	32
	4 La crise	5	4	9	3	3	6	6	5	11	5	11	16
	5 Le blocage	5		5	1	2	3	1	1	2	2	6	8
	6 Le désastre	1	1	2					1	1	1	3	4
Total		31	14	45	13	15	28	22	15	37	18	48	66

Le degré de mécontentement : 1= peu mécontent 2 = plus mécontent
La menace d'intérêts : 1 = peu de menace 2 = beaucoup de menace
L'espérance d'amélioration de la situation : 1 = optimiste 2 = pessimiste

Tableau croisé entre cinq variables :
"la perception du problème social" , "le degré de mécontentement", "la menace d'intérêts", "l'espérance d'amélioration de la situation" et "la responsabilité du gouvernement".



Le degré de mécontentement : 1= peu mécontent 2 = plus mécontent
La menace d'intérêts : 1 = peu de menace 2 = beaucoup de menace
L'espérance d'amélioration de la situation : 1 = optimiste 2 = pessimiste
La responsabilité du gouvernement : 1 = peu de responsabilité 3 = beaucoup de responsabilité

Tableau n° 18. Le croisement de la perception du problème social (PPS) et le degré de mécontentement

Perception de problème	GMM Fré.	GMM %	GPM Fré.	GPM %	Total Fréquence	Total Pour cent
Tout à fait normal	6	3,4	3	1,7	9	5,1
Beaucoup problème mais pas grave	21	11,9	14	7,9	35	19,8
Beaucoup problème mais grave	22	12,4	44	24,9	66	37,3
La crise	15	8,5	27	15,3	42	23,7
Le blocage	8	4,5	10	5,6	18	10,2
Le désastre	2	1,1	5	2,8	7	3,9
Total	74	41,8	103	58,2	177	100,0

Khi deux = 10.192 signification = 0.070

On peut donc constater que si le "degré de mécontentement" augmente, le problème social va se percevoir comme une situation menaçante. On peut confirmer que dans le cas où l'intensité du mécontentement serait élevée, les mécontents ont tendance à exagérer leurs évaluations d'une "situation-problèm" comme situation extrême. Normalement, ce type d'exagération s'incarne dans des conversations verbales afin de persuader les autres. Par exemple, dans le langage populaire, on emploie le verbe "pleurer" pour quelqu'un qui va tenter de décrire et d'argumenter une situation-problème d'une manière dramatique. Le "degré de mécontentement" et "celui de l'exagération" ont donc une relation positive et significative.

En introduisant la variable de "menace d'intérêts" dans cette relation, on va continuer d'analyser les nouveaux regroupements produits. Le "sentiment de menace sur les intérêts" de la part d'une situation problématique est une variable démontrant que le "degré de mécontentement" influe sur l'évaluation de la menace issue de cette situation. Le tableau n°

19 présente les quatre groupes ressentis du croisement des données observées de chaque variable.

Tableau n° 19. Tableau en trois dimensions ; le degré de mécontentement, la menace sur les intérêts et la perception de la situation économique actuelle

	GMM (groupe moine mécontent)			GPM (groupe plus mécontent)		
Perception de problème	Petite menace	Grande menace	Total	Petite menace	Grande menace	Total
Tout à fait normal	3	2	5	1	2	3
Beaucoup problème mais pas grave	16	5	21	10	4	14
Beaucoup problème mais grave	10	12	22	12	32	44
La crise	9	6	15	11	16	27
Le blocage	5	3	8	2	8	10
Le désastre	2	0	2	1	4	5
Total	45	28	73	37	66	103

Les données de tableau n° 19 montrent, en comparant les quatre regroupes, que les personnes étant plus mécontentes ressentent plutôt de grandes menaces d'intérêts et de plus jugent la situation problématique donnée sur une attitude orientée vers la "gravité" de cette situation (la colonne GPM + grande menace = 66 personnes). Par contre, les personnes étant moins mécontentes estiment les petites "menaces sur les intérêts" et également elles évaluent cette situation avec une attitude orientée vers la "normalité" de la situation problématique donnée (la colonne GMM + petite menace = 45 personnes). *Lorsque l'"intensité du mécontentement" augmente, le "sentiment de la menace sur les intérêts" est également renforcé et le problème social est perçu comme "situation problématique grave".*

Dans la prochaine étape, la variable de l'espérance de l'amélioration de la situation-problème va entrer dans le tableau précédent. Les données de ce tableau n° 19/1 sont divisées

entre les huit sub-groupes. Il en résulte que, d'un côté, les personnes étant plus mécontentes ont un sentiment de grande menace et sont plutôt "pessimistes" quant à l'amélioration de la situation problématique et attribuent à cette situation une "gravité" provoquant les solutions coûteuses (la colonne GPM + grande menace + pessimiste = 48 personnes). D'un autre côté, les personnes étant moins mécontentes ont des sentiments plutôt modestes quant à l'évaluation du degré de menace sur les intérêts et sont plutôt "optimistes" pour améliorer la situation menaçante et pensent plutôt à la "normalité" de la situation problématique (la colonne GMM + petite menace + optimiste = 31 personnes). En effet, la perception d'une situation sociale se construit en fonction d'un caractère important de la personnalité, c'est-à-dire l'espérance sociale (optimiste ou pessimiste).

Par la technique de "régression multiple", on va vérifier en même temps certaines corrélations entre le "degré de mécontentement" et les éléments constitutifs de mécontentement. Cette technique nous permet de comparer le poids de chaque élément dans le champ de la construction du mécontentement social.

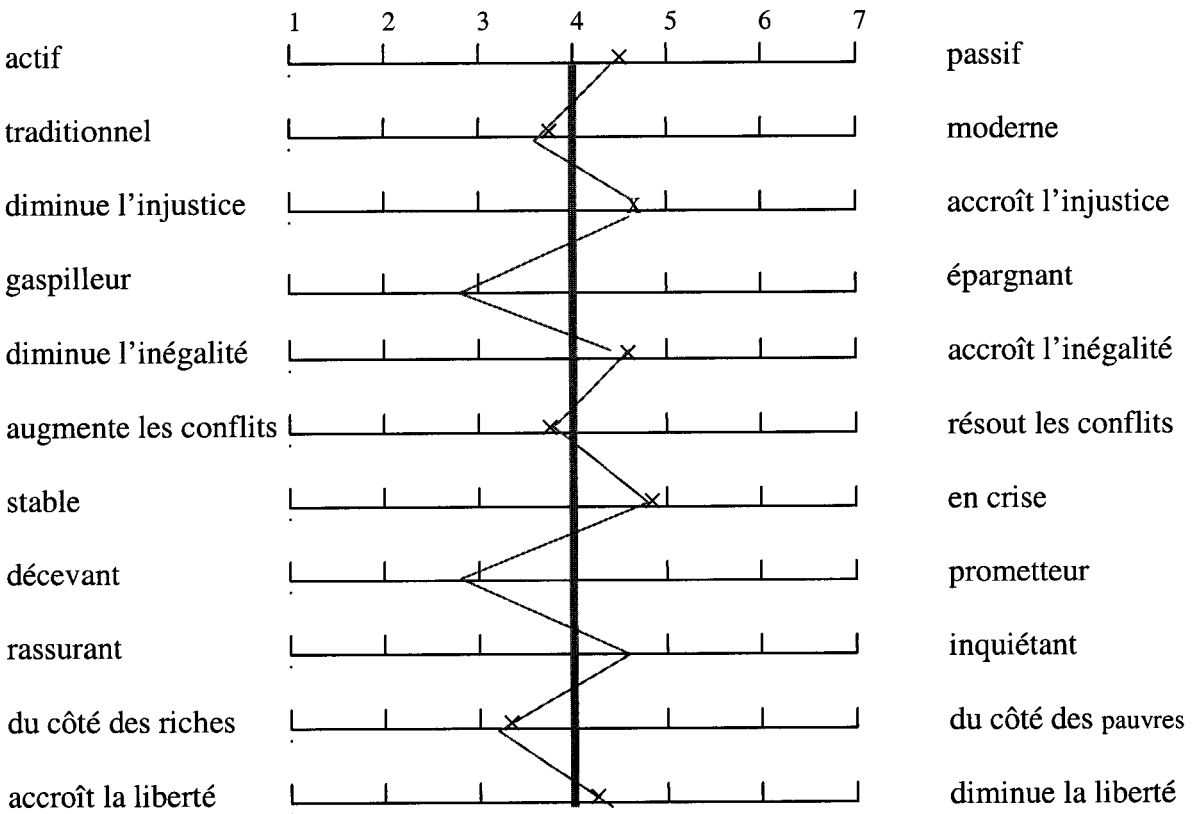
3-6-Variables indépendantes

3-6-1-*Évaluation quant au gouvernement*

La question n° 31 tente d'être comme une règle entre les mains des individus pour évaluer les attitudes au gouvernement, alors qu'elle a une idée implicite à l'égard d'un gouvernement idéal. Cette évaluation se construit par onze adjectifs opposés qui permettent aux individus d'avoir des jugements à propos de la "capacité", de l'"activité" et du "fonctionnement" du gouvernement. Le rôle du gouvernement dans l'identification d'un malaise social peut encore se vérifier par une mise en relation entre deux jugements, l'un sur le gouvernement et l'autre sur la perception d'un problème social. Résoudre des problèmes

sociaux a besoin d'une puissance "ultra-individuelle" que, dans une société industrialisée, le gouvernement représente.

Le résultat de la question n° 31 est présenté par l'image suivante. Les points déterminés sur l'échelle sont les moyennes de jugements sur chaque paire d'adjectifs opposés. Ces résultats vont se croiser avec les groupes issus de la perception de la situation économique actuelle. De plus, on peut comparer ces jugements réels du gouvernement avec un type idéal du gouvernement.



les moyennes

actif 4,24 passif
traditionnel 3,76 moderne
diminue l'injustice 4,46 accroît l'injustice
gaspilleur 2,95 épargnant
diminue l'inégalité 4,61 accroît l'inégalité
augments les conflits 3,60 résout les conflits
stable 4,75 en crise
décevant 2,99 prometteur
rassurant 4,68 inquiétant
du côté des riches 3,21 du côté des pauvres
accroît la liberté 4,08 diminue la liberté

Cette image montre que l'évaluation des individus à l'égard du gouvernement est quasiment concentrée autour de l'axe normal de l'échelle. L'axe normal (la colonne n° 4) peut décrire la proximité et l'écartement de la moyenne de jugements de chaque paire d'adjectifs opposés. Certains d'entre eux sont plus proches et certains autres sont plus éloignés de l'axe normal. Si l'on veut définir un autre axe idéal orienté vers les adjectifs positifs, la distance entre les jugements réels et l'axe idéal va augmenter.

Les moyennes de trois paires d'adjectifs opposés essentiels, c'est-à-dire la "liberté", la "justice" et l'"égalité", démontre que les individus de l'échantillon, en général, ressentent que une préférence pour la "liberté" plutôt que pour la "justice" et l'"égalité". En outre, ils sont plutôt inquiets sur le fonctionnement du gouvernement, plus à l'égard de l'"injustice" et de l'"inégalité" que de la "liberté". La valeur de la moyenne de la paire "liberté" est plus élevée, de sorte qu'elle est très proche de l'axe normal.

Le gouvernement ne peut pas motiver suffisamment les individus de l'échantillon, puisqu'ils pensent que l'attitude du gouvernement est plus "décevante" que "prometteuse". Alors, le gouvernement, qui était à un moment donné, depuis la Révolution française, un sujet mobilisateur des individus politisés, n'est plus, en concurrence avec les divers sujets intéressants, un sujet passionnant et incitant politiquement la plupart des individus. Le sport, aujourd'hui, joue un rôle très stimulant et socialisant les individus détachés des anciens motifs, par exemple, la mobilisation populaire des français(es) juste après l'accession au championnat du monde en 1998 est un indicateur significatif.

Sur le plan économique, les individus de l'échantillon croient que le gouvernement est plutôt "gaspilleur" qu'"épargnant". La gestion économique a une relation directe avec l'état de l'injustice sociale, en outre, si le gouvernement n'a pas pu encore diminuer considérablement l'état de l'injustice sociale, il coïncide alors avec le "gaspillage" qui existe dans le domaine étatique. La valeur de la moyenne de cette paire d'adjectifs opposés prend la

dernière place, c'est-à-dire que la gestion économique du gouvernement est un point où les individus de l'échantillon attendent une amélioration rassurante.

Le tableau n° 20 se compose des coefficients de Spearman entre la variable de l'"évaluation quant au gouvernement" et le "degré de mécontentement". Selon les valeurs des coefficients, le "degré de mécontentement" a des relations significatives relativement fortes avec les paires d'adjectifs mesurant l'injustice (3) et l'inégalité sociale(5).

Tableau n° 20 - Les coefficients de Spearman entre les paires d'adjectifs de l'évaluation quant au gouvernement et le "degré de mécontentement".

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Degré de mécontentement	0,160	-0,230	0,341	-0,100	0,319	-0,296	0,315	-0,202	0,298	-0,221	0,115
Sig.	0,330	0,002	0,000	0,186	0,000	0,000	0,000	0,007	0,000	0,003	0,127

1 = actif ⟶ passif
2 = traditionnel ⟶ moderne
3 = diminue l'injustice ⟶ accroît l'injustice
4 = gaspilleur ⟶ épargnant
5 = diminue l'inégalité ⟶ accroît l'inégalité
6 = augmente les conflits ⟶ résout les conflits
7 = stable ⟶ en crise
8 = décevant ⟶ prometteur
9 = rassurant ⟶ inquiétant
10 = du côté des riches ⟶ du côté des pauvres
11 = accroît la liberté ⟶ diminue la liberté

S'il y a une attitude confirmant que le gouvernement tente de diminuer l'injustice et l'inégalité sociale, le "degré du mécontentement" va diminuer. Ce genre d'attitude sera un facteur déterminant pour la construction du mécontentement social. De plus, si le gouvernement peut être reflété comme source du support (la relation n° 9), le "degré de mécontentement" va décroître. D'autre part, si le gouvernement apparaît comme "institution en crise", le "degré du mécontentement" va augmenter. On en conclut que l'"injustice"[8] et l'"inégalité" sont deux sources essentielles de la création de l'angoisse et de l'instabilité. De toute façon, si le gouvernement peut bien intervenir pour diminuer les effets inattendus de l'injustice et de l'inégalité sociale, le "degré de mécontentement" va diminuer. Mais par

[8] - Comme Moor B., l'explique dans son ouvrage : 1978, Injustice, The social bases of obedience and revolt, Stanford, Macmillan Press.

ailleurs, à partir de ces coefficients, on ne peut pas classer les relations par ordre d'importance.

Le "degré de mécontentement" n'a pas de relation significative avec les trois paires d'adjectifs de cette question. Le premier consiste en la relation entre le "degré de mécontentement" et la paire d'adjectifs de la "liberté" qui démontre que la "liberté" n'est pas une source de mécontentement. En outre, la "liberté" n'est plus apparemment un sujet incitant. En effet, le gouvernement ne peut pas manœuvrer sur le sujet de la "liberté" afin de supprimer les causes du mécontentement social, car la "liberté" ne peut plus relativement engendrer le "sentiment de frustration". Alors que l'"injustice sociale" a une relation considérable avec le "degré de mécontentement", la "liberté" n'a pas un rapport significatif avec les variations du mécontentement de la situation économique actuelle.

Le deuxième paire d'adjectifs n'ayant pas de relation assez significative avec le "degré de mécontentement" est consacré à l'aspect financier du gouvernement. Les adjectifs opposés de "gaspilleur" et "épargnant" portés sur le gouvernement ne peut pas généralement influer significativement sur le "degré de mécontentement" quant à la situation économique actuelle. Mais pourtant, il est possible que les arguments issus de ces adjectifs soient significatifs pour une partie de la population, puisqu'il existe une relation entre le "degré de mécontentement" et ces adjectifs opposés, bien qu'elle ne soit pas assez significative. En effet, la légitimité de ces arguments n'est pas valable pour tout le monde, bien qu'elle soit exprimée par une partie de la population. Par exemple, bien que certains arguments indiquent que l'immigration est une cause essentielle de difficultés économiques actuelles, ils ne sont pas suffisamment valables et légitimes pour être répétés par tout le monde. Lorsqu'ils ne sont pas acceptables pour certains groupes sociaux, certains arguments sociaux sont appliqués par une partie de la population et peuvent devenir des labels les identifiant.

La dernière paire d'adjectifs, qui n'a pas une relation significative avec le "degré de mécontentement", a rapport à l'inertie du gouvernement. Le mécontentement de la situation économique actuelle n'a pas une corrélation caractéristique avec ces adjectifs opposés mesurant la vitesse de l'activité du gouvernement. En effet, le gouvernement apparaît assez actif aux yeux des individus de notre échantillon, de sorte qu'ils ne peuvent pas attribuer une partie des causes de problèmes sociaux à l'inertie du gouvernement.

En résumé, on constate que l'évaluation quant au gouvernement en trois aspects de l'activité, de la puissance et de l'attitude a des relations significatives avec le troisième aspect. L'"attitude de gouvernement" est une source prépondérante pour activer le mécontentement ou par contre, rassurer les individus par rapport aux problèmes sociaux. L'"intention[9] perçue de gouvernement" joue un rôle essentiel pour diminuer ou augmenter le "degré de mécontentement". Dans ce domaine, l'"attitude de gouvernement" par rapport à l'injustice sociale est un facteur déterminant pour définir et percevoir l'"intention du gouvernement".

3-6-2-*Injustice sociale*

La question n° 32 se compose de 17 items qui tentent de mesurer le "sentiment d'injustice sociale". Théoriquement, l'espace de l'injustice sociale est capable d'être divisé[10] entre cinq sub-espaces, à savoir ; le sentiment d'injustice politique, le sentiment d'injustice économique, le sentiment d'injustice judiciaire, le sentiment d'injustice de la mobilité sociale et le sentiment d'injustice de la capacité sociale de l'individu. L'injustice judiciaire et l'injustice de la mobilité sociale peuvent être considérées dans le même domaine dénommé l'"injustice culturelle". Pour vérifier cette segmentation entre l'espace du sentiment d'injustice sociale, on va utiliser la technique d'analyse factorielle pour qu'on puisse

[9] - La perception de l'intention du gouvernement comme groupe reflété est un élément essentil de la conscience collective.
[10] - par exemple Walzer M. (1983, Spheres of Justice,) tente de relativiser l'espace de l'injustice sociale, alors que Rawls réduit le sens de la justice à l'équité et Morre insiste sur le fonctionnement de l'injustice.

regrouper les dix-sept items de la question n° 32. Le résultat de cette démarche est présenté dans le tableau suivant.

Matrice des composantes

Dans quel pourcentage pensez-vous que, dans notre société...	Fac. 1	Fac. 2	Fac. 3	Fac. 4	Fac. 5
Une personne pauvre peut devenir un homme riche. (1)	,595	,062	-,553	-,123	-,001
Votre enfant peut devenir ministre. (2)	,680	,031	-,364	-,072	-,193
Le fils d'une personne pauvre peut épouser la fille d'une personne riche. (3)	,586	-,121	-,377	-,120	-,013
Les pauvres peuvent suivre les études supérieures dans les écoles renommées. (4)	,570	-,286	-,181	-,025	,259
Une personne pauvre peut devenir président de la République. (5)	,730	-,117	-,266	-,165	,050
Une personne ordinaire sans protection politique peut réussir dans le milieu politique. (6)	,604	-,112	,020	,001	,117
Le gouvernement peut lutter contre la corruption. (7)	,415	-,155	,377	-,326	,167
Il y a des différences entre les hommes politiques de Gauche et ceux de Droite. (8)	,385	-,109	,487	-,486	-,099
Un innocent peut être jugé comme coupable par les juges. (9)	,343	,721	-,019	-,057	,013
Les gens ordinaires peuvent faire changer une loi injuste approuvée par le parlement. (10)	,534	-,054	,302	,101	,310
Les gens les plus riches influent sur le jugement des juges selon leurs intérêts. (11)	,274	,836	,104	,005	,123
Devant la justice les gens ordinaires sont maltraités par rapport aux gens qui ont des relations. (12)	,245	,793	,126	,090	,088
Dans les cinq années à venir vos conditions de vie peuvent s'améliorer. (13)	,478	,077	-,087	,587	-,177
Le système d'imposition actuel est juste. (14)	,396	-,168	,244	,399	,520
Les revenus sont distribués de manière juste. (15)	,513	-,469	,245	,221	-,108
La plupart des gens insatisfaits ont participé à un mouvement social durant ces cinq dernières années. (16)	,566	,166	,335	-,141	-,231
Votre participation à la résolution des problèmes économiques actuels est efficace. (17)	,504	-,060	,310	,240	-,608

Cette analyse factorielle montre qu'on peut statistiquement regrouper les dix-sept items de la question n° 32 en cinq facteurs. En outre, on peut expliquer ainsi que chaque nouveau groupe veut mesurer probablement un sujet propre qu'on peut conceptualiser théoriquement par une nouvelle notion convenable déterminée par la nature d'éléments composés du nouveau groupe.

Les items 2, 5 et 6 ayant les valeurs les plus importantes de coefficient dans le premier facteur peuvent être cumulés et conceptualisés comme "*sentiment de justice politique*",

puisque la nature de ces trois items peut être définie théoriquement de façon politique. D'une part, la logique statistique d'analyse factorielle nous permet de dire premièrement que ces trois items vont dans le même sens de la mesure d'un sujet et deuxièmement, qu'ils sont dans une cohérence significative. D'autre part, la logique théorique permet à la nature commune des items cumulés d'être vérifiés, de sorte qu'on puisse dire que le rapprochement des items n'est pas accidentel.

Les items 9, 11 et 12 dont les valeurs de coefficients sont rapprochées peut constituer la nouvelle variable dénommée le "*sentiment d'injustice judiciaire*". D'un côté, la nature théorique de ces items est dans le même sens et d'un autre côté, statistiquement, on peut les considérer comme éléments d'un même facteur social.

Les items 13, 14 et 15 sont aussi capables d'être cumulés comme un facteur dénommé le "*sentiment de justice économique*". Par ce facteur, on entend une perception d'arrangement de positions d'éléments économiques ayant rapport à la vie quotidienne. Ce facteur ne tente pas de mesurer le fonctionnement du système économique français. Bien que ce type d'évaluation soit quasiment impossible pour les sociologues, ce facteur est dans un état de mesure d'une réflexion de système économique sur la conscience sociale. Les jugements collectifs issus du système économique influent sur les attitudes et les comportements des acteurs. Dans cette perspective, on va tenter de mettre en relation ces jugements subjectifs avec les attitudes des individus par rapport aux autres objets sociaux de mesures.

Les items 1, 3 et 4 donnent un autre facteur que l'on peut dénommer le "*sentiment d'injustice de la mobilité sociale*". Ce facteur veut mesurer la possibilité subjective de la mobilisation verticale dans la société. Par la réalité sociale, on peut constater qu'il existe une hiérarchie sociale acceptée par rapport aux positions sociales. Les résultats de la question n° 28 est un indicateur montrant que l'"argent" et le "pouvoir" sont les éléments les plus importants, aux yeux des individus de notre échantillon, pour la construction du "statut

social". Etant donné que le niveau de la détention de l'"argent" et du "pouvoir" pour les acteurs n'est pas du tout dans un état égalitaire au départ, il est logique, au sens économique, qu'il existe une hiérarchie de positions sociales valorisant la mobilisation verticale.

Après l'intervention du "sentiment d'injustice économique" dans le modèle base du degré de mécontentement, le nouveau modèle obtenu (n° 10) mérite d'être interprété.

Modèle n° 10- Modèle explicatif pour le degré de mécontentement
avec l'intervention du *'sentiment d'injustice économique'*

$$DMSE = \beta1\ (R.G) + \beta2\ (S.I.E) + \beta3\ (P.M.A) + \beta4\ (M.I) + \beta5\ (R.P.D) + E$$

$$DMSE = 0{,}218\ (R.G) + 0{,}236\ (S.I.E) + 0{,}206\ (P.M.A) + 0{,}218\ (M.I) + 0{,}199\ (R.P.D) + 4{,}5261$$

$$R = 0{,}599 \qquad R^2 = 0{,}359 \qquad 1 - R^2 = 0{,}641$$

$$N = 172$$

DMSE = le Degré de Mécontentement
R.G = la Responsabilité de gouvernement
S.I.E = le Sentiment d'Injustice Economique
P.M.A = la Participation à une Manifestation Autorisée
M.I = la Menace sur les Intérêts
R.P.D = la Responsabilité de Partis de Droite

Dans le modèle n° 10, le "sentiment d'injustice économique", prend la première place dans l'arrangement de variables étant capable d'expliquer 36 % des variations du "degré de mécontentement". On peut insister sur trois points. Le premier penche sur la forme d'arrangement d'éléments présents dans le modèle. Le poids de la "responsabilité de gouvernement" est plus important que celui de la "responsabilité de partis de droite" et que la première est située juste après le "sentiment d'injustice économique". Il en résulte que, aux yeux des individus, le gouvernement est le premier responsable de l'existence de l'injustice sociale dans la *société* et c'est lui qui doit améliorer cette situation injuste. Dans le cas où le "sentiment d'injustice économique" serait présent, les individus subissant les effets de cette

situation injuste ont besoin d'une force sociale légitime pouvant changer cette situation injuste et établir les lois nécessaires.

Le deuxième point a rapport à la position de "la menace sur les intérêts" qui est toujours déterminante pour la construction du mécontentement. En comparant le poids du "sentiment d'injustice économique" avec celui de la "menace d'intérêts", on peut les considérer comme deux éléments fondamentaux et sensibles pour cristalliser le mécontentement social. La "menace sur les intérêts" est un élément constitutif du mécontentement qui est supportée par le "sentiment d'injustice économique". En outre, plus le "sentiment d'injustice économique" augmente, plus la "menace sur les intérêts" croît et plus le "mécontentement de la situation économique" également.

Le dernier point important envisage l'"action protestataire" comme action plutôt "pratique" mais non violente. Il signifie que l'action réalisée par les moyens dont l'individu dispose, comme l'aide financière, n'est pas efficace, alors que dans ce modèle n° 10, l'action physique est représentée. Ce type d'action protestataire, bien qu'elle soit une action plus puissante que l'"action de moyens" a tendance à respecter les règles sociales. Les individus veulent améliorer la "situation d'injustice économique", mais pas avec n'importe quelle action protestataire ! Ils contestent en respectant les cadres légitimes de l'action protestataire, c'est-à-dire que l'injustice économique ne suscite plus des actions plus violentes et parfois révoltées.

On peut croiser ces résultats avec les résultats de la question n° 30 permettant d'étudier le choix de l'action protestataire contre la situation d'injustice économique. La question n° 30 se compose de dix phrases comparant des moyens d'action protestataire que l'on va examiner avec le modèle précédent.

Dans le premier modèle obtenu (n° 11), l'équation du "degré de mécontentement" se compose de deux éléments important, il s'agit de la "distance entre les plus riches et les plus

pauvres" et de l'"aide financière". Pour les individus croyant que les moyens légaux pour protester contre une situation menaçante sont suffisamment disponibles, le mécontentement consiste en un modèle du "mécontentement inachevé", c'est-à-dire que les individus agissent dans le cadre du modèle d'"individu assis".

Modèle n° 11. Modèle explicatif du degré de mécontentement dans l'espace moyens légaux et efficaces

$$DMSE^* = \beta 1\ (D.R.P) + \beta 2\ (A.F) + E$$

$$DMSE = 0{,}504\ (D.R.P) + 0{,}423\ (A.F) + 4{,}4977$$

$$R = 0{,}692 \qquad R^2 = 0{,}479 \qquad 1\text{-}R^2 = 0{,}521$$

DMSE = le Degré de Mécontentement
D.R.P = la Distance entre les plus Riches et les plus Pauvres
A.F = l'Aide Financière
* le modèle régression dans l'espace de moyens légaux et efficaces

Le modèle n° 11 a une tendance relativement forte à démontrer que les deux variables présentes dans le modèle peuvent expliquer environ 50 % de la variance de "degré de mécontentement". Ce modèle est consacré aux individus croyant qu'il existe les moyens disponibles légaux et efficaces pour contester une situation menaçante. Ils sont donc assurés que le système social est capable de résoudre les problèmes sociaux. Dans cette condition, l'une des causes les plus importantes les mécontentant sera la "distance entre les plus riches et les plus pauvres", mais pourtant ils ne protestent contre cette distance que par des actions de moyens, comme l'aide financière. En effet, le système social conduit ce type de mécontentement à un état où les acteurs ne sont pas révoltés. C'est pourquoi, la "menace sur les intérêts" est sortie du modèle, c'est-à-dire qu'elle n'a plus d'influence sur la construction sociale du mécontentement dans cette condition. Au fond, quand les individus sont assurés de la capacité de leur système social et plus précisément politique, leurs attentions retournent donc vers un état où les « différences socialisées » entre eux-mêmes sont un sujet

prépondérant. Si le système politique est omniprésent pour rassurer également tout le monde dans la mesure du possible, les différences socialisées entre les individus s'élèvent. En d'autres termes, si le fonctionnement d'un système politique omniprésent est égal pour tout le monde, la question qui se pose est de savoir d'où viennent les différences sociales entre les individus ? Dans ce cas, la "distance entre les plus riches et les plus pauvres" joue un rôle déterminant sur l'émergence du mécontentement. En effet, les individus sont officiellement des citoyens égaux dans domaine culturel et plus au moins politique, mais inégaux sur le champ économique. L'inégalité sociale d'un champ peut être recouverte par l'égalité sociale perçue d'un autre champ.

Modèle n° 12. Modèle explicatif pour le degré de mécontentement dans l'espace de moyens légaux mais inefficaces

$$DMSE^* = \beta 1\,(M.I) + \beta 2\,(S.P) + \beta 3\,(R.P.D) + \beta 4\,(S.I.E) + \beta 5\,(R.G) + E$$

$$DMSE = 0{,}278\,(M.I) + 0{,}285\,(S.P) + 0{,}228\,(R.P.D) + 0{,}228\,(S.I.E) + 0{,}194(R.G) + 4{,}215$$

$$R = 0{,}644 \qquad R^2 = 0{,}415 \qquad 1\text{-}R^2 = 0{,}585$$

DMSE = le Degré de Mécontentement
M.I = la Menace sur les Intérêts
S.P = Signer une pétition
R.P.D = la Responsabilité de Partis de Droite
S.I.E = le Sentiment d'Injustice Economique
R.G = la Responsabilité de Gouvernement

* le modèle régression dans l'espace de moyens légaux mais inefficaces

En comparant les deux modèles n° 11 et n° 12, on constate qu'il y a des différences considérables entre les deux espaces de moyens de la protestation. Lorsque les individus croient qu'il existe des moyens de protestation légaux et efficaces, le modèle explicatif du degré de mécontentement se réduit en deux éléments (le modèle n° 11). Alors que dans deuxième cas, lorsque les individus pensent que les moyens de la protestation sont légaux

mais inefficaces, le modèle (n° 12) se compose de cinq éléments qui concentrent en un type de "mécontentement complet". Ce modèle devient plus sophistiqué ; dès lors la variance du "degré de mécontentement" est expliquée par l'intervention de plusieurs éléments. En outre, quand les individus croient que les moyens légaux de la protestation ne sont pas efficaces, le processus du mécontentement a tendance à s'orienter vers un état "complet". Par conséquent, l'efficacité de moyens légaux protestataires peut influer sur la construction sociale du mécontentement. D'une part, plus l'"***efficacité*** de moyens légaux" protestataires augmente, plus le degré du mécontentement diminue, mais d'autre part, plus l'"***inefficacité*** de moyens légaux" protestataires augmente, plus le "degré de mécontentement" augmente.

Les deux modèles 13 et 14 expliquent les influences de deux types d'"intérêts collectifs" et "particuliers" sur le modèle de base de la construction du mécontentement.

Modèle n° 13- Modèle explicatif du "degré de mécontentement"
Dans l 'espace de la priorité d'intérêt particulier

$$DMSE^* = \beta 1\ (M.I) + \beta 2\ (R.P.D) + E$$

$$DMSE = 0{,}555\ (M.I) + 0{,}316\ (R.P.D) + 4{,}4350$$

$R = 0{,}647 \qquad R^2 = 0{,}419 \qquad 1\text{-}R^2 = 0{,}581$

DMSE = le Degré de Mécontentement
M.I = la Menace sur les intérêts
R.P.D = la Responsabilité de partis de droite
* modèle régression du degré du mécontentement dans l'espace de la priorité d'intérêt particulier.

Le modèle n° 13 montre que le "mécontentement" est construit plus "vite" par l'intervention de deux éléments, quand l'"intérêt particulier" obtient une priorité par rapport à l'"intérêt collectif". Dans ce cas, la "menace sur les intérêts" est toujours présente et reprend la première place de l'importance avec une distance considérable par rapport au deuxième élément. Les autres éléments, surtout les actions protestataires, sont sortis de ce modèle, dans

ce cas, le mécontentement n'aboutit plus aux actions protestataires, dès lors il reste souvent dans les frontières individuelles. Au contraire, l'intervention d'"intérêt collectif" provoque plusieurs éléments de participation dans le modèle (n° 14) présenté de façon suivante.

Modèle n° 14- Modèle du mécontentement dans l'espace de la priorité d'"intérêt collectif"

$$DMSE^* = \beta 1\,(R.G) + \beta 2\,(D.R.P) + \beta 3\,(S.P) + \beta 4\,(R.P.D) + \beta 5\,(S.I.E) + E$$

$$DMSE = 0{,}218\,(R.G) + 0{,}273\,(D.R.P) + 0{,}281\,(S.P) + 0{,}201\,(R.P.D) + 0{,}159(S.I.E) + 4{,}442$$

$$R = 0{,}617 \qquad R^2 = 0{,}381 \qquad 1\text{-}R^2 = 0{,}619$$

DMSE = le Degré de Mécontentement
R.G = la Responsabilité de Gouvernement
D.R.P = la Distance entre les plus Riches et les plus Pauvres
S.P = Signer une pétition
R.P.D = la Responsabilité de Partis de Droite
S.I.E = le Sentiment d'Injustice Economique

* modèle régression pour le degré du mécontentement dans l'espace de la priorité d'intérêt collectif.

Dans le modèle n° 14, la construction du mécontentement s'oriente vers un processus avec la participation de plusieurs éléments constitutifs du mécontentement. Le poids de l'élément de l'action (signer une pétition) est considérable ; puis le "gouvernement" et les "partis de droite" apparaissent simultanément comme cibles visibles de l'attribution de la responsabilité. La "distance entre les riches et les pauvres" et le "sentiment d'injustice économique" interviennent dans ce modèle en expliquant les "intérêts publics". En outre, lorsque l'"intérêt public" est un facteur incitant, le mécontentement se construit dynamiquement et est orienté vers les actions collectives. Alors que l'"intérêt particulier" limite les frontières de la construction du mécontentement dans les affaires plutôt individuelles.

En poursuivant ce type de comparaison, on va vérifier la différence entre l'"action individuelle" et l'"action collective" dans le modèle régression du degré de mécontentement. Les deux modèles 15 et 16 sont le résultat de cette nouvelle démarche.

Modèle n° 15- Modèle pour le "degré de mécontentement" dans l'espace de l'efficacité d'action protestataire individuelle

$$DMSE^* = \beta 1\ (S.I.E) + \beta 2\ (J.G.S) + E$$

$$DMSE = 0{,}718\ (S.I.E) + 0{,}334\ (J.G.S) + 3{,}3551$$

$$R = 0{,}861 \qquad R^2 = 0{,}741 \qquad 1\text{-}R^2 = 0{,}259$$

DMSE = le Degré de Mécontentement
S.I.E = le Sentiment d'Injustice Economique
J.G.S = Joindre à une Grève Sauvage

* modèle régression du degré du mécontentement dans l'espace de l'efficacité d'action individuelle.

Le modèle n° 15 explique que si l'action protestataire se limite à l'"action individuelle", la formation du mécontentement prend une forme directe entre les causes du mécontentement et l'action protestataire violente. Dans ce cas, d'une part, la cause du mécontentement est objectivée et d'autre part, l'action protestataire individuelle apparaît comme résolution finale supprimant la cause de la situation problématique. L'action protestataire individuelle est une réflexion directe de la perception des causes du mécontentement. Dans cette perspective, l'intensité de l'action protestataire individuelle est définie par le degré de l'objectivation de la cause du mécontentement.

Modèle n° 16- Modèle pour le "degré de mécontentement" dans l'espace de l'efficacité d'action collective

$$DMSE^* = \beta 1\ (M.I) + \beta 2\ (R.P.D) + \beta 3\ (S.G) + \beta 4\ (D.R.P) + \beta 5\ (S.I.E) + \beta 5\ (R.G) + E$$

$$DMSE = 0{,}230\ (M.I) + 0{,}180\ (R.P.D) + 0{,}261\ (S.G) + 0{,}213\ (D.R.P) + 0{,}149\ (S.I.E) + 0{,}149\ (R.G) + 4{,}3366$$

$$R = 0{,}639 \qquad R^2 = 0{,}408 \qquad 1\text{-}R^2 = 0{,}592$$

DMSE = le Degré de Mécontentement
M.I = la Menace sur les Intérêts
R.P.D = la Responsabilité de Partis de Droite
S.G = Sympathie à la Grève
D.R.P = la Distance entre les plus Riches et les plus Pauvres
S.I.E = le Sentiment d'Injustice Economique
R.G = la Responsabilité de Gouvernement

* modèle régression de degré du mécontentement dans l'espace de l'efficacité d'action collective

Au contraire, le modèle (n° 16) en priorité d'"action collective" montre que la formation du mécontentement devient très sophistiquée, lorsque l'action protestataire collective est perçue plus efficace que l'action protestataire individuelle. ***Le point très important est que l'action protestataire collective prend une intensité moins violente que l'action protestataire individuelle.*** En effet, l'action collective contrôle socialement l'intensité de l'action protestataire par une logique collective et légitime. Le poids de l'action protestataire est plus important que celui d'autres éléments. Il signifie que malgré l'importance de l'action protestataire collective, l'intensité de cette action est très contrôlée par la collectivité.

Le deuxième point a rapport à la construction du mécontentement se composant des éléments essentiels et est orienté vers le "mécontentement complet". La "menace sur les intérêts" joue un rôle important dans une telle formation du mécontentement et la "responsabilité de partis de droite" est plus important que "celle de gouvernement".

En résumé, les six modèles précédents (11-16) démontrent que, en premier lieu, l'"*intérêt public*" et l'"*action protestataire collective*" conduisent la construction sociale du mécontentement à un processus sophistiqué et composé de plusieurs éléments. La logique collective et légitime dirige les actions protestataires dans les voies moins violentes par rapport aux actions protestataires individuelles. Quand la construction du mécontentement se compose de plusieurs éléments constitutifs et indispensables, le mécontentement conduit à une forme de la rationalisation. En deuxième lieu, lorsque les actions protestataires légales ne sont pas efficaces, la construction du mécontentement se compose de divers éléments et devient compliqué allant vers un type "complet". Par conséquent, la formation sociale du mécontentement prend une telle structure où les luttes sociales produisent logiquement la nécessité d'un "équilibre social" entre les groupes offensifs et défensifs, de sorte que les décisions finales puissent être ressorties. Dans ce cas, la construction sociale du

mécontentement apporte une contribution indispensable à la pérennité de la "constellation sociale" de la société.

3-6-3-*Hiérarchie des positions sociales*

Les questions 24-27 tentent de mesurer la distance sociale entre les plus riches et les plus pauvres. Le résultat de la question 24 présenté par le tableau n° 21 confirme que la plupart des acteurs de l'échantillon croient qu'il existe une distance très élargie entre les plus riches et les plus pauvres. L'estimation collective à propos de cette distance sociale a tendance à être dans un état de consensus où le sentiment de mécontentement de la situation économique peut avoir une relation positive avec l'ampleur de cette distance. Il est possible que le "niveau moyenne de vie" puisse être libéré des effets négatifs de cette estimation de l'inégalité sociale, mais pourtant la mobilisation des ressources ne peut pas diminuer cette distance. La question 26 tente de mesurer cette capacité sociale quant à la diminution de cette distance dans les dix années à venir.

Tableau n° 21- La distance sociale entre les plus riches et les plus pauvres
1= très proche 7= très large

Echelle	Fréquence	Pour cent	Pourcentage Cumulé
3	6	3,4	3,4
4	18	10,1	13,5
5	22	12,4	25,8
6	37	20,8	46,6
7	95	53,4	100,0
Total	178	100,0	

Moyenne = 6,11 variance = 1,36 ecart-type = 1,17

Question 24 : Comment considérez-vous la distance sociale entre les plus riches et les plus pauvres, sur une échelle d'amplitude de 7.

Le résultat de cette question, tableau n° 22, affirme que 78 % des individus de l'échantillon croient seulement que cette distance va être plus large que dans les dix années à venir. Il est remarquable que l'espérance collective ne donne à telle hiérarchie sociale une architecture autre que la continuité de cette forme existante. La question 25 veut mesurer cette continuité.

Tableau n° 22- L'estimation de la distance sociale dans les dix années à venir

	Fréquence	Pour cent
Plus large	139	78,1
Moins large	39	21,9
Total	178	100,0

Question 26 : Dans les dix années à venir, pensez-vous que cette distance sera Plus large ou moins large ?

Le résultat de cette question, tableau n° 23, montre également que 87 % des individus de l'échantillon croient que cette distance est devenue plus large pendant les dix dernières années. La distance sociale entre les pauvres et les riches issue de la hiérarchie des positions sociales n'a pas changé pendant les dix dernières années et ne peut pas être améliorée non plus pendant les dix années à venir.

Tableau n° 23- L'estimation de la distance sociale pendant les dix dernières années

	Fréquence	Pour cent
Plus large	155	87,1
Moins large	23	12,9
Total	178	100,0

Question 25 : Pendant les dix dernières années pensez-vous que cette distance Sociale est devenue plus large ou moins large ?

Dans ce champ de positions sociales, la question 27, tableau n° 24, va mesurer l'évaluation de chacun, selon sa position occupée dans la société, sur une échelle de réponse à cent degrés. Le résultat est d'abord regroupé puis présenté dans le tableau suivant.

Tableau n° 24. L'évaluation de position sociale sur une échelle de cent degrés

	Fréquence	Pour cent	Pourcentage Cumulé
0-25	13	7,3	7,3
26-49	44	24,7	32,0
50	61	34,3	66,3
51-75	55	30,9	97,2
76-100	5	2,8	100,0
Total	178	100,0	

mode = 50 moyenne = 49,4 ecart-type = 14,95 variance = 223,60

Question 27 : Evaluez votre position sociale sur une échelle allant de 1 à 100, 1=étant le plus bas et 100=le plus haut.

La valeur de mode et d'écart-type, tableau n° 24, montrent que les individus ont généralement tendance à "faire *moyenner*" leurs statuts sociaux dans la hiérarchie sociale perçue de la société, car la "position moyenne" leur laisse le sentiment d'être au milieu de la "majorité" garantissant la normalité de la position sociale et le mode de vie quotidienne. "Être normal" est une valeur essentielle résultant de la culture commune de la Nation, de sorte qu'elle permet aux acteurs d'évaluer leurs positions par un critère réel et non idéal. Dans ce cas, la "normalité" et l'"idéal" se recouvrent pratiquement.

L'évaluation normale de la position sociale peut être interprétée par ce raisonnement que l'accès aux positions supérieures n'est ni facile, ni souhaité (idéal). Le rythme systémique

de la vie sociale conduit à une logique d'évaluation selon laquelle la "satisfaction" de la position occupée est plus importante que la "réalité" du rang de cette position dans la hiérarchie sociale. Le critère de la "normalité" entraîne un espace subjectif où la "réalité" de la position sociale se transforme en valeurs spirituelles satisfaisant le rang de la position occupée. En outre, pour éviter une telle évaluation du rang de la position sociale, la meilleure façon sera l'application d'un critère produisant une "évaluation normale" par laquelle la *souffrance* sociale issue des positions inférieures et la *fierté* sociale issue des positions supérieures peuvent être équilibrées.

Dans notre hypothèse, la "distance perçue entre les plus riches et les plus pauvres" joue un rôle important dont l'influence sur la construction du mécontentement va être examinée par son intervention dans le modèle suivant (n° 18). Ce modèle explique 36 % de la variance du "degré de mécontentement" ce qui représente un niveau d'explication considérable.

Modèle n° 18- Modèle pour le "degré de mécontentement" avec l'intervention de l'évaluation de "distance entre les plus riches et les plus pauvres"

$$DMSE = \beta 1\,(R.G) + \beta 2\,(M.I) + \beta 3\,(R.P.D) + \beta 4\,(D.R.P) + \beta 5\,(S.G) + E$$

$$DMSE = 0{,}175\,(R.G) + 0{,}224\,(M.I) + 0{,}228\,(R.P.D) + 0{,}229\,(D.R.P) + 0{,}213\,(S.G) + 4{,}5210$$

$R = 0{,}600 \qquad R^2 = 0{,}359 \qquad 1 - R^2 = 0{,}641$

$N = 173$

DMSE= le Degré de Mécontentement
R.G= la Responsabilité de Gouvernement
M.I= la Menace sur les Intérêts
R.P.D= la Responsabilité de Partis de Droite
D.R.P= la Distance entre les plus Riches et les plus Pauvres
S.G= la Sympathie à la Grève

Dans le modèle 18, on pourrait insister sur trois points remarquables. Le premier point est le poids de l'influence de cette nouvelle variable qui a participé à ce modèle est très

remarquable. Bien que le coefficient de Bêta de la "distance entre les plus riches et les plus pauvres" soit bien juste rapproché de celui de la "responsabilité de partis de droite" ou de la "menace sur les intérêts", il devient la variable la plus importante pour favoriser la construction complète du mécontentement. En outre, lorsque cette nouvelle variable a participé au modèle, les éléments constitutifs du mécontentement sont devenus plus concertés. En effet, l'évaluation de la "distance entre les plus riches et les plus pauvres" a une influence positive sur la construction du mécontentement : plus la "distance entre les riches et les pauvres" augmente, plus le concert entre les éléments constitutifs du mécontentement s'accroît. Au contraire, il signifie également que si la "distance entre les riches et les pauvres" va subjectivement diminuer, le mécontentement social se construit alors de façon "incomplète". Lorsque la "distance entre les riches et les pauvres" augmente et s'objective dans la conscience collective, on peut s'attendre à ce que le mécontentement sorte probablement d'un "*cocon*" de verbalisation et puisse ouvrir un nouveau champ de l'action protestataire. Par conséquent, la "distance entre les riches et les pauvres" joue un rôle intermédiaire pour transformer le "mécontentement verbal" en le"mécontentement pratiquant".

Le deuxième point est que le poids de la "responsabilité du gouvernement" a obtenu la dernière place, alors que "celle de partis de droite" est justement située à côté de la première place par ordre d'importance dans l'équation. Cela veut dire que la "distance perçue entre les riches et les pauvres" incite à attribuer la responsabilité de la situation économique problématique plutôt aux "partis de droite" qu'au "gouvernement". En effet, le "gouvernement" est une référence légitime pour aider les gens tombés dans la situation problématique. En outre, les acteurs attendent que le "gouvernement" assume sa responsabilité dans les situations menaçantes. Il en résulte que si le "gouvernement" se compose des "partis de droite", la responsabilité de celui-ci devient très lourde. Autrement dit,

la "distance perçue entre les riches et les pauvres" aboutit aux attentes légitimes des individus, de sorte que le gouvernement doive y répondre.

Le dernier point se réfère à l'action protestataire qui est présentée dans ce modèle. Cette action est plus forte que 'l'aide financière' présentée dans le modèle où la "distance perçue entre les riches et les pauvres" était absente. L'influence de celle-ci est apparue sur le choix d'un type d'action protestataire qui a tendance à coulisser vers les actions plus "pratiques" dans le répertoire d'actions. La valeur du Bêta de cette action confirme l'importance de son influence dans l'équation du "degré de mécontentement". Il en résulte que plus la "distance perçue entre les riches et les pauvres" augmente, plus les actions protestataires physiques augmentent, de sorte que le rôle de cette action dans la construction du mécontentement est important, c'est-à-dire que la probabilité de la réalisation de l'action protestataire augmentera.

En résumé, la "distance perçue entre les riches et les pauvres" est un facteur indépendant qui concentre les éléments du processus de la cristallisation du mécontentement. Ce facteur n'est pas très visible dans les relations sociales, mais il est plutôt dans un état d'éclipse dans l'inconscience collective. Il accélère la transformation de l'action protestataire en forme participante pour améliorer la situation problématique.

Il convient de noter que la mesure de la "distance réelle entre les riches et les pauvres" est très difficile ou quasiment impossible, mais on suppose que la conscience collective mesure cette distance et l'enregistre toujours dans la mémoire collective. Dès lors, la mesure de cette distance est une évaluation d'un individu de cette "distance entre les riches et les pauvres" que les individus de l'échantillon, représentant une petite partie de la société, ont déjà mémorisée subjectivement. Cette variable est très proche d'un autre élément constitutif du mécontentement, le "sentiment d'injustice économique" par lequel notre modèle va être enrichi.

Modèle n° 19- Modèle pour DMSE avec l'intervention le "sentiment d'injustice économique"

$$DMSE = \beta 1\,(R.G) + \beta 2\,(S.I.E) + \beta 3\,(M.I) + \beta 4\,(R.P.D) + \beta 5\,(D.R.P) + \beta 6\,(S.P) + E$$

$$DMSE = 0{,}174\,(R.G) + 0{,}191\,(S.I.E) + 0{,}198\,(M.I) + 0{,}208\,(R.P.D) + 0{,}202\,(D.R.P) + 0{,}249\,(S.P) + 4{,}375$$

$R = 0{,}636 \qquad R^2 = 0{,}405 \qquad 1 - R^2 = 0{,}595$

$N = 172$

DMSE= le Degré de Mécontentement
R.G= la Responsabilité de Gouvernement
S.I.E= le Sentiment d'Injustice Economique
M.I= la Menace sur les Intérêts
R.P.D= la Responsabilité de Partis de Droite
D.R.P= la Distance entre les plus Riches et les plus Pauvres
S.P= Signer une Pétition

L'intervention du "sentiment d'injustice économique" dans le modèle précédent apporte certaines modifications significatives présentées dans le modèle 19. Le niveau de l'explication de la variance du "degré de mécontentement" s'élève de 36 % à 40 %, ce qui est considérable. Ce nouvel arrangement d'éléments du modèle peut significativement expliquer 40 % des variations du "degré de mécontentement". En outre, l'intervention du "sentiment d'injustice économique" ne peut pas être indifférente par rapport à l'explication de variations du degré du mécontentement.

La deuxième observation est que le genre de l'action protestataire, dans ce modèle, a tendance à s'orienter vers les actions plutôt puissantes et annonciatrices par rapport au modèle précédent. En effet, l'intervention de la variable du "sentiment d'injustice économique" confirme l'importance du facteur de la "distance entre les riches et les pauvres" dans l'explication du "degré de mécontentement". On pourrait constater que si les facteurs ayant une nature d'injustice sociale vont dans le même sens, le type de l'action protestataire s'oriente de préférence vers les "actions dénonciatrices", comme les plaintes ou les doléances. Dans ce cadre, la logique de l'action protestataire est d'informer les autres sur les causes plus profondes de malaises sociaux apparus au niveau superficiel.

Une autre observation par laquelle on insiste en premier lieu est l'importance apportée à l'action dénonciatrice dans la constellation des éléments de ce modèle. L'intervention du "sentiment d'injustice économique" accompagnée de la variable de la "distance entre les riches et les pauvres" renforce l'attitude des individus à participer aux actions protestataires. En effet, s'il existe des signes percevables d'injustice économique, dans cette circonstance, le rôle d'action protestataire sera saillant. Plus les indicateurs de l'injustice économique donnent un sentiment quant au développement de l'injustice, plus l'attitude du mécontentement s'oriente vers des actions contre les origines de malaises sociaux. Dans ce cas, le contenu de l'action se valorise, de sorte que la lutte contre l'injustice sociale devient déterminante. En effet, le "sentiment d'injustice économique" provoque un certain nombre d'actions protestataires, mais les contenus de ces actions respectent les limites légitimes. Dès lors, le "sentiment d'injustice économique", bien qu'il soit inacceptable, n'est pas capable de créer les actions révoltées contre le système économique, mais pourtant il incite à reformer la situation d'injustice. Par conséquent, l'injustice sociale est un processus dynamique qui produit les nouveaux domaines de l'injustice et simultanément la possibilité de certaines reformes.

3-6-4-Valeurs essentielles

La question 29 tente de déterminer un ordre de l'importance entre certaines valeurs identiques par lesquelles la vie sociale prend sa signification. La question 29 donne la possibilité de plusieurs comparaisons entre ces valeurs et le tableau n° 25 présente le résultat de ces comparaisons. Chaque valeur a la possibilité d'être choisie selon la présence d'une autre valeur. Dans ce cas, le choix d'une valeur signifie qu'elle est plus importante qu'une autre par comparaison et par conséquent, les valeurs peuvent être classées par ordre d'importance.

Tableau n° 25. Les résultats de choix comparés entre les quatre valeurs essentielles sociales

Comparaison	L'égalité	Développement économique	La Liberté	La justice	Total
L'Egalité	X	**115**	**101**	**76**	**292**
Développement économique	60	X	**66**	**58**	**184**
La Liberté	74	109	X	**66**	***249***
La Justice	99	117	109	*X*	**325**
Total	233	341	276	200	*1050*

Les lignes sont les nombres de choix d'une valeur en comparaison avec une autre valeur.
Les colonnes sont les nombres de non-choix d'une valeur en comparaison avec autre valeur.

Justice > Égalité > Liberté > Développement économique

Le tableau 25 montre que la "justice" est la valeur prépondérante, pour les individus de l'échantillon, et le "développement économique" est la valeur la moins importante en comparaison avec les autres valeurs. La "justice" a obtenu 325 choix parmi les 525 possibilités de choix (c'est-à-dire l'ensemble de choix et non-choix, 325 + 200 = 525). En outre, *la "justice" suscite bien plus un sentiment de frustration relative que les autres valeurs sociales*. La distance entre le "développement économique" et la "justice" est comblée par les deux autres valeurs. Parmi 175 possibilités de choix, entre "justice" et "développement économique", la première a été choisie 117 fois et la deuxième 58 fois. La société est un espace social d'échange fournissant naturellement les possibilités du "développement économique", alors que la "justice" a besoin d'un espace culturel ultra-naturel où elle peut reprendre une valeur plus importante vis-à-vis du développement de la logique du marché économique. Si le "développement économique" enferme les frontières de couches sociales, il est évident que les couches inférieures ont toujours le sentiment d'injustice représenté par l'importance de la "justice" face aux autres valeurs sociales.

L'"égalité" est située juste après la "justice", c'est-à-dire qu'elles sont les plus proches pour construire une logique sociale forte par rapport à la logique du progrès économique. Le "développement économique" ne supporte pas une situation où les positions sociales sont dans un état de discrimination réduite. Si le "développement économique" ne peut pas créer une situation où l'accès aux bénéfices est organisé de façon égale pour tous, il ne doit pas diviser proportionnellement les acteurs selon leur contribution au capital économique dans le progrès économique. Dans cette perspective, la "différenciation sociale" ne renvoie pas seulement au capital économique, mais les autres capitaux alternatifs peuvent intervenir pour diminuer la distance inégale entre les positions sociales. Il semble que le système économique capitaliste est plus rigide que le système culturel. Dans ce cas, la "différenciation sociale" créée par ce système peut être dédommagée par l'intervention des critères plutôt culturels. Les résultats de la question n° 28 (tableau 26) montrent que l'"argent", aux yeux des individus de l'échantillon, est le premier élément constitutif du statut social, alors que la "culture", la "personnalité", le "pouvoir" et la "religion" sont dans l'ordre les autres critères déterminants.

Tableau n° 26. Les priorités d'éléments constitutifs du statut social – la question 28

	Première préférence		Deuxième préférence		Troisième préférence		Quatrième préférence		Cinquième préférence	
Critère constitutif	Fré.	Pourcentage cumulé	Fré.	Pourcentage cumulé	Fré.	Pourcentage cumulé	Fré.	Pourcentage cumulé	Fré.	Pourcentage cumulé
La culture	35	19,7	52	48,9	60	82,6	28	98,3	3	100,0
L'argent	69	38,8	44	63,5	35	83,1	24	96,6	6	100,0
Le pouvoir	24	13,5	43	37,6	45	62,9	51	91,6	15	100,0
La religion	5	2,8	4	5,1	9	10,1	21	21,9	139	100,0
La personnalité	45	25,3	36	45,5	28	61,2	54	91,2	15	100,0
Total	178		178		178		178		178	

En comparant les deux types de résultats précédents (les tableaux 25 et 26), on pourrait en déduire que même si les acteurs acceptent la présence de la logique économique dans le milieu social, ils ne veulent pas que cette logique soit le premier critère de la différenciation sociale. Les individus sont égaux par la loi, mais la réalité sociale de la position occupée montre que les individus se différencient par leurs divers capitaux sociaux, de sorte que le capital économique est plus important.

Le "développement économique" est situé à la dernière place des quatre valeurs sociales, alors que le capital économique joue un rôle important dans la construction du statut social. Il semble qu'il existe une contradiction sociale entre la logique du "développement économique" et celle de la "stratification sociale". D'une part, la valeur du capital économique joue un rôle essentiel dans les relations sociales et d'autre part, la valeur de la "justice" et celle de l'"égalité" sont les plus importantes dans l'esprit collectif face à la valeur du capital économique. Comment une telle contradiction ne se transforme-t-elle pas en un problème sans résolution sociale ?

La "liberté" intervient dans cette contradiction sociale en construisant une logique sociale multidimensionnelle qui peut résoudre intellectuellement les conflits de diverses logiques sociales. La "liberté" est une revendication multi-domaine qui permet aux plus grands détenteurs de capitaux sociaux, surtout économique, d'obtenir la légitimité sociale nécessaire face aux acteurs ayant les moins grands capitaux dans une société où les comparaisons sociales sont très développées. La société industrialisée est un espace social qui permet aux individus de bénéficier proportionnellement, soit par l'héritage soit par l'acquis, des nouveaux capitaux sociaux circulants entre les membres de la société. Dans ce cas, la "liberté" joue un rôle intermédiaire pour diminuer la mésintelligence entre les détenteurs de capital économique et ceux ayant d'autres capitaux sociaux.

La question qui se pose est de savoir comment les deux groupes de mécontents déterminent la hiérarchie de ces valeurs sociales ? Notre hypothèse est que le *mécontentement* de la situation économique actuelle *est un facteur important qui définit la priorité de la valeur de la "justice" et de l'"égalité" face à la valeur du capital économique*. On va vérifier cette hypothèse par les données observées présentées par les quatre tableaux suivants.

La mise en relation des deux groupes de mécontents et des quatre valeurs sociales donne les tableaux suivants. La combinaison de données, dans le tableau n° 27, montre que la plupart des individus les plus mécontents préfèrent la valeur de l'"égalité" à celle du "développement économique". Alors que pour les moins mécontents, la différence entre ces deux valeurs n'est pas considérable.

Tableau n°27. Le croisement du niveau du mécontentement et la préférence de l'"égalité" au "développement économique"

		La préférence de l'égalité à développement économique		Total
		Non	Oui	
Niveau du mécontentement	Bas	34	37	71
	haut	26	78	104
Total		60	115	175

Khi Deux = 9,810 Niveau de signification = 0,002

La valeur du coefficient de Khi-deux montre, tableau 27, qu'il y a une probabilité seulement à 0,02 %, pour que la relation positive entre l'"intensité du mécontentement" et la prééminence de l'"égalité" au "développement économique" soit accidentelle. On pourrait donc indiquer que cette relation directe n'est pas réfutable par les données effectives. Le tableau suivant (n° 28) présente aussi la même relation mais entre l'"intensité du mécontentement" et la préférence de l'"égalité" à la "liberté". Les choix des moins

mécontents ne sont pas différents, alors qu'il y a une différence considérable entre les préférences des plus mécontents face au choix entre l'"égalité" et la "liberté". 64% des plus mécontents préfèrent la prééminence de la valeur de l'"égalité" à celle de la "liberté".

Tableau n°28. Le croisement du niveau du mécontentement et la préférence de l'"égalité" à la "liberté"

		La préférence de l'égalité à la liberté		
		Non	Oui	Total
Niveau du mécontentement	Bas	36	35	71
	haut	38	66	104
Total		74	101	175

Khi-deux = 3,469 Niveau de signification = 0,063

Le niveau de la signification du coefficient Khi², tableau 28, montre qu'il y a une probabilité de 6 % que cette relation soit accidentelle. Pour les mécontents, le choix entre l'"égalité" et le "développement économique" est beaucoup plus facile que le choix entre l'"égalité" et la "liberté". Il en résulte que la frustration issue de l'"inégalité" sociale est remarquable, puisque la "liberté" et le "développement économique" sont apparemment les notions omniprésentes et de plus elles ne sont plus des valeurs sociales revendiquant. Entre la "liberté" et le "développement économique", le choix n'est pas très compliqué non plus. Le tableau suivant montre la prééminence de la "liberté", alors que le niveau de la signification du coefficient Khi² montre que la probabilité de la dépendance de cette priorité est égale à 2%.

Tableau n° 29. Le croisement du niveau du mécontentement et la préférence de la "liberté" au "développement économique"

		La préférence de la liberté au développement économique		Total
		Non	Oui	
Niveau du mécontentement	Bas	34	37	71
	haut	32	72	104
Total		66	109	175

$Khi^2 = 5,263$ Niveau de signification = 0,022

Le tableau n° 29 montre que le groupe le plus mécontent préfère la valeur de la "liberté" à celle du "développement économique". En général, ce tableau veut dire que plus le degré de mécontentement augmente, plus la valeur de la "liberté" est préférable à celle du "développement économique". Pour le groupe moins mécontent, tableau 29, les valeurs de la "liberté" et le "développement économique" vont dans même sens, c'est-à-dire que s'il a y un "développement économique", il y a aussi la "liberté". Alors qu'entre l'"égalité" et la "liberté", tableau 28, il n'y a pas la même orientation, c'est-à-dire que l'on ne peut pas s'attendre à ce que s'il y a la "liberté", il y aura également l'"égalité". La "liberté" et le "développement économique" se cumulent, alors que l'"égalité" a besoin des certaines revendications et d'un certain nombre de représentation sociale de groupes offensifs de la société. Mais la "justice" et l'"égalité" sont deux valeurs très proches et le choix entre eux est très compliqué ; de toute façon, en fin il est le choix de la société. Le tableau suivant montre qu'au final c'est la "justice" qui est prééminente face à l'"égalité".

Tableau n° 30. Le croisement du niveau du mécontentement et la préférence de la "justice" à l'"égalité"

		La préférence de la justice à l'égalité		
		Non	Oui	Total
Niveau du mécontentement	Bas	25	46	71
	haut	51	53	104
Total		76	99	175

$Khi^2 = 3,284$ Niveau de signification = 0,070

Alors qu'il y a une relation significative entre l'"intensité de mécontentement" et la "préférence de la justice face à l'égalité", on pourrait indiquer que le choix entre les deux n'est pas très détaché pour le groupe le plus mécontent. Le choix pour ce groupe représente quantitativement à peu près la moitié de la possibilité des choix ; 51 personnes préfèrent l'"égalité" et 53 personnes préfèrent la "justice" (tableau 30). Dans ce cas, on a donc besoin d'un autre indicateur pour être assuré que le groupe le plus mécontent préfère enfin la "justice" à l'"égalité". Au contraire, le choix pour le groupe le moins mécontent est considérablement différence, car la plupart des individus de ce groupe (46 personnes) préfèrent la "justice" à l'"égalité". En outre, plus le "degré de mécontentement" augmente, plus la demande d'"égalité" augmente. Alors que si le "degré de mécontentement" diminue, le besoin de "justice" augmente.

3-7-Constellation des groupes sociaux français

Les questions 11, 12 et 13 tentent de mesurer l'état de la "confiance sociale" pour chaque groupe constitutif du monde social. Le tableau suivant (n° 31) présente les résultats obtenus quant à ces questions.

Tableau n° 31. La confiance sociale par rapport aux personnages sociaux

Personnages sociaux	Un petit peu confiance 1	2	3	4	5	6	7	moyenne
Syndicalistes	36	36	40	38	17	8	3	3,00
Collègues	21	41	28	45	31	10	2	3,35
Partis de droite	59	44	29	31	11	3	1	2,46
Église	93	41	13	16	9	5	1	2,02
Voisins	65	49	28	27	7	2	0	2,26
Députés	47	31	40	47	11	0	2	2,73
Proches	24	19	30	27	45	22	11	3,90
Gouvernement	48	27	31	47	22	1	2	2,88
Journalistes de presse	51	33	28	42	16	5	3	2,81
Journalistes de T.V.	56	34	28	39	15	4	2	2,68
Patronats	41	39	41	35	16	3	3	2,81
Partis de gauche	45	26	37	46	16	7	1	2,93

Question 11 : Les gens aiment souvent consulter les autres sur des problèmes sociaux. Voulez-vous me dire à qui vous faites le plus confiance parmi les personnes marquées sur cette carte pour la consultation de l'opinion au sujet la responsabilité de la situation économique actuelle à l'aide d'une échelle en 7 points.

En comparant les valeurs de moyennes obtenues par chaque groupe, tableau n° 31, on peut distinguer les quatre grappes principales accompagnées des autres groupes pour montrer la constellation sociale des groupes. Le premier regroupement portant la confiance la plus importante se compose d'abord des proches puis des collègues qu'on peut dénommer ***"le groupe amitié"***. L'"espace familial" et l'"espace du travail" sont deux lieux très importants pour que la confiance réciproque puisse être socialement constituée. S'il y a un problème, les individus pensent d'abord à consulter leurs proches et leurs collègues. La *proximité* crée donc un sentiment de confiance qui permet de façon discrète la verbalisation des problèmes

sociaux, surtout ceux très graves et importants. Les proches et les collègues créent une ambiance chaleureuse leur permettant de trouver collectivement les solutions que les individus souhaitent avoir assurément.

Le deuxième regroupement est constitué de trois groupes politiques : les "syndicalistes", les "partis de droite" et enfin le "gouvernement" qu'on pourrait dénommer "***le groupe gouvernemental***". Les syndicalistes sont apparemment les agents *intermédiaires* entre le gouvernement et les salariés. Les individus préfèrent avoir des consultations avec eux en cas de difficulté, alors que les députés et les membres de gouvernement n'ont pas priorité par rapport aux syndicalistes. Le rapprochement des partis de gauche avec le gouvernement, dans ce regroupement, montre que si le gouvernement va être composé avec des partis de gauche, alors la confiance sociale dans le gouvernement va augmenter. Par contre, si le gouvernement se compose de partis de droite, la confiance dans le gouvernement va baisser.

Le troisième groupe, qui obtient la confiance sociale la moins importante, se compose de trois groupes hétérogènes les "partis politique de droite", l'"église" enfin les "voisins" qu'on pourrait dénommer "***le groupe isolé***". L'église est un groupe très isolé dans ce regroupement, c'est-à-dire que les individus de l'échantillon préfèrent ne pas consulter l'église pour trouver les solutions pratiques pour régler les malaises sociaux. Les individus de l'échantillon mettent une distance entre les solutions de problèmes sociaux et les préoccupations de l'église.

Les voisins n'inspirent pas assez de confiance pour verbaliser les causes de malaises sociaux. Alors que les voisins sont très proches physiquement, ils sont moralement loin de pouvoir se conseiller entre eux. Le voisinage n'est pas une relation permettant de créer une ambiance qui rassure par la discussion portant sur les malaises sociaux, alors qu'un syndicaliste, bien qu'il ne soit pas un voisin, sera suffisamment rassurant pour conseiller dans les cas de problèmes sociaux. Les relations de voisinage ne peuvent pas solennellement créer

les relations amicales surtout à propos des problèmes politiques et économiques. Alors que les proches sont les premiers conseilleurs, les voisins sont les derniers. On pourrait en déduire que la "*confiance interne*" est préférable à la "*confiance externe*" sauf qu'il y a une connaissance sociale par rapport à certains titres spéciaux. Par exemple, *l'assistant social* est un titre qui suscite spontanément une ambiance de rapprochement, mais pas dans tous les cas, et assure la discrétion plus que les voisins.

Les "partis politiques de droite" peuvent être situés dans ce regroupement, bien que considérés plus favorablement que l'église ou les voisins, les individus de l'échantillon ont moins confiance en eux qu'en les partis de gauche. La "confiance externe" en les syndicalistes et en les partis de gauche est plus élevée qu'en les partis de droite, alors que la position du gouvernement est plutôt loin de ces derniers. Sur le plan de la responsabilité, la question s'inverse. Alors que les "partis de droite" sont les plus responsables quant à la situation économique actuelle, les syndicats et les partis de gauche sont relativement les personnages de confiance vis-à-vis des malaises sociaux. La confiance en le gouvernement dépend de la confiance en les syndicats et en les partis politiques. Aux yeux des individus de l'échantillon, la responsabilité du gouvernement est très élevée, mais la confiance en celui-ci moins élevée. De plus, les attentes du gouvernement pour résoudre les problèmes sociaux sont à un haut niveau, alors que le niveau de la confiance n'est pas dans un état équivalent : c'est la position sociale de gouvernement.

La confiance en les syndicats est une éventualité très importante pour combler les "***fossés structurels***" issus de la méfiance sociale en fonction de la responsabilité du gouvernement face aux problèmes sociaux. Les syndicats ont une position sociale diminuant les effets inattendus de conflits "dans" le système politique dichotome : d'une part, les acteurs leur font confiance pour résister jusqu'au bout et d'autre part, ils détiennent les moyens légitimes et efficaces conformément aux intérêts collectifs de leurs membres.

Enfin, le dernier regroupement est consacré aux journalistes comme groupe installé entre les divers groupes avec un fonctionnement de la circulation des activités que l'on pourrait dénommer "***le groupe narrateur***". Les acteurs de l'échantillon font confiance plutôt aux journalistes de presse qu'aux journalistes de T.V. et radio. Les individus de l'échantillon préfèrent plutôt avoir des possibilités de consulter les journalistes de presse. La tradition des informations écrites apportées par les journaux est toujours efficace. La relation des activités par les journaux de presse est mieux acceptée que par le canal de la T.V. ou de la radio. Les journaux de presse sont donc un instrument utile pour verbaliser les causes diverses du mécontentement social et pour calmer l'irritation[11]. Les mécontents ne peuvent pas être indifférents à l'égard des journalistes, puisque ces derniers peuvent diffuser les causes de mécontentement et les revendications au niveau national, de sorte que le "degré de mécontentement" social peut être diminué.

Les résultats des questions 12 et 13 confirment d'une autre manière ce type d'arrangement des groupes sociaux présentés dans le tableau précédent. La question 12 se compose de trois choix par ordre de préférence selon la confiance en douze personnages sociaux. Le tableau suivant (n° 32) représente les fréquences de ces choix.

[11] - Par exemple, cf. l'article d' Accardo A. sur la relation du fonctionnement du discours médiatique et la légitimation de l'ordre social, dans Le Monde Diplomatique (référence).

Tableau n° 32 Les trois choix de confiance par ordre de préférence entre les douze groupes sociaux

	Première préférence	Deuxième préférence	Troisième préférence	Les choix Total	Les non-choix Total
Syndicalistes	30	10	19	59	119
Collègues	16	28	27	71	107
Partis de droite	10	7	5	22	156
Église	0	7	1	8	170
Voisins	2	7	11	20	158
Députés	6	14	16	36	142
Proches	60	28	11	99	79
Membre de gouvernement	9	21	17	47	131
Journalistes de presse	22	11	7	40	138
Journalistes de T.V., radio	5	13	17	35	143
Patronats	7	10	20	37	141
Partis de gauche	10	16	16	42	136
Total	177	172	167		

Question 12 : Si vous voulez choisir tout simplement trois consultants entre eux, quelles sont vos préférences en ordre ?

Les données de tableau 32 montrent bien une fois de plus les rapprochements de groupes selon les choix qu'ils ont obtenus. Les "proches" a obtenu les choix les plus importants (99 fois), alors que l'"église" n'a que huit choix au total. Les "collègues" sont situés après les "proches" avec 71 fois. On peut mettre les "proches" et les "collègues" dans une catégorie commune de confiance sociale.

L'"église", les "voisins" et les "partis politique de droite" sont les groupes avec les choix de confiance les moins importants. Entre ces deux regroupes extrêmes, il existe un autre regroupement, qui a une nature politique, composé des "syndicalistes", du "gouvernement", des "partis de gauche", des "patronats" et des "députés". Dans ce groupe, le rôle de

"syndicalistes" est très remarquable. En effet, le "syndicat" joue un rôle en deux sens : 'intergroupe' et 'entregroupe'. D'une part, entre le "gouvernement", les "partis de gauche", les "députés" et les "patronats", il a obtenu le choix le plus important au total signifiant qu'il existe une grande confiance en celui-ci et d'autre part, il inspire l'espérance sociale entre ses membres et organise les actions collectives pour résoudre les conflits sociaux.

La différence entre les journalistes de presse et ceux de T.V. est apparue clairement dans ce tableau. Les journalistes de presse ont obtenu 22 choix en première préférence, alors que ceux de T.V. et radio n'ont que cinq choix. Cette différence peut signifier que les journalistes de presse sont des personnages de confiance plus que les autres journalistes.

La question 13 regroupe en deux groupes non-admis comme consultants. Le tableau 33 représente le résultat de cette question.

Tableau n° 33. Les deux groupes non-admis par rapport à douze personnages sociaux

	Premier non-choix	Deuxième non-choix	Non-chois Total	Choix potentiel	Total
Syndicalistes	14	10	24	154	178
Collègues	3	4	7	171	178
Partis de droite	24	22	46	132	178
Église	78	24	102	76	178
Voisins	15	26	41	137	178
Députés	5	8	13	165	178
Proches	1	4	5	173	178
Membre de gouvernement	9	15	24	154	178
Journalistes de presse	6	8	14	164	178
Journalistes de T.V., radio	4	20	24	154	178
Patronats	6	15	21	157	178
Partis de gauche	6	17	23	155	178

Question 13 : Quels sont les deux que vous n'iriez pas consulter ?

Les données de ce tableau (n° 33) montrent aussi que l'"église", les "partis politiques de droite" et les "voisins" sont les trois groupes que les individus de l'échantillon ne choisissent pas habituellement comme consultants pour vérifier les problèmes sociaux. Les résultats de cette question confirment les autres résultats des questions 10 et 11.

La constellation sociale des groupes sociaux et le degré de mécontentement social ont des relations qui peuvent être vérifiées avec les données observées. Notre hypothèse est que les plus mécontents n'ont pas une grande confiance dans le "groupe gouvernemental" par contre, ils font confiance plutôt aux "collègues" et aux "proches", c'est-à-dire le "groupe amitié".

Dans cette étape, on va essayer de vérifier les influences de la "confiance" en chaque groupe dans le modèle base du "degré de mécontentement". Le modèle 20 présente le résultat de cette démarche.

Modèle n° 20- Modèle pour le "degré de mécontentement" avec la participation de la variable de la "confiance en les personnages sociaux".

$$DMSE = \beta1\ (R.G) + \beta2\ (M.I) + \beta3\ (R.P.D) + \beta4\ (S.P) + \beta5\ (C.P.D) + E$$

$$DMSE = 0{,}198\ (R.G) + 0{,}254\ (M.I) + 0{,}227\ (R.P.D) + 0{,}209\ (S.P) - 0{,}134\ (C.P.D) + 4{,}5959$$

$R = 0{,}581$ $R^2 = 0338$ $1\text{-}R^2 = 0{,}662$

$N = 173$

DMSE = le degré de mécontentement
R.G = la responsabilité de gouvernement
M.I = la menace sur les intérêts
R.P.D = la responsabilité de partis de droite
S.P = signer une pétition
C.P.D = la confiance aux partis de droite

Après l'entrée de tous les personnages sociaux dans l'équation de base, les "partis politiques de droite" sont les seuls groupes qui demeurent dans le nouveau modèle (n° 20). La confiance en les autres personnages sociaux n'a pas de relation significative avec ce modèle base. Malgré tout, la "confiance en les groupes de droite" a une relation significative mais *négative* avec le "degré du mécontentement", c'est-à-dire que, si la "confiance en ces groupes" augmente, le "degré de mécontentement" va commencer à diminuer. Pourquoi ? Parce que la "responsabilité de partis de droite" a une relation *positive* avec le "degré de mécontentement", en effet, les individus de l'échantillon croient que le rôle de "partis de droite" dans la création d'une situation économique menaçante est déterminant. Si cette responsabilité s'accroît, le "degré de mécontentement" va également augmenter. Mais par

contre, s'il y a une grande confiance en les "partis de droite" ayant la responsabilité quant aux malaises sociaux, on peut s'attendre à ce que le "degré de mécontentement" diminue. Donc, la variation de la "confiance" et de la "responsabilité" joue un rôle déterminant pour diminuer le "degré de mécontentement".

Dans le modèle n° 20, bien que la "responsabilité du gouvernement" joue un rôle important, le poids de la "responsabilité des partis de droite" dans l'équation est beaucoup plus lourd. De plus, bien que la "confiance en le gouvernement" soit supprimée du modèle, la "confiance en les partis de droite" garde la dernière position de l'influence sur la variance de "degré de mécontentement". Autrement dit, la "confiance en les partis de droite" est plus efficace que la "confiance en le gouvernement" dans le modèle. L'"intensité de l'action protestataire" présentée dans le modèle montre que si la confiance en les personnages socialement responsables augmente, l'attitude vis-à-vis des actions protestataires plus violentes diminue.

La perception de la situation économique actuelle peut être mieux expliquée par l'influence de la confiance en les groupes sociaux. Pour cela, on va essayer de réorganiser les éléments de ce modèle pour faire entrer la variable de la "perception du problème social" dans l'équation. On va reformer une autre fois le modèle pour les individus qui croient que la situation économique actuelle est dans un état normal. Le modèle n° 21 montre le résultat de cette démarche.

Modèle n° 21- Modèle pour le "degré de mécontentement" lors qu'il y a une perception de la normalité de la situation économique

$$DMSE^* = \beta 1\ (R.G) + \beta 2\ (C.P.D) + E$$
$$DMSE = 0{,}474\ (R.G) - 0{,}329\ (C.P.D) + 5{,}3931$$

$R = 0{,}588$ $\quad R^2 = 0{,}345$ $\quad 1\text{-}R^2 = 0{,}655$

$N = 42$

DMSE = le degré de mécontentement
C.P.D = la confiance aux partis de droite
R.G = la responsabilité de gouvernement
* La perception de la normalité de la situation économique actuelle

Lorsque la situation économique apparaît comme une situation normale, 35 % de la variance du "degré de mécontentement" peut être expliqué par une combinaison entre les deux variables demeurées dans l'équation par ordre d'importance : la "responsabilité du gouvernement" et la "confiance en les partis de droite". Quand les individus croient que la situation économique actuelle est dans un état normal, il ne reste que deux variables dans le modèle n° 21. Dans ce cas, la "confiance en les groupes sociaux ayant la responsabilité quant aux malaises sociaux" peut empêcher le processus du mécontentement d'être complété, c'est-à-dire qu'il n'aboutit pas probablement aux actions protestataires. Dans la situation apparaissant normale, le mécontentement peut se développer de manière tout à fait "verbale", c'est-à-dire qu'il se déroule verbalement dans les réseaux sociaux intégrés. La circulation verbale de la cause du mécontentement produit les divers arguments autour de la "responsabilité du gouvernement" et la "confiance en les groupes sociaux responsables". Dans ce cas, le système politique est très sensible par rapport aux propos produits autour des logiques populaires, de sorte que ces logiques peuvent être comparées avec la logique du gouvernement. Pour vérifier cette explication, il est utile que ce modèle puisse être examiné avec un autre groupe où les acteurs pensent que la situation économique actuelle n'est pas 'normale'. Le résultat de cette démarche est présent dans le modèle 22.

Selon les résultats du modèle 21, on peut observer que le processus du mécontentement est progressivement développé sur un parcours propre jusqu'à l'action protestataire. L'élément essentiel du mécontentement, c'est-à-dire la "menace d'intérêts", est apparu dans l'équation et ensuite la "confiance en les groupes responsables" est supprimée. Bien que le niveau d'explication ne soit pas changé, plusieurs éléments ont participé dans le nouveau modèle. Lorsque la situation économique apparaît comme anormale, le sentiment de menace sur les intérêts apparaît dans le modèle.

Modèle n°22- Modèle pour le "degré de mécontentement" lorsque la situation économique apparaît comme situation anormale

$$DMSE^* = \beta 1\ (M.I) + \beta 2\ (R.P.D) + \beta 3\ (S.P) + \beta 4\ (R.E.M) + E$$

$$DMSE = 0{,}284\ (M.I) + 0{,}287\ (R.P.D) + 0{,}335\ (S.P) + 0{,}181\ (R.E.M) + 4{,}0874$$

$R = 0{,}577$ $R^2 = 0{,}333$ $1\text{-}R^2 = 0{,}667$
$N = 104$

DMSE = le degré de mécontentement
M.I = la menace sur les intérêts
R.P.D = la responsabilité des partis de droite
S.P = signer une pétition
R.E.M = la responsabilité d'économie mondiale

* La perception de l'anormalité de la situation économique actuelle

La responsabilité dans ce modèle 22 est divisée entre la "responsabilité interne ou individuelle" (les partis de droite) et la "responsabilité externe ou systémique" (l'économie mondiale). L'action protestataire prend un état souvent "pratique". Il en résulte que notre modèle de base n'est pas indifférent vis-à-vis des types différents de la perception d'une situation sociale, dans notre cas, la situation économique actuelle. Dans notre échantillon, les "partis de droite" et le "gouvernement" sont les responsables les plus importants quant à la création d'une situation anormale où le mécontentement social dialectiquement se construit dans un état de "subjectivité-objectivité". La "menace sur les intérêts" est un motif tout à fait primitif pour évaluer la situation sociale où les acteurs se retrouvent. Dans la situation

anormale, la "confiance en les partis politiques de droite" va commencer à s'affaiblir, alors que la responsabilité de ces groupes augmente. Dans cette condition, l'attitude aux actions pratiques (Bêta de 'signer une pétition' = 0,335) reprend la première place dans la construction du mécontentement. On peut résumer lorsque la situation apparaît comme situation normale, l'attitude de l'action protestataire "verbale" va augmenter et celle de l'action protestataire "pratique" va diminuer. Au contraire, quant cette situation se reflète comme une condition anormale créatrice de menace, l'attitude aux actions protestataires" pratiques" va effectivement commencer à augmenter. En bref, c'est le niveau perçu de la menace qui définit la stratégie de l'action protestataire dans une situation apparaissant anormale.

3-8-Caractères sociaux du contexte social du mécontentement

Jusqu'ici, selon les données observées, nous pouvons décrire le contexte social où l'émergence du mécontentement est capable d'être socialement développée.

3-8-1- *priorité de la justice sociale*

Le sentiment d'injustice est très actif dans les relations sociales où le poids de position sociale pèse sur le processus de la différenciation sociale. La plupart des individus de l'échantillon croient que l'"argent" est le premier élément constitutif du statut social, alors que les éléments culturels sont accompagnés. L'attente de la "justice distributive" augmente et le sentiment d'injustice se construit selon la perception de la redistribution des ressources rares. Le résultat de la question 24 montre que la distance entre les riches et les pauvres est grande. Les données des questions 25 et 26 expliquent que dans le temps cette distance ne peut pas être diminuée. Dès lors, le sentiment d'injustice est toujours présent comme élément actif dans la formation des relations sociales.

3-8-2-*Confiance sociale*

L'arrangement social des groupes est configuré de façon qu'il permet aux acteurs d'être orientés souvent vers une "confiance interne" accompagnée de "groupes amitiés". Le réseau social basé sur les groupes amitiés où les causes du mécontentement circulent verbalement prend une structure sur les approchements personnels. Les "proches" et les "collègues" sont les deux groupes dans lesquels, en premier lieu, la genèse du mécontentement apparaît puis se développe intellectuellement et pratiquement. Les groupes opposés sociaux sont sévèrement juxtaposés de façon que les mécontents aient la possibilité de retrouver certains supporteurs sociaux, mais la confiance interne est beaucoup plus souhaitable que la confiance externe. La confiance externe se construit en tout cas en le gouvernement et dans les groupes indépendants.

3-8-3-*Rôle du gouvernement*

Le gouvernement est 'responsable' de la 'société' en France, donc c'est lui qui se préoccupe de la maintenance de l'ordre social et des biens publics. La relation entre l'individu et la société est arrangée par les activités centralisées du gouvernement. Toute action collective issue du mécontentement social correspond directement au gouvernement comme arbitre donnant le dernier verdict. Les groupes opposés sont en concurrence pour l'accès aux avantages étatiques. Les attentes des individus et des groupes se réfèrent au gouvernement, mais pourtant la perception de sa capacité pour résoudre les problèmes économiques n'est pas très positive. Le gouvernement fonctionne sous contrainte des forces mobilisées de groupes opposants, c'est la raison pour laquelle les individus de l'échantillon pensent que le gouvernement n'est pas capable d'améliorer la situation économique actuelle suscitant le sentiment d'injustice. La responsabilité absolue du gouvernement dans la société

industrialisée est divisée donc entre les rôles de divers groupes opposés, ce qu'on peut dénommer la "*responsabilité proportionnelle*". La responsabilité proportionnelle ne permet pas aux mécontents de viser directement et simplement le gouvernement comme seule cible de la responsabilité. Dans ce cas, le gouvernement reste enfin hors d'atteinte quant à l'accusation systémique et dès lors, le système politique, dont le gouvernement est l'un de ses représentants, ne comprend pas les révoltes contre son existence. La légitimité de l'État se conserve en tout cas, puisque la responsabilité du gouvernement n'est plus absolue.

Alors que le sentiment d'injustice est fortement ressenti, le gouvernement n'est pas responsable de la genèse d'injustice, mais il doit améliorer la situation problématique. La genèse d'injustice se pose comme question toujours sans réponse exacte, alors que l'injustice est un phénomène social et non fatal. Le système politique dichotomique français est l'un des représentants de la lutte contre l'injustice sociale provoquée surtout par les groupes offensifs, mais le bilan du "gouvernement" montre que la "justice sociale" ne peut pas être établie par les "forces" du gouvernement et que celui-ci peut simplement réduire certaines souffrances issues de l'injustice sociale. On pourrait dire que le *système social français souffre toujours de la contradiction sociale entre l'éthique et le profit.*

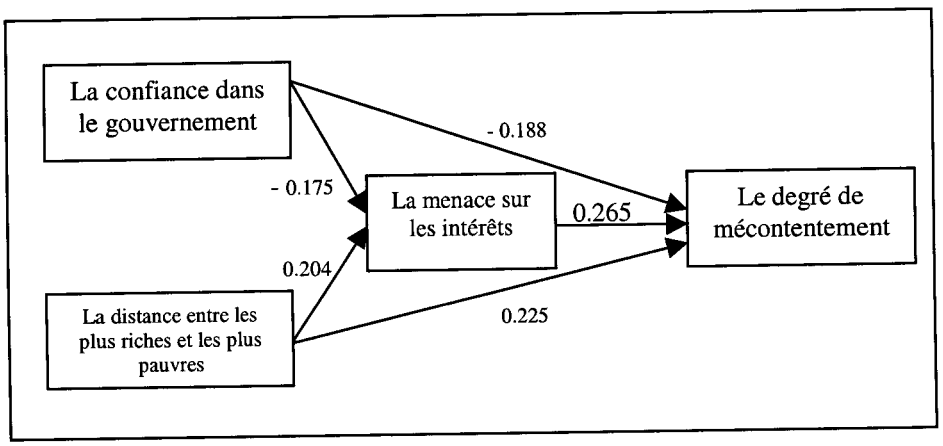
Les sociétés industrialisées sont concurrentes, de sorte qu'elles ne peuvent pas être indépendantes les unes des autres. La société française est donc sous la contrainte des forces économiques des autres sociétés industrialisées, par conséquent elle ne peut pas résoudre facilement la contradiction entre l'*éthique* et le *profit*. L'État providence est une résolution européenne pour diminuer l'injustice sociale issue de la mobilisation des ressources, mais il est largement développé en France et supporté toujours par les groupes offensifs et d'ailleurs est défendu toujours par les groupes de gauche. Autant le gouvernement est intérieurement sous l'influence des forces mobilisées des groupes opposants, autant il est extérieurement sous les contraintes des capacités économiques des autres sociétés industrialisées. Dans cette

situation conflictuelle et sophistiquée, la définition de la "justice sociale" transformée en "équité sociale" renforce la division de la responsabilité du gouvernement entre les divers groupes sociaux.

3-9-Modèles explicatifs du degré du mécontentement

Le premier modèle causal du degré de mécontentement (n° 23) se compose de quatre éléments présentés dans le schéma suivant.

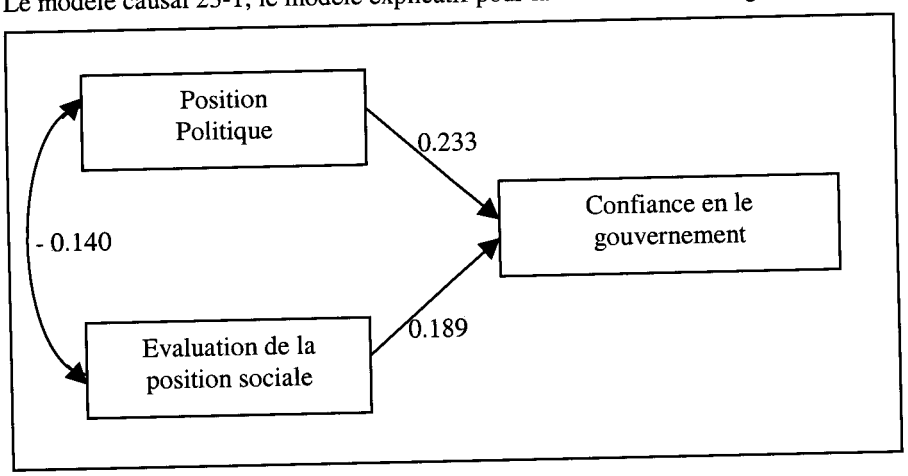
Le modèle causal 23- le modèle explicatif pour le "degré de mécontentement"



La « menace sur les intérêts » est un facteur principal pour construire le mécontentement social. Le modèle 23 démontre bien que la "menace sur les intérêts" apporte deux origines explicatives : la "confiance dans le gouvernement" et la "distance entre les riches et les pauvres". Ces deux variables influent sur la genèse de la "menace sur les intérêts", c'est-à-dire que plus la « confiance dans le gouvernement » augmente, plus la « menace perçue sur les intérêts » diminue et encore plus la « distance perçue entre les riches et les pauvres » accroît, plus la « menace perçue sur les intérêts » augmente. Le gouvernement joue un rôle très important dans cette circonstance sociale. C'est l'image sociale de celui qui donne une espérance par laquelle les intérêts de pauvres peuvent être favorisés face aux

intérêts des riches. Le gouvernement fonctionne sous une nature variable quant à la décision gouvernementale, dès lors la confiance dans le gouvernement n'est pas stable pour tout le temps et elle n'a pas le même sens pour toutes les couches sociales. Le niveau de la confiance en le gouvernement est déterminant pour avoir une perception socialisée de la "menace sur les intérêts" dans une situation problématique donnée. Le modèle 23-1 montre bien la position de la "confiance en le gouvernement" sous influences de deux facteurs importants constitutifs de statut social.

Le modèle causal 23-1, le modèle explicatif pour la « confiance en le gouvernement »



Le modèle n° 23-1 démontre que dans notre échantillon une partie de la formation de la "confiance en le gouvernement" peut être expliquée en premier ordre par la « position politique de l'acteur »[12] puis par « l'évaluation de la position sociale »[13] où l'individu se retrouve. La « position politique » apporte une relation positive avec la « confiance en le gouvernement », en présence de « l'évaluation de la position sociale ». Lorsque la « position politique » coulisse sur une échelle vers le pôle de l'extrême Droite, la « confiance en le

[12] -La question n° 33 : D'une manière générale dans notre société certaines personnes ont de la sympathie à l'égard de Droite et certains d'autre envers de Gauche. Diriez-vous que, sur une échelle en 7 points, 1 pour extrême Droite et 7 pour extrême Gauche, à quel point votre sympathie se place-t-elle ?

gouvernement » va commencer à réduire, mais au contraire quand elle coulisse vers le pôle de l'extrême Gauche, la « confiance en le gouvernement » s'accroît[14]. L'évaluation de la position sociale contribue positivement et significativement à la construction de la confiance sociale en le gouvernement. En général, on constate que « l'évaluation de la position sociale » est une source essentielle pour faire confiance à autrui, individu ou groupes sociaux. Lorsque « l'évaluation de la position sociale » coulisse sur une échelle vers les positions les plus hautes, la « confiance en le gouvernement » va commencer à s'accroître, au contraire, quand une telle « évaluation de position sociale » coulisse vers les positions les plus basses, la « confiance en le gouvernement » diminue. Par conséquent, la formation de la "menace sur les intérêts" est construit sous l'influence des positions sociales inégales. Les positions sociales les plus hautes ressentent moins la "menace sur les intérêts" par l'intermédiaire de la "confiance en le gouvernement" que les positions sociales les plus basses.

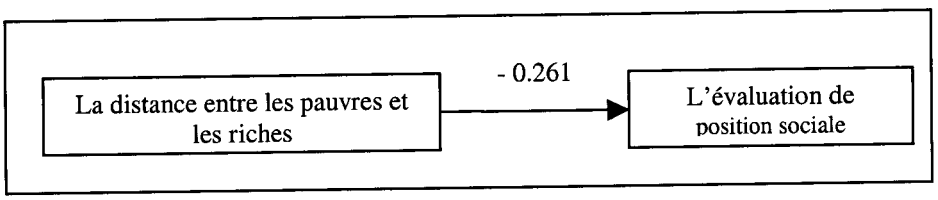
Un autre point important dans le modèle 23-1 correspond à la relation négative et significative entre la "position politique" et l'"évaluation de la position sociale". En effet, quand l'"évaluation de la position sociale" coulisse vers les positions les plus basses, la "position politique" obtient une tendance vers le pôle de gauche, et vice versa. Dans cette circonstance, la *politique* joue un rôle d'équilibrage pour compenser les distances inégales entre les différentes positions sociales. La politique permet aux acteurs ayant des positions sociales défavorisées de réduire progressivement une telle distance inégalement élargie. Dans ce cas, le gouvernement est situé entre les couches sociales et reprend une nature instrumentale par laquelle le "*mécontentement*" peut être remplacé par la "*satisfaction*", de sorte que les causes du mécontentement persistent, les acteurs sont provisoirement *satisfaits* et non *contents*.

---

[13]- La question n° 27 : Evaluez votre position sociale sur une échelle allant de 1 à 100, 1=étant le plus bas et 100=leplus haut.

[14] -Au moment des interviews, c'était le gouvernement de gauche.

La "distance perçue entre les riches et les pauvres" est la deuxième source de la genèse de la "menace sur les intérêts" dans le modèle 23. L'élargissement de cette distance est une cause sociale favorisant l'émergence d'une perception de menace sur les intérêts. Le poids de la "distance entre les riches et les pauvres" est plus important que celui de la "confiance en le gouvernement" dans la construction de la "menace sur les intérêts". En effet, le facteur qui est caché derrière la menace sur les intérêts est constitué des clivages explicites entre les positions sociales. Lorsque cette distance augmente, comme le schéma suivant le montre, l'"évaluation de la position sociale" coulisse vers les positions les plus basses.



Autrement dit, quand les acteurs évaluent leurs positions sociales plutôt vers les positions les plus basses, il en résulte que la distance inégale entre les positions sociales est largement développée. Par conséquent, on pourrait dire que plus la « distance inégale entre les positions sociales » augmente, plus la « menace perçue sur les intérêts » s'accroît. En effet, les acteurs ayant les positions moyennes ont le souci de perdre les avantages acquis beaucoup plus que les acteurs ayant les positions supérieures.

Ces deux variables activant la "menace sur les intérêts" ont également une relation directe avec le "degré de mécontentement" (modèle 23). Cela signifie que si la "confiance en le gouvernement" s'accroît et que la "distance entre les riches et les pauvres" diminue, le "degré de mécontentement" diminue simultanément. Selon les valeurs des coefficients de deux variables, on peut constater que l'influence indirecte de ces deux facteurs à travers la

"menace sur les intérêts" est beaucoup plus importante que son influence directe sur le degré de mécontentement.

3-9-1-Intervention des caractères individuels dans le modèle

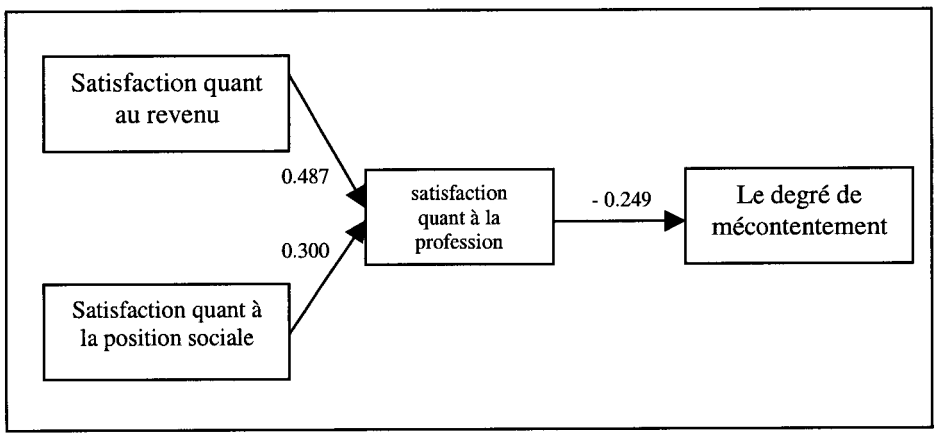
Le modèle causal 24 correspond à la satisfaction quant à certains sujets propres de l'individu à savoir : la satisfaction quant au revenu, à la profession, au niveau d'étude, au logement, au quartier, à la vie familiale et à la position sociale. Après l'entrée de toutes ces variables dans l'équation du degré de mécontentement, certaines d'entre eux sont demeurées sous un arrangement construisant le modèle causal 24. En outre, parmi les sept variables individuelles entrées dans le modèle causal de degré de mécontentement, les trois persistent pour expliquer l'émergence du mécontentement.

L'arrangement des variables, dans ce modèle, démontre que la "satisfaction quant au revenu" et la "satisfaction quant à la position sociale" définissent l'émergence de la "satisfaction de la profession" puis c'est celle-ci qui influe sur l'émergence du "degré de mécontentement". En effet, si la "satisfaction de la profession" va commencer à augmenter, le "degré de mécontentement" va diminuer, alors que la première variable est à la fois sous l'influence de deux autres variables : la « satisfaction quant au revenu » et la « satisfaction quant à la position sociale ». Les valeurs des coefficients de Bêta montrent qu'en général, pour l'émergence de la "satisfaction de la profession", le poids de la « satisfaction quant au revenu » est plus important que la « satisfaction quant à la position sociale ». On pourrait dire qu'en effet, le processus de la professionnalisation produit deux éléments essentiels : le "revenu" et la "position sociale" qui permettent aux individus d'évaluer leurs métiers en fonction de leurs satisfactions quant à ces deux éléments.

La profession, dans ce modèle, joue un rôle très important dans la diminution du « degré de mécontentement ». L'un des éléments déterminant pour la formation de la position

sociale de l'acteur est la profession par laquelle l'individu s'insère socialement dans la société. Le sentiment d'appartenance à une telle société est éprouvé par une conviction venant de l'exercice d'une profession. La relation entre le « chômage » et le « travail » est un facteur social déterminant qui valorise immodérément le "travail", la satisfaction issue de ce sentiment diminue considérablement le « degré de mécontentement ».

Modèle causal (24) du "degré de mécontentement" par les variables individuelles



Dans Le modèle 24, la "satisfaction quant au revenu" et la "satisfaction quant à la position sociale" sont les deux variables qui influent sur l'émergence de la "satisfaction quant à la profession". Le point important est qu'on peut constater une différence considérable entre la "somme du revenu" et la "perception de la capacité du revenu". La "somme du revenu" n'a aucune relation significative avec le "degré de mécontentement", alors que la "satisfaction quant au revenu" joue un rôle positif sur l'émergence de la "satisfaction quant à la profession" puis sur la diminution du "degré de mécontentement".

Le poids de la "satisfaction quant au revenu" est plus important que celui de la "satisfaction quant à la position sociale". La "satisfaction quant à la position sociale" influe directement sur la "satisfaction quant à la profession". La « position sociale acquise » qui inspire un genre de sentiment de "satisfaction/insatisfaction" par rapport à sa place dans la

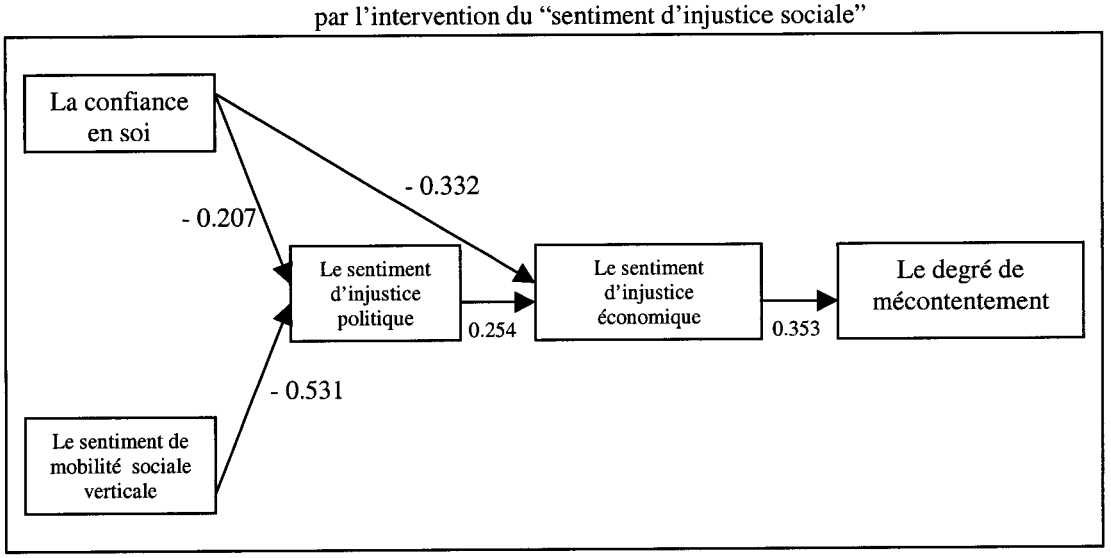
hiérarchie sociale qui est sous l'influence de la « profession ». Il est considérable que la "satisfaction quant au niveau d'étude" soit sortie du modèle. Cela signifie que la "profession", le "revenu" et la "position sociale" sont les facteurs déterminants pour diminuer le "degré de mécontentement" quant à la situation économique actuelle. Dans ce modèle, la "satisfaction quant à la profession" a tendance à filtrer les fluctuations des divers revenus inégaux et des positions sociales hiérarchisées. La fluctuation du « revenu » et de la « position sociale » n'influe sur le "degré de mécontentement" que par l'intervention de la "satisfaction de la profession".

Selon les relations des éléments de ce modèle 24, on peut constater que la « satisfaction » est capable de définir au moins une partie importante de la fluctuation du "mécontentement/contentement". La "satisfaction quant à la profession" peut diminuer le "degré de mécontentement". Si le "niveau de revenu" et la "position sociale occupée" sont satisfaisants, la "profession" peut jouer un rôle déterminant pour diminuer le "degré de mécontentement". En effet, c'est « l'insertion sociale » qui joue économiquement et politiquement un rôle définitif dans la fluctuation du "mécontentement/contentement". Dans ce cas, l'insertion sociale est définie par la "satisfaction quant à la profession".

3-9-2-L'intervention de l'injustice sociale dans le modèle

L'arrangement du modèle 25 se compose de quatre facteurs explicatifs qui démontrent l'influence de chacun d'entre eux sur l'émergence du "degré de mécontentement". Le facteur le plus rapproché du "degré de mécontentement" est le "sentiment d'injustice économique" qui a une relation négative et significative avec la variable dépendante. En effet, si le "sentiment d'injustice économique" augmente, le "degré de mécontentement" s'accroît également.

Modèle 25- Modèle causal du « degré de mécontentement »
par l'intervention du "sentiment d'injustice sociale"



Dans le modèle 25, le "sentiment d'injustice économique" se construit sous les influences directes ou indirectes de trois variables. L'élément explicatif le plus important, selon la valeur de Bêta, est le "sentiment de la mobilité sociale". Cet élément a une relation directe et très forte avec le "sentiment d'injustice politique" et celui-ci a également une relation directe avec le "sentiment d'injustice économique". En effet, si les individus croient qu'il existe beaucoup de possibilités d'accès aux avantages sociaux (la mobilité ascendante), le "degré de mécontentement" diminuera. Le sentiment confirmant l'existence d'une telle mobilité verticale suscite un genre de certitude sociale par laquelle certains problèmes sociaux issus de l'inégalité des positions sociales retrouvent des résolutions dans le temps (la patience sociale).

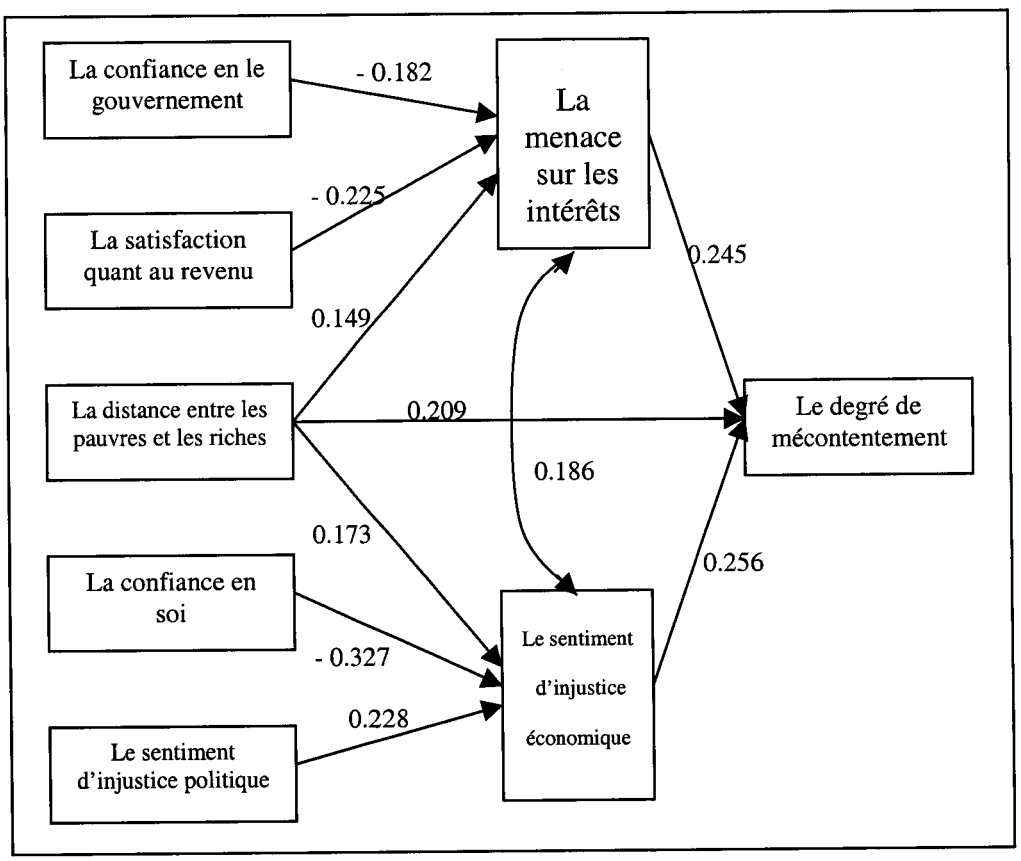
Un autre élément contribué dans ce modèle 25 est la "confiance en soi" qui influe directement sur le "sentiment d'injustice politique" et sur le "sentiment d'injustice

économique". Si les individus de l'échantillon croient qu'ils ne sont pas capables de changer la situation problématique, cette situation problématique se reflète dans la conscience collective comme une situation d'injustice, soit économique soit politique. L'estimation de l'individu quant à sa capacité d'améliorer une situation problématique influe sur l'émergence du mécontentement à travers les deux variables. L'influence d'une telle estimation sur l'émergence du "sentiment d'injustice économique" est plus importante que sur l'émergence du "sentiment d'injustice politique". En outre, s'il existe une sous-estimation de capacité de l'individu pour améliorer une situation problématique, il existe alors un sentiment d'injustice plutôt économique que politique apparenté à cette situation, c'est-à-dire que l'"injustice économique"(par exemple, la répartition des revenus) est plus visible et sensible que l'"injustice politique"(par exemple, la relation de « dominé/dominant »). Par conséquent, dans ce modèle 25, le "sentiment d'injustice politique" n'a pas une relation directe avec le "degré de mécontentement", mais on pourrait dire qu'il est caché au derrière de la variable du "sentiment d'injustice économique". L'"injustice économique" incite immédiatement à émerger une reconnaissance quant au « soi » qui intériorise subjectivement les inégalités sociales objectivées dans les relations quotidiennes. Cette connaissance peut être enrichie par une relation avec les origines politiques des situations problématiques. En tout cas, c'est le "sentiment de la mobilité sociale" qui incite à comprendre la situation problématique comme situation d'injustice de façon d'abord économique puis politique. Dans ce modèle 25, la politique est perçue comme un instrument par lequel l'injustice économique peut être améliorée progressivement. Le politique joue un rôle intermédiaire entre le "sentiment de la mobilité sociale" et le "sentiment d'injustice économique". Un tel arrangement de variables provoque une "patience sociale" garantissant l'ordre social où l'inégalité des positions sociales n'est pas capable de produire le remue-ménage inattendu.

3-9-3-Injustice sociale et les caractères de l'individu dans le modèle du degré de mécontentement

La construction du modèle causal final du "degré de mécontentement"(DMSE) nous oblige à mettre en relation les éléments constitutifs retrouvés dans différents modèles précédents dans un seul modèle explicatif accompagnant des variables suivantes : l'injustice sociale, la satisfaction quant à certains caractères de l'individu et la confiance sociale en les groupes sociaux. Ce modèle nous permet d'arriver au modèle causal final. Le modèle n° 26 présente le résultat de cette démarche.

Modèle n° 26- Modèle explicatif multivarié du « degré de mécontentement »



Le premier point considérable correspond à la disparition de la "satisfaction quant à la profession" qui n'a pas pu persister vis-à-vis de la présence des autres variables dans le modèle 26. Cependant, la "satisfaction quant au revenu" prend significativement une place importante par l'influence négative sur la "menace sur les intérêts" dans le modèle n° 26. La disparition de la "satisfaction de la profession" permet à la "satisfaction quant au revenu" d'apparaître dans le modèle comme facteur plus résistant pour expliquer l'émergence du mécontentement quant à la situation économique actuelle. La "satisfaction quant au revenu" donc est une source incitant l'émergence du mécontentement, alors que la "satisfaction quant à la profession" peut devenir indifférente à ce propos. En outre, les individus ayant les différents métiers peuvent être mécontents d'un sujet propre, mais ils peuvent être fractionnés entre les différents degrés de mécontentement par la "satisfaction quant au revenu".

Le deuxième point important est consacré à la constellation des éléments contribués dans le modèle 26. La "menace sur les intérêts" et le "sentiment d'injustice économique" sont les deux variables explicatives ayant des relations directes avec l'émergence du mécontentement. Ces deux variables produisent deux champs d'influence essentiels sur l'émergence du mécontentement, alors que les autres variables ont des relations intermédiaires avec le "degré de mécontentement". Le premier est le *champ de l'intérêt* et le deuxième, le *champ de l'injustice sociale*, particulièrement l'injustice économique. De plus, la "distance entre les pauvres et les riches", qui est la variable commune entre les deux champs, a une relation directe avec le "degré de mécontentement". En comparant les valeurs de Bêta de ces trois variables, on constate que le poids du "sentiment d'injustice économique" est plus important que les poids des autres variables. Autrement dit, quand le "sentiment d'injustice économique" intervient dans le modèle, il prend immédiatement la première place de

l'influence sur l'émergence du mécontentement. La "menace sur les intérêts" est située en deuxième place.

Le troisième point correspond à la nature des trois éléments essentiels influant sur l'émergence du mécontentement : le "sentiment d'injustice économique", la "menace sur les intérêts" et la "distance sociale entre les pauvres et les riches". Le meilleur contexte social quant à l'émergence et au développement du mécontentement est produit par les relations entre les trois variables. D'une part, la distance entre les positions sociales est indispensable, car la logique économique ne permet pas à l'inégalité économique d'être supprimée. D'autre part, le "sentiment d'injustice économique" n'est pas capable d'être caché et invisible, bien que la satisfaction économique puisse temporairement recouvrir l'inégalité économique. Dans cette conjoncture sociale, le processus de l'objectivation des intérêts joue un rôle prépondérant pour provoquer une reconnaissance quant à la position occupée par l'individu à travers le sentiment d'injustice. Ces variables influent collectivement et positivement sur l'émergence du mécontentement et sur son développement.

Le quatrième point renvoie au rôle du "sentiment d'injustice politique" situé derrière le "sentiment d'injustice économique". L'influence du "sentiment d'injustice politique" sur l'émergence du mécontentement est filtrée par le "sentiment d'injustice économique". En comparant la "politique" avec le "travail", le premier, comme le résultat de la question 35 le montre, est moins capable d'influer sur l'émergence du mécontentement que le deuxième.

Dans le *champ d'intérêt*, la "confiance en le gouvernement" et la "satisfaction quant au revenu" ont les relations négatives avec la "menace sur les intérêts" puis avec le "degré de mécontentement". Plus la "confiance en le gouvernement" et la "satisfaction quant au revenu" augmentent, plus la "menace perçue sur les intérêts" diminue ainsi que le "degré de mécontentement". En effet, la "confiance en le gouvernement" et la "satisfaction quant au revenu" sont capables de désactiver l'émergence du mécontentement par l'intermédiaire de la

variable de la "menace sur les intérêts". Mais, il existe une autre force opposante ("la distance sociale entre les pauvres et les riches") qui influe sur la "menace sur les intérêts". En effet, la "menace sur les intérêts" se construit sous l'influence des deux forces opposantes : la première désactive cette menace et la deuxième la renforce. Par conséquent, l'individu perçoit son intérêt sous l'influence d'une réalité sociale qui ne lui permet pas de s'éloigner d'une telle réalité. En comparant les valeurs de Bêta de chacune de ces trois variables influant sur la "menace sur les intérêts", on constate que le poids de la "satisfaction quant au revenu" est le plus important, alors que la "distance entre les pauvres et les riches" est situé en dernière place. Cela veut dire que *l'influence de la "satisfaction quant au revenu" est sensiblement capable de recouvrir l'influence incitant de la "distance entre les pauvres et les riches" sur l'émergence du mécontentement.* En outre, si cette distance s'élargit de plus en plus, la "satisfaction quant au revenu" est capable de maintenir le "degré de mécontentement" dans un état modéré. C'est pourquoi dans la société industrialisée accompagnée d'une distance sociale très développée, la répartition du revenu joue un rôle prépondérant. Dans ce cas, la "satisfaction quant au revenu" pour les couches moyennes est un facteur désactivant l'émergence du mécontentement, lorsque la distance sociale est très élargie.

Dans le champ de l'*injustice sociale*, les trois variables accompagnées d'un élément intermédiaire sont en train d'activer l'émergence du mécontentement. Cet élément intermédiaire (le "sentiment d'injustice économique") varie sous l'influence de deux forces opposantes : d'une part, le "sentiment d'injustice politique" et la "distance entre les pauvres et les riches" qui ont des relations positives avec cet élément et d'autre part, la "confiance en soi" qui influe négativement sur l'émergence du "sentiment d'injustice économique". Dans cette situation, le poids de la "confiance en soi" est le plus important. Le "sentiment d'injustice économique" se construit sous l'influence de deux forces opposantes : la première ("sentiment d'injustice politique" et "distance entre les pauvres et les riches") active

l'émergence de cette variable et la deuxième (la "confiance en soi") empêche la formation de cette variable. Le poids de la "confiance en soi" dans ce champ est considérable, de sorte qu'il prend la première place pour expliquer l'émergence du "sentiment d'injustice économique". En effet, bien que la distance entre les riches et les pauvres s'élargisse de plus en plus, la "confiance en soi" peut empêcher l'émergence du "sentiment d'injustice économique".

Dans le modèle 26, dans son ensemble, il y a donc trois facteurs très importants *désactivant* l'émergence du mécontentement, alors qu'il existe à la fois deux facteurs incitant au mécontentement social. La "confiance en le gouvernement", la "satisfaction quant au revenu" et la "confiance en soi" sont les trois éléments qui ont la force suffisante pour empêcher le mécontentement de se construire, alors que le "sentiment d'injustice politique" et la "distance sociale entre les pauvres et les riches" produisent une force favorisant la cristallisation du mécontentement. Le point remarquable est l'importance de la "confiance en soi" qui prend la première place dans ce modèle. En général, on pourrait dire que plus la possibilité de la "présentation de soi" augmente, plus la probabilité d'une croyance quant à l'existence de la "justice sociale" dans la société augmente.

Entre les trois éléments ayant les relations directes avec le "degré de mécontentement", l'un d'entre eux, c'est-à-dire la "distance entre les riches et les pauvres", est libéré des influences des autres éléments, alors que les deux autres, c'est-à-dire la "menace sur les intérêts" et le "sentiment d'injustice économique", peuvent varier sous l'influence des autres éléments. Par conséquent, la construction du mécontentement est à la fois sous l'influence d'un élément indépendant des autres variables et également sous l'influence de deux éléments contrôlables. Cela signifie que l'influence inattendue d'un élément indépendant peut être contrôlée par les deux autres éléments constitutifs du mécontentement. En outre, si la "distance sociale entre les pauvres et les riches" ne peut pas être réduite, [dans ce cas si] la "satisfaction quant au revenu", la "confiance en le gouvernement" et la "confiance en soi"

peuvent contrôler la fluctuation de la "menace sur les intérêts" et du "sentiment d'injustice économique", et le "degré de mécontentement quant à la situation économique" peut être diminué.

Le dernier point considérable dans le modèle 26 se réfère à la construction sociale du mécontentement se composant de plusieurs éléments, désactivant ou favorisant. "L'émergence du mécontentement" est contrôlée par beaucoup de facteurs sociaux opposants et qui est orienté vers des états prévisibles. Dans ce cas, le "mécontentement absolu" est transformé en un modèle du "mécontentement relatif". Le "mécontentement relatif" dépend des combinaisons entre ses divers éléments constitutifs développés dans la société industrialisée. Un de ces éléments est la profession.

3-9-4-Influence de la profession sur la construction sociale du mécontentement

Pour vérifier l'influence de la profession sur le modèle base du mécontentement n° 4, nous allons tenter d'examiner ce modèle par trois différentes catégories sociales : les cadres et professions supérieures, les employés et les ouvriers.

Modèle n° 27- Modèle constitutif du degré du mécontentement pour les cadres et professions supérieures

$$DMSE^* = \beta 1\ (S.P) + E$$

$$DMSE^* = -\ 0{,}690\ (S.P) + 4{,}3329$$

$R = 0{,}690$ $R^2 = 0{,}477$ $1\text{-}R^2 = 0{,}523$ $N = 22$

DMSE = le Degré de Mécontentement
S.P = la Satisfaction de la Profession
* le modèle régression du degré du mécontentement pour les cadres et les professions supérieures.

Le premier modèle (n° 27) montre que, pour les cadres et les professions supérieures (comme chef d'entreprise ou les enseignants), le modèle est réduit à une seule variable très importante. En effet, pour cette catégorie sociale de notre échantillon, la "satisfaction quant à la profession" joue un rôle essentiel pour expliquer la fluctuation du "degré de mécontentement". L'orientation de cette relation entre la "satisfaction quant à la profession" et le "degré de mécontentement" est négative : plus la "satisfaction quant à la profession" augmente, plus le "degré de mécontentement" quant à la situation économique diminue. Au fond, le poids de la "profession" est très important sur les relations quotidiennes de cette catégorie sociale de l'échantillon. S'ils ont un sentiment de satisfaction quant à leurs professions, ils sont éloignés des causes de mécontentement. Pourtant, la « satisfaction » ne peut pas toujours empêcher le mécontentement. La "satisfaction quant à la profession" n'est pas tout à fait une satisfaction de pouvoir d'achat, mais plutôt une satisfaction d'acquis d'une position sociale. Dans ce cas, la « profession » peut être une source inéluctable pour l'équation du « mécontentement/contentement ». Les individus attachés à leurs métiers ne seront mécontents qu'à cause de menaces pesant sur leur profession.

Le deuxième point renvoie au sentiment de domination imposé par la profession. Les individus rendent compte de leurs métiers comme une source de domination sociale, ils recherchent des moyens par lesquels ils peuvent être émancipés. Dès lors, la « profession » est un moyen essentiel d'amélioration de la position sociale ; la satisfaction quant au statut social ne vient plus de la profession. Par conséquent, la « profession » est séparée de la « satisfaction de la profession ».

La deuxième catégorie sociale concerne les employés, nous allons étudier son mécontentement quant à la situation économique actuelle. Le modèle 28 présente les éléments constitutifs de mécontentement pour cette catégorie sociale.

Modèle n° 28- Modèle du degré de mécontentement pour les employés

$$DMSE^* = \beta 1\ (S.I.E) + \beta 2\ (D.R.P) + \beta 3\ (S.I.J) + E$$

$$DMSE^* = 0{,}338\ (S.I.E) + 0{,}277\ (D.R.P) + 0{,}227\ (S.I.J) + 4{,}6538$$

$R = 0{,}555$ $R^2 = 0{,}308$ $1\text{-}R^2 = 0{,}692$ $N = 66$

DMSE = le Degré de Mécontentement
S.I.E = le Sentiment d'Injustice Economique
D.R.P = la Distance sociale entre les plus riches et les plus pauvres
S.I.J = le Sentiment d'Injustice Judiciaire
* le modèle régression du degré du mécontentement pour les employés

Le modèle de régression du degré de mécontentement pour les employés est plus compliqué que le modèle précédent. Dans le modèle 28, les trois variables sont en relation pour expliquer les variations de "degré de mécontentement". Le modèle 28 se compose de variables expliquant les causes sociales du mécontentement. Il en résulte que les employés de notre échantillon pensent aux sources de mécontentement dans un état de prévention où la formation du mécontentement se poursuit par les actions verbales. En effet, les éléments de la « menace », de la « responsabilité » et de « l'action protestataire » sont absents dans ce modèle, alors que la sensibilité par rapport à l'injustice et à l'inégalité sociale est remarquable. Bien que les causes sociales du mécontentement sont visiblement présentes dans le modèle 28, l'attribution de la responsabilité de ces causes n'a pas pu contribuer à la composition de variables. Il en résulte que le mécontentement quant à la situation économique, pour les employés de l'échantillon, n'accède pas à un répertoire d'actions protestataires et qu'il reste dans un état de verbalisation, surtout dans les réseaux internes des employés. En outre, le mécontentement quant à la situation économique circule verbalement dans le milieu social des employés, de sorte qu'il n'arrive pas à un répertoire d'actions pratiquement protestataires.

Un autre point dans ce modèle se réfère au poids de la variable du "sentiment d'injustice économique" qui est le plus influant. Pour les employés de l'échantillon, l'injustice économique est une source essentielle du mécontentement. La première cause qui incite les employés de l'échantillon à évaluer la situation économique est l'injustice sociale. On constate que, pour les employés de l'échantillon, selon ce modèle, plus le "sentiment d'injustice économique" augmente, plus le "degré de mécontentement" augmente.

Le rôle du "sentiment d'injustice économique" est soutenu par la variable de la "distance entre les riches et les pauvres" puis par le "sentiment d'injustice judiciaire". La "distance entre les riches et les pauvres" incite les employés de l'échantillon à reconnaître leurs positions dans la société. Une telle reconnaissance aboutit aux comparaisons sociales qui définissent les statuts sociaux des employés. Si la "distance entre les riches et les pauvres" augmente, et que les employés de l'échantillon pensent que leur position sociale n'est plus supportable, alors le "degré de mécontentement" augmente. En effet, la "distance entre les pauvres et les riches" se définit en fonction des fluctuations de l'importance des positions sociales sur une échelle de distance entre les positions des pauvres et celles des riches. Dès lors, les jugements par rapport à cette distance se transforment en un état social où la richesse et la pauvreté deviennent relativisées, de sorte qu'elles sont séparées par la ligne officielle de la pauvreté. Ces positions sociales relativisées ne permettent pas aux actions protestataires d'être présentées sur le même modèle que pour les employés. Ce relativisme social a une relation directe avec le "degré de mécontentement".

La troisième variable [par ordre d'importance], est le "sentiment d'injustice judiciaire" qui pèse positivement sur le "degré de mécontentement quant à la situation économique". En effet, pour les employés, l'"injustice judiciaire" joue un rôle complémentaire à côté des deux autres variables de ce modèle. Les jugements des employés de l'échantillon par rapport au système judiciaire influent sur leurs attitudes face à la situation économique. Si les employés

croient que le système judiciaire fonctionne indifféremment des inégalités sociales, le "degré de mécontentement" diminue. Le système judiciaire est l'arbitre ultime, et si les employés croient qu'il fonctionne de façon discriminative, alors le "degré de mécontentement quant à la situation économique" augmente. La *discrimination* est une source inéluctable du mécontentement social dans un système républicain. Donc, si le système judiciaire est vu dans la conscience collective comme un dispositif ne fonctionnant pas sous l'influence des forces sociales, cela signifie que *la différenciation sociale peut relativement être séparée de la discrimination sociale*. La transformation de la « discrimination sociale » en « différenciation sociale » peut proportionnellement diminuer le "degré de mécontentement" et vice versa.

En résumé, "le sentiment d'injustice économique", la "distance sociale" et la "discrimination judiciaire" sont les trois causes principales pour activer le processus du mécontentement, bien qu'ils n'aboutissent pas à un répertoire d'actions pratiquement protestataires. Ces trois causes sont en interactions. La distance sociale relativisée déstructure le sentiment d'injustice économique, de sorte qu'ils n'aboutissent pas au mécontentement social.

Malgré l'insistance sur le poids du "sentiment d'injustice économique", la "menace sur les intérêts" n'a pas pu être présentée dans le modèle 28 pour les employés. Quand les causes de mécontentement sont réparties en plusieurs sources, la perception de la menace sur les intérêts ne peut guère être concentrée sur les intérêts propres. De plus, la position quasiment stable des employés leur permet de se situer en dehors des effets inattendus de la situation économique. En effet, la "menace sur les intérêts" a besoin d'une perception de la situation économique comme situation anormale. Le processus d'assignation de la responsabilité ne peut pas être activé dans une ambiance vague où la responsabilité est cachée derrière diverses causes sociales. Ce sujet est bien examiné en le comparant avec le modèle de degré de mécontentement pour les ouvriers.

Modèle 29- Modèle du degré de mécontentement pour les ouvriers

$$DMSE^* = \beta 1\ (M.I) + \beta 2\ (D.R.P) + \beta 3\ (S.I.M) + E$$

$$DMSE^* = 0{,}315\ (M.I) + 0{,}564\ (D.R.P) + 0{,}443\ (S.M.S) + 2{,}5458$$

$R = 0{,}844$ $R^2 = 0{,}712$ $1\text{-}R^2 = 0{,}288$ $N = 17$

DMSE = le Degré de Mécontentement
M.I = la Menace sur les Intérêts
D.R.P = la Distance sociale entre les plus riches et les plus pauvres
S.I.M = le Sentiment d'Injustice quant à la mobilité sociale

* le modèle régression du degré du mécontentement pour les ouvriers

La formation du mécontentement social pour les ouvriers se compose de trois éléments importants, de sorte que l'un d'entre eux est un élément constitutif de la théorie du mécontentement. Dans le modèle 29, pour la première fois, la variable du "sentiment d'injustice quant à la mobilité sociale" est fortement présentée. L'autre point encore spécial dans ce modèle, est la valeur de R^2 qui est très élevée ($R^2 = 0{,}712$). Cela signifie que 71 % de variations de "degré de mécontentement quant à la situation économique actuelle" peuvent être expliqués par les trois éléments présentés dans ce modèle. En outre, on peut constater que, pour les ouvriers de l'échantillon, le processus de construction du mécontentement est activé très solidement, c'est-à-dire que la conscience collective d'ouvriers de l'échantillon est très cohérente par rapport à la construction du mécontentement.

Pour les ouvriers de l'échantillon, la "distance entre les riches et les pauvres" est une source produisant le mécontentement de la situation économique, mais s'ils croient qu'ils vivent dans une société où l'accès aux ressources (la mobilisation ascendante) est possible de façon égale pour tout le monde, le "degré de mécontentement" n'augmente pas. La "distance

entre les riches et les pauvres" est un sujet inquiétant incitant les ouvriers à dénoncer les causes sociales du mécontentement.

À côté la "distance sociale entre les riches et les pauvres", est le "sentiment d'injustice quant à la mobilité ascendante" qui apporte les arguments supplémentaires pour verbaliser les causes de mécontentement. La perception des ouvriers de la possibilité de la mobilité verticale peut équilibrer l'équation du "mécontentement/contentement" déséquilibrée par l'influence de la "distance entre les riches et les pauvres". Les ouvriers sont donc intégrés dans une société inspirant les espérances sur l'avenir. Dans ce cas, la légitimité de l'inégalité sociale est conservée.

La "menace sur les intérêts" est toujours présente dans le modèle 29, c'est-à-dire que, pour les ouvriers de l'échantillon, le mécontentement est incité objectivement par une perception de la "menace sur les intérêts". Une telle menace vient de la "distance entre les pauvres et les riches" et du "sentiment d'injustice quant à la mobilité ascendante".

En résumé, les trois modèles (27-29) du "degré de mécontentement" démontrent que le genre de la profession influe significativement sur la construction sociale du mécontentement. Pour certains métiers, la profession, elle-même, est une source de satisfaction, mais pour certaines autres, la profession est une possibilité de percevoir la totalité de la société par la différenciation entre les intérêts sociaux et par les sources qui menacent ces intérêts, matériels ou spirituels. La "profession" peut être présentée dans deux sens, d'un côté, elle fournit les instruments nécessaires de l'insertion sociale et d'un autre côté, elle donne la possibilité de critiquer les origines du mécontentement dans la scène sociale. La "profession" est un champ d'intériorisation et d'extériorisation de sources du mécontentement : les employés vont davantage intérioriser les sources du mécontentement, alors que les ouvriers vont extérioriser et parfois intérioriser les sources du mécontentement.

Dans ce cas, la "satisfaction quant à la profession" est séparée de la "profession" pour que celle-ci puisse influer de façon indépendante sur la construction du mécontentement.

3-9-5-Influence du sexe sur la construction sociale du mécontentement

La dernière étape est consacrée à une comparaison permettant de vérifier la différence entre les femmes et les hommes pour expliquer la variance du "degré de mécontentement". Le modèle 30 contient les éléments du modèle du degré de mécontentement pour les hommes.

Modèle n° 30- Modèle du « degré de mécontentement » pour les hommes

$$DMSE^* = \beta 1\ (R.P.D) + \beta 2\ (S.P) + \beta 3\ (M.I) + \beta 4\ (S.I.E) + E$$

$$DMSE^* = 0{,}370\ (R.P.D) + 0{,}338\ (S.P) + 0{,}214\ (M.I) + 0{,}192\ (S.I.E) + 4{,}4407$$

$R = 0{,}651$ $R^2 = 0{,}423$ $1\text{-}R^2 = 0{,}577$ $N = 83$

DMSE = le Degré du Mécontentement
R.P.D = la Responsabilité de Partis de Droite
S.P = Signer une Pétition
M.I = la Menace sur les Intérêts
S.I.E = le Sentiment d'Injustice Economie
* le modèle régression du degré du mécontentement pour les hommes

Dans le modèle n° 30, la "responsabilité des partis de droite" prend la première place pour expliquer les variations du "degré de mécontentement". Pour les hommes de l'échantillon, la construction du mécontentement est devenue progressivement compliquée allant vers un répertoire d'actions protestataires. Dans ce cas, l'assignation de la responsabilité joue un rôle déterminant pour les hommes en les amenant vers un répertoire d'actions protestataires. Les "partis de droite" sont responsables de la situation économique actuelle selon les hommes de l'échantillon. Pour les hommes, l'amélioration de la situation économique dépend des "partis de droite". Dans un système politique dichotomique, les "partis de droite" apparaissent comme groupes défensifs ne permettant pas à l'injustice

économique d'être diminuée, alors que les "partis de gauche" et le "gouvernement" sont sortis du modèle 30.

L'action protestataire prend la deuxième place ; pour les hommes de l'échantillon, l'action protestataire joue logiquement un rôle important juste après avoir attribué la responsabilité d'un malaise social. La nature de l'action présente dans le modèle démontre que le niveau minimum de protestation est "signer une pétition". En outre, le point de départ de la protestation contre le mécontentement est une démarche par écrit. La "menace sur les intérêts" occupe la troisième place de l'explication de la variance du mécontentement dans le modèle 30. Cet élément situé à côté du "sentiment d'injustice économique" peut être activé par ce sentiment d'injustice. Les positions sociales définissent l'intensité de la "menace perçue sur les intérêts". Pour les hommes, en effet, dans ce modèle, les attitudes des partis de droite jouent un rôle important pour interpréter le sens de la "menace sur les intérêts".

La dernière place, dans le modèle 30, est occupée par le "sentiment d'injustice économique" qui est un élément important pour interpréter les variations du mécontentement. Le point important par rapport à l'injustice en réfère à la perception de celle-ci qui se produit de façon relativisée par laquelle le "sentiment d'injustice absolue" est transformé en un état de relativisme où les groupes sociaux interviennent pour déterminer les limites de l'injustice sociale. En effet, le sentiment d'injustice sociale se limite dans les différents champs, alors que dans le champ économique, la responsabilité de la situation économique problématique repose sur les "partis de droite". Le "sentiment d'injustice économique relativisé" ne peut plus inciter les autres champs sociaux.

Le modèle 30 se compose des éléments interprétant la construction du mécontentement relatif. En premier lieu, le "sentiment d'injustice économique" active les "menaces sur les intérêts" leur assignant la "responsabilité de partis de droite". Ensuite, c'est l'action protestataire qui intervient sur le modèle pour le compléter. Dans ce cas, les actions

protestataires orientées par l'assignation de la responsabilité jouent le premier rôle. En effet, le mécontentement, pour les hommes de l'échantillon, se construit plutôt de façon ponctuelle, c'est-à-dire que les expériences de mécontentement conduisent les hommes aux actions protestataires stratégiques. Ces expériences pratiques sont l'un des facteurs sociaux pour "relativiser le mécontentement".

En deuxième étape, nous allons établir le modèle du degré du mécontentement quant à la situation économique actuelle pour les femmes de l'échantillon. Le modèle n° 31 présente le résultat de cette démarche.

Modèle n°31- Modèle du « degré de mécontentement » pour les femmes

$$DMSE^* = \beta 1\ (M.I) + \beta 2\ (D.R.P) + \beta 3\ (S.G) + \beta 4\ (S.I.E) + E$$

$$DMSE^* = 0{,}320\ (M.I) + 0{,}382\ (D.R.P) + 0{,}349\ (S.G) + 0{,}225\ (S.I.E) + 4{,}1690$$

$R = 0{,}643$ $R^2 = 0{,}413$ $1\text{-}R^2 = 0{,}587$ $N = 87$

DMSE = le Degré de Mécontentement
M.I = la Menace sur les Intérêts
D.R.P = la Distance entre les plus Riches et les plus Pauvres
S.G = Sympathie à la Grève
S.I.E = le Sentiment d'Injustice Economie
* le modèle régression du degré du mécontentement pour les femmes

Pour les femmes, la "distance entre les riches et les pauvres" prend la première place dans l'interprétation des variations du degré de mécontentement, alors que les variables de la responsabilité sont sorties du modèle n° 31. La sensibilité des femmes de l'échantillon par rapport à la "distance entre les riches et les pauvres" est très sérieuse, alors que pour les hommes, cette variable était sortie du modèle du degré de mécontentement. Ce phénomène peut être expliqué par les rôles des femmes dans la nouvelle société. La position sociale des femmes est un facteur éclaircissant qui permet aux femmes de bien connaître les valeurs sociales importantes et qui distinguent socialement les individus. L'autonomie économique des femmes, qui est une valeur essentielle pour les femmes de nos jours, engendre une

connaissance sociale sur la constellation des positions sociales dans la société industrialisée. Une telle connaissance de la société produite par les femmes prend un aspect pratique qui permet aux femmes de mieux objectiver leurs intérêts sociaux dans la société. Dans ce cas, le premier sujet suscitant est la distance sociale visible entre les acteurs définis par les facteurs économiques. En outre, la première connaissance féminine sur la société est celle sur les différences sociales visibles, surtout économiques, alors que les être humains sont tous naturellement et éthiquement égaux. Dès lors, cette distance économique qui favorise inégalement les avantages sociaux devient une source déterminante du mécontentement. Les femmes sont plus sensibles dans ce domaine, puisque les hommes sont entrés dans la 'société industrialisée' plus tôt que les femmes.

Bien que l'action protestataire soit située en deuxième place d'importance, l'intensité de cette action est très limitée. Alors que les femmes sont très sensibles sur les sources visibles du mécontentement, leurs comportements ne sont pas suffisamment forts. La prudence, qui est un critère dans le répertoire d'actions protestataires féminines, définit les positions sociales occupées par les femmes. Bien que l'action protestataire soit importante, dans ce modèle, elle ne se définit pas par leur caractère fort.

La "menace sur les intérêts", à côté la "distance entre les riches et les pauvres", prend une place importante dans ce modèle pour les femmes. Cette approche peut être définie par la "distance entre les riches et les pauvres" déterminant la nature de la "menace sur les intérêts" pour les femmes. En outre, la "situation économique actuelle" peut orienter les femmes sur des intérêts plutôt matériels que spirituels. Dans cette conjoncture, les femmes sont capables de distinguer leurs intérêts matériels, de sorte que ceux-ci puissent favoriser la mobilité ascendante. En effet, les "comportements protestataires féminines", dans un répertoire d'actions, est une réflexion de la mobilisation des ressources dans la nouvelle société industrialisée qui incite les femmes à être autonomes. Les femmes, comme membres de cette

société, ne peuvent plus demeurer en dehors de cette nouvelle scène sociale, alors qu'une nouvelle reconnaissance générale de la société leur permet de bien comprendre les processus de l'objectivation des intérêts. Une telle différenciation d'intérêts est une nouvelle source de "*mécontentement féminin*".

Le "sentiment d'injustice économique" prend la dernière place, alors que les femmes, au contraire des hommes, sont très sensibles en ce qui concerne la "distance entre les riches et les pauvres". La question qui se pose est de savoir pourquoi, pour les femmes [dans ce modèle] la "distance entre les riches et les pauvres" est plus importante que le "sentiment d'injustice économique". C'est une question à laquelle il est difficile de répondre, mais on pourrait insister sur la *différenciation sociale* issue du processus de *l'objectivation d'intérêts* qui incite les femmes à reconnaître en priorité le milieu social, alors que le "sentiment d'injustice sociale" est une reconnaissance fondamentale de la nature de la société qui se reflète plus ou moins sur la conscience collective de certains groupes, de sorte qu'elle ne se pose pas immédiatement sur la conscience sociale des femmes. C'est la raison pour laquelle l'assignation de la responsabilité n'est plus présente dans le modèle du "degré de mécontentement" pour les femmes.

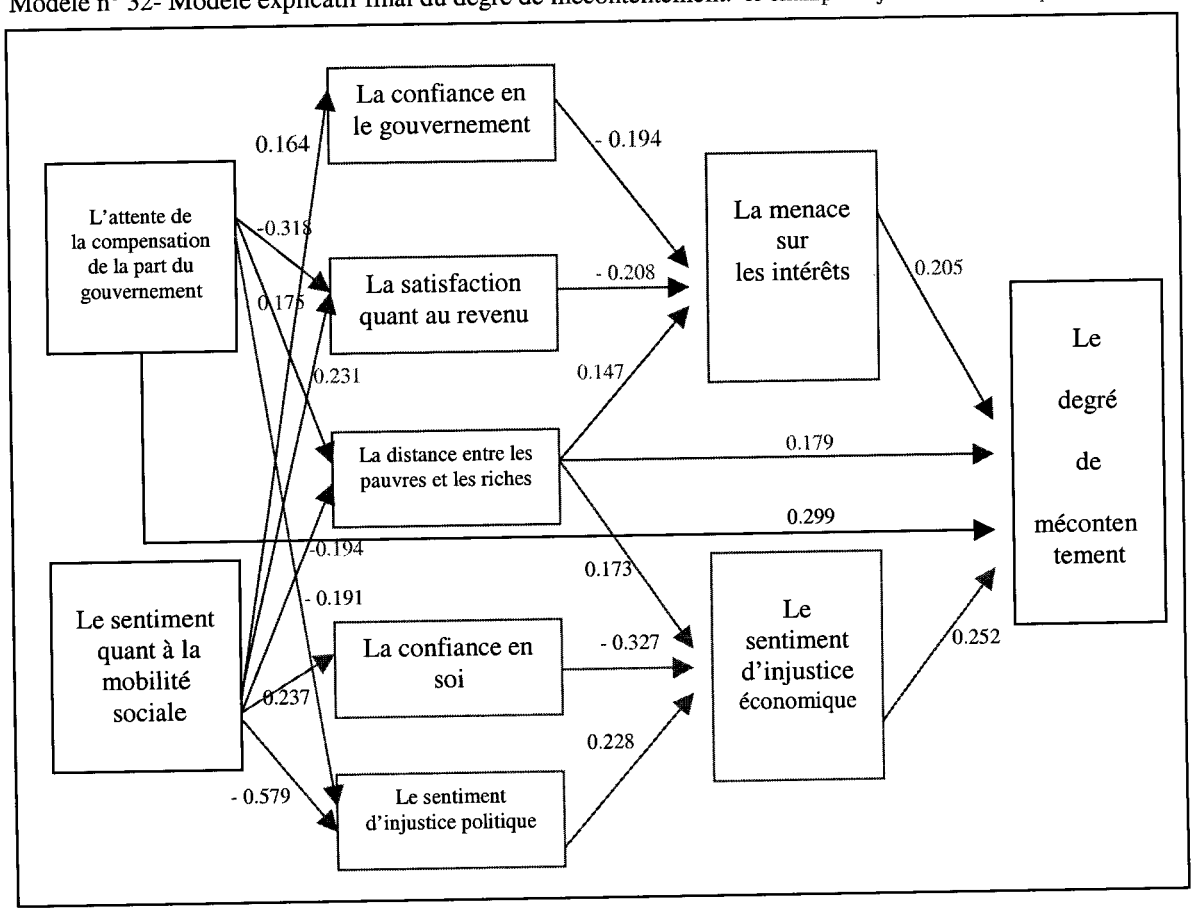
En résumé, étant donné qu'il existe certaines différences entre les modèles du mécontentement pour les hommes et les femmes, on peut dire que la "situation économique actuelle", comme sujet du mécontentement, produit différent types de mécontentement selon le sexe, de sorte qu'on peut distinguer le "*mécontentement social féminin*" du "*mécontentement social masculin*". Les femmes et les hommes sont sensibles aux malaises sociaux, mais leur sentiment de mécontentement peut être différencié. La verbalisation du mécontentement peut se développer dans les réseaux sociaux des femmes, alors que les hommes utiliseraient plutôt du répertoire d'actions protestataires. En tout cas, le sentiment de mécontentement circule dans les réseaux sociaux, mais les femmes peuvent bien transmettre

leurs sentiments de mécontentement aux hommes (c'est-à-dire, la transformation du sentiment féminin en énergie d'action masculine). Dans ce cas, l'énergie du mécontentement est libérée, pour les femmes en général, par la verbalisation des causes de mécontentement. De plus, l'autonomie des femmes joue un rôle essentiel pour galvaniser le processus de la sexualisation du mécontentement social. Les sources sociales du mécontentement n'ont pas le même poids d'importance pour les femmes que pour les hommes : les femmes sont plus sensibles en ce qui concerne leurs positions économiques dans la société, alors que les hommes pensent d'abord à l'injustice sociale entre les positions sociales. Le dernier point est consacré à la différence entre les actions protestataires féminines et masculines. Les femmes, en général, ont une tendance moins forte à s'impliquer dans un répertoire d'actions protestataires, alors que les hommes pensent à un enchaînement d'actions qui coulisse progressivement vers des actions plus violentes dans un contexte d'actions collectives.

3-10- Modèle causal final du degré de mécontentement

Le modèle 32 se compose de neuf éléments contribués dans les différents modèles précédents du mécontentement qui ont produit collectivement une constellation explicative permettant à l'émergence du mécontentement d'être interprétée. Dans ce modèle causal, deux éléments sont nouveaux qui se sont situés au profond du modèle.

Modèle n° 32- Modèle explicatif final du degré de mécontentement. le champ d'injustice – le champ de menace



Quatre éléments entrent en relation directe avec le "degré de mécontentement", de sorte que l'"attente de la compensation de la part du gouvernement"[15] arrive à un degré prépondérant, alors que le "sentiment d'injustice économique" arrive à la deuxième place. Les changements de modèle 26 après l'entrée de ce nouvel élément, c'est-à-dire l'"attente de la compensation de la part du gouvernement" sont remarquables. Alors que le poids du "sentiment d'injustice économique" n'a quasiment pas été changé, les poids de la "menace sur les intérêts" et de la "distance sociale entre les pauvres et les riches" ont été considérablement

[15] - Question 23 : On entend beaucoup parler des dommages crées par la crise économique actuelle. A votre avis à quel point les gens qui ont subi une perte sont en droit de réclamer d'éventuelles compensations par l'État sur une échelle en 7 points, 1=un petit peu droit.

réduits. Lorsque l'"attente de la compensation de la part du gouvernement" intervient dans le modèle, l'importance de la "menace sur les intérêts" et celle de la "distance entre les pauvres et les riches" diminuent. En outre, le rôle intermédiaire du gouvernement pour gérer le mécontentement social est très remarquable. Quand le gouvernement est présent dans le milieu social du conflit, cette présence peut rassurer les exigeants d'une compensation à l'égard de la redistribution des ressources. Dans cette conjonction, alors que le poids du "sentiment d'injustice économique" est important, le rôle intermédiaire du gouvernement est capable de recouvrir le "fossé entre les pauvres et les riches", d'une part, et de diminuer l'influence de la "menace sur les intérêts", d'autre part.

Le modèle 32 insiste sur le rôle déterminant du "sentiment d'injustice quant à la mobilité sociale" comme élément d'origine situé derrière des facteurs sociaux représentés dans le modèle. Le "sentiment d'injustice quant à la mobilité sociale" conserve profondément une capacité suscitant des éléments constitutifs du mécontentement. Lorsqu'il existe un sentiment expliquant la société comme un milieu de mobilité verticale, la plupart des facteurs sociaux influant du mécontentement perdent leur poids. Quoique ce sentiment soit vraiment conforme à la réalité de la société, s'il existe beaucoup de possibilités pour que l'individu puisse obtenir une place légitime et convenable dans la société, il sera suffisant pour diminuer l'importance des facteurs suscitant du mécontentement. Dans ce cas, la "loyauté sociale" prend un rôle très important à jouer sur la construction de la société et du mécontentement. La question qui se pose est de savoir si l'individu ne peut pas retrouver une place légitime et convenable dans la société, alors à quelle société idéale pense-t-il ?

Comme le modèle précédent, on peut distinguer deux champs de relation entre les variables présentées dans le modèle 32. Le premier champ, que l'on peut dénommer "*le champ d'injustice*", se compose des variables en relation avec le "sentiment d'injustice économique", et le deuxième champ, "*le champ d'intérêt*", se constitue autour de la "menace

sur les intérêts". Chaque champ est tour à tour exposé aux influences de deux facteurs essentiels, qu'il s'agisse du "sentiment d'injustice quant à la mobilité sociale" ou de l'"attente de la compensation de la part du gouvernement". Enfin, les deux champs se retrouvent en direction d'explication des fluctuations de la variable dépendante, le "degré de mécontentement".

Dans le "champ d'injustice", le "sentiment d'injustice quant à la mobilité sociale" pèse relativement fort sur le "sentiment d'injustice politique". Lorsqu'il existe un sentiment conforté de possibilité de mobilité verticale, il se crée également un sentiment de justice politique dans la société. Les individus croient que l'injustice politique va diminuer quand la société est capable de fournir les diverses possibilités de mobilité verticale pour tous. Le "sentiment d'injustice quant à la mobilité sociale" maîtrise également les variations sur la "confiance en soi" et celle-ci peut se développer relativement dans un milieu social où le "sentiment d'injustice quant à la mobilité verticale" incite les acteurs à s'insérer dans la société. La protection sociale à travers la mobilité sociale peut augmenter le degré de la "confiance en soi".

Dans le même "champ d'injustice", l'"attente de la compensation de la part du gouvernement" influe simplement sur le "sentiment d'injustice politique". Si les attentes du gouvernement augmentent, le "sentiment d'injustice politique" sera relativement réduit. Si le gouvernement intervient pour compenser les effets négatifs de distances inégales entre les positions sociales, les individus ressentent un genre de justice politique dans la société où ils se trouvent. L'intervention du gouvernement assure la concurrence politique quand les distances inégales entre les positions sociales entraînent un biais favorisant les intérêts des groupes dominants. Le gouvernement joue un rôle très sensible entre les possesseurs du pouvoir, les exigeants du pouvoir et la population dépolitisée. En outre, le gouvernement est un instrument pour compenser les effets négatifs des systèmes politique et économique sur la

vie quotidienne. Quand le gouvernement joue bien ce rôle intermédiaire, le sentiment d'injustice politique ne croît pas.

En résumé, dans le "champ d'injustice", si le "sentiment d'injustice quant à la mobilité verticale sociale" croît, la "confiance en soi" va relativement augmenter et le "sentiment d'injustice politique" va diminuer. Les deux dernières variables influent directement sur le "sentiment d'injustice économique" et indirectement sur le "degré de mécontentement". En fin de compte, le sentiment qui conforme l'existence de mobilité verticale peut finalement déconstruire la formation sociale du mécontentement. Dans ce cas, les éléments constitutifs du mécontentement ne peuvent plus s'additionner.

Dans le deuxième champ, le "champ d'intérêt", le "sentiment d'injustice quant à la mobilité verticale" influe négativement sur la formation du "sentiment de distance entre les pauvres et les riches". Si les individus perçoivent leur société comme un espace qui leur permet d'avoir diverses possibilités de mobilité verticale, ils ont le sentiment d'une réduction de la "distance entre les riches et les pauvres". Dans ce cas, au fur et à mesure, le degré de "menace sur les intérêts" sera relativement diminué et par conséquent, le "degré de mécontentement" ne peut pas être élevé.

Dans ce même champ, le "sentiment d'injustice quant à la mobilité sociale" influe directement et simultanément sur la "satisfaction quant au revenu" et la "confiance en le gouvernement". Si la société produit progressivement le "sentiment d'injustice quant à la mobilité verticale", la "satisfaction quant au revenu" relativement augmentera. La "menace sur les intérêts" subit plus l'influence de la "satisfaction quant au revenu" que les autres variables dans le modèle. Si la "satisfaction quant au revenu" augmente, la "menace sur les intérêts" diminuera simultanément. Dès lors, le "sentiment d'existence de la mobilité verticale" peut indirectement réduire la "menace sur les intérêts". En même temps, la confiance en le gouvernement augmente, si l'existence de la mobilité verticale se fait sentir de

plus en plus. Dans cette conjoncture, le gouvernement apparaît comme une institution qui fournit les conditions de concurrence sociale pour insérer les acteurs dans des positions politiquement et économiquement inégales mais culturellement et personnellement plutôt dans un état d'égalité. C'est la raison pour laquelle la "satisfaction quant au revenu", comme facteur plutôt personnel, joue un rôle très important dans la société industrialisée. Pour avoir un sentiment de "satisfaction quant au revenu", il semble qu'il ne soit pas nécessaire que l'acteur soit riche, mais dans un état de suffisance pour équilibrer la vie quotidienne.

Le "sentiment d'injustice quant à la mobilité sociale" s'accompagne du "champ d'intérêt" dans l'"attente de la compensation de la part du gouvernement". Cette dernière influe à la fois négativement sur la "satisfaction quant au revenu" et positivement sur la "distance entre les pauvres et les riches". Si l'"attente de la compensation de la part du gouvernement" augmente, la "satisfaction quant au revenu" va diminuer. En outre, si le gouvernement augmente les aides financières directes, la valeur attachée au revenu ou au salaire va se réduire. L'équation "gouvernement / aide financière", d'un côté, et "travail / revenu", d'un autre côté, ne fonction plus si le gouvernement dévalorise davantage le salaire par l'aide financière directe. Cette condition se définit comme un état de contradiction sociale qui oblige le gouvernement à déterminer les niveaux minimums et maximums des aides financières directes. Le fonctionnement de l'État providence peut, contrairement à sa nature, être source de "menace sur les intérêts". Pour éviter ce piège social, le gouvernement s'oblige à établir un type de bureaucratie qui par ailleurs menace la dignité des acteurs.

L'"attente du gouvernement" influe aussi sur la formation de la perception de la "distance entre les pauvres et les riches". Si cette attente s'accroît, le sentiment de "distance entre les pauvres et les riches" augmentera. En effet, l'"attente du gouvernement" est une résolution sociale devant les effets inattendus de la "distance entre les riches et les pauvres", donc si cette distance se dilate, l'"attente du gouvernement" sera sa dérivée logique pour les

détenteurs de positions sociales de bas niveaux. Le gouvernement apparaît comme le dernier supporteur social dans la société industrialisée et républicaine où l'individu se retrouve dans un état de concurrence sociale. Dans cette circonstance sociale sophistiquée, la culture joue un rôle extrêmement important pour soulager les effets du mécontentement social.

En conclusion, dans le "champ d'intérêt", deux facteurs essentiels font activer les trois variables touchant la "menace sur les intérêts". Le "sentiment d'injustice quant à la mobilité sociale" et l'"attente de la compensation de la part du gouvernement" sont les deux facteurs qui produisent une combinaison sociale efficace sur la formation de la "menace sur les intérêts" en poursuivant jusqu'à la construction du mécontentement social. La "menace sur les intérêts" clarifie les différents effets de divers facteurs sociaux sur la formation du "degré de mécontentement". Dans ce champ, le poids du gouvernement est considérable et s'incarne dans la confiance sociale et dans l'attente placée en lui. Le gouvernement est perçu par la conscience collective comme responsable de la société. La "confiance" et l'"attente" sont deux éléments représentatifs du gouvernement qui définissent socialement le gouvernement dans la société.

Dans le modèle 32, le poids le plus important appartient à la "mobilité sociale verticale", car elle est le seul facteur social ayant directement ou indirectement des relations avec les autres variables. Malgré tout, elle n'est pas visible à côté du mécontentement, puisqu'elle est située de façon éloignée derrière ces variables. Le "sentiment d'injustice politique" et "celui d'injustice économique" s'interposent entre la "mobilité verticale" et le "degré de mécontentement". On peut en déduire qu'un certain nombre d'éléments sociaux sont situés entre la source essentielle de l'émergence du mécontentement et la réalisation du mécontentement de sorte que l'assignation de responsabilité de malaise social sera réellement possible.

Dans le modèle 32, la "confiance en soi" et la "satisfaction quant au revenu" représentent, chacune dans son champ, les poids les plus importants sur l'émergence du mécontentement de façon empêchante. Les deux variables représentent les caractères plutôt individuels dans le modèle. En effet, le mécontentement social est un sentiment qui naît chez l'individu, alors qu'il se développe sous l'influence de facteurs opposants plutôt sociaux. Dans ce cas, la "satisfaction quant au revenu" a une lourde responsabilité pour faire équilibrer l'équation de "contentement / mécontentement".

La Construction sociale du Mécontentement en France

conclusion

Conclusion

La notion de mécontentement provoque un "sentiment naturel éprouvé" par un individu qui peut être dû à l'absence d'une situation normale ou à la présence d'une situation problématique extérieure dans une "scène sociale" donnée. Le mécontentement ne se définit, cependant, ni par la privation ni par l'obstacle, mais par la *signification* que prend une certaine situation pour un acteur ou un groupe déterminé. Le sentiment de mécontentement occupe une partie importante des expériences de la vie quotidienne qui oscille normalement dans un état où l'équation de "mécontentement" et "contentement" apparaît. Cette équation reproduit continuellement un équilibre social entre les deux sentiments qui s'incarnent dans les comportements. On ne peut donc savoir qu'un individu est mécontent qu'en l'interrogeant ou en observant son comportement. Le mécontentement a deux aspects : l'un est l'accomplissement d'un projet rationnel des solutions imaginées qu'une personne mécontente cherche à réaliser, l'autre est son état d'esprit, basé sur des raisons solides, dans la durée de sa réussite. Être mécontent implique à la fois une certaine solution dans l'action et un doute rationnel quant au résultat.

L'équilibrage des sentiments prend place sur une échelle relativisant deux pôles opposants extrêmes : d'un côté, le sentiment de mécontentement, d'un autre côté, celui de contentement ou de bonheur. Les positions sociales hiérarchisées apparaissent comme un contexte convenable pour faire réaliser cette échelle d'évaluation sociale issue d'une situation problématique. Dans cette circonstance, il existe des facteurs sociaux suffisants pour intervenir dans le processus d'émergence de sentiment de mécontentement qui fait souder d'abord subjectivement puis objectivement son porteur avec le système des contraintes

sociales. La société comme un espace intersubjectif est une conjonction où le sentiment naturel de mécontentement se met en challenge avec les valeurs fondamentales d'existence de cette société. Les différents systèmes sociaux produisent les différents types de mécontentement et différents genres de contrôle social sur celui-ci. Une partie importante de l'histoire de l'être humain peut s'expliquer par l'histoire du sentiment de mécontentement.

La société industrialisée joue un rôle essentiel pour extérioriser les nouveaux objets par lesquels les processus de "*comparaison sociale*" se mettent en construction. La professionnalisation et l'urbanisation, les deux également, incitent les individus à reconnaître relativement leurs intérêts propres. Dans cette circonstance, d'une part, la "mobilisation de ressources" fait objectiver les sources de mécontentement et d'autre part, les individus revendiquent toujours la redistribution de ressources pour qu'ils puissent améliorer leurs places dans la hiérarchie fixée des positions sociales. Par conséquent, les problèmes sociaux issus d'arrangement des intérêts se situent dans un état dynamique d'évolution où la perception d'un malaise social propre ne peut que demeurer dans un état de changement. L'évolution de la perception d'un problème menaçant est le point de départ qui réveille le sentiment d'injustice une source sociale de mécontentement. La cellule primitive de mécontentement s'installe par une relation réciproque critique entre le système équilibrant des sentiments d'individu et les menaces sociales issues des situations d'injustice. La circulation d'"argent" et de "pouvoir" font, d'une part, subjectiver la reconnaissance sociale des problèmes sociaux et d'autre part, objectiver les intérêts sociaux d'individu et ses menaces. L'industrialisation fournit une grande potentialité à l'émergence du sentiment de mécontentement lui permettant d'être toujours présenté collectivement au milieu social. L'assimilation culturelle de la vie quotidienne réalisée dans certaines catégories sociales permet au mécontentement de se diviser entre des groupes sociaux aux problèmes propres. Bien que, le sentiment de mécontentement puisse circuler dans les groupes sociaux, il ne peut

plus être généralisé au niveau national. D'une part, le processus de la mobilisation de ressources favorise collectivement l'émergence du sentiment de mécontentement, mais d'autre part, à cause de développement de procès de différenciation sociale, la généralisation du sentiment de mécontentement se limite aux frontières de groupes sociaux concernés. Par conséquent, l'émergence de différents types de mécontentements, dans les groupes sociaux, ne suscite plus un nuage unique et cohérent de mécontentement général, car les différents nouages de mécontentement ne peuvent plus être unis idéologiquement. Même s'il existe un certain nombre d'idéologies diffusées dans la société française, une idéologie commune pouvant fédérer les divers foyers de mécontentements n'existe plus.

L'émergence du mécontentement se poursuit par un processus d'assignation de responsabilité qui joue un rôle déterminant dans la construction sociale du mécontentement. Dans un processus dynamique, la "responsabilité absolue" a été progressivement transformée en une forme de "responsabilité relative". La responsabilité relative permet aux mécontents d'assigner concrètement les responsables d'un malaise social, soit individuelles soit systémiques. La société industrialisée, qui inspire un contrôle social sur son destin social, suscite plus au moins, dans le cas du malaise social, une assignation de la "responsabilité systémique". Il faut souligner que la responsabilité systémique n'a pas de même sens que la responsabilité absolue concentrée sur le rôle d'une personne. La responsabilité systémique affaiblit les forces et la vitesse du mécontentement, alors que la responsabilité absolue a un effet inverse. Dans un système politique où le peuple est responsable de la société où il vit, la responsabilité systémique ne peut pas susciter des comportements contestataires contre ce système établi légitimement par le peuple, bien qu'une seule solution légitime s'impose : la réforme. La responsabilité systémique fait inactiver l'aspect naturel du sentiment de mécontentement pour le système politique rationnel et légitime, mais il suscite pourtant un mécanisme de "compensation de dommage". En d'autres termes, le sentiment de

mécontentement se situe sous les influences des dispositifs rationnels légitimes comme le système bureaucratique.

Le sentiment de mécontentement se connecte avec la société par un langage propre qui lui permet de se verbaliser afin de faire comprendre les attitudes l'induisant. L'explication des causes de mécontentement se transforme en exigences qui se revendiquent oralement ou symboliquement. Les revendications se divisent entre les différents objets en fonction des groupes sociaux. La division des revendications ne permet plus aux mécontents d'être rassemblés autour de revendications communes au niveau national, bien que, au niveau local, ils soient plus au moins solidaires à propos de leur exigence. Les revendications matérielles jouent rationnellement un rôle affaiblissant et soulageant sur les forces sociales issues de mécontentement. La rapidité et la continuité de la vie quotidienne exigent des solutions immédiates, alors que les solutions immatérielles se prennent dans le temps. Le sentiment de mécontentement se limite à un processus de matérialisation de solutions qui finissent par s'exprimer les revendications des mécontents.

Enfin, le sentiment naturel de mécontentement, comme élément constitutif de l'esprit, fait alliance avec un répertoire d'action protestataire issu d'un système éthique propre. Bien que la société industrialisée fournisse plusieurs formes d'action protestataire, le sentiment naturel de mécontentement ne peut se réaliser dans un état émancipé de l'éthique. L'individualisme ne peut pas légitimer les actions protestataires violentes, alors que l'éthique issue de l'intérêt privé fait renforcer l'individualisme. Le répertoire d'action issu du mécontentement est un champ de challenge entre les diverses valeurs d'éthiques d'action. La logique dominante d'"action protestataire sans violence" fait claustrer les autres logiques d'action en nourrissant subjectivement le choix final d'action protestataire. Le choix d'action protestataire se réalise sur une échelle où la violence n'est pas légale et légitime. Le sentiment naturel de mécontentement se confronte politiquement avec des logiques d'action en le

portant vers une critique sociale glissant sur une échelle, d'un côté, de l'égalité et l'inégalité et, d'un autre côté, de l'efficacité et l'inefficacité. Dans cette circonstance, le sentiment de mécontentement se transforme en un état d'action où l'efficacité de l'action égale conserve l'ordre social. L'appareil politique va pénaliser les actions inégales pour que le sentiment de mécontentement puisse être canalisé dans les orientations légales. Dès lors, la confiance accordée au gouvernement obtient une place considérable pour légitimer subjectivement les actions violentes appliquées par le gouvernement et pour délégitimer les actions violentes.

La perception d'une menace d'intérêts issue d'une situation problématique est le point de départ du processus de la construction sociale du mécontentement. En d'autres termes, si une situation réellement problématique ne se reflète pas sur la conscience de l'individu comme une menace, cette situation ne produit pas un sentiment de mécontentement. Le sentiment de menace d'intérêts a un lien fort et direct avec celui de mécontentement. Dans cette condition, les réseaux sociaux où l'individu se situe influencent la perception d'une situation comme celle de menace d'intérêts. Les proches et les collègues sont deux réseaux sociaux essentiels qui peuvent minorer la puissance de menace perçue d'une situation problématique. En effet, si le degré d'isolement est assez élevé, la menace d'intérêts perçue apparaîtra plus grave qu'elle n'est en réalité.

La confiance accordée au gouvernement joue un rôle déterminant dans le processus de la construction sociale du mécontentement. Les différents types d'intervention du gouvernement, centre de garantie de l'équilibre des intérêts, peuvent jouer un rôle essentiel sur la cristallisation sociale du mécontentement. L'un de ces types aura pour tâche de minimiser le fossé entre les plus riches et les plus pauvres. Si les mécontents sont assurés que le gouvernement accomplit bien cette tâche sociale, la densité du mécontentement décroîtra. Cette tâche sociale du gouvernement est un objet essentiel pour construire la confiance sociale autour du gouvernement.

L'évaluation de la place de l'individu sur une hiérarchie des positions sociales influe directement sur l'arrangement des éléments constitutifs du mécontentement. Normalement, si l'évaluation n'a pas un niveau assez élevé, le processus de la construction du mécontentement continuera jusqu'à la réalisation des actions protestataires. Au contraire, la construction sociale du mécontentement peut être inachevée ou improductive lorsque le niveau de l'évaluation sera élevé. Par exemple, le processus du mécontentement ne se construit pas également chez les médecins et les ouvriers. Dans cette circonstance, l'accès au centre du pouvoir explique la continuité de la construction sociale du mécontentement.

L'"injustice sociale" est un facteur très important qui influe sur la construction sociale du mécontentement. Le sentiment d'injustice sociale peut accélérer ou ralentir la vitesse sociale de la cristallisation du mécontentement. La répartition de l'injustice sociale entre les différents champs sociaux ne permet plus aux divers mécontentements de s'unir idéologiquement sous le parapluie de l'injustice sociale, alors qu'ils peuvent simplement, comme les mosaïques, se juxtaposer. Bien que le "sentiment d'injustice économique" influence fortement et directement la formation de mécontentement, le "sentiment d'injustice politique" ne suscite plus directement le sentiment de mécontentement. Dans une conjonction où les individus sont en train de se dépolitiser, où la mobilisation des ressources économiques est plus au moins avancée, le champ culturel sera une possibilité effective de faire se mobiliser les gens contre l'inertie sociale. La mobilisation des français(es) juste après avoir gagné la coupe du monde, est un exemple récent montrant qu'un sujet de plaisir banal mais national peut mobiliser une grande partie de la population en oubliant les sources sociales de mécontentement. En fait, les causes sociales du mécontentement peuvent être momentanément oubliées lorsqu'il existe les objets assez suffisants pour être collectivement contents et heureux.

Le système politique dichotome définit les groupes politiques en deux catégories principales qui peuvent expliquer les différenciations sociales entre les orientations politiques. En général, les groupes de gauche sont en position socialement "offensive", alors que ceux de droite se retrouvent en position "défensive". Les partis de droite et le gouvernement sont les deux cibles saillantes assignées comme responsables des malaises sociaux au niveau national. Alors que l'amélioration d'une situation problématique au niveau national dépend des attitudes des partis de droite, les mécontents demandant une réforme sociale sont représentés par les partis de gauche. En effet, les challenges entre la droite et la gauche s'interprètent comme une représentation d'un conflit entre les revendications d'amélioration de la hiérarchie de positions sociales, d'une part, et la conservation de statu quo, d'autre part. En outre, les partis politiques de gauche apparaissent comme une représentation sociale des revendications d'une base pour améliorer la hiérarchie de positions sociales à travers la redistribution de ressources sociales.

La profession et le sentiment de mécontentement ont une relation significative. La profession est un pavois contre les angoisses issues du sentiment de mécontentement. L'insertion psychologique dans un groupe de collègues pour une profession donnée permet aux acteurs d'être confrontés collectivement aux même problèmes sociaux et à une même espérance dans l'avenir. Au contraire, le chômage situe l'individu dans une position où le rôle du gouvernement, face à l'individu, devient prépondérant. Le sentiment de mécontentement, au travers du champ de la profession, peut renforcer le poids de l'autonomie de l'individu face à l'intervention du gouvernement. En outre, le mécontentement permet d'équilibrer l'équation de pouvoir entre l'individu et le gouvernement représentant la volonté collective. Dès lors, l'expression de mécontentement aboutit à un type de contrôle social qui favorise enfin la stabilité de l'ordre social animé par l'industrialisation.

Le mécontentement fait apparaître la nature de la société, car le système social évalue rationnellement son fonctionnement à l'égard du traitement des problèmes sociaux. Le mécontentement est une réflexion naturelle et réelle d'un système social invisible. L'analyse interne d'un système social issu de l'industrialisation se reflète dans les types de mécontentement qui montrent les rouages entre l'individu et la société. Les changements continuels de la société industrialisée apparaissent sur le type de mécontentement, par exemple, l'écologisme est un nouveau type de mécontentement qui reflète, en général, la qualité de la confrontation de la société industrialisée avec son environnement naturel. Dans ce sens, le mécontentement peut s'interpréter comme une réflexion de la constellation de positions sociales ou la stratification sociale, qui sont mobilisées par la mobilisation de ressources, devant les problèmes sociaux.

Le mécontentement est une réflexion de la nouvelle domination sociale, de l'homme qui ne veut pas être spirituellement dominé. Le mécontentement est capable de définir politiquement l'équation de "dominant / dominé". Le processus de dépolitisation peut être considéré comme un nouveau type de mécontentement montrant que l'individu veut être épanoui, émancipé de la politique. En d'autres termes, le mécontentement est une réflexion de la conscience de l'individu, en quelque sorte, de son destin social construit sans lui. Dans ce sens, la présence de la volonté d'autrui face à son destin socialement déterminé intervient à cause d'une explication issue du mécontentement.

Autant le mécontentement définit les attentes économiques des individus, autant il montre que la "satisfaction économique" ne peut pas être transformée en un état de "contentement" ou "bonheur". Le mécontentement ne peut pas s'arrêter aux frontières économiques, mais il refuse que l'homme soit sacrifié aux contraintes économiques.

La société industrialisée, en effet, va être critiquée socialement par les nouveaux types de mécontentement. Le sentiment de mécontentement se définit par sa persistance face aux

nouvelles contraintes sociales qui font reculer l'homme jusqu'à une position d'"individu assis" ; d'autre part, il favorise une reconnaissance sociale qui veut conduire l'"individu" à rentrer socialement dans la "société". Dans ce sens, le mécontentement est une réflexion de l'individualisation d'une grande partie de la population face à une minorité très socialisée.

Le mécontentement contient une critique sociale qui relie culturellement l'individu et la société industrialisée. Dès lors, la structure sociale de cette société favorise l'émergence du mécontentement, prenant ainsi conscience de son fonctionnement. Or, le mécontentement joue un rôle "instrumental" qui permet aux individus d'obtenir la reconnaissance de sa globalité sous une forme sociale propre. Dans ce cas, le mécontentement se définit comme un signe de la conscience rationnelle de l'individu, par sa présence dans une autre forme d'existence, existence sociale ou structurale. Au fond, le mécontentement peut interpréter la différence entre la connaissance individuelle de soi par soi-même et la connaissance sociale de soi par soi-même à travers une structure sociale.

La société industrialisée est un contexte social contradictoire qui suscite constamment une connaissance rationnelle de soi par soi-même. La position sociale d'individu est un facteur essentiel qui influe sur le processus de la construction sociale de la connaissance d'individu par soi-même. Le mécontentement fait objectiver l'individu comme un sujet de connaissance à travers des positions hiérarchisées sociales. Les différentes connaissances issues de diverses positions sociales installent l'individu dans un état contradictoire à propos de la connaissance sociale de soi-même, de sorte que le mécontentement est une représentation de cet état interne. Le mécontentement, dans une société industrialisée, veut répondre à la question classique de sociologie concernant la relation entre l'**individu** et la **société**.

BIBLIOGRAPHIE

AGULHON Maurice, 1970, La République au village, Paris, Plon.

AGULHON Maurice,1997, La République de 1880 à nos jours, Paris, Hachette.

ALEXANDER J. C., 1995, Fin de siècle social theory : Relativism, Reduction and the problem of Reason, London, Verso.

ALEXANDRE Victor, 1971, Les échelles d'attitude, Paris, Édition Universitaires.

ALTHEIDE David L. et GILMORE Robert P., 1972, "The Credibility of Protest", *American Sociological Review*, vol. 37, February, pp. 99-108

BEAUNE Clotte, 1985, Naissance de la nation France, Paris, Gallimard.

BEDOS Rezak Brigitte, 1990, Anne de Montmorency, seigneur de la Renaissance, Paris, Publisud.

BERCÉ Yves-Marie, 1991, Croquants et nu-pieds, les soulévements paysans en France du XVI^{e} au XIX^{e} siècle, Paris, Gallimard.

BERGER P. et LUCKMANN T., 1986, La Construction sociale de la réalité, trad. franç., Paris, Méridiens-Klincksieck, (1er éd. 1966).

BERGIN joseph, 1984, Les Guises and their benefices, *The English Histiorical Review*, 99, n° 390, p. 34-58.

BERTHELOT Jean-Michel, (sous la direction), 2000, La sociologie française contemporaine, Paris, PUF.

BIRNBAUM P., 1989, States and Collective Action : European experiences, Cambridge, Cambridge University Press.

BITTON Davis, 1969, The French Nobility in Crisis, 1560-1640, Stanford Univ. Press.

BODIN Jean, 1985, Actes du colloque interdisciplinaire d'Angers de 1984, Presses universitaire d'Angers.

BOLTANSKI Luc, 1987, Les économies de la grandeur, Paris, P.U.F.

BOLTANSKI Luc, 1993, La Souffrance à distance, Paris, Métailié.

BOUDON R., 1977, Effet pervers et ordre social, Paris, PUF.

BOUDON R., 1991, Individualisme et holisme dans les sciences sociales, *in* : Sur l'individualisme, par P. BIRNBAUM et J. LECA, (sous la direction), Paris, presse de la fondation nationale des sciences politiques.

BOUDON R., 1994, Dictionnaire Critique de la Sociologie, Paris, PUF, (1er édition 1982).

BOURDIEU Pierre, 1979, La distinction ; critique sociale du jugement, Paris, Minuit.

BOURDIEU Pierre, 1993, La misère du monde, Paris, Seuil.

BOURDIEU Pierre, 1995, De la maison du Roi à la raison d'Etat, *Acte de la recherche* en *sciences sociales*, pp.55-68.

BURGUIÈRE André, REVEL Jacques, 1990, Histoire de la France, Paris, Seuil.

BURT R., 1992, Structural holes ; The social structure of competition, Cambridge.

CHAUSSINAND-NOGARET Guy, 1976, La Noblesse au XVIIIe siècle. De le féodalité aux Lumières, Paris, Hachette.

CHAZEL François., 1975, "La mobilisation politique : problème et dimensions", *Reuve française de science politique*, vol. 25.

CHAZEL François, 1992, Mouvements Sociaux, *in* : *Traité de Sociologie,* par Raymond BOUDON (sous la direction), Paris, PUF.

CHEVALIER B. et SAUZET R. (éd.), 1985, Les Réformes. Enracinement socio-culturel, Paris, De la Maisnie.

COATES Dan et PENROD Steven, 1981, Social Psychology and the Emergence of Disputes, *Law & Society Review*, vol.15, N° 3-4.

COLEMAN J. S., 1990, The formations of social theory, Cambridge, Harvard University Press.

COLLINS R., 1975, Conflit Sociology, New York, Colombia University Press.

CONSTANT Jean-Marie, 1984, Les Guise, Paris, Hachette.

CONSTANT Jean-Marie, 1985, La vie quotidienne de la noblesse française aux XVIe – XVIIe siècles, Paris, Hachette.

CONSTANT Jean-Marie, 1999, L'amitié : le moteur de la mobilisation politique dans la noblesse de la première moitié du XVIIe siècle, *"XVIIe siècle"* , oct.-déc., n° 205.

CONTAMINE Ph. (éd.), 1989, L'Etat et les aristocraties, XII[e] – XVII[e] siècle, Paris, Presse de l'École normale supérieure.

CROUZET Denis, 1988, La sagesse et le malheur. Michel de L'Hospital, chancelier de France, Paris, Champ Vallon.

CROUZET Denis, 1996, La genèse de la réforme française, 1520-1562, Paris, Sedes.

CROUZET Denis, 1990, Les Guerriers de Dieu. La violence au temps des troubles de religion, Paris, Champ Vallon, 2 vol.

CROUZET Denis, 1998, Michel de L'Hospital, Paris, Seyssel.

CROZIER Michel, 1970, La société bloquée, Paris, Seuil.

CROZIER M. et FRIEDBERG E., 1977, L'acteur et le système, Paris, Seuil.

DAUMARD Adeline, 1987, Les bourgeois et la bourgeoisie en France, Paris, Aubier.

DAVIES James C., 1962, Toward a Theory of Revolution, *Americain Sociological Review*, XXVII, février, pp. 5-19.

DAVIS Natalie Zemon, 1979, Les cultures du peuple. Rituels, savoirs et résistances au XVI[e] siècle, Paris, Aubier.

DE CRUE Francis, 1892, Le parti des Politiques au lendemain de la Saint-Barthélemy. La Molle et Coconat, Paris, Plon.

DESCIMON Robert et JOUHAUD Christian, 1996, La France du premier XVII[e] siècle (1594-1661), Paris, Belin.

DE SINGLY François, 1998, ''Bourdieu : nom propre d'une entreprise collective'', *Magazine Littéraire*, n° 369.

DUBET François, MARTUCCELLI Danilo, 1998, Dans quelle société vivons-nous ?, Paris, Seuil.

DUBOIS Claude Gilbert, 1977, La Conception de l'histoire en France au XVI[e] siècle (1560-1610), Paris, Nizet.

DUBOST J., 1987, L'intervention psycho-sociologique, Paris, PUF.

DUPONT Jean-Blaise, GENDRE Francis, BERTHOUD Samuel, DESCOMBES Jean Pierre, 1979, La psychologie des intérêts, Paris, P.U.F.

DURAND Y. (éd.), 1981, Hommage à R. Mousnier. Clientèles et fidélités en Europe à l'époque moderne, Paris, PUF.

DURAND C., 1973, ''Revendication explicites et revendication latente'', *Sociologie du travail*, n° 4, pp. 394-409.

DUVERGER Maurice, 1972 (10e éd.), Les partis politiques, Paris, Armand Colin, 1er éd. 1951.

FARR Church William, 1941, Constitutional Thought in Sixteenth-century France. A Study in the Evolution of Ideas, Cambridge, Harvard Univ. Press.

FARR Church William, 1972, Richelieu and the Reason of State, Princeton Univ. Press.

FELSTINER William L.F., ABEL Richard L. et SARAT Austin, 1991, L'émergence et la transformation des litiges : réaliser, reprocher, réclamer..., trad. de l'américain, *Politix*, n°16.

FERREE Myra Marx, et MILLER Frederick D., 1985, Mobilization and Meaning : Toward an Integration of Social Movements, *Sociological Inquiry*, 55 :38-51.

FILLIEULE Olivier, 1997, Stratégie de la rue, les manifestations en France, Paris, Presses de sciences politiques.

FOISIL Madeleine, 1970, La révolte des Nu-Pieds et les révoltes normandes de 1639, Paris, P.U.F.

FRAGONARD Marie-Madeleine, 1990, Les Dialogues du Prince et du Poète. La littérature française de la Renaissance, Paris, Gallimard.

FRAGONARD Marie-Madeleine, 1989, La Plume et l'Épée : la littérature des guerres de religion à la Fronde, Paris, Gallimard.

GABORY Émile, 1996, Les guerres de Vendée, Paris, Édition R. Laffont, 1er éd. 1989.

GAMSON W., 1968, Power and Discontent, Homewood, Dorsey Press.

GAMSON W, 1975, The strategy of social protest, Homewood, The Dorsey Press.

GAMSON W. A., **MODOGLIANI A.**,1989, ''Media discourse and public opinion on nuclear power, A constructionist approache'', *American Journal of Sociology,* vol. 95.

GARRAUD P., 1990, Politique nationale, élaboration de l'agenda, *L'Année sociologique*, vol. 40, p. 17-41.

GARRISSON Janine, 1998, L'édit de Nantes, Paris, Fayard.

GARRISSON Janine, 1991, Guerre civile et compromis ; 1559-1598, Paris.

GIDDENS A., 1987, La constitution de la société, Paris, PUF.

GIGON S.C., 1902, La révolt de la gabelle en Guyenne, Paris.

GOFFMAN E., 1972, Asile, Paris, de Minuit.

GOFFMAN E., 1991, Les cadres de l'expérience, Paris, Minuit.

GRANOVETTER M., 1978, Threshold models of collective behavior, *American Journal of Sociology*, 83 : pp. 1420-43.

GRANOVETTER M., 1979, The idea of Advancement in theories of social evolution and development, *American Journal of Sociology*, 88 : 489-515.

GURR Ted, 1970, Why Men Rebel ?, Princeton University Press, Princeton.

GUTTON Jean-Pierre, 1974, La société et les pauvres en Europe (XVI^{e}-XVIII^{e} siècles), Paris, P.U.F.

HARDING Robert, 1978, Anatomy of a Power Elite. The Provincial Governors of Early Modern France, New Haven, Yale Univ. Press,. 310p.

HASSENTEUFEL P., 1991, Pratiques représentatives et construction identitaire : une approche des coordination, *Revue française de science politique*, vol. 41, n° 1, février, pp. 5-27.

HESS R., 1981, La sociologie d'intervention, Paris, PUF.

HEWSTONE Miles, 1998, La théorie de l'attribution, in : Psychologie sociale, par Serge MOSCOVICI, (sous la direction), Paris, PUF.

HILGARTNER S. et BOSK C.L., 1988, The Rise and Fall of Social Problems : A Public Arenas Model, *American Journal of Sociology*, Vol. 94, N° 1.

HIRSCH E. L., 1990, Sacrifice for the Cause : the impact of group processes on recruitment and commitment in protest movement, *American Sociological Review*, 55, pp. 243-254.

HIRSCHMAN Albert O., 1983, Bonheur privé, action publique, Paris, Fayard, trad. de l'anglais, (1er édition : 1982).

HOBSBAWM E., 1966, trad., Les primitifs de la révolte en Europe moderne, Paris, Fayard, « Social Bandits and Primitive Rebels : Studies in Archaic Forms of Social Movement in the 19th and 20th centuries (Glencoe : The Free Press, 1959).

HOLT Mack P., 1986, The Duke of Anjou and the Politique Struggle during the War of Religion, Cambrige University Press.

INGLEHART Ronald, 1990. La transition culturelle, dans les sociétés industrielles avancées, Paris, Economica.

JEFFRIES V., Turner R. H. & Morris R.T., 1971, The Public Perception of the Watts Riots as Social Protest, *American Sociological Review*, 36(3), pp. 443-451.

JOUANNA Arlette, 1989, Le devoir de révolte, la noblesse française et la gestation de l'Etat moderne, 1559-1661, Paris, Fayard.

JOUANNA Arlette, 1996, La France du XVI^{e} siècle 1483-1598, Paris, P.U.F.

JOUANNA Arlette, 1981, « Protection des fidèles et fidélité au roi : l'exemple de Henri 1er de Montmorency-Damville », *in* : Hommage à R. Mousnier. Clientèles et fidélités en Europe à l'époque moderne, éd. Par Y. DURAND, PUF, Paris.

JOUANNA Arlette, 1977, Ordre social, Mythes et Hiérarchies dans la France du XVIe siècle, Paris, Hachette.

JOUANNA Arlette, BOUCHER Jacqueline, BILOGHI Dominique et LE THIEC Guy, 1998, Histoie et Dictionnaire des Guerres Religion, Turin, Robert Laffont.

KELLEY Donald, 1970, The Beginning of Ideology : Consciousness and Society in the French Reformation, Cambrige University Press.

KELLERHALS J., MODAK M. et PERRENOUD D., 1997, Le Sentiment de justice dans les relations sociales, Paris, PUF, "Que sais-je" ?

KERGOAT D. 1992, Les infirmières et leur coordination 1988-1989, Paris, Lamarre.

KITSCHELT H., 1986, Political Opportunity structures and Political Protest : Anti-Nuclear Movement in Four Democracies, *British Journal of Political Science*, 16, pp. 57-85.

KLANDERMAN Bert, 1984, Mobilization and Participation : Social-psychological Expansions of Resource Mobilization Theory, *Americain Sociological Review*, 49 :583-600.

KLANDERMAN Bert, 1988, The Formation and Mobilization of Consensus, *in* : From Structure to Action : Comparing Social Movement Research Across Cultures, éds. Par Bert KLANDERMAN, H. KRIESI & S. TARROW, Greenwich, JAI Press, pp. 349-368.

KLANDERMAN Bert, KRIESI H. & TARROW S., 1988, From Structure to Action : Comparing Social Movement Research Across Cultures, Greenwich, JAI Press.

KORNHAUSER William, 1959, The Politics of Mass Society, Glencoe, The Free Press,.

LAPEYRONNIE D., 1988, "Mouvement sociaux et action politique. Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources ?", *Reuve française de sociologie,* vol. 29.

LATOUR Bruno, 1988, La vie de laboratoire, Paris, La Découverte.

LATOUR Bruno, 1991, Nous n'avons jamais été modernes, Paris, La Découverte.

LE BON Gustave, 1991, Psychologie des foules, Paris, PUF.

LEBIGRE Arlette, 1980, La Révolution des curés, Paris, 1588-1594, Paris, A. Michel.

LEMEL Yannick, 1991, Stratification et mobilité sociale, Paris, Colin.

LÉVÊQUE Pierre, 1997, Histoire des forces politiques en France, trois tomes, Paris, Armand Colin.

LIPSKY M., 1968,''Protest as a Political Resource'', *American Political Science Review,* vol. 62.

LIPSKY M., 1981, La Contestation comme ressource politique, *in* : L'Opinion publique, par J. PADIOLEAU, Paris, Mouton.

LIVET Georges, 1988, Les guerres religion (1559-1598), Paris, PUF, "Que sais-je ?" .

MANN P., 1991, L'Action Collective. Mobilisation et organisation des minorités actives, Paris, A. Colin.

MCADAM Doug, 1982, Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970, The University of Chicago Press.

MAC CARTHY J. D. & ZALD M. N., 1977, "Resource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory", *American Journal of Sociology*, 82, pp 1212-1239.

MAC CARTHY J. D. & ZALD M. N., (eds) 1987, Social Movements in an Organizational Society, Transaction Books.

MAJOR James Russell, 1994, From Renaissance Monarchy to Absolute Monarchy : French

MAJOR James Russell, 1981, Noble Income, Inflation and the Wars of Religion, *American Historical Review,* pp. 21-48.

MERRIEN François-Xavier, 1997, L'Etat-providence, Paris, PUF, "Que sais-je ?".

MITCHELL C. L., 1988, Attributions of responsibility for problem cause and problem solution : Their relationship to self-esteem, *The Journal of Psychology,* 122, pp. 511-518.

MONTLIBERT (Ch. de), 1981, "La construction sociale des revendications comme enjeu des luttes", *Revue européenne de sciences sociales,* n° 54-55, pp.355-376.

MORRE Barrington Jr., 1978, Injustice, The social bases of obedience and revolt, Stanford, Macmillan Press.

MORRISSON Christian, 1996, La Répartition des revenus, Paris, P.U.F.

MOUSNIER Roland, 1969, Les hiérarchie sociales de 1450 à nos jours, Paris, P.U.F.

MOUSNIER Roland, 1971, Le Conseil du Roi de Louis XII à la Révolution. Recherches sur sa composition sociale, Paris, P.U.F.

MOUSNIER Roland, 1987, "Centralisation et décentralisation", *XVII^e siècle,* pp. 101-111.

OBERSCHALL Anthony, 1973, Social Conflit and Social Movement, Englewood Cliffs, Prentice Hall.

OBERSCHALL Anthony, 1978, Theories of Social Conflict, *Ann. Rev. Social*, 4 : 291-315.

OFFERLÉ Michel, 1994, Socilogie des groupes d'intérêt, Paris, Montchrestien.

OLIVER Pamela, 1984, 'If You Don't Do It, Nobady Will : Active and Token Contributors to Local Collective Action.', A.S.R., 49 :601-610.

OLSON Mancur, 1978, Logique de l'action collective, PUF, Paris, trad. d'américain,1er éd. 1965.

OPPENHEIM A. N., 1966, Questionnaire design and attitude measurement, New York.

ORLÉA Manfred, 1980, La Noblesse aux états généraux de 1576 et de 1588, Paris.

PERNOT Michel, 1987, Les guerres de religion en France 1559-1598, Paris, Sedes.

POITOU J.P., 1974, La dissonance cognitive, Paris, Colin.

PHARO P. 1996, L'injustice et le mal, Paris, L'Harmattan.

PRÉLOT Marcel et LESCUYER Georges, 1997, Histoire des idées politiques, 13° édition, Paris, Dalloz.

RAWLS J., 1997, Théories de la justice, Paris, Seuil, trad. d'américain, 1972, A Theory of Justice, Oxford, Oxford University Press.

RICHET Denis, 1991, De la réforme à la révolution. Études sur la France moderne, Paris, Aubier.

RIFFAULT Hélène, 1994, Les valeurs des françaises, Paris, PUF.

RUCHT D., 1988, Themes, Logics, and Arenas of Social Movements : A structural approch, *in* : From Structure to Action, éds par B. KLANDERMANS, H. KRIESI et S. TARROW, London, JAI Press, vol.1.

RUNCIMAN W.G., 1966, Relative deprivation and social justice ; A study of attitudes to social inequality in twentieth-century England, London, Routledge and Kagan Paul.

SALMON John H. M., 1975, Society in Crisis : France in the Sixteenth Century, New York, St Martin's Press.

SANDEL Michael J., 1996, Democracy's Discontent : America in Search of a Public Philosophy, Cambridge, Harvard University Press.

SCHELLING Th. C., 1986, Stratégie du conflit, Paris, PUF, 1er éd. Anglaise en 1960.

SEARLE John R., 1998, La construction de la réalité sociale, trad. anglais, Paris, Gallimard, 1er éd. 1995.

SELLIER F., 1984, la confrontation sociale en France : 1936-1981, Paris, P.U.F.

SHAVER Kelly G., 1985, The attribution of blame : Causality, responsibility, and blameworthiness, New York, Springer-Verlay.

SHAVER Kelly G., 1986, On causality, responsibility and self-blame : a theoretical note, *Journal of Personality and Social Psychology*, vol. 50, pp. 697-702.

SIMMEL G., 1992, Le Conflit, Saulxures, Circé.

SIMMEL G., 1998, Les Pauvres, Paris, PUF.

SKINNER Quentin, 1978, The Foundations of Modern Political Thought, Cambridge, Cambridge Univ. Press.

SMELSER Neil, 1962, Theory of collective behavior, Londres, Routledge.

SNOW D., ROCHFORD B., WORDEN S. et BENFORD R., 1986, Frame Alignment processes, Micromobilization and Movement Participation, *American Sociological Review*, p. 787-801.

SNOW D., BENFORD R., 1988, "Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization", *in* : From Structure to Action : Comparing Social Movement Research Across Cultures, éds par Bert KLANDERMAN, H. KRIESI & S. TARROW, , JAI Press, Greenwich, pp. 197-218.

STEGMANN André, 1979, Édits des guerres de religion, Librairie Philosophique, Paris.

STONE Lawrence, 1974, Les Causes de la Révolution anglaise, 1529-1642, trad. fr., Paris, Flammarion.

STONE Lawrence, 1985, L'Angleterre de 1540 à 1880, pays de noblesse ouverte, *Annales E.S.C.*, janv.-fév., pp. 71-94.

TARDE Gabriel, 1989, L'Opinion et la Foule, Paris, PUF.

THOMPSON Martyn P., 1986, The History of Fundamental Law in Political Thought from the French Wars of Religion to the American Revolution, *American Historical Review,* déc. Pp.1103-1128.

TARROW Sideny, 1991, Struggle, Politics, and Reform : Collective Action, Social Mouvements, and Cycles of Protest, Ithaca, Cornell University.

TARROW Sideny, 1994, Power and Movement, Social Movement, collective Action and Politics, Cambridge, Cambridge University Press.

THÉVENOT Laurent, 1995, Rationalité ou normes sociales : une opposition dépassée ? in : Le modèle et l'enquête, par J.-C. PASSERON et L.-A. GÉRARD-VAERT, Paris, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

TILLY Charles, 1976, From Mobilization to Revolution, Addison-Wesley, Reading, Mass.

TILLY Charles, 1986, La France conteste de 1600 à nos jours, Paris, Fayard.

TILLY Charles,1992, Contrainte et Capital dans la Formation de l'Europe 990-1990, Aubier, Paris, trad. de l'anglais.

TOURAINE Alain, 1973, Production de la société, Seuil, Paris.

TOURAINE Alain, 1974, Pour la sociologie, Paris, Seuil.

TOURAINE Alain, (1978.a), "Théorie et pratique d'une sociologie de l'action", *Sociologie et société*, 10, 2, octobre.

TOURAINE Alain, (1978.b), La Voix et le Regard, Paris, Seuil.

TOURAINE Alain, WIEVIORKA M. et DUBET F., 1984, Le Mouvement ouvrier, Paris, Fayard.

TRÉPOS Jean Yves, 1988, La construction sociale des conflits de consommation, Thèse d'Etat, Université de Lille 1.

TRÉPOS Jean Yves, 1991, Contraintes et coûts d'investissement dans les réclamations écrites, R.F.S., XXXII, pp. 103-127.

TRÉPOS Jean Yves, 1997, ''Sur une sociologie de la mesure'', *UTINAM*, n° 23, PP. 223-248.

TURNER Ralph H., The Public Perception of Protest, *American sociological Review*, 1969, vol. 34, N° 6, pp. 815-831.

TURNER R., KILLIAN L., 1986, Collective behavior, Englewood Cliffs, Prenctice-Hall, (1er édition en 1957).

WALLERSTEIN Immanuel, 1996, Le capitalisme historique, trad. fr., Paris, La Découverte.

WEIBEL Ernest, 1998, "Institutions et politique en Suisse de 1848 à 1998, *Revue d'Allemagne,* octobre-décembre 1998.

WIEVIORKA M., 1999, Violence en France, Paris, Seuil.

Annexe :

- **Population et le plan de la ville de Metz (centre et banlieue)**
- **Échantillon**
- **Questionnaire**

Département de la MOSELLE

Population du département lors des recensements précédents

Année	Population		Année	Population
1921	589 120		1962	922 519
1926	633 461		1968	971 314
1931	693 408		1975	1 006 373
1936	696 246		1982	1 007 189
1946	622 145		1990	1 011 302
1955	769 388		1999	1 023 447

Source : INSEE

Département de la MOSELLE contient de 9 arrondissements [Boulay-Moselle, Château-Salins, Forbach, Metz-campagne, Sarrebourg, Sarreguemines, Thionville-Est, Thionville-Ouest et Metz-ville] et 51 cantons.

Population de Metz-ville

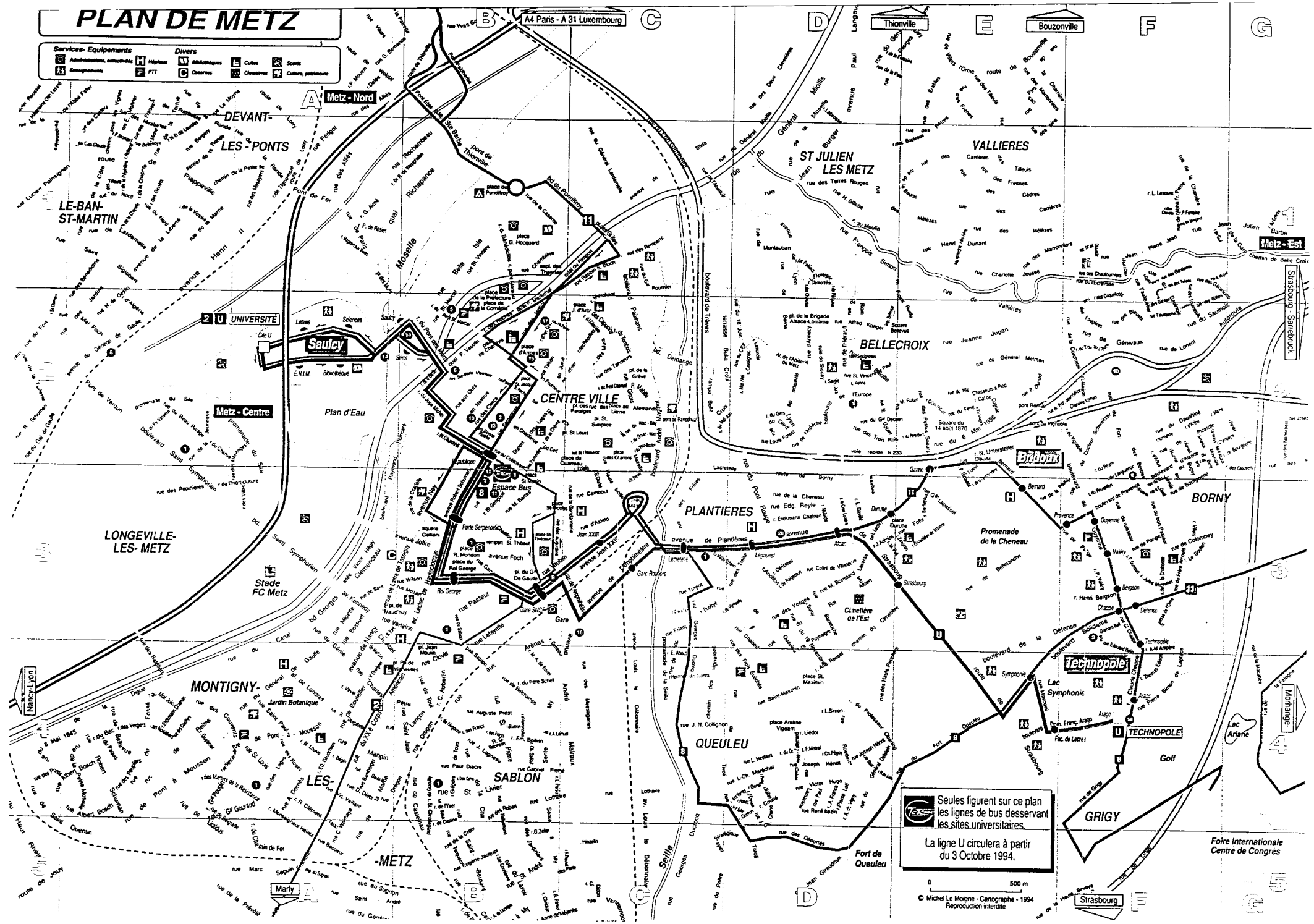
canton	1999	1990	1982
1er	24 027	24 129	23 576
2e	25 245	24 274	24 554
3e	40 058	38 198	37 765
4e	34 446	32 993	28 337
Total	123 776	119 594	114 232

Metz (1999) 322 526
Dont centre 123 776
Dont banlieue 198 750

Source : INSEE

Population de Metz (banlieue)

	Année 1990
Le Ban-Saint-Martin	4 099
Bellecroix	3 500
Borny	23 706
Devant-les-Ponts	8 931
Longeville-les-Metz	4 147
Montigny-les-Metz	23 482
Plantieres	5 227
Queuleu	12 411
Sablon	17 106
Saint Julien les Metz	2 975
Vallieres	9 600


PLAN DE METZ
Services- Equipements
Divers
A4 Paris - A 31 Luxembourg
Thionville
Bouzonville
Metz - Nord
DEVANT-LES-PONTS
LE-BAN-ST-MARTIN
ST JULIEN LES METZ
VALLIERES
Metz - Est
Strasbourg Sarrebruck
UNIVERSITÉ
Saulcy
Metz - Centre
Plan d'Eau
CENTRE VILLE
BELLECROIX
Espace Bus
PLANTIERES
Bridoux
BORNY
Promenade de la Cheneau
LONGEVILLE-LES- METZ
Stade FC Metz
Gare
Cimetière de l'Est
Technopole
Lac Symphonie
TECHNOPOLE
Golf
Lac Ariane
MONTIGNY-
Jardin Botanique
QUEULEU
SABLON
-METZ
GRIGY
Fort de Queuleu
Foire Internationale
Centre de Congrès
Nancy-Lyon
Marly
Strasbourg
Seules figurent sur ce plan les lignes de bus desservant les sites universitaires.
La ligne U circulera à partir du 3 Octobre 1994.
0 500 m
© Michel Le Moigne - Cartographe - 1994
Reproduction interdite

Echantillon

Nombre	Niveau d'étude	Profession	Situation fam.	Sexe	Âge	Nombre d'enfant
1	secondaire	commerçant	mariée	M	36	2
2	collège	vendeur	séparée	M	41	1
3	supérieures	cadre sup.	mariée	M	59	2
4	bac	crémière	célibataire	F	25	-
5	bac+2	secrétaire	célibataire	F	27	-
6	BEPC	agent d'exploitati	mariée	M	52	2
7	brevet de tech.	technicien	mariée	M	48	2
8	E.P.A*	cadre moyen	mariée	M	48	2
9	bac+3	employée	célibataire	F	26	-
10	bac	gerant de société	divorcée	M	60	3
11	CAP vente	ludothécaire	mariée	F	44	2
12	agrégation	professur	mariée	M	45	2
13	bac	fonctionnaire	mariée	F	45	2
14	brevet	res. magasin	divorcée	F	55	3
15	bac	res. magasin	mariée	M	40	1
16	bac+6	ingénieur	A**	F	29	1
17	bac+3	infirmière	mariée	F	42	2
18	bac+4	professur	mariée	F	34	2
19	bac+2	commerçante	mariée	F	36	2
20	BEP	restaurateur	divorcée	M	39	3
21	bac	commerçant	mariée	M	45	3
22	BEP	chômeur	mariée	M	36	2
23	bac+4	employée	séparée	F	33	-
24	BEP	mécanicien	mariée	M	29	2
25	bac+2	fonctionnaire	mariée	M	35	2
26	BEP	secrétaire	mariée	F	35	2
27	CAP	caissière	mariée	F	45	2
28	bac+3	opticien	célibataire	M	24	-
29	bac+2	dessinateur	célibataire	M	27	-
30	bac+4	intermédiaire	célibataire	F	26	-
31	bac+5	cadre	mariée	F	37	2
32	bac+2 (BTS)	régleur	célibataire	M	23	-
33	bac+3	technicien	A**	M	25	1
34	CAP	contrôleur	mariée	M	37	3
35	bac+2	fonctionnaire	A**	F	25	-
36	CAP	artisan	célibataire	M	41	-
37	collège	ouvrier	veuf	M	38	1
38	collège	chômeuse	mariée	F	39	2
39	CAP	artisan	divorcé	M	53	2
40	bac+4	serveur	célibataire	M	29	-
41	-	gérant	marié	M	43	2
42	bac+2	fonctionnaire	marié	M	39	1
43	supérieures	pharmacienn	mariée	F	35	2
44	bac+4	professur	célibataire	M	25	-
45	-	commerçant	mariée	F	32	2
46	BP	artisan	mariée	F	34	-
47	bac+2	retraité	marié	M	48	2
48	cinquème	gérant	A**	M	35	3
49	certificat	cuisinière	mariée	F	44	3
50	licence	étudiante	célibataire	F	26	-
51	secondaire	employée	mariée	F	42	2
52	bac+5	pigiste	célibataire	M	25	-

53	bac+2	commerçante	mariée	F	35	-
54	bac	commerçante	séparée	F	50	1
55	licence	étudiant	célibataire	M	26	-
56	secondaire	res. magasin	marié	M	47	2
57	bac+5	dessinateur	mariée	F	44	2
58	DESS	res.de formation	veuf	M	42	-
59	bac+3	conseillère	séparée	F	55	3
60	licence	étudiante	célibataire	F	21	-
61	bac	secrétaire	célibataire	F	26	-
62	-	vendeuse	mariée	F	42	1
63	-	employée	mariée	F	-	2
64	bac+1	réceptionniste	célibataire	-	30	-
65	-	-	marié	-	47	2
66	1er D scientifique	militaire	marié	M	40	3
67	bac+1	employé	marié	M	44	2
68	secondaire	militaire	marié	M	46	2
69	bac	employé	marié	M	44	2
70	bac+5	professur	célibataire	M	28	-
71	CAP	-	mariée	F	38	4
72	bac+3	manipulatrice	célibataire	F	44	-
73	BEP vente	représentant	divorcée	F	46	-
74	bac+4	étudiante	célibataire	F	26	-
75	-	-	célibataire	F	26	-
76	bac+7	-	marié	M	45	2
77	-	-	célibataire	F	-	-
78	brevet	agriculture	mariée	F	47	3
79	bac	cuisinier	A**	M	26	-
80	BTS	employé	célibataire	F	25	-
81	bac	garde d'enfant	célibataire	F	25	-
82	BTS	fonctionnaire	célibataire	F	28	-
83	bac+2	éducatrice	divorcée	F	42	2
84	bac+6	-	mariée	F	32	2
85	bac+2	commeçant	célibataire	M	25	-
86	bac+3	fonctionnaire	marié	M	48	2
87	bac+4	commerçant	A**	M	30	2
88	bac+4	institutrice	mariée	F	27	2
89	CAP	boucher	marié	M	28	5
90	bac	serveur	célibataire	M	26	-
91	niveau bac	agent de fabricati	célibataire	M	25	-
92	bac+4	étudiante	célibataire	F	26	-
93	bac	militaire	célibataire	M	25	-
94	brevet	grutier	marié	M	52	5
95	certificat	PDG	marié	M	48	3
96	CAP	Dix-Jockey	célibataire	M	36	-
97	bac	chauffagiste	célibataire	M	-	-
98	BEP-CAP	plombier	A**	M	20	-
99	aucun	néant	mariée	F	38	2
100	licence	instituteur	marié	M	51	2
101	licence	professur	célibataire	F	31	1
102	bac+3	étudiante	célibataire	F	25	-
103	3eme	directrice	mariée	F	31	2
104	bac+5	chargé d'affaire	A**	M	28	-
105	BEPC	secrétaire	mariée	F	44	1
106	bac+2	enseignante	mariée	F	47	2
107	bac+2	cadre	marié	M	45	2
108	supérieures	médecin	célibataire	M	28	-

109	bac+5	chômeur	célibataire	M	25	-
110	bac+1	-	mariée	F	30	2
111	CAP	agent technique	divorcé	M	46	3
112	bac+5	chômeur	célibataire	F	25	-
113	DEUG	chômeur	célibataire	M	25	-
114	licence	professur	mariée	F	30	2
115	bac+3	agent commerci	marié	M	30	2
116	bac+5	ingénieur	A**	M	25	-
117	CAP	ajusteur	marié	M	49	2
118	licence	ouvrière	célibataire	F	20	-
119	-	-	mariée	F	48	2
120	licence	surveillant	célibataire	F	21	-
121	capacité de droit	invalidité	séparé	M	50	3
122	B.P.	préparatrice en pharmacie	veuve	F	49	1
123	secondaire	auxilliaire	A**	F	35	1
124	bac	cariste	célibataire	M	25	-
125	CAP	adjoint administratif	mariée	F	46	1
126	maîtrise	surveillant	célibataire	F	28	-
127	BEP	ouvrier	célibataire	M	28	-
128	niveau BEP	aide soignant	célibataire	M	29	-
129	-	employé	marié	M	46	1
130	bac+3	étudiante + équipière chez MC Donald's	célibataire	F	26	-
131	BEPC	fonctionnaire	mariée	F	46	2
132	bac+2	ESI	A**	M	26	-
133	CAP	comptable	marié	M	48	2
134	maîtrise	étudiant	célibataire	M	23	-
135	maîtrise	étudiant	célibataire	M	27	-
136	BTS électronique	électricien bâtiment	célibataire	M	28	-
137	maîtrise	surveillant d'externat	célibataire	M	27	-
138	bac+2	restauration	célibataire	F	26	-
139	CAPES	enseignant	marié	M	46	2
140	néant	peintre en bâtiment	A**	M	28	3
141	CAP	conducteur	marié	M	40	1
142	bac+2	éducateur sportif	marié	M	37	-
143	bac	secrétaire	mariée	F	35	2
144	CAP	agent de maitrise	marié	M	49	2
145	certificat	nourrisse	divorcée	F	46	2
146	CAP-BEP	employé	A**	M	25	-
147	bac+3	kinesithérapeute	A**	F	25	-
148	bac+5	surveillante	célibataire	F	22	-
149	DUT	vendeur	marié	M	25	1
150	BEPC	fonctionnaire	marié	M	50	3
151	licence	-	célibataire	M	22	-
152	licence	étudiante	célibataire	F	20	-
153	bac+3	éducatrise	mariée	F	50	3
154	bac+3	documentariste	célibataire	F	25	-
155	bac+5	étudiante	célibataire	F	25	-
156	-	chômeuse	mariée	F	47	4

157	licence	surveillante	célibataire	F	24	-
158	bac	assistant gestion	marié	M	50	3
159	bac+3	caisière	célibataire	F	25	-
160	maîtrise	SE	célibataire	F	28	-
161	bac+5	professur	célibataire	F	28	-
162	licence	enseignant	célibataire	F	22	-
163	maîtrise	étudiante	célibataire	F	25	-
164	licence	étudinate	célibataire	F	23	-
165	bac+5	ingénieur	célibataire	M	28	-
166	bac	clerc de notaire	marié	M	52	3
167	bac+4	étudiante	A**	F	25	-
168	troisième	retraité	marié	F	59	3
169	bac	-	mariée	F	50	3
170	CAP	chômage	mariée	F	49	1
171	CAP	retraité	mariée	F	47	3
172	licence	-	célibataire	F	25	-
173	BTS	-	mariée	F	26	1
174	niveau bac	-	célibataire	M	33	-
175	-	entrepreneur	marié	M	52	4
176	bac	agent de sécurité	A**	M	29	-
177	licence	surveillante	célibataire	F	21	-
178	bac+2	fontionnaire	mariée	F	45	2

A** =Accompagné

1998-1999

LE QUESTIONNAIRE
(F)

Département de
SOCIOLOGIE

Université de METZ

Cette enquête, d'un caractère rigoureusement scientifique, a pour objet d'étudier le problème de la situation économique actuelle qui dirige par Equipe Recherche Sociologique de l'Université de Metz.

L'anonymat en est garanti : les résultats ne seront exploités que sous forme statistique.

Pour assurer la validité des données qui seront tirés de cette enquête, il importe que les réponses soient aussi spontanées que possible. Les réponses qui vous sont proposées ne correspondront peut-être pas à toutes les nuances de votre opinion ; il convient alors de choisir la réponse qui est la plus proche de votre opinion.

De nos jours, les gens ont des points de vue différents et des interprétations propres au sujet de la condition économique actuelle en France. Les uns disent que la situation est vraiment très grave ou, au contraire, d'autres disent qu'elle n'est pas si grave que ça. A ce sujet, voici quelques uns de ces jugements. A votre avis, lequel correspond le plus à notre société ?

a. Tout à fait normal
b. Beaucoup de problèmes qui ne sont pas très grave
c. Beaucoup de problèmes très grave
d. La crise
e. Le blocage
f. Le désastre
g. Autre .....

2. Quand vous êtes en famille ou entre amis, vous arrive-t-il de discuter de ce sujet ?

a. Très souvent
b. Souvent
c. De temps en temps
d. Rarement

3. A quel pourcentage pensez-vous que la condition de cette situation menace-t-elle directement votre avenir et vos intérêts particuliers ?

4. A l'égard de l'amélioration de cette condition, êtes-vous plutôt optimiste ou pessimiste ?

a. Optimiste
b. Pessimiste

5. A votre avis, à quel pourcentage peut-on attendre que cette situation est vraiment changeable ?

6. Le gouvernement dit souvent qu'il veut bouger cette situation. A quel pourcentage pensez-vous qu'il peut améliorer cette situation ?

7. Voici quatre combinaisons entre les attitudes des citoyens et celles du gouvernement pour bouger cette situation. A votre avis laquelle de ces relations est-elle plus proche de la vérité ?

a. Les citoyens et le gouvernement veulent changer
b. Les citoyens le veulent mais le gouvernement ne le veut pas
c. Les citoyens ne le veulent pas mais le gouvernement le veut
d. Les citoyens et le gouvernement ne veulent pas changer

8. Vous arrive-t-il de réfléchir sur la responsabilité de cette situation ?

a. Très souvent
b. Souvent
c. De temps en temps
d. Rarement

9. Nous avons une liste dans laquelle se trouvent les articles étant jugés responsables de cette situation. Veuillez me donner votre opinion pour chaque article et sur une échelle en 7 points, 1= sans aucune responsabilité et 7= responsabilité totale. Vous pouvez utiliser les chiffres intermédiaires pour nuancer votre opinion.

	Sans aucune responsabilité						Responsabilité totale
L'économie politique mondiale	1	2	3	4	5	6	7
La mentalité française							
Le capitalisme							
Le gouvernement							
Les syndicats							
Les partis de droite							
Les partis de gauche							
L'union européenne							
L'immigration							
Technologie moderne							

10. Classez ces différentes propositions, par ordre de priorité, suivant ce que vous pensez être le plus important pour changer cette situation.

a. Coopération entre le gouvernement et les patronats

b. Coopération entre le gouvernement et les partis

c. Coopération entre le gouvernement et les syndicats

d. Coopération entre le gouvernement et l'église

e. Coopération entre le gouvernement et les citoyens

f. Coopération entre le gouvernement et les intellectuels

11. Les gens aiment souvent consulter les autres sur des problèmes sociaux. Voulez-vous me dire à qui vous faites le plus confiance parmi les personnes marquées sur cette carte pour la consultation de l'opinion au sujet la responsabilité de la situation économique actuelle à l'aide une échelle en 7 points, 1= un petit peu confiance et 7= une très grande confiance.

	Un petit peu confiance						Très grande
A- Les syndicalistes	1	2	3	4	5	6	7
B- Les collègues							
C- Les partis de Droite							
D- Les partis de Gauche							
E- Les voisins							
F- Les députés							
G- les proches							
H- les membres du gouvernement							
I- Les journalistes du presse							
J- Les journalistes de T.V. et Radio							
K- Les patronats							
L- L'église							

12. Si vous voulez choisir tout simplement trois consultants entre eux, quels sont vos préférences en ordre ?

1- 2- 3-

13. Quel sont les deux que vous n'iriez pas consulter ?

1- 2-

14. Supposons que vous soyez d'accord avec un mouvement social pour son programme d'amélioration de la situation économique actuelle. Attribuez un pourcentage à chaque action politique suivant l'importance que vous lui donnez.

a. Le travail bénévole..... %
b. L'aide financière..... %
c. La sympathie à l'égard des mouvements de grève..... %
d. Signer une pétition..... %
e. Participation à une manifestation autorisée..... %
f. Contribuer à un boycotte..... %
g. Se joindre à un grève sauvage..... %
h. Occuper des bureaux ou des entreprises..... %

15. Pouvez vous me donner un pourcentage à chacune des deux propositions par apport à ce qu'il vous semble le plus adapté pour que les groupes obtiennent les avantages désirés.

a. Négociation avec le gouvernement avant la grève %
b. Négociation avec le gouvernement après la grève %

16. A votre avis, par qui le changement de la situation actuelle doit-il être guidé ? Voici une liste où vous pouvez indiquer par ordre vos trois premières.

	1er	2e	3e
- Les pauvres			
- Les syndicats			
- Les patronat			
- Les partis politiques			
- Les riches			
- Le gouvernement			
- Les intellectuels			

17. si la situation économique actuelle évolue finalement favorablement, à quel groupe, à votre avis, bénéficiera le plus ce changement ? Voici trois groupes possibles ;

a. Tous les citoyens
b. Un certain nombre de citoyens y compris vous-même
c. Un certain nombre de citoyens sans vous-même

18. Si le gouvernement ne peut plus améliorer cette situation économique actuelle, quelle action suivante pourriez-vous réaliser, sur une échelle en 7 points?

	Pas du tout d'accord						Tout à fait d'accord
	1	2	3	4	5	6	7
A. se joindre à un parti extrême							
B. Blâmer les attitudes du gouvernement.....							
C. Dénoncer des abus du gouvernement.....							
D. Faire des propositions au gouvernement.....							
E. Se plaindre du gouvernement devant le tribunal.....							
F. S'efforcer pour organiser un mouvement social.....							
G. Approuver un certain nombre d'affaires illégales.....							
H. Ne rien faire du tout							

19. Je vais maintenant vous lire quelques solutions possibles. Pour chacune d'entre elles, voulez-vous me dire si vous êtes d'accord ou non sur cette échelle en 5 points.

La solution qui consiste...	Pas du tout d'accord				Tout à fait d'accord
1- à obliger tous les citoyens à sacrifier un certain nombre de leurs intérêts.....	1	2	3	4	5
2- à obliger un certain nombre des citoyens, y compris vous-même, à sacrifier un certain nombre de leurs intérêts.					
3- à obliger un certain nombre de citoyens, sans vous-même, à sacrifier un certain nombre de leurs intérêts.					
4- à augmenter les intérêts d'un certain nombre de citoyen, y compris vous-même, tout en conservant les intérêts des plus riches.					

20. Voici une liste qui se compose d'un certain nombre de moyens pour améliorer la condition économique actuelle. Quels sont vos trois premiers choix par ordre de préférence.

	1er	2e	3e
- Création d'emplois partiels			
- Lutte contre la pollution de l'environnement			
- Réduction d'impôt sur revenu			
- Réduction des dépense de l'Etat			
- Modération de l'injustice			
- Privatisation des grandes entreprises			
- Priorité de la solidarité			
- Diminution du déficit			
- Augmentation l'aide social par l'Etat			
- Création d'emploi pour les jeunes			
- Renforcement de l'égalité			
- Lutte contre la corruption			

21. Pour sortir de la condition économique actuelle, si l'Etat organise un grand débat concernant aussi les citoyens, seriez-vous l'un(e) des participant(e) ou préféreriez vous être auditeur(trice) ?

Participant(e) Auditeur(trice)

22. Voici deux points de vue différents au sujet de la condition économique actuelle. Avec lequel êtes-vous le plus d'accord ?

1- Les citoyens qui sont mécontents forment la plus grande partie de la société.

2- Les citoyens qui sont mécontents forment la plus petite partie de la société.

23. On entend beaucoup parler des dommages crées par la crise économique actuelle. A votre avis à quel point les gens qui ont subi une perte sont en droit de réclamer d'éventuelles compensations par l'Etat sur une échelle en 7 points, 1= un petit peu droit et 7= un très grand droit.

Un petit peu droit Très grand droit

1 2 3 4 5 6 7

24. Comment considérez-vous la distance sociale entre les plus riches et les plus pauvres, sur une échelle d'amplitude de 7, 1= étant très proche et 7= étant très large

Très proche Très large

1 2 3 4 5 6 7

25. Pendant les dix dernières années pensez-vous que cette distance sociale est devenue plus large ou moins large ?

plus large moins large

26. Dans les dix années à venir, pensez-vous que cette distance sera plus large ou moins large ?

plus large moins large

27. Evaluez votre position sociale sur une échelle allant de 1 à 100, 1= étant le plus bas et 100= le plus haut.

28. En tenant compte des caractéristiques de formation du statut social dans notre société, classez ces caractéristiques suivantes par ordre de préférence de 1 à 5.

a- La culture
b- L'argent
c- Le pouvoir
d- La religion
e- La personnalité

29. *Voici six paires valeurs*. Sur chaque paire vous devrez choisir 1 valeur et 1 seule.

30. Maintenant, je vous demande de me donner votre opinion sur un certain nombre d'idées. Avec laquelle de ces deux phrases, vous êtes plutôt d'accord:

Dans notre société, pour protester,...

il y a beaucoup de moyens légaux et efficaces.
il y a beaucoup de moyens légaux mais inefficaces.

---

les moyens illégaux sont plus efficaces que les moyens légaux.
les moyens légaux sont plus efficaces que les moyens illégaux.

---

l'action collective est plus efficace que l'action individuelle.
l'action individuelle est aussi efficace que l'action collective.

---

l'intérêt public est prioritaire à l'intérêt particulier.
l'intérêt particulier est prioritaire à l'intérêt public.

---

les actions radicales et fortes sont plus efficaces que les action plus modérées.
les actions plus modérées sont plus efficaces que les actions radicales.

---

31. Normalement les gens évaluent bien les phénomènes sociaux selon un certain nombre de caractéristiques qui sont présentées dans la liste ci-dessous. Dites-moi, à l'aide d'une échelle en 7 points, comment vous évaluez le système politique actuel ?

Actif	Passif
Traditionnel	Moderne
Diminue l'injustice	Accroît l'injustice
Gaspilleur	Epargnant
Diminue l'inégalité	Accroît l'inégalité
Augmente les conflits	Résout les conflits
Stable	En crise
Accroît la liberté	Diminue la liberté
Décevant	Prometteur
Rassurant	Inquiétant
Du côté des riches	Du côté des pauvres

32. Voici une liste de possibilités. Je vais vous les lire séparément, alors vous donnerez votre opinion sur chaque phrase. Je commence ;

Dans quel pourcentage pensez-vous que, dans notre société...

1- ... votre enfants peuvent devenir ministre.....%
2- ... une personne pauvre peut devenir un homme riche.....%
3- ... le fils d'une personne pauvre peut épouser la fille d'une personne riche.....%
4- ... les pauvres peuvent suivre les études supérieures dans les écoles renommées.....%
5- ... une personne pauvre peut devenir président de la République..... %
6- ... une personne ordinaire sans protection politique (comme par exemple, d'un parti, ...) peut réussir dans le milieu politique..... %
7- ... le gouvernement peut lutter contre la corruption.....%
8- ... il y a des différences entre les hommes politiques de Gauche et ceux de Droite..... %
9- ... un innocent peut être jugé comme coupable par les juges..... %
10- ... Les gens ordinaires peuvent faire changer une loi injuste approuvée par le parlement.....%
11- ... Les gens les plus riches influent sur les jugements des juges selon leurs intérêts.....%

12- ... devant la justice les gens ordinaires sont maltraités par rapport aux gens qui ont des relations..... %
13- ... dans les cinq années à venir vos conditions de vie peuvent s'améliorer.....%
14- ... le système d'imposition actuel est juste.....%

15- ... les revenus sont distribuées de manière juste..... %
16-... la plupart des gens insatisfaits ont participé à un mouvement social durant ces cinq dernières années....%
17-... votre participation à la résolution des problèmes économiques actuels est efficace.....%

33. D'une manière générale dans notre société certains personnes ont de la sympathie à l'égard de Droite et certains d'autres envers de Gauche. Diriez-vous que, sur une échelle en 7 points, 1 pour extrême Droite et 7 pour extrême Gauche, à quel point votre sympathie se place-t-elle ?

extrême Droite						extrême Gauche
1	2	3	4	5	6	7

34. Est-ce que vous appartenez à un groupe politique ?

oui non

34-1. Si oui, lequel ?

35. Dans votre vie, quelle est l'importance de chacune des choses suivantes, à laide une échelle de 1 à 7, 7= très grand important et 1= un petit peu important.

	Un petit peu important						Très grang important
a. La famille	1	2	3	4	5	6	7
b. Le travail							
c. La politique							
d. Les amis et relations							
e. La religion							
f. Les activités culturelles							

46. D'une manière générale, dites si vous êtes satisfait ou non avec les sujets suivants, à l'aide d'une échelle en 7 point, 1= pas satisfait du tout et 7= tout à fait satisfait.

	Pas satisfait du tout						Tout à fait satisfait
a. votre situation professionnelle	1	2	3	4	5	6	7
b. votre revenu par mois							
c. votre niveau des études							
d. votre vie familiale							
e. votre position sociale							
f. la situation économique actuelle							
g. votre quartier							
h. votre logement							

37. Quel âge avez-vous ?

38. Et votre situation familiale actuelle;

célibataire marié(e) divorcé séparé

veuf en ménage sans être marié

39. L'enfant : oui non **39/1.** Combien d'enfant :

40. Votre niveau d'étude ?

41. Avez-vous une activité professionnelle rémunérée ? oui non

42. Quelle est votre profession actuelle ?

43. Nous désirons analyser les résultats de cette étude en fonction des revenus des personnes que nous avons interrogées. Voulez-vous me dire dans quelle catégorie suivante vous situez-vous ?

vous-même
- R< 4000
- 4001< R <6000
- 6001< R <8000
- 8001 <R <10000
- 10001 < R < 12000
- 12001 < R < 14000
- 14001 < R < 16000
- 16001 <R < 18000
- 18001 <R < 20000
- R > 20001

43/1. Et votre épouse :
- R< 4000
- 4001< R <6000
- 6001< R <8000
- 8001 <R <10000
- 10001 < R < 12000
- 12001 < R < 14000
- 14001 < R < 16000
- 16001 <R < 18000
- 18001 <R < 20000
- R > 20001

44. Sexe. M F